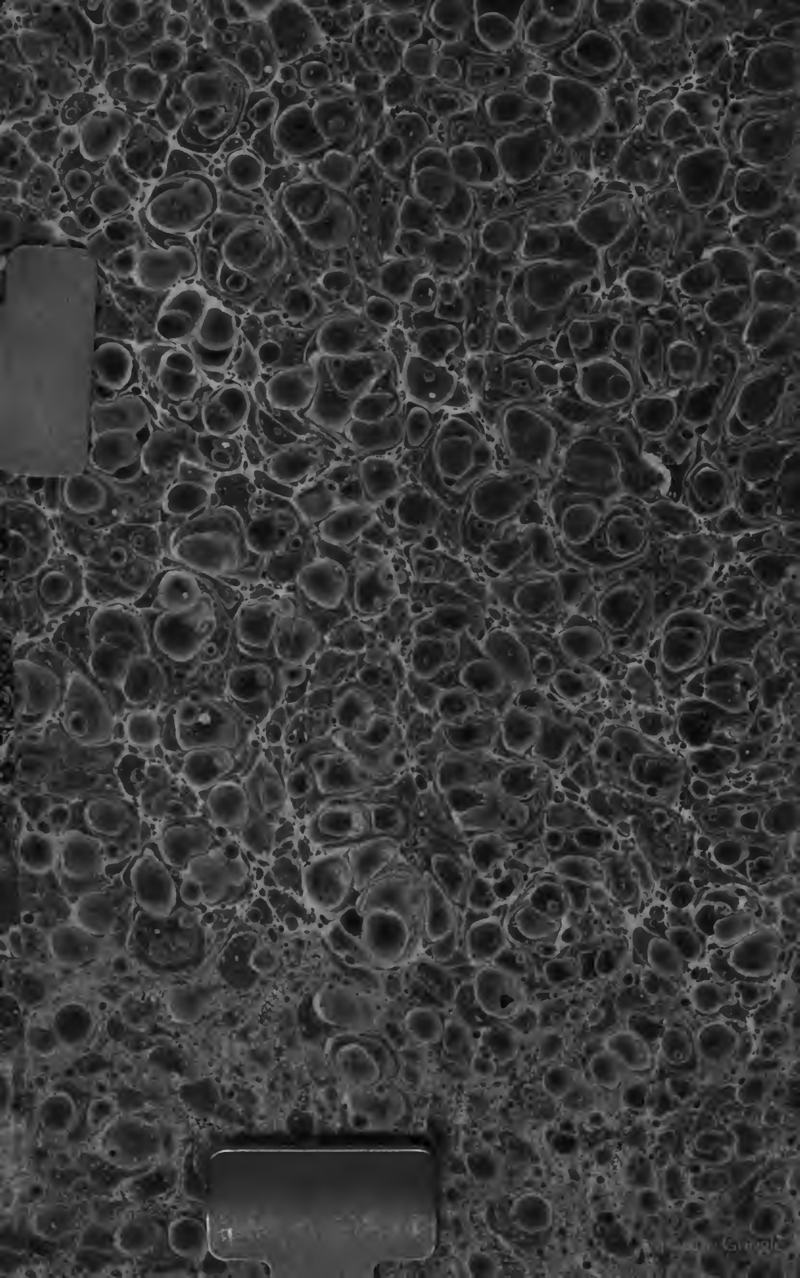
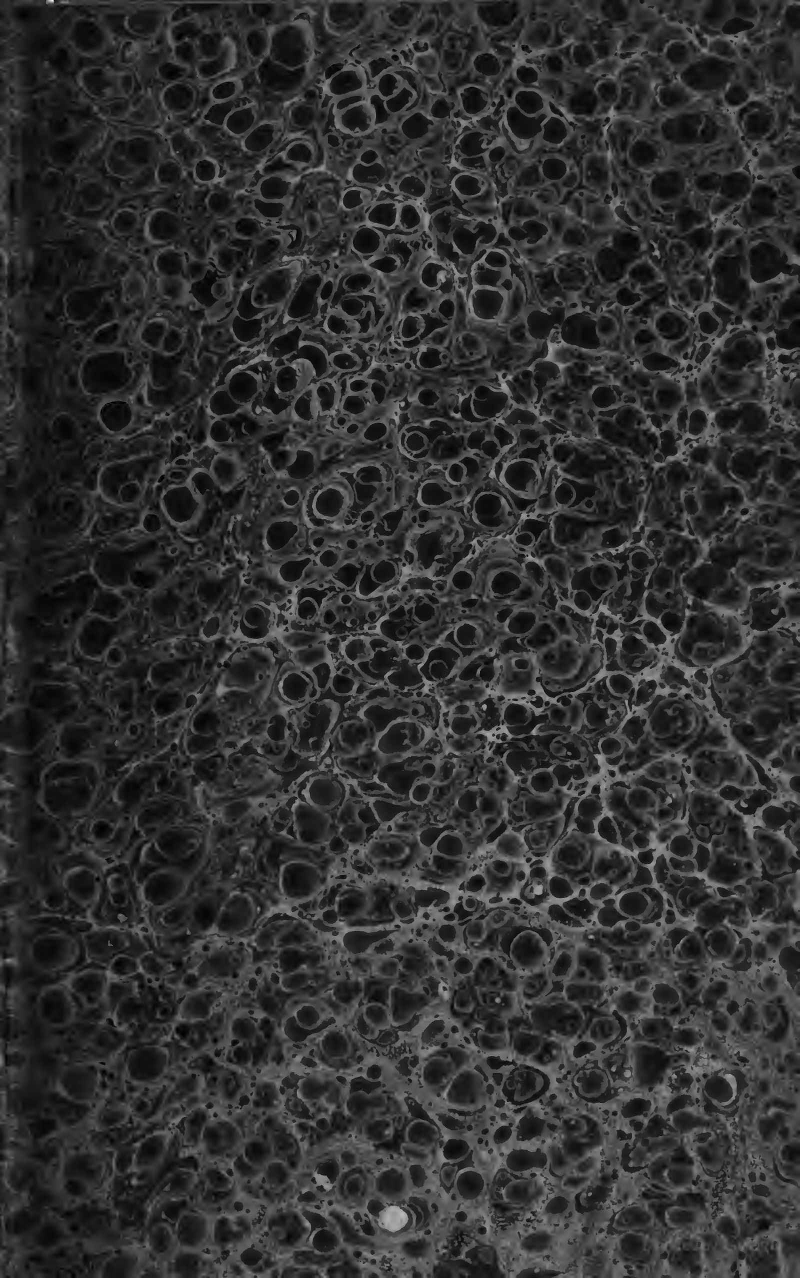
L'ESPAGNE DEPUIS LE RÈGNE DE PHILIPPE II JUSQU'À...

Charles Weiss







L'ESPAGNE

DEPUIS LE RÈGNE DE PHILIPPE II

JUSQU'A L'AVÉNEMENT DES BOURBONS



PARIS. — IMPRIMERIE DE J. BELIN-LEPRIEUR FILS,
rue de la Monnaie, 11.

L'ESPAGNE

DEPUIS LE RÈGNE DE PHILIPPE II

JUSQU'A L'AVÉNEMENT DES BOURBONS

PAR

M. CH. WEISS
PROFESSEUR D'HISTOIRE AU COLLÉGE ROYAL DE BOURBON

TOME PREMIER



PARIS
CHEZ L. HACHETTE
LIBRAIRE DE L'UNIVERSITÉ ROYALE DE FRANCE
Rue Pierre-Sarrazin, nº 12

1844



PRÉFACE.

Le but de ce livre n'est pas de présenter l'histoire complète de l'Espagne, depuis le règne de Philippe II jusqu'à l'avénement des Bourbons. Les matériaux nécessaires à l'exécution d'un tel ouvrage n'existent pas en France, nous le croyons du moins, et d'ailleurs ce travail aurait exigé des développements trop considérables pour être circonscrits dans les limites étroites que nous nous étions imposées. Quelles sont les causes de l'abaissement de l'Espagne, et comment peut-elle remonter au rang qu'elle occupait autrefois parmi les nations? Tel est le double problème que nous avons essayé de résoudre. Pour y parvenir, nous nous sommes proposé d'abord d'apprécier le système politique de Philippe II et de ses successeurs, d'en faire ressortir les conséquences fatales, en recherchant les principaux faits qui expliquent la décadence progressive de l'Espagne au XVIe et au XVIIe siècle; d'examiner ensuite le système nouveau suivi par les Bourbons, de constater les réformes qu'ils ont réalisées jusqu'à ce jour, et de montrer ainsi, par des

preuves irrécusables, que ce royaume est en voie de progrès et qu'un brillant avenir lui est peut-être encore réservé.

Nous n'avons pas la prétention de donner comme neuves toutes les parties de cet ouvrage. Plusieurs chapitres du premier volume contiennent des faits déjà connus pour la plupart ; mais nous avons cru nécessaire d'en présenter le résumé succinct, pour faciliter l'intelligence des matières développées dans le volume suivant, et que personne n'avait encore traitées. Nous les avons puisées principalement dans les dépêches des ambassadeurs de France en Espagne, pendant la seconde moitié du XVII[e] siècle. La récente publication de M. Mignet nous a été d'un grand secours, quoiqu'elle ne se rapporte qu'indirectement à notre sujet. Elle nous a fourni des renseignements précieux sur les règnes de Philippe IV et de Charles II. Mais nous cherchions plutôt des documents sur l'état intérieur de l'Espagne, sur son gouvernement, ses institutions, son agriculture, son industrie et son commerce, que des pièces relatives aux événements politiques qui préparèrent la guerre de la succession. Nous les avons trouvés dans un grand nombre de dépêches conservées au ministère des affaires étrangères, et que M. Mignet n'a pas publiées, parce qu'elles ne touchaient pas à la question qu'il se proposait d'éclaircir. La Bibliothèque du Roi renferme également des matériaux inédits qui se rattachent à l'histoire d'Espagne. Nous avons consulté les rapports adressés à Richelieu par le consul de France à Dantzick,

et qui jettent un jour tout nouveau sur les relations de Philippe II avec le Danemarck, la Suède et la Pologne, une partie de la correspondance du comte de La Vauguyon, et un mémoire du comte de Rébenac, contenant des détails précis sur l'étendue et la nature du commerce de contrebande que les autres nations avaient organisé avec les colonies espagnoles en Amérique. Nous avons enfin tiré parti des manuscrits de Denys Godefroi, conservés à la Bibliothèque de l'Institut, et des papiers de Simancas, transportés à Paris sous l'Empire, et dont une partie a été déposée aux archives du royaume.

Il existe en Espagne un grand nombre d'ouvrages spéciaux, peu connus en France, et qui se rapportent à notre sujet. Les dissertations savantes, publiées par l'Académie de l'histoire de Madrid, les mémoires de la Société économique, les anciens traités d'Ustariz, d'Ulloa, de Navarrête, de Moncada, de Campomanès, les ouvrages plus récents de Capmany, de Sempere, d'Agustin de Blas, de Jovellanos, nous ont fourni des détails nombreux que nous avons essayé de classer.

Nous avons déjà mentionné la grande collection des documents relatifs à la succession d'Espagne. Tout le monde sait que M. Mignet ne s'est pas contenté de mettre en ordre et de publier des pièces inédites. La belle introduction, placée en tête de cet ouvrage, nous a dirigé dans nos recherches. Nous avons toujours eu devant les yeux ces pages éloquentes dans lesquelles il présente, avec une net-

teté de vues et une vigueur si remarquables, les causes et les progrès de la décadence de l'Espagne, sous les princes de la maison d'Autriche. Les conseils de M. Mignet ne nous ont pas été moins utiles. Nous avons modifié plus d'un chapitre, d'après les observations qu'il a bien voulu nous adresser.

INTRODUCTION.

TABLEAU DE LA GRANDEUR DE L'ESPAGNE, A L'AVÉNEMENT DE PHILIPPE II, ET DE SA DÉCADENCE SOUS LE RÈGNE DE CHARLES II.

Philippe II fut, à son avénement, le souverain le plus puissant de la chrétienté. Il régnait sur les royaumes de Castille, d'Aragon, de Navarre, sur Naples, la Sicile, la Sardaigne, le Milanais, le Roussillon, les Pays-Bas, la Franche-Comté. Son autorité était reconnue au cap Vert et dans les provinces de Tunis et d'Oran. Sur les côtes occidentales de l'Afrique, il possédait le royaume des Canaries, les îles de Fernando-Po, d'Annobon, de Sainte-Hélène. Son mariage avec Marie Tudor avait placé entre ses mains les armées et les flottes de l'Angleterre, et associé ce puissant royaume à la politique de l'Espagne. En Amérique, il régnait sur le Mexique et le

Pérou, qui l'enrichissaient tous les ans de leurs trésors, sur la Terre-Ferme, la Nouvelle-Grenade, le Chili, et sur les vastes provinces arrosées par le Paraguay et la Plata, qui avaient été conquises pendant les dernières années du règne de Charles-Quint. L'étendue de ces domaines surpassait deux fois celle du territoire que renferment, de nos jours, les États-Unis. Le seul royaume du Mexique était cinq fois plus grand que toute l'Espagne [1]. Il possédait en outre l'île de Cuba, celle de Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, la Jamaïque, et, dans la mer des Indes, les îles Philippines [2], dont les produits assuraient à ses sujets une source inépuisable de richesses. Maître des plus belles contrées des deux mondes, Philippe II disait avec raison que le soleil ne se couchait jamais dans ses États. Ses sujets, pleins de confiance dans leur monarque, disaient avec jactance : *Au moindre mouvement de l'Espagne, la terre tremble* [3].

Partout ailleurs régnaient la discorde et l'anarchie.

1. Aussi Fernand Cortez avait-il écrit à Charles-Quint pour l'engager à joindre le titre d'empereur de la Nouvelle-Espagne à celui d'empereur romain. Voyez Humboldt, *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, liv. I, ch. I. Paris, 1825.

2. Les Philippines, découvertes par Magellan, ne furent occupées par les Espagnols qu'en 1564.

3. Comó se mueve á España, la tierra tiembla.

Le Portugal et ses colonies étaient en pleine décadence. La France, épuisée par les guerres désastreuses de François Ier, affaiblie par les partis religieux, détournait son attention du dehors et restait isolée dans sa faiblesse. L'Angleterre était livrée aux mêmes déchirements. Les catholiques avaient triomphé sous le règne de Marie; mais de nouvelles discordes devaient suivre la mort de cette reine, et empêcher longtemps la reine Élisabeth de s'affermir sur le trône. L'Allemagne était partagée, comme la France et l'Angleterre, entre les deux croyances qui se disputaient le monde. La paix d'Augsbourg venait, il est vrai, de terminer la guerre civile; mais ce n'était qu'une trêve aux souffrances des partis, et les fréquentes violations de la *réserve ecclésiastique* annonçaient une crise prochaine, que la politique pouvait retarder, mais non prévenir. L'empereur d'Allemagne, Ferdinand Ier, était attaché à Philippe II par le double lien de la croyance religieuse et de la parenté; et, bien loin de s'opposer à l'agrandissement de sa puissance, il y contribuait par ses armes en combattant les Turcs, ces ennemis acharnés de l'Espagne. L'Italie avait cessé de compter au nombre des nations : le nord et le midi faisaient partie de la monarchie espagnole; au centre, les

petits états de Rome, de Parme et de Plaisance, de Gênes, de Florence, subissaient l'influence de Philippe II. Venise elle-même n'était plus qu'un souvenir. Depuis la découverte de l'Amérique et de la route maritime qui conduisait aux Indes, elle ne servait plus d'entrepôt au commerce des nations qui habitaient autour du bassin de la Méditerranée, et dès lors avait commencé pour elle cette agonie de trois siècles qui finit à Bonaparte. La Pologne était livrée à l'anarchie. La Russie se relevait à peine de son long assujettissement aux Tartares. Les états scandinaves avaient perdu leur force depuis la rupture de l'union de Calmar, et la demi-barbarie dans laquelle ils étaient plongés ne leur permettait pas encore d'agir sur les destinées de l'Europe civilisée.

Une et forte pendant que tout se divisait et déclinait autour d'elle, l'Espagne s'éleva rapidement au rang de puissance prépondérante. Aux Espagnols du XVI[e] siècle semblait être échu, par une faveur toute spéciale, le don de conserver leur autorité une fois assise sur les peuples conquis, autrement que par la terreur de leurs armes. Les vice-rois de Naples, de Sicile, de Sardaigne, les gouverneurs du Milanais, de la Franche-Comté, des Pays-

Bas, et les vice-rois du Mexique et du Pérou, montraient à l'égard de leurs inférieurs cette familiarité noble qui n'exclut ni l'obéissance ni le respect, qualité précieuse que les Espagnols ont reçue des Maures avec une partie du sang qui coule dans leurs veines, et que les Anglais et les Français n'ont jamais connue. Philippe II possédait d'ailleurs une armée suffisante pour maintenir dans la sujétion tant de nations de langue, de mœurs, de coutumes et d'origine différentes. L'infanterie espagnole était la première infanterie de l'Europe. Depuis près d'un siècle, le fantassin castillan régnait sur les champs de bataille, intrépide sous le feu, plein de respect pour lui-même, quelque déguenillé qu'il pût être, au point qu'il se faisait nommer *caballero ;* du reste, sombre et taciturne, avare et avide, sans pitié pour le vaincu, on le voyait attendre patiemment, à défaut de solde, le pillage de quelque bonne ville d'Allemagne, de Flandre ou d'Italie [1]. L'infanterie espagnole avait fait ses preuves devant Grenade et dans le royaume de Naples, sous Gonzalve de Cordoue, et, plus récemment, à Ravenne, à Pavie, à Muhlberg.

Depuis ces victoires, qui illustrèrent les règnes de

1. Voir dans Sismondi, *Républiques italiennes*, le récit du sac de Milan et de celui de Rome par les troupes de Charles-Quint.

Ferdinand le Catholique et de Charles-Quint, les traditions de fidélité, d'honneur et de bravoure s'étaient perpétuées parmi les chefs, et même parmi les simples soldats. Pour les entretenir dans l'armée, on avait conservé dans un régiment d'élite [1] ces glorieux drapeaux de Gonzalve de Cordoue, qui, tant de fois, avaient vu fuir l'ennemi, nobles témoins des efforts qu'allaient faire les générations nouvelles pour imiter les vertus des générations passées. Les chefs se distinguaient par une connaissance et une pratique de l'art de la guerre, qui les rendait presque tous également propres à commander. S'il arrivait que la faveur de la cour mît à la tête des armées un général peu capable, la science des officiers suppléait à celle qui lui manquait. Mais le plus grand nombre des généraux de Philippe II étaient dignes de toute la confiance des soldats. Philibert Emmanuel, don Juan d'Autriche, le duc d'Albe, le prince de Parme furent les premiers tacticiens de leur époque. Le duc de Savoie, inébranlable dans l'adversité, prompt, vigilant, habile à profiter de tous les avantages, à tirer parti de toutes les fautes de l'ennemi, réparait en

1. On l'appelait le vieux régiment, *tercio viejo*. Voir Herrera, *Historia general*, p. 190. Madrid, 1612.

peu de jours des échecs dus à sa mauvaise fortune, et terminait glorieusement sa carrière militaire par la victoire de Saint-Quentin. Don Juan d'Autriche se signale par la réduction des Maures des Alpujarras, et par la victoire de Lépante, qui marque le terme des agrandissements de l'empire ottoman, et sauve la chrétienté. Le duc d'Albe accomplit avec succès la périlleuse entreprise de conduire une armée d'Italie en Flandre, et après son retour en Espagne, il fait en moins d'un an la conquête d'un royaume dont les destinées restèrent liées pendant soixante ans à celles de la monarchie espagnole. Le prince de Parme, qui prit Anvers et contraignit une armée très supérieure en nombre à lever les siéges de Paris et de Rouen, sans accepter le combat auquel voulait le forcer Henri IV, doit être rangé parmi les plus grands capitaines que le XVIe siècle ait produits. Les flottes de Philippe II soutenaient dignement la réputation de ses troupes de terre. Il y avait près d'un siècle que l'Espagne était une puissance maritime. Déjà, sous Ferdinand le Catholique et Isabelle, elle entretenait des armées navales. L'escadre qui conduisit Jeanne en Flandre en 1496, et qui la ramena en Espagne avec son époux Philippe d'Autriche, était composée de cent trente vaisseaux portant près

de vingt-quatre mille hommes [1]. Depuis cette époque, la marine espagnole n'avait pas cessé de s'accroître. Philippe II entretenait des escadres armées sur les côtes de la Galice, du Guipuscoa, du royaume de Naples, de la Sicile, des Pays-Bas, et près du détroit de Gibraltar, pour mettre ses États à l'abri de toute insulte. Ces escadres se composaient en temps de paix de cent vaisseaux, sans compter une flottille de cinquante galères, qui devait protéger la marine marchande contre les pirates d'Alger, de Tunis et de Tripoli [2].

Si l'on songe que Philippe II disposait d'une flotte imposante, d'une armée aguerrie et disciplinée, de généraux pleins de science et accoutumés à la victoire; si l'on songe qu'il était souverain absolu, et qu'il suffisait de sa signature et de son sceau royal pour transmettre, jusqu'aux limites les plus reculées de ses États, des ordres qui étaient reçus avec respect et promptement exécutés, on concevra qu'un seul homme ait pu menacer la liberté du monde, et ce rêve de monarchie universelle, qu'on prête au fils de Charles-Quint, paraîtra au-

1. Voir la Dissertation sur le gouvernement d'Isabelle, insérée dans les Mémoires de l'Académie de l'histoire de Madrid, t. VI, p. 259.

2. Archives du Ministère des affaires étrangères. Dépêche de l'archevêque d'Embrun au Roi, du 18 juin 1666.

tre chose qu'une vaine chimère inventée par la peur et propagée par la crédulité.

En même temps que l'Espagne dominait au dehors par ses armes, elle était florissante à l'intérieur par son agriculture, son industrie et son commerce.

Peu de contrées ont été plus favorisées par la nature et offrent de plus grandes ressources au laboureur, à l'industriel et au commerçant. L'Espagne peut se suffire plus facilement à elle-même que la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Grâce à la merveilleuse fécondité du sol et à la variété des climats, elle réunit les productions de la zone tempérée à celles des tropiques. Le versant cantabrique présente la même végétation que le nord de la France, la province de Cornouailles et la principauté de Galles. Le versant lusitanique produit le dattier, l'oranger, le limonnier, et généralement les mêmes végétaux que l'île de Madère, les Açores, les Canaries et les autres îles de la mer Atlantique. Le versant méditerranéen produit l'olivier, la vigne, le figuier, le grenadier et tous les autres végétaux du Levant, de l'Archipel et de la Sicile. Le versant bétique ou africain, qui comprend tout le midi de la Péninsule, depuis les montagnes qui bordent l'An-

dalousie jusqu'à la mer, présente un aspect tout particulier. Lorsqu'on entre dans l'Andalousie par la Castille, il semble que l'on entre dans un monde nouveau. Dans cette contrée que la nature semble avoir favorisée plus que toute autre, il ne gèle presque jamais, et si, dans un hiver rigoureux, il tombe un peu de neige, elle disparaît presque aussitôt. La végétation diffère entièrement de celle des autres provinces. Ces mêmes montagnes, dont le versant septentrional est couvert de thym, de romarin et d'arbustes sauvages, produisent sur le versant opposé le lentisque, le kermès, l'anagyris et les autres plantes médicinales de l'Afrique. A partir de la Caroline [1], on trouve des bois entiers d'orangers et de citronniers. Là commencent à paraître le cactus, l'aloës, le caprier, l'astragale ligneux, la giroflée sauvage, le palmier indigène, dont les cimes dépassent les plus hauts oliviers, et qui occupe tout le terrain que ne lui dispute pas le laboureur. Sur les côtes de la Méditerranée, depuis Malaga jusqu'à Gibraltar, on peut cultiver la canne à sucre, le cotonnier, l'ananas, le café, l'indigo, sans recourir à l'assistance des esclaves [2]. Il faut

1. Colonie fondée par Charles III.

2. Voyez les articles Espagne et Andalousie dans le *Dictionnaire historique et géographique* de Miñano.

ajouter que les productions de l'Espagne sont pour la plupart d'une qualité supérieure. Le blé n'y perd que cinq pour cent à la mouture, tandis qu'il perd quinze pour cent partout ailleurs. Les olives sont plus exquises et deux fois plus grosses que celles de la Provence. Les vins de Xérès, de Malaga, d'Alicante, sont célèbres et recherchés dans toute l'Europe [1].

Rien n'égale la finesse des soies de Grenade. Les laines des troupeaux mérinos sont d'une qualité supérieure. Les chevaux andalous sont à peine inférieurs aux chevaux arabes. Le chameau d'Afrique, la chèvre et le lama du Pérou peuvent s'acclimater facilement dans les parties méridionales de cette heureuse contrée [2]. Le règne minéral offre des ressources plus grandes encore à l'industrie nationale. En Andalousie, on trouve des mines de cuivre, de fer, d'antimoine, de mercure [3]; dans les Asturies, des mines de charbon de terre, dont l'exploitation commence à peine et dont la richesse est immense ; dans la Sierra-Morena, d'abondantes mines de fer qui alimentent aujourd'hui les manufactures d'Albaracin et de Cuença [4]. Les mines de mercure d'Almaden fournis-

1. Delaborde, *Itinéraire descriptif de l'Espagne.* Introd., p. 120.
2. Voyez l'article Espagne dans le *Dictionnaire* de Miñano.
3. Article Andalousie, *Dictionnaire* de Miñano.
4. Article Espagne, *ibid.*

sent jusqu'à vingt mille quintaux par an [1]. Les montagnes de l'Alava sont riches en mines de fer, de cuivre, d'antimoine, et contiennent des carrières de marbre [2]. Dans les *Encartaciones* de la Biscaye, on trouve des mines de fer d'une qualité supérieure. De la seule montagne de Triano on extrait huit cent mille quintaux par an pour les fabriques de fer de la Biscaye, du Guipuscoa, de l'Alava et des Asturies [3]. Dans les deux Castilles, en Aragon, en Navarre, et dans les provinces de Valence, de Murcie et d'Andalousie, le nitre est en si grande abondance que la poussière des routes en est imprégnée [4]. Un voyageur moderne affirme que les routes de l'est et du midi de l'Espagne pourraient fournir du nitre à tout l'univers. Le Tage charrie des paillettes d'or. On extrait l'arsenic des montagnes des Asturies; l'argent, de Guadalcanal et de la Sierra-Morena; le cobalt, des ramifications des Pyrénées dans la Catalogne et l'Aragon; le sel gemme, de la Manche et de la Catalogne; l'antimoine, d'Alcaraz, de la Sierra-Morena et des montagnes de la Galice; le soufre, des provinces de Murcie, d'Aragon, et surtout des

1. Article Almaden, *Dictionnaire* de Miñano.
2. Article Alava, *ibid.*
3. Article Encartaciones, *ibid.*
4. C'est ce qui rend la cécité si fréquente dans ces contrées.

environs de Séville; les pierres précieuses, de la Catalogne [1].

La grande étendue des côtes de l'Espagne et l'excellence de ses ports sur la mer Atlantique et sur la Méditerranée favorisent l'exportation de ses riches produits. Le littoral seul de la Méditerranée présente un développement de 251 lieues. Les grands fleuves de l'Espagne permettent aux vaisseaux marchands de pénétrer jusque dans l'intérieur du pays. Il suffit de quelques travaux faciles à exécuter pour rendre navigables l'Èbre jusqu'à Tortose, le Guadalquivir jusqu'à Cordoue, la Guadiana jusqu'à Badajoz, enfin le Minho, le Douro, le Tage jusqu'à des distances assez éloignées de leur embouchure pour faciliter l'exportation des blés, des vins et des produits manufacturés du royaume.

Au XVI[e] siècle, les Espagnols tiraient parti de tous ces avantages. Tandis que les nobles se livraient à la carrière des armes, les autres classes enrichissaient le pays par un travail assidu. L'agriculture surtout était en honneur. Les Asturies, la Navarre et les provinces basques étaient couvertes d'arbres fruitiers et de pâturages où pais-

1. Article Espagne, dans Miñano.

saient d'innombrables troupeaux. Tout le nord de la Péninsule produisait des fruits exquis, du miel, de la cire, du lin, du chanvre, du blé en abondance. Le safran, que l'on cultivait près de Barcelonne et de Cuença, était une source de richesses pour la Catalogne et la Nouvelle-Castille [1]. La *huerta* de Valence, sillonnée par des canaux et des aqueducs sans nombre, présentait l'aspect d'un magnifique jardin. En Andalousie et dans les deux Castilles, les moissons étaient plus que suffisantes à la nourriture des habitants, puisqu'on exportait annuellement des céréales de ces deux provinces pour subvenir aux besoins de l'étranger. Rien n'égalait la fertilité et la richesse des rives du Guadalquivir, depuis Cordoue jusqu'à son embouchure, des rives du Douro, des côtes d'Alméria, de Malaga, de Tarifa [2]. Le royaume de Grenade, encore habité par l'élite des descendants des Arabes, étalait partout les produits de la plus belle agriculture du monde; aussi nourrissait-il une population de trois millions d'âmes [3]. Les montagnes de l'Alpujarra étaient cultivées jusqu'à leurs cimes les plus élevées. La Vega de Gre-

1. Article Cuença, *Dictionnaire* de Miñano.

2. Article Espagne, *ibid.*

3. Voyez Moreau de Jonnès, *Statistique de l'Espagne*, page 44. Le chiffre de trois millions peut paraître exagéré, mais il faut remarquer

nade, arrosée par le Xénil , était renommée par sa fertilité qui tenait du prodige : on l'attribuait aux flots de sang dont cette plaine avait été inondée pendant les dernières luttes entre les Maures et les chrétiens; mais, sans doute, le travail des hommes avait contribué plus que leur sang à la féconder. Partout des réservoirs et des canaux d'arrosage distribuaient les eaux dans les terrains les plus éloignés, les plus arides. Aussi les habitants du royaume de Grenade étaient-ils parvenus à réunir les plantes des tropiques à celles de l'Europe. Ils cultivaient en plein air le bananier, le pistachier, le myrte, le sésame, et ils appelaient Grenade le paradis du monde. La vallée que traverse le Douro porte encore aujourd'hui le nom de *Val Parayso*, ou Vallée du Paradis [1].

L'industrie et le commerce ajoutaient encore à la prospérité de l'Espagne. Tolède, Cuença, Hueto, Ciudad-Réal, Ségovie, Villacastin, Grenade, Cor-

que, les Arabes de toutes les parties de l'Espagne ayant reflué peu à peu vers le royaume de Grenade pour échapper à la domination des chrétiens, une population nombreuse a dû s'agglomérer à la fin dans cette province. Or, l'époque dont nous parlons étant antérieure à la grande insurrection de 1570, qui eut pour résultat la dispersion des Maures de Grenade par toutes les provinces de l'Espagne, le chiffre de trois millions donné par Moreau de Jonnès peut être admis.

1. Journal du Voyage d'Espagne fait en 1659, à l'occasion du traité de la paix, p. 72.

doue, Séville, Ubéda, Baëza, possédaient des manufactures de cuirs, de draps et de soieries [1]. Les draps verts et bleus que l'on fabriquait à Cuença étaient recherchés sur les côtes d'Afrique, en Turquie et dans les échelles du levant [2]. On y cardait tous les ans deux cent cinquante mille arrobes de laine, et l'on en teignait de diverses couleurs une égale quantité [3]. Les fabriques de draps de Médina del Campo et d'Avila n'étaient pas moins florissantes [4]. A Ségovie, trente-quatre mille ouvriers étaient employés à confectionner des draps; ils fabriquaient vingt-cinq mille pièces par an, et consommaient quatre millions et demi de livres de laine [5]. Les draps de Ségovie étaient réputés les plus beaux de l'Europe.

Tout le monde connaît la célébrité des lames de Tolède et des fabriques de maroquins de Cordoue, dont la qualité supérieure a fait donner à ce genre de pelleterie le nom de cordoban. En 1519, on comptait à Séville seize mille métiers à soieries et cent trente mille ouvriers employés à la fabrication des

1. Voyez la Dissertation sur le gouvernement d'Isabelle, insérée dans les Mémoires de l'Académie de l'histoire de Madrid, t. VI, p. 278.

2. Voyez l'article Nouvelle-Castille, dans le *Dictionnaire historique et géographique* de Miñano.

3. Article Nouvelle Castille, *ibid.*

4. Article Nouvelle Castille, *ibid.*

5. *Ibid.*

étoffes de soie et des tissus de laine [1]. Les peuples les plus industrieux de l'Europe moderne ne sont pas encore parvenus à donner à leurs broderies, à leurs tissus de soie, d'or et d'argent, cette solidité, cette élégance et cette perfection qu'on admire, après deux siècles, dans les produits des anciennes manufactures de l'Espagne [2]. Témoin les ornements d'autel que Philippe II a donnés à la sacristie de l'Escurial et qui furent fabriqués à Séville; témoin les étoffes, dites de Damas, que ce même prince fit fabriquer à Talavera, pour orner une chapelle de l'Escurial, et qui ne le cèdent en rien à tout ce que les fabriques modernes ont produit de plus fini. Lyon, Nîmes, Paris, Londres n'ont jamais possédé des manufactures comparables à celles qui existaient

1. Moreau de Jonnès, *Statistique de l'Espagne*, p. 144. — Il faut se mettre en garde contre l'ignorance ou le faux patriotisme de quelques écrivains espagnols de la fin du XVII[e] siècle, qui font des tableaux si pompeux de l'ancienne prospérité de leur patrie. Citons un exemple : Martinez de la Mata prétend qu'en 1624 il y avait à Tolède deux cents fabriques de bonnets de couleur écarlate, et qu'il en sortait par an 8,816,000, que l'on vendait aux Maures du royaume de Grenade et de l'Afrique. Or, Philippe II avait défendu aux Maures de porter le costume de leurs ancêtres, et son successeur les avait expulsés d'Espagne en 1609. Ainsi depuis longtemps les fabriques de Tolède n'auraient plus trouvé de débouché pour leurs marchandises, si elles avaient subsisté en 1624.

2. Gandara, *Apuntes sobre el bien y el mal de España*. Ap. Bibliotheca selecta de litteratura española. Bordeaux, 1819, t. I, p. 319.

autrefois à Tolède, à Grenade, à Séville, à Ségovie, quoique, sans aucun doute, leurs manufactures soient infiniment supérieures à celles de l'Espagne d'aujourd'hui [1].

Le mouvement commercial était proportionné à celui de l'industrie. Les foires de Burgos, de Valladolid et surtout de Médina del Campo étaient le rendez-vous des marchands de l'Espagne et des contrées voisines [2]. Des sommes immenses circulaient aux marchés de Médina del Campo, tant en lettres de change qu'en lingots et en argent monnayé [3]. Un ministre de Philippe II soutint dans une assemblée des Cortès qu'à la foire qui fut tenue dans cette ville en 1563, il se fit des affaires pour 53,000 millions de maravédis [4].

Les articles de commerce dont on trafiquait à Médina del Campo étaient des draps, des tapisseries

1. Gandara, p. 319.

2. Baralt, *Resumen de la Historia de Venezuela*, page 343. Paris, 1841.

3. Gandara, p. 321. Consultez l'article Vieille Castille dans le *Dictionnaire* de Miñano.

4. Six cent soixante-deux millions cinq cent mille francs. Le maravédis vaut 1 centime 1/4 (valeur intrinsèque). Nous sommes bien loin de vouloir garantir l'exactitude de ce chiffre, mais nous avons dû le mentionner parce qu'il est approuvé par l'Académie de l'Histoire de Madrid.

Voyez Luis Valle de la Cerda, Desempeño del patrimonio de S. M. y

et de la cire de Flandre; du papier et des merceries de France; des étoffes de soie et des épiceries de Valence; des draps de Cuença, d'Huete, de Ciudad-

de los Reynos, por medio de los erarios publicos y montes de piedad, folio 36. Apud Mémoires de l'Académie de l'Histoire de Madrid, t. VI, p. 262-269.

Nous avons pensé qu'il serait utile de constater exactement la valeur intrinsèque ou métallique et la valeur relative des monnaies espagnoles et des monnaies françaises que nous citons dans cet ouvrage.

Pour connaître la valeur intrinsèque de quelques-unes de ces monnaies, nous les avons fait peser au cabinet des médailles. Par ce moyen nous avons pu constater ce que valent l'écu d'or au soleil de Louis XIV, la pistole de France, la piastre d'Espagne, le réal et le maravédis. Quant aux autres monnaies espagnoles, nous avons eu recours aux ordonnances de 1577 et de 1641, qui les évaluent en monnaie française de cette époque. Puis nous avons évalué les anciennes monnaies françaises en francs et en centimes, en prenant pour base de nos calculs la valeur du marc d'argent fin converti en livres, sols et deniers. Comme nous n'avons pas tenu compte de l'alliage, nous ne donnons pas comme certains les résultats que nous avons obtenus, mais nous ne les croyons pas très éloignés de la vérité :

L'écu d'or de Henri III = 3 livres = 60 sols. (Ordonnance de 1577, apud Leblanc.) Or, en 1577, on taillait 20 livres 5 sols dans le marc d'argent fin, pesant 8 onces ou 244 grammes, et valant aujourd'hui 55 francs. (Voyez les Tables de Bazinghen qui complètent celles de Leblanc.) Donc la livre de 1577 = 2 francs 71 centimes. Donc l'écu d'or d'Henri III = 8 francs 13 centimes.

Le ***ducat de Philippe II*** = 1 écu 1 sol. (Ordonnance de 1577.) Donc = 8 francs 26 centimes. Les ducats d'Espagne étaient fabriqués principalement dans le duché de Milan.

La ***pistole de Philippe II*** = 1 écu 2 sols. (Ordonnance de 1577.) Donc = 8 francs 94 centimes.

La ***pistole de Philippe IV*** = 10 livres. (Ordonnance de 1641.) Or, le marc d'argent fin valait 25 livres 4 sols en 1641. (Voyez les Tables de Bazinghen.) Donc la livre de 1641 = 2 francs 18 centimes. Donc la pistole = 21 francs 80 centimes.

Réal, de Ségovie, de Villacastin; des soieries et des cuirs de Tolède; des soies brutes et des soies préparées de Grenade; des harnais, des selles, des

Doublon = Pistole d'Espagne.

Demi pistole = 10 francs 90 centimes (même époque).

Pistole de France = 11 francs (valeur intrinsèque). Ces pistoles furent frappées sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV.

Ducat de Philippe IV = 3 livres 7 sols. (Ordonnance de 1641.) Donc = 7 francs 30 centimes.

Scudo ou Écu d'Italie = 4 livres 16 sols. (Ordonnance de 1641.) Donc = 10 francs 46 centimes.

Patagon = 54 sols. (Ordonnance de 1641.) Donc = 5 francs 88 centimes. Les patagons étaient frappés à l'effigie de l'archiduc Albert et de l'archiduchesse Isabelle, fille de Philippe II. On les fabriquait en Flandre et en Franche-Comté.

Florin réal de Flandre = 3 livres 4 sols. (Ordonnance de 1641.) Donc = 6 francs 97 centimes.

Piastre d'Espagne = 5 francs 20 centimes (valeur intrinsèque).

Peso = Piastre.

Réal simple = 1/20 de la piastre = 26 centimes.

Maravédis = 1 centime 1/4 (valeur intrinsèque). 4 maravédis = 5 centimes.

L'écu d'or au soleil de Louis XIV = 12 francs (valeur intrinsèque) = 5 livres 4 sols. (Ordonnance de Louis XIV, apud Leblanc.)

Nota. 1° Toutes les fois que les écrivains du XVI[e] et du XVII[e] siècle évaluent une somme en écus, ils désignent l'écu d'or. Les premiers écus blancs ou écus d'argent furent frappés en 1641. (Voyez Leblanc, p. 376.)

2° La *livre tournois* était une monnaie de compte comme la livre sterling. Elle n'a jamais été une monnaie réelle ayant une valeur déterminée.

Resterait à fixer la valeur *relative* des monnaies espagnoles et françaises mentionnées dans cet ouvrage. Il n'existe aucun traité sur la numismatique espagnole. Mais le mémoire récemment publié par M. Leber sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge, contient des données qui nous semblent pouvoir s'appliquer à l'Espagne comme à la

maroquins dorés de Cordoue; du sucre de Séville; des épiceries de Yepes, d'Ocaña et de Lisbonne [1]. La ville de Barcelonne exportait ses étoffes de laine

France. M. Leber a démontré que la valeur relative ou *pouvoir* de l'argent a progressivement décru de 11 à 2, depuis Charlemagne jusqu'au règne d'Henri IV. Suivant lui, au commencement du XVI[e] siècle, l'argent conservait encore un *pouvoir* de 6, mais l'abondance des métaux de l'Amérique ne tarda pas à se faire sentir. « Quant au XVI[e] siècle, dit M. Leber, où s'est opérée la révolution économique qui a réduit progressivement cette puissance de 6 à 2, du prix du blé combiné avec ceux des autres denrées nécessaires à la vie, résulte une échelle de décroissance dont les degrés peuvent être exprimés ainsi : *Le pouvoir de l'argent, qui s'était maintenu dans le premier quart de ce siècle à l'ancien rapport de 6, descend, dans le deuxième quart, à 4, dans le troisième quart à 3, et dans le quatrième, y compris la fin du règne de Henri IV, au rapport de 2, où il est resté jusqu'à la révolution française.* (Mémoire sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge, par M. Leber, p. 14-15. — Extrait du tome premier des Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (savants étrangers.)

Or, dans un Mémoire inséré dans la collection de l'Académie de l'Histoire de Madrid (t. VI, p. 293), on dit que pendant le XVI[e] siècle les métaux précieux perdirent en Espagne plus des quatre cinquièmes de leur ancienne valeur. Cette donnée s'accorde avec les résultats des calculs de M. Leber. On voit cependant que la décroissance fut un peu plus grande en Espagne qu'en France. Il est probable qu'elle fut aussi plus rapide, parce que l'or et l'argent arrivèrent plus tôt et en plus grande abondance en Espagne que dans les autres parties de l'Europe. En conséquence, si nous appliquons aux monnaies espagnoles du XVI[e] et du XVII[e] siècle les résultats obtenus par M. Leber, c'est-à-dire si nous multiplions par 2 les monnaies du XVII[e] siècle et du dernier quart du XVI[e], par 3 celles du troisième quart du XVI[e] siècle, par 4 celles du deuxième quart, par 6 celles du premier quart, nous trouverons des sommes un peu trop fortes peut-être, mais qui cependant ne s'éloigneront pas trop de la vérité.

1. Nous donnons cette énumération d'après une Note extraite des

dans le royaume de Naples, en Sicile et jusqu'en Egypte, en Syrie et dans les autres contrées du Levant. Le commerce du corail, que l'on pêchait sur les côtes de la Catalogne et de la Barbarie, était, pour cette ville industrieuse, une source inépuisable de richesse. Enfin Barcelonne exportait dans les pays étrangers une foule de productions de l'Espagne, telles que du blé, du sel, du plomb, du fer, de l'acier, des bois de construction, du vin et avant tout du safran d'une qualité supérieure, que l'on cultivait à Cervera, à Montblanch, à Sagarra, à Orta [1].

Une foule de vaisseaux marchands sortaient tous les ans des ports de Valence, de Carthagène, de Malaga, de Cadix, et apportaient en Italie, en Asie-Mineure, en Afrique et aux Indes-Orientales les produits de l'industrie nationale. En 1586, on comptait encore plus de mille vaisseaux marchands dans les ports de l'Espagne, dont environ deux cents sur les côtes de la Biscaye, qui étaient employés à la pêche de la baleine près de Terre-Neuve, et à l'importation

Archives de Simancas et insérée dans la Collection des Mémoires de l'Académie de Madrid, t. VI, p. 269.

1. D. Antonio de Capmany, *Memorias historicas sobre la Marina, Comercio y Artes de Barcelona.* Madrid, 1779, t. I, parte segunda. p. 239-260.

des laines en Flandre; deux cents dans les ports de la Galice et des Asturies, qui faisaient le commerce des fruits et d'une foule de produits manufacturés de l'Espagne en Flandre, en France, en Angleterre; quatre cents qui appartenaient à des marchands de l'Andalousie et qui trafiquaient avec les Indes et les îles Canaries; et quatre cents dans les ports du Portugal récemment soumis à la domination de l'Espagne. Plus de quinze cents vaisseaux d'un rang inférieur contribuaient à vivifier le commerce, en entretenant des relations suivies entre les principaux ports du royaume [1]. Les plus petites villes des côtes prenaient part à ce mouvement commercial. Il n'y avait pas jusqu'aux habitants du petit port de Deva, dans le Guipuscoa, qui n'eussent de fréquents rapports avec Vittoria, Burgos, Tudela, Saragosse et Ségovie, et qui ne s'enrichissent par le commerce de transit [2]. La marine marchande de l'Espagne était alors supérieure à celle de la France, et même à celle de l'Angleterre. Mais rien n'égalait

1. Voyez Olmeda, *Derecho publico de la Paz y de la Guerra*. Madrid, 1771, t. II, p. 193. — Cf. Jovellanos, *Coleccion de Varias Obras*, t. I, p. 109. Madrid, 1830.

2. Voyez l'article Deva dans le *Dictionnaire* de Miñano. — Les habitants du petit port de Palmeyra, situé dans la Galice, exportaient tous les ans vingt millions de sardines dans le Portugal. Voyez l'article Arosa dans le *Dictionnaire* de Miñano.

la prospérité commerciale de Séville, où l'or de l'Amérique faisait affluer les richesses du monde entier. Les négociants de cette ville faisaient la loi à Vera-Cruz et à Porto-Bello, et avec l'or qu'ils tiraient du Mexique et du Pérou ils dominaient sur les marchés de la Barbarie, à Rome, à Gènes, à Florence, à Venise, à Nantes, à La Rochelle, à Londres, à Lisbonne [1]. « Séville, dit un écrivain du siècle de Philippe II, est le port principal de l'Espagne; c'est là qu'affluent toutes les marchandises qui viennent de Flandre, de France, d'Angleterre, d'Italie. » Et il ajoute, avec ce langage emphatique qui est propre à sa nation : « Séville est la capitale de tous les marchands du monde. Naguère l'Andalousie était située aux extrémités de la terre; depuis la découverte des Indes, elle en est devenue le centre [2]. »

Mais l'Espagne ne l'emportait pas seulement par la supériorité de ses armes, et par l'influence que lui donnaient ses richesses, fruit de son agriculture,

1. Voyez la Dissertation sur l'Influence du gouvernement d'Isabelle, insérée dans la Collection des Mémoires de l'Académie de Madrid, t. VI, p. 259.

2. Tomas Mercada, *Suma de Tratos y Contratos*, cité d'après la Dissertation sur le gouvernement d'Isabelle, insérée dans les Mémoires de l'Académie de Madrid, t. VI, p. 262

de son industrie et de son commerce, elle régnait aussi par sa supériorité dans les arts et dans la littérature.

Depuis près d'un siècle, le commerce et la guerre avaient établi des relations entre l'Italie et l'Espagne. Au moment où Charles-Quint soumettait définitivement le royaume de Naples et le Milanais à la couronne de Castille, l'art italien avait atteint son plus haut degré de gloire et de splendeur. Léonard de Vinci, Michel-Ange, Raphaël, Titien, Corrége, avaient produit leurs inimitables chefs-d'œuvre. D'autre part, la conquête de Grenade, la découverte de l'Amérique et les entreprises de Charles-Quint avaient communiqué un immense élan à la nation. A la première nouvelle des trésors que renfermaient en Italie les palais des princes et les ateliers des artistes, une foule de peintres, de sculpteurs et d'architectes se précipitèrent à l'envi vers cette terre des merveilles, plus attrayante pour eux que le Pérou et le Mexique, où se portaient des populations entières, avides d'autres richesses. Ils rapportèrent dans leur patrie la connaissance et le goût d'un art dont ils avaient étudié, imité et presque égalé les chefs-d'œuvre. En même temps, des artistes étrangers, Titien, Rubens, Philippe de Bourgogne, Torrigiani, Pierre de Champa-

gne, les suivaient en Espagne, attirés par la munificence royale ou par les largesses des grands et des évêques, et venaient compléter l'œuvre de régénération commencée par les Espagnols qui s'étaient instruits en Italie.

Bientôt se formèrent des écoles. D'abord elles imitèrent timidement l'art italien; mais peu à peu elles prirent une allure plus libre et plus dégagée, et atteignirent enfin à l'indépendance et à l'originalité. Alors se formèrent quatre écoles principales : les écoles de Valence, de Tolède, de Séville et de Madrid. Mais les deux premières se fondirent peu à peu dans les deux autres. Créée par Juan de Joanès, illustrée par les Ribera, les Ribalta et les Espinosa, celle de Valence alla se réunir, comme les petites écoles de Cordoue, de Grenade et de Murcie, à la grande école de Séville. Celle de Tolède, fondée par le Greco, produisit Luis Tristan, et se perdit ensuite, avec les petites écoles de Saragosse et de Valladolid, dans la grande école de Madrid, lorsque cette bourgade fut devenue la capitale de la monarchie par la volonté de Philippe II.

Restaient les deux écoles de la Castille et de l'Andalousie, dont le siége était Madrid et Séville. Avec Luis de Vargas, Villegas-Marmoleso et Pedro Cam-

pana [1], tous trois élèves de l'Italie, commence magnifiquement l'école de Séville; elle se perfectionne sous l'influence du Valencien Juan de Joanès; elle grandit, s'élève, se fait espagnole et devient elle-même avec Juan de las Roelas, Castillo, Herrera le Vieux, Pacheco et Pedro de Moya, qui lui apporte de Londres les leçons de Van-Dyck; elle atteint sa force, sa maturité, et produit les chefs-d'œuvre de l'art espagnol avec Velasquez, Alonzo Cano, Zurbaran et Murillo, qui la résume et la représente dans tout son éclat, dans toute sa splendeur. L'école de Madrid parcourut les mêmes phases. Berruguete et Becerra, puis Navarrête le Muet, tous trois élèves de l'Italie, et secondés du Flamand Antonio Moro, fondent l'école de Castille; les Castello, les Caxès, les Carducci, les Cruz, les Pereda, les Collantès, la dégagent de l'imitation étrangère et l'illustrent de leurs travaux; le grand Velasquez vient la féconder en y introduisant la méthode de l'école d'Andalousie, et de ce mélange se forment Pereja, Carreno, Lerezo, qui, quoique vivant à Madrid, paraissent fils de Séville. Enfin paraît Claude Coello, le dernier et le plus noble rejeton de cette génération d'artistes [2].

1. Pierre de Champagne.

2. Cette appréciation est presque textuellement empruntée aux Notices sur les principaux peintres d'Espagne, par M. Louis Viardot.

La sculpture et l'architecture atteignirent un haut degré de perfection sous Juan de Badajoz, Miguel de Ancheta et leurs successeurs. Le grand autel de la cathédrale de Cuença et l'autel de Saint-Julien que l'on appelle le Transparent furent exécutés d'après les dessins de Ventura Rodriguez. Ils donnent une haute idée de l'artiste qui conçut ces chefs-d'œuvre, dont l'Espagne s'enorgueillit avec raison. Ces deux autels sont de jaspe, et les sculptures sont de marbre de Carrare. Le Transparent est soutenu par quatre colonnes de marbre vert tiré des carrières de Grenade. Les chapiteaux et les pilastres sont de bronze doré. On admire encore dans cette église la *Custode*, dont les moindres détails sont exécutés avec une rare perfection. Elle est d'Alonzo Becerril, qui la commença sous le règne de Charles-Quint, et qui fut secondé par les artistes les plus célèbres de son temps [1]. Après eux vinrent Navarrête, que l'on surnommait l'Apollon de l'Espagne; Jean-Baptiste de Tolède, qui fit le dessin du royal couvent de l'Escurial; Herrera, qui acheva ce magnifique édifice d'après le plan que Jean-Baptiste de Tolède avait, suivant la croyance populaire, reçu d'un messager céleste.

Le temps de la belle musique espagnole, de la mu-

1. Voyez l'article Cuença, dans le *Dictionnaire de* Miñano.

sique simple, grande, pathétique, est le même que celui de la bonne peinture et de la bonne architecture. Pendant la seconde moitié du XVIe siècle et la première du XVIIe, l'Espagne a produit des compositeurs du premier ordre, principalement dans le genre religieux. Les archives des chapitres de Tolède, de Valence, de Séville, de Burgos, de Saint-Jacques, recèlent des trésors sans prix comme sans nombre. Chaque cathédrale avait ses traditions, son répertoire, ses maîtres, ses élèves. Ce fut peut-être à Valence que la musique religieuse fut cultivée avec le plus de succès. Le plus ancien *maestro de capilla* de cette ville, est Comès, qui dirigeait la chapelle sous le règne de Philippe II. On exécute encore tous les ans sa *litanie au Saint-Sacrement*, son *Salve regina* et son oratorio de la *Passion*. Après Comès vinrent Ortells, qui vivait au commencement du XVIIe siècle, et dont on a conservé au répertoire une *lamentation* pour le Mercredi-saint, un *motet* pour la Chandeleur, et un grand nombre de messes et de psaumes; Baban, dont on possède encore un *psaume* à la Vierge des Douleurs et une *prière des trois heures* pour la Fête-Dieu [1]. Quelques-uns des compositeurs les

1. Tous ces détails sont empruntés aux *Études sur l'Espagne* de M. Viardot, p. 382.

plus distingués de cette époque portèrent leurs leçons jusqu'en Italie. Tels furent Perez, dont on chante encore aujourd'hui de magnifiques fragments dans la chapelle sixtine; Monteverde, qui fut l'un des créateurs de l'opéra italien; Salinas, aveugle comme Beethoven, et peut-être le plus grand organiste qui ait jamais existé [1].

En littérature, mêmes progrès, même éclat. Le drame atteignit un degré de perfection auquel il ne s'était encore élevé dans aucune autre contrée de l'Europe. Avant le règne de Charles-Quint la littérature dramatique n'avait pas été cultivée en Espagne avec beaucoup de succès. Elle dut ses premiers progrès à l'influence italienne. Les officiers espagnols qui, pendant leur séjour en Italie, avaient assisté souvent aux représentations théâtrales de Bologne, de Florence et de la cour de Ferrare, rapportèrent le goût du théâtre dans leur patrie et s'efforcèrent de lui donner ce genre dans lequel l'Italie excellait depuis longtemps. Ce fut alors que Perez de Oliva traduisit l'Electre de Sophocle et l'Hécube d'Euripide. A la même époque, Pedro Simon de Abril traduisit Térence, et Plaute fut pour la première

1. *Études sur l'Espagne,* par M. Viardot, p. 380.

fois reproduit en castillan [1]. Ce furent là les commencements de l'art théâtral en Espagne. Sous Philippe II, la littérature dramatique prit un élan plus libre et plus hardi. Dégagée de l'imitation des anciens, elle produisit trois grands hommes dont la succession et les talents divers rappellent Eschyle, Sophocle et Euripide. Pendant que les armées de Philippe II, portaient jusque dans les contrées les plus lointaines la gloire du nom espagnol, Cervantès, revenu mutilé de la glorieuse journée de Lépante, faisait paraître sa Numancia qui peut se placer dignement à côté des Perses d'Eschyle, car on y trouve le même entraînement, la même vigueur, le même patriotisme que dans le soldat de Salamine. En même temps Cervantès écrivait son immortelle satire, et prenait place à côté des plus grands écrivains de tous les siècles [2]. Lope de Vega, ce soldat de fortune, échappé du naufrage de la flotte invincible, faisait admirer à l'Espagne et à l'Europe entière son imagination si brillante et si féconde. Lorsqu'il paraissait dans les rues de Madrid, la

1. Sismondi, *Littérature du midi de l'Europe*, t. II, p. 413.

2. Après sa mort, huit villes d'Espagne se disputèrent l'honneur de l'avoir vu naître : Madrid, Séville, Lucena, Tolède, Esquivias, Alcazar de San-Juan, Consuegra et Alcala de Henarès. C'est dans cette dernière ville qu'il naquit en 1547.

foule enthousiaste le saluait des noms de phénix des esprits et de prodige de la nature [1]. On l'appelait l'heureux, le glorieux Lope de Vega; on le suivait avec respect, avec orgueil; chacun s'empressait de le nommer aux passants. Le grave Philippe II se montrait aux fenêtres de son palais, le désignait aux étrangers qui se trouvaient à sa cour, et se félicitait de compter au nombre de ses sujets un écrivain qui faisait l'ornement de sa patrie. Enfin parut Caldéron de la Barca, le représentant le plus brillant de l'art théâtral en Espagne, poëte plein d'originalité, de profondeur et de verve, que l'on peut juger diversement, mais dont personne ne saurait méconnaître l'incomparable génie. Arrêtons-nous à Caldéron; quoiqu'il se rattache à Cervantès et à Lope de Vega par le talent, il leur est postérieur par le temps.

Mais le siècle de Philippe II ne fut pas seulement une ère de renaissance pour le théâtre; l'épopée, la poésie lyrique, l'histoire trouvèrent également de dignes interprètes. Ercilla, qui avait traversé la mer Atlantique et franchi le détroit de Magellan, pour chercher le danger et la gloire dans un autre hémisphère, écrivait au milieu des combats son admirable poëme que Voltaire place à côté des chefs-

1. Monstruo de naturaleza.

d'œuvre d'Homère, de Virgile, de Camoëns et de Milton. Et certes l'*Araucana* ne manque ni d'originalité, ni d'inspiration; elle est animée d'un souffle poétique plein de noblesse, et l'on y trouve cette éloquence mâle, incisive, militaire, qui naît sous la tente et dans laquelle on reconnaît et le poëte et le soldat. L'éclat que répandit la poésie lyrique pendant le *siècle d'or* de la littérature espagnole ne fut pas moins vif que celui du drame et de l'épopée. L'Europe entière retentissait de la gloire de Garcilaso de la Vega que l'on avait surnommé le Pétrarque espagnol, d'Herrera le Divin, de Montemayor, de Ponce de Léon, de Quevedo, qu'un juge sévère n'a pas craint de comparer à Voltaire [1]. En histoire, Hurtado de Mendoza et Mariana substituaient à la sécheresse de la chronique du moyen âge un récit intelligent et animé. La guerre de Grenade de Mendoza rappelle les ouvrages de Salluste et de Tacite, qui furent les modèles de cet écrivain. Mariana, par l'ampleur de sa narration, par sa diction facile, claire, élégante, se place à côté de Tite-Live, auquel ses contemporains aimaient à le comparer.

Peu à peu la littérature espagnole servit de mo-

1. Sismondi.

dèle aux autres nations. Lope de Vega remplit à la fois de ses pièces les théâtres de toutes les villes d'Espagne et ceux de Naples, de Milan, de Bruxelles, de Vienne et de Munich. De ses deux mille deux cents pièces plusieurs furent traduites de son vivant dans toutes les langues de l'Europe. L'influence qu'il n'aurait peut-être pas acquise par le fini de ses ouvrages, il l'obtint par le nombre, car il représentait l'art dramatique sous des formes si variées qu'à lui seul il donna une habitude au monde, et servit d'exemple à tous les peuples. Son théâtre et celui de Caldéron envahirent d'abord la scène voisine du Portugal. On finit par ne plus jouer à Lisbonne que le répertoire de Madrid; on le joua dans l'idiome original, tant que dura la réunion des deux royaumes et quelque temps encore après la révolution qui plaça sur le trône la maison de Bragance. L'influence espagnole pénétra jusqu'en Angleterre. On ne saurait la méconnaître dans Shakespeare et dans ses premiers successeurs. Sous le règne de Charles II, on traduisit en anglais plusieurs pièces de Caldéron que l'on jouait encore à Londres au temps de Dryden [1]. Les Italiens eux-mêmes

1. Viardot, *Études sur l'Espagne*, p. 362.

imitèrent ou traduisirent un grand nombre de pièces espagnoles, depuis la fin du XVIe siècle jusqu'à l'époque de Métastase et de Goldoni [1].

Mais ce fut principalement la France qui subit l'influence littéraire de l'Espagne. Si, dans le XIXe siècle, les écrivains français ont les yeux tournés vers l'Allemagne, si, dans le XVIIIe, ils étudiaient de préférence la littérature anglaise, au XVIIe, c'était l'Espagne qui exerçait sur eux cette puissante attraction du génie. L'introduction de la sève espagnole peut être rapportée aux dernières années du règne de Henri IV. Malherbe et Desportes n'en sont pas encore imprégnés; on n'en trouve pas la moindre trace dans Montaigne. Mais après eux tout change. Les mémoires qu'Antoine Perez fit paraître à la fois à Paris, à Genève et à Londres, émurent vivement les esprits. On fut frappé de ce laconisme pompeux, de cette gravité sentencieuse, de cette énergie contenue qui se révélaient pour la première fois dans le livre de l'illustre exilé. On le traduisit en français; on en publia des extraits. Ce fut le premier livre traduit de l'espagnol qui devint populaire parmi nous. Dès lors, l'Espagne ne fut plus étrangère à la France.

1. Viardot, *Études sur l'Espagne*, p. 362.

Pendant les trente premières années du XVIIe siècle, tous les écrivains en vogue imitèrent ou traduisirent des ouvrages espagnols. Les lettres de Balzac et de Voiture offrent l'empreinte du génie castillan. Dans l'*Astrée* de d'Urfé, les caractères et les mœurs sont espagnols. L'emphase de Scudéry, son langage guindé, son style tendu et prétentieux dénotent les progrès de cette influence. Sous la régence d'Anne d'Autriche, le cardinal de Richelieu, madame de Motteville, Cyrano, Boisrobert écrivent *espagnolesquement.* Plus tard, Lesage publie son *Diable Boiteux*, ses *Aventures de Guzman d'Alfarache* et son *Gil Blas,* qui ne sont que des traductions ou des extraits d'ouvrages espagnols. Le théâtre français subit à son tour la même influence. En 1636, le grand Corneille fit paraître le *Cid,* et ce chef-d'œuvre, imité de Guillen de Castro et de Diamante, ouvrit une ère nouvelle pour la scène française. Plusieurs autres pièces de Corneille sont empruntées à l'Espagne; dans toutes on retrouve ce mélange de paroles altières, de sentences outrées, d'ornements prétentieux, avec des inventions fortes et des pensées énergiques, qui constituent les qualités et les défauts de Lope de Vega et de Caldéron. Après le mariage de Marie-Thérèse, une troupe espagnole vint s'établir à Paris et fut admise

à jouer sur le théâtre des comédiens du roi; c'était une troupe d'élite, à la tête de laquelle se trouvait Sébastien de Prado, acteur célèbre, qui n'avait pas d'égal à Madrid. La reine assistait à ces pièces représentées en langue castillane, et lorsqu'un ouvrage avait réussi sur le théâtre royal, on se hâtait de le traduire et de le représenter à l'hôtel de Bourgogne et sur le théâtre du Marais [1]. En une seule année, on publia jusqu'à trois versions de la même comédie [2]. Le suffrage de Marie-Thérèse et de la cour imprima un nouvel élan à la tendance générale des esprits. Quinault, Montfleury, Hauteroche, Dancourt prirent presque tous les sujets de leurs pièces de théâtre dans le répertoire de Madrid. Scarron ne fit qu'imiter Francisco de Rojas, son modèle favori. C'est peut-être à l'Espagne que nous devons le prince de nos poëtes comiques; Molière avoue que, sans le *Menteur*, il aurait composé des comédies d'intrigue, mais qu'il n'aurait pas fait le *Misanthrope* : or, le *Menteur* de Corneille est imité d'Alarcon [3]. Le *Festin de*

1. *Histoire comparée des Littératures espagnole et française*, par Adolphe de Puibusque, t. II, p. 221-222.

2. *Ibid.*

3. Voltaire dit en parlant du *Menteur* : « Cette comédie de Corneille n'est qu'une traduction, mais c'est probablement à cette traduction que nous devons Molière. Il est impossible en effet que l'inimitable Molière ait vu cette pièce sans voir tout d'un coup la prodigieuse supériorité que

Pierre, l'*École des Maris*, les *Femmes savantes*, le *Médecin malgré lui*, sont également empruntés en tout ou en partie au théâtre espagnol.

Non seulement les noms et les titres castillans prirent possession de la scène française, la langue espagnole elle-même parut être sur le point d'envahir la nôtre, et elle la chargea du poids de ses mots sonores [1]. Il sembla de bon ton dans la haute société d'adopter ce langage élogieux, ces compliments harmonieux et vides, que les Espagnols adressaient aux femmes et aux grands, et qu'ils ont nommés si spirituellement une musique céleste [2]. On adoptait leurs mœurs, on suivait leurs usages. « Un mot ambigu, un regard douteux, un geste équivoque, moins que cela, l'oubli d'une moitié de révérence, d'un quart de salut,

ce genre a sur les autres, et sans s'y livrer entièrement. » Voltaire devinait juste. La preuve en est fournie par Molière lui-même. Voici comment il s'exprime dans une lettre adressée à Boileau, et publiée pour la première fois par Martinez de la Rosa : « Je dois beaucoup au *Menteur*; quand on le représenta, j'avais déjà le désir d'écrire, mais j'étais en doute sur ce que j'écrirais. Mes idées étaient encore confuses et cet ouvrage les fixa... Enfin, sans le *Menteur*, j'aurais composé sans doute des comédies d'intrigue, l'*Étourdi*, le *Dépit amoureux*, mais peut-être n'aurais-je pas fait le *Misanthrope*. » Voyez Viardot, p. 363 et suiv.

1. Les mots *manganilla* (manigance), *caballero* (cavalier ou jeune homme à la mode), *galan* (galant), n'ont été reçus dans la langue française que sous le règne de Louis XIII.

2. Par exemple, au lieu de saluer quelqu'un, on lui disait : Je vous baise les pieds. C'est le : *dadmi essos pies* de Caldéron et de Lope de Vega.

suffisait pour mettre un galant homme dans la nécessité de se faire égorger par le premier spadassin qu'il rencontrait. On avait distingué jusqu'à cinquante-quatre manières de donner un démenti. En Espagne, on jouait des couteaux, de la dague et de l'épée; en France, l'épée seule était chargée du redressement de tous les torts; c'était de meilleur goût; mais quelle terrible fonction, et que de règles délicates à observer! On avait imaginé le grand et le petit duel; on n'était jamais sûr, en sortant de chez soi, d'y rentrer sain et sauf. A chaque coin de rue, on pouvait se voir forcé de dégaîner avec un passant, dont on avait heurté le coude ou foulé le pied; aussi, plus d'un gentilhomme ne manquait-il pas chaque matin de baiser son épée, à l'exemple des Espagnols, en lui recommandant de bien soutenir son honneur, si besoin était [1]. » On sait que dans les douze premières années du règne de Henri IV, plus de quatre mille gentilshommes furent tués en duel, et que cette manie barbare ne fit qu'augmenter sous le règne de Louis XIII, malgré la sévérité des Édits.

On imitait aussi les modes des Espagnols, et jus-

1. Adolphe de Puibusque, t. II, p. 417.

qu'à la bizarrerie de leurs costumes. Au temps de la Ligue, Paris ressemblait à Madrid. « De quelque côté que l'on tourne les yeux sur les remparts, dit M. de Puibusque en parlant de cette époque, on n'aperçoit que des Français espagnolisés [1]. Pas un marjolet qui ne porte la barbe pointue, le feutre à longs poils sur l'oreille, le pourpoint et le haut de chausses à demi détachés et la fraise à la confusion, pas un traîne-rapière qui n'écarquille les jambes, ne jure tous les saints, et ne se frise la moustache en regardant les passants de travers... La contagion a gagné jusqu'à ces lourds Flamands qu'on nomme dérisoirement les *gens delà de l'eau*. Les plus éveillés, proprelets, mignons, frisés, marchent le cou levé, de peur d'endommager leurs collerettes empesées, et ne peuvent faire un pas sans se mettre en peine des dentelles et des galands qui s'accrochent entre leurs jambes; ils sont aux imitateurs français ce que le *guap* [2] d'Oviedo ou de Pampelune est à l'élégant caballero de Madrid [3]. »

Il en était de même à Palerme, à Naples, à Milan,

1. Cette dénomination, et la plupart des locutions qui suivent, appartiennent à la satire Ménippée.

2. On appelait ainsi, en Espagne, un élégant de province.

3. M. de Puibusque, t. II, p. 7-8.

et même à Vienne et à Munich [1]. Partout on voyait les chapeaux à haute forme et à larges rebords, surmontés d'une plume écarlate, le pourpoint, les amples manteaux, les petites bottines remplies d'une gerbe de dentelles, les moustaches, la petite barbe en pointe, tout ce costume enfin que l'on ne voit plus aujourd'hui qu'au théâtre, dans les pièces de *capo y espada*.

Ce fut pendant longtemps une coutume en France, en Italie, en Angleterre, et dans une partie de l'Allemagne, d'envoyer à Madrid les jeunes gens les plus distingués par leur fortune ou par leur naissance, pour se former aux manières et à la politesse castillanes. Les hôtels des ambassadeurs d'Espagne étaient à l'Étranger le rendez-vous de la société la plus élégante, et la diplomatie espagnole possédait partout cette influence et cette supériorité morale qui ne furent acquises à la France que sous le règne de Louis XIV.

Toutefois, quel que fût le prestige de la gloire espagnole au XVIe siècle, un Italien, Campanella, n'en fut point ébloui. Par une étonnante finesse de jugement et une merveilleuse prévoyance, il comprit que, sans une réforme complète, l'Espagne était

1. Campanella, p. 181.

perdue. Il est vrai qu'il lui promettait la couronne du monde si elle voulait la subir. La décadence était encore tout intérieure, et ce corps jeune et florissant rayonnait au-dehors de santé, de gloire et de bonheur, lorsque Campanella y vit la mort écrite en caractères que, seul de ses contemporains, il sut déchiffrer. C'est à la monarchie espagnole qu'il applique la prophétie contenue dans les livres de Moïse : « Ils sortiront d'Italie portés dans des tours orgueilleuses, ils placeront l'Assyrie sous leur joug et dévasteront la Palestine, mais ils finiront par succomber comme leurs ennemis [1]. » Ailleurs, il dit en termes clairs et précis : « Quelques-uns pensent que la monarchie espagnole ne peut subsister longtemps encore, parce que tous les autres peuples lui sont hostiles, et que les provinces dont elle se compose sont dispersées dans l'Ancien et le Nouveau Monde, en Italie, en Flandre, en Afrique, dans les îles... [2]. »

Les conditions de la durée manquaient en effet à tant de grandeur et de prospérité. La monarchie espagnole déclina déjà sous le règne de Philippe II ;

1. Campanella, *de Monarchia hispanica*, p. 16. Harderuici, 1640. — Voyez l'intéressant article de M. Philarète Chasles, sur Campanella, inséré dans le *Journal des Débats* du 29 octobre 1840. Nous en avons souvent tiré parti.

2. *Ibid.*, p. 168.

elle continua de déchoir sous les règnes désastreux de ses successeurs, et, à la fin du XVII[e] siècle, elle se trouva réduite au rang de puissance secondaire. Après avoir dominé en Europe par la supériorité de la force, de la richesse et de l'intelligence, elle fut dominée à son tour par la France, l'Angleterre et la Hollande, qui n'attendaient plus que la mort d'un prince débile pour la démembrer et pour se partager ses dépouilles.

Et d'abord l'Espagne n'avait plus de forces militaires capables de la faire respecter. Ses armées de terre se trouvaient dans l'état le plus déplorable. Le royaume qui, sous Philippe II, entretenait des armées formidables dans toutes les parties du monde, était réduit à un effectif d'environ quinze mille hommes de troupes réglées [1]. Gourville, qui avait séjourné quelque temps en Espagne, et qui avait tout vu avec ce talent d'observation qu'il possédait à un degré si remarquable, se vante d'avoir fait connaître le premier aux ministres de Louis XIV l'affaiblissement intérieur de cette monarchie qui inspirait encore tant de crainte au dehors. Il dit dans ses Mémoires qu'il donna à Louvois le conseil d'envoyer le

1. *Apendice á la Educacion popular*, t. I, p. 296. Madrid, 1775.

prince de Condé en Espagne pour mettre le siége devant Pampelune, avec une armée de dix-huit mille fantassins et de six mille chevaux; il lui affirmait que, cette ville prise, l'armée pourrait pénétrer facilement jusqu'au cœur du royaume, et même jusqu'à Madrid, parce qu'il se trouverait tout au plus deux ou trois mille hommes en état de s'opposer à sa marche [1]. Le marquis de Villars écrivait, à la date du 14 novembre 1680, qu'il n'y avait ni garnisons ni munitions à Saint-Sébastien, à Pampelune et à Fontarabie [2]. Le 22 février de l'année suivante, il adresse cette dépêche à Louis XIV : « Toute la puissance de l'Espagne ne pourrait empêcher qu'une armée de quinze mille hommes ne prît toute la Navarre dans un mois. La citadelle de Barcelonne ne pourrait tenir six jours [3]. » Le marquis de Villars fut rappelé cette année sur la demande du roi d'Espagne. Le comte de La Vauguyon, qui lui succéda, confirma en tout point le témoignage de son prédécesseur. Il écrivit, à la date du 1er janvier 1682 : « J'ai rencontré dans la Biscaye, dans la Vieille et la

1. *Mémoires de Gourville*, dans la collection Petitot, 2e série, t LII, p. 431.

2. Archives du Ministère des affaires étrangères. Dépêche du marquis de Villars du 14 novembre 1680.

3. Dépêche du même ambassadeur, du 22 février 1681. *Ibid.*

Nouvelle Castille, quatre compagnies d'infanterie, de cinquante hommes environ, que l'on peut dire sans exagération enfants depuis l'âge de dix ou douze jusqu'à quinze ans, qui même dans tous les logements ont été emprisonnés de crainte de désertion. Il n'y a en chaque compagnie que trois ou quatre officiers qui ont apparence de soldats [1]. » Le comte de Rebenac écrivit à son tour, à la date du 9 septembre 1688 : « J'ai trouvé, sire, que, dans Pampelune, qui est le seul endroit de la Navarre où il y ait des troupes, il y avait quatorze à quinze mille hommes, desquels hommes, sire, plus de la moitié, sans aucune hyperbole, étaient de plus de soixante ans ou de moins de quatorze ou quinze. D'habillements, ils n'en avaient aucun, fort peu d'épées; et pour les mousquets, ils sont d'une pesanteur à ne pouvoir servir que derrière des remparts. Il y a dans chaque *terce* [2], qui est d'environ cinq cents hommes, cinquante à soixante officiers réformés qui n'ont guère meilleure mine que les autres. Ce sont eux cependant qui doivent faire les belles actions [3]. » Dans un rapport

1. Dépêche de M. de La Vauguyon du 1er janvier 1682.
2. *Tercio*, régiment.
3. Archives du Ministère des affaires étrangères. Dépêche du comte de Rebenac, du 9 septembre 1688.

détaillé sur l'état de l'Espagne, le même ambassadeur soutient qu'il n'y avait dans tout le royaume que trois mille cavaliers et dix mille fantassins, et il ajoute qu'on faisait des levées qui pouvaient aller à quatre ou cinq mille hommes [1].

Il demeure donc constaté par le témoignage d'hommes graves et compétents que, pendant le règne de Charles II, l'Espagne avait à peine quinze à vingt mille hommes sous les armes, et que la moitié des soldats était composée d'enfants au-dessous de quinze ans, ou de vieillards au-dessus de soixante; le reste de l'armée n'existait que sur les contrôles. Les provinces qui faisaient partie de la monarchie espagnole n'étaient pas mieux défendues. Il n'y avait que six compagnies au complet dans le royaume de Naples, cinq cents hommes en Sicile, à peine trois cents dispersés dans les villes de la Sardaigne et des îles Baléares. On ne comptait que huit mille soldats dans les Pays-Bas et six mille dans le Milanais; c'étaient les deux provinces les plus exposées à une attaque. La Franche-Comté, dégarnie de troupes, était abandonnée à ses propres forces. Aussi

1. Mémoire du comte de Rebenac sur son ambassade d'Espagne, du 20 mai 1689. Ap. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi, Supplément français, n. 63, fol. 233 et 234.

Louis XIV n'eut-il qu'à *envoyer ses laquais* pour en prendre possession [1].

La marine était presque anéantie. Les magasins étaient vides, les arsenaux épuisés. On manquait de matériaux de construction, d'objets d'équipement; on avait perdu jusqu'à l'art de construire des vaisseaux. Le comte de Rebenac ne compta dans les ports de l'Espagne que vingt-six vaisseaux de guerre en état de servir; encore n'était-il pas possible de les armer tous à la fois; il y en avait quelques autres encore, mais ils étaient hors de service à cause de leur vétusté [2]. C'était une faveur d'être reçu sur les galions, tant pour les matelots que pour les soldats, parce qu'il leur était facile de réaliser de grands bénéfices. Les capitaines des galions s'efforçaient d'ailleurs de recruter des hommes expérimentés, mais il leur était impossible d'en trouver en Espagne. Ce royaume qui avait envoyé cent vaisseaux à Lépante, et qui en avait armé cent soixante-quinze contre l'Angleterre, était réduit, sous Charles II, à recourir aux Anglais pour le transport des tabacs de

1. Dépêche du comte de La Vauguyon, du 5 mars 1683. Ministère des affaires étrangères. Cf. Coxe, *l'Espagne sous les Bourbons*, t. I, p. 147-148.

2. Voir, aux manuscrits de la Bibliothèque du roi, le Mémoire du comte de Rebenac, du 20 mai 1689, fol. 235.

la Havane et pour le courrier des Canaries [1], et à emprunter à des navigateurs génois des matelots et des vaisseaux pour le service du Nouveau Monde [2]. En 1671, une troupe de flibustiers anglais pilla, sous la conduite de Morgan, la ville et la colonie de Panama, et l'Espagne n'entreprit pas même de venger cette insulte [3]. Lorsque Louis XIV eut été proclamé roi de Sicile, les Espagnols implorèrent le secours de la Hollande, et quoique l'amiral Ruyter fût venu les joindre avec vingt-trois grands vaisseaux de guerre, les Français ne s'en maintinrent pas moins, pendant deux ans, à Messine et dans un grand nombre de villes voisines.

L'agriculture, l'industrie et le commerce étaient ruinés. La Vieille Castille, qui eût pu être le grenier de l'Espagne, ne produisait plus qu'un peu de vin, de blé et de garance, que l'on vendait sur place et à vil prix, faute de moyens de transport [4]. Dans la

1. Ulloa, 2e part., p. 26.

2. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*. Introduction, p. 29. — *Ibid.*, part. II, sect. II, p. 364. Dépêche de l'archevêque d'Embrun, du 1er février 1665.

3. Oexmelin, *Histoire des Flibustiers*, t. II, p. 191.

4. Voir l'article Vieille Castille, dans le *Dictionnaire historique et géographique* de Miñano.

Nouvelle Castille, d'immenses plaines étaient laissées sans culture [1]. L'Estramadure, l'Andalousie et le royaume de Grenade ressemblaient à des déserts. Des villages entiers, habités autrefois par des populations agricoles, étaient tombés en ruine. Dans le royaume d'Aragon, cent quarante-neuf étaient entièrement inhabités.

Les manufactures étaient en décadence et la plupart avaient disparu. En 1673, le nombre des métiers à soieries de Séville était réduit à quatre cent cinq [2]. Il ne sortait plus des manufactures de Ségovie, jadis si renommées, que quatre cents pièces de drap fort imparfait [3]. Cuença n'exportait plus tous les ans que dix mille arrobes de laine brute, et l'on n'en teignait plus dans cette ville qu'environ trois mille [4]. Un petit nombre seulement de manufactures de soieries, de lainages, de velours ciselés, avaient subsisté dans les villes de Grenade, de Tolède et de Cordoue [5].

Le commerce était entièrement tombé. Les foires

1. Article Nouvelle Castille, dans le *Dictionnaire* de Miñano.
2. Moreau de Jonnès, *Statistique de l'Espagne*, p. 144.
3. *Ibid.*
4. Voir l'article Cuença, dans le *Dictionnaire* de Miñano.
5. Voir, aux manuscrits de la Bibliothèque du roi, le Mémoire du comte de Rebenac, fol. 57.

de Médina del Campo restaient désertes. Le port de Pontevedro, en Galice, jadis un des plus florissants de cette côte, ne contenait plus que quelques barques de pêcheurs [1]. Ce royaume, qui exportait jadis les produits de son industrie jusque dans les contrées les plus lointaines de l'Amérique et des Indes, s'adressait à l'étranger, pour qu'il fournît à ses besoins et à ceux de ses colonies; et l'on vit des marchands d'Angleterre, de France, de Hollande, de Gènes, de Hambourg, inonder l'Espagne, le Mexique et le Pérou des produits de leurs manufactures.

Si le règne de Charles II est l'époque de la plus grande nullité politique de l'Espagne et de la décadence la plus complète pour son agriculture, son industrie et son commerce, c'est aussi l'époque du dernier degré d'abaissement de sa littérature. Ce qui était arrivé pour la littérature en Italie, arriva également pour celle de l'Espagne. Elles déclinèrent l'une et l'autre environ cinquante ans après que les deux pays eurent perdu leurs libertés. Il est vrai, sans doute, que Cervantès et Lope de Vega brillèrent en partie sous Philippe III; il est vrai aussi que

1. Gandara, *Apuntes sobre el bien y el mal de España.*

Caldéron ne parvint à l'apogée de sa gloire que sous le règne de Philippe IV. Mais, indépendamment du caractère de leur siècle, ces trois écrivains ont avant tout leur génie individuel ; ils étaient d'ailleurs soutenus par l'élan de la nation qui ne déclina pas tout d'un coup, et qui ne tomba entièrement que vers la fin du XVII[e] siècle. A cette époque, le génie de l'Espagne parut comme éteint. Elle ne produisit plus ni grands artistes, ni écrivains dont les noms puissent être cités à côté de ceux de Caldéron, de Lope de Vega et de Cervantès. Au milieu des calamités publiques, lorsque la ruine de la monarchie devenait de plus en plus imminente, la vie de chacun se resserrait dans la sphère de ses intérêts matériels, et toute vie intellectuelle finit par disparaître.

PREMIÈRE PARTIE.

DES CAUSES DE LA DÉCADENCE POLITIQUE DE L'ESPAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

RÈGNE DE PHILIPPE II.

(1556-1598)

Quelles sont les causes de la décadence de l'Espagne, depuis le milieu du XVIe siècle jusqu'à l'avénement de la dynastie des Bourbons? Pourquoi cette monarchie puissante déchut-elle si vite du rang qu'elle avait occupé en Europe?

Et d'abord par quel enchaînement de fautes perdit-elle, en moins d'un siècle, cette prépondérance politique qu'elle exerçait à l'avénement de Philippe II?

La cause fondamentale de cette décadence n'est autre que la fausse direction qui fut imprimée au gouvernement de l'Espagne par Philippe II et ses successeurs. Tous ces rois pratiquèrent à l'extérieur une politique envahissante, à l'intérieur une politique oppressive, qui toutes deux précipitèrent la mo-

narchie dans un abîme de calamités et consommèrent enfin sa ruine après une longue agonie.

Nous allons présenter le tableau de ces fautes et de leurs conséquences désastreuses pendant les règnes de Philippe II, de Philippe III, de Philippe IV et de Charles II, en examinant chacun de ces quatre règnes sous le rapport de la politique extérieure et sous celui de la politique intérieure.

Il parut sous le règne de Philippe II un ouvrage fort étrange, et qui, malgré sa forme bizarre, jette un grand jour sur le système et la pensée secrète de ce prince. Nous voulons parler du traité, si diversement jugé, de Thomas Campanella, sur la monarchie espagnole [1]. L'auteur est un moine calabrais qui écrivait dans le fond d'un cachot, après avoir subi la torture, après dix mois de captivité, sans livres, sans journaux, sans savoir ce qui se passait dans ce monde d'où il était exilé. Il adressait son ouvrage à Philippe II, espérant que ce prince lui donnerait un jour audience : *Magna et secreta colloquio tuo reservo, ubi et quando majestati tuæ placuerit.* On ne lui donna pas un moment d'attention, et lorsqu'il fut parvenu à sortir de sa prison, il ne

1. Th. Campanella, *de Monarchia Hispanica Discursus.* Harderuici, 1640.

trouva d'asile qu'en France, où l'amitié de Gabriel Naudé adoucit ses dernières années.

Et pourtant ce moine obscur et persécuté avait conçu le gigantesque projet de réformer l'Espagne et de lui donner l'empire du monde. Voici comment il expose son système :

Le roi d'Espagne est le roi catholique, et comme tel, le défenseur naturel du christianisme. Or, un jour la religion chrétienne règnera sur toute la terre, suivant la promesse de son divin fondateur : c'est au roi d'Espagne à la protéger, à profiter de ses conquêtes, et à commander au monde régénéré. Il possède déjà des états sur tous les points du globe, et à toute heure des prières s'élèvent pour lui vers la Divinité. Qu'il persévère dans sa foi, qu'il se constitue le champion du Christ et l'apôtre armé de la civilisation chrétienne, jusqu'à ce que partout où luit le soleil, la religion catholique ait ses solennités et ses sacrifices [1].

C'est là le système de Campanella dans sa plus grande généralité. Passant ensuite à la pratique, il soutient que le roi d'Espagne a reçu de la Providence la mission de combattre l'hérésie de Mahomet

1. Voir Campanella, *passim.*

et celle de Luther. Il faut, dit-il, que Philippe II triomphe des Turcs et des protestants, comme Cyrus a triomphé de Babylone, Alexandre des Perses, et Rome de Carthage. Pour assurer sa victoire, le roi d'Espagne doit s'attacher les Électeurs, et placer la couronne impériale sur sa tête; puis, s'allier intimement au saint-siége en gagnant les cardinaux et en faisant élire un pape espagnol. C'est à ce système de politique, dit-il, que les rois de France ont dû leur prépondérance au moyen âge.

Devenu empereur, et disposant à son gré de l'autorité du saint-siége, le roi d'Espagne doit prendre en main la cause de l'Église persécutée, et, nouveau Charlemagne, soumettre par la force des armes les contrées occupées par les infidèles, Turcs ou protestants. En Allemagne, en France, en Angleterre, le parti catholique lui tend les bras; qu'il agisse avec vigueur, et la victoire lui est assurée. Quant à l'Angleterre, Campanella conseille à Philippe II de promettre son appui au roi d'Écosse Jacques II, à condition qu'il embrasse la religion de sa mère, sauf à le supplanter après la victoire en le rendant suspect au clergé [1]. Puis il lui conseille de fomenter en

1. Campanella, p. 235.

France les discordes qui déchirent ce royaume, de donner sa fille en mariage au jeune duc de Guise et d'aider ce prince à s'emparer du trône au préjudice des Bourbons ; ou bien, de provoquer un démembrement féodal qui satisferait l'ambition des seigneurs, et de profiter des guerres civiles qui en seraient l'infaillible conséquence, pour prendre possession de ce royaume avec une armée de Flamands, d'Espagnols et d'Italiens [1]. Quant à l'Allemagne, Campanella veut qu'on surprenne à l'improviste les trois Électeurs protestants, sans leur donner le temps de réunir leurs forces. Le pape prononcera l'excommunication ; retranchés de la communion des fidèles, ils seront déposés et remplacés par des princes dévoués à l'Église et à l'Espagne. Ce triple but une fois réalisé, Campanella conseille à Philippe II de favoriser l'élévation d'un prince de la maison d'Autriche au trône de Pologne, et de conclure un traité d'alliance avec la Russie [2]. Dès lors, disposant de toutes les forces de la chrétienté, le roi d'Espagne pourra les tourner contre les Turcs, qui sont ses plus redoutables ennemis. Campanella l'engage à préparer la vic-

1. Campanella, p. 216.
2. *Ibid.*, p. 237.

toire, en excitant à la révolte les esclaves chrétiens d'Alger, de Tunis et de Tripoli, et en provoquant la trahison des généraux turcs qui sont nés chrétiens et qu'on a forcés dans leur enfance à renoncer à leur religion. Les exemples de Cicala, d'Occhiali, de Scanderbeg, prouvent, dit-il, la facilité de recourir à ce dernier moyen. Campanella pense qu'en promettant aux plus influents quelque gouvernement ou quelque vice-royauté, on les séduira sans peine. Devenus chrétiens, dit-il, et sujets du roi d'Espagne, ils auraient l'espérance de transmettre à leurs enfants la souveraineté qu'ils auraient acquise, tandis que, sous la dépendance du sultan, ils ne sont que de nobles esclaves, sans parents, sans famille, ne pouvant rien donner de leur vivant, ni rien laisser en héritage après leur mort [1]. Campanella rappelle ensuite à Philippe II cette croyance répandue dans tout l'Orient, que l'empire turc sera renversé et le saint-sépulcre délivré, lorsque les Éthiopiens attaqueront les infidèles par la mer Rouge et tendront la main aux occidentaux attaquant par la Méditerranée. Il conseille donc à Philippe II de rechercher l'amitié du prêtre Jean, nom sous lequel on désignait alors le

1. Campanella, p. 302.

roi chrétien de l'Éthiopie ; il l'engage ensuite à faire alliance avec les Perses et à profiter de la haine qu'ils portent aux Turcs. Si, dit-il, on leur envoie des fusils, ils seront en état de tenir tête aux armées ottomanes, qui ne les ont vaincus jusqu'ici que par la supériorité de leurs armes à feu et de leur discipline [1]. Il veut enfin que le roi d'Espagne envoie des marchands vénitiens en Géorgie pour conclure une alliance avec ce pays. Pendant que les Géorgiens s'empareront de Trébisonde et envahiront de là les provinces turques de l'Asie-Mineure, les Vénitiens, qui sont les alliés naturels de l'Espagne, débarqueront des troupes en Morée, dans l'île de Chypre et en Égypte, appelant aux armes les populations chrétiennes, leur distribuant de l'argent et des fusils, et annonçant l'arrivée prochaine d'une armée chrétienne, capable de tenir tête à toutes les forces de l'empire ottoman.

Tel est le rêve de Campanella; mais pour le réaliser, il donne à Philippe II bien d'autres conseils encore. Il lui recommande avant tout l'entretien d'une belle flotte ; car, dit-il éloquemment, *la clef de la mer est la clef du monde ;* l'établissement d'une école spéciale

1. Campanella, p. 282.

pour les jeunes marins, la fondation de comptoirs et d'écoles maritimes sur tous les points du globe, aux Canaries, en Sicile, à Saint-Domingue, au cap de Bonne-Espérance. Il veut qu'à l'exemple d'Alexandre, des Romains et des Turcs, le roi d'Espagne enrôle et incorpore dans ses armées les jeunes gens les plus robustes des nations conquises. Par ce moyen, dit-il, on entretiendra l'émulation parmi les Espagnols, et l'on maintiendra complets les cadres des armées.

Le livre de Campanella contient l'expression fidèle des espérances de l'Espagne au XVI[e] siècle. Ces idées de conquête et de domination sans bornes avaient germé dans plus d'une tête, et Campanella n'a fait que présenter sous une forme théorique la pensée de toute une nation. Déjà le père de Philippe II avait consumé sa vie à poursuivre la chimère de la monarchie universelle. « Posté en Flandre, la plus centrale de ses possessions, dit M. Mignet, il gouverna de là toutes les autres. Il eut à courir sans cesse des Pays-Bas en Espagne, d'Espagne en Italie, d'Italie en France, de France en Allemagne. Il alla tenir des assemblées, ravir des libertés, livrer des batailles. Tout lui réussit d'abord : les Castillans insurgés furent défaits à Villalar; les Flamands révol-

tés, à Gand; les Français en Italie; les Allemands sur le Danube et sur l'Elbe. Mais il fallait toujours s'agiter et toujours vaincre. Cette vie sans repos et ces victoires sans terme l'affaiblirent et le lassèrent. Sa tête se couvrit de bonne heure de cheveux blancs. La tristesse maladive qu'il tenait de sa mère et qui était restée enfermée dans les profondeurs de son âme pendant le temps des distractions et des victoires, en sortit et le gagna : il devint lent et sombre. Cet homme si actif, dont une partie du monde attendait les ordres, ne donnait plus sa signature qu'avec humeur. Il recherchait la solitude. Il s'enfermait des heures entières dans un appartement tendu de noir et éclairé par sept torches. Il méditait déjà de sortir vivant du monde et de déposer le fardeau que lui avaient laissé ses ancêtres et qu'il avait lui-même rendu plus pesant. Il suffisait d'un revers pour l'y décider [1]. »

La trahison de Maurice de Saxe et la mauvaise issue du siége de Metz lui firent comprendre qu'il était temps d'en finir. Les revenus de ses royaumes étaient aliénés, ses plans renversés. Abandonné de la fortune, *qui n'aime point les vieil-*

1. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne.* Introduction, p. 19-20.

lards [1], il abdiqua pour aller terminer ses jours dans le couvent de Saint-Just. Ses funérailles, qu'il fit célébrer de son vivant, étaient l'image de cette gloire éclipsée à laquelle il se voyait condamné à survivre.

La leçon était grande, et pourtant elle fut perdue. Le fils reprit les projets du père. Il aspira comme lui à l'empire du monde, il échoua de même, et l'Espagne porta la peine de sa folle ambition.

Lorsque Philippe II monta sur le trône, tout semblait lui présager un heureux avenir. Sa position paraissait meilleure encore que celle de Charles-Quint: il n'avait pas l'Allemagne à contenir, il disposait des forces de l'Angleterre, et la France agitée par ses querelles intestines était hors d'état de s'opposer à ses projets. Il se laissa éblouir, et, par conviction religieuse autant que par intérêt politique, il prit en main la cause de l'Eglise contre les novateurs et les infidèles.

Philippe II, il faut le dire, était sincèrement attaché à la religion catholique. Il révérait les prêtres comme les représentants de la Divinité. « Ce n'est point là votre place ni la mienne, » dit-il un jour à une dame

1. Mot de Charles-Quint.

de la cour qui s'était avancée sur les marches de l'autel. Souvent on le voyait baiser la main du prêtre qui avait dit la messe en sa présence. Il dépensait des sommes considérables pour acheter des reliques dans les pays devenus protestants, afin de conserver ces trésors vénérés à la chrétienté catholique. Tel monarque, tel peuple. Les Espagnols partageaient les convictions religieuses de leur roi et le regardaient comme la colonne de l'Église. « Ils n'en sont pas à l'aimer et à le vénérer, dit Contarini, ils l'adorent et craindraient d'offenser Dieu lui-même en transgressant ses ordres révérés [1]. » Il y eut donc sympathie et solidarité entre le monarque et la nation. Les Espagnols s'étaient accoutumés, par une lutte de sept siècles contre les Arabes, à confondre les adversaires de leur culte avec les adversaires de leur indépendance nationale. Philippe II identifiait de même les ennemis de sa religion avec les ennemis de sa puissance. La révolte des Flamands, qui secouèrent en même temps son autorité et celle de l'Église, le confirma dans cette pensée. C'est ainsi qu'il devint l'expression la plus obstinée du système catholique en Europe. Cette position était forte.

1. Ranke, p. 133. Note.

Il avait derrière lui un peuple tout entier sorti victorieux d'une lutte de sept siècles, et qui, dans l'ivresse de la victoire, ne pouvait se résigner au repos et aspirait à poursuivre le cours de ses succès. En Allemagne, en France, en Angleterre, il était appuyé par un parti nombreux et puissant, qui le regardait comme le défenseur naturel de l'Église. Faut-il s'étonner qu'il ait cédé à l'entraînement général et qu'il ait cru à sa mission, alors que ses ennemis eux-mêmes prédisaient ses victoires, alors que le Vénitien Paolo, qui certes n'aimait pas l'Espagne, annonçait qu'il enchaînerait l'Europe et l'Afrique, et transformerait Paris en hameau.

Pendant un règne de quarante-deux ans, Philippe II ne cessa d'employer la force ou l'intrigue pour réaliser ses projets de domination. Il fomenta tour à tour les troubles religieux en France et en Angleterre, dans l'espérance de règner un jour sur ces deux royaumes avec l'aide du parti catholique. Ses ambassadeurs à Paris et à Londres agirent constamment dans ce but, et parvinrent en effet à créer de nombreux partisans au roi d'Espagne. Le mariage de ce prince avec Marie, l'offre qu'il fit de sa main à la reine Elisabeth après la mort de sa première épouse, ses efforts pour soulever le parti

catholique contre cette reine lorsqu'il eut appris son refus, les secours accordés aux partisans de Marie Stuart, enfin l'expédition de la flotte invincible, prouvent assez ses projets sur l'Angleterre. En France, il soutint pendant trente ans le parti des Guises, qu'il espérait dominer et supplanter après la victoire, et lorsque le dernier des Valois eut suivi dans la tombe le duc Henri de Guise, il se présenta comme candidat à la couronne aux États-Généraux assemblés à Paris; puis, craignant d'échouer, il fit proposer sa fille, et en même temps il reprit ses prétentions sur le duché de Bourgogne, comme descendant de Charles le Téméraire, et sur la Provence, comme héritier des comtes de Barcelonne [1]. Philippe II aspirait ensuite à dominer sur toute la Péninsule en réunissant le Portugal à l'Espagne. Il voulait étendre son influence jusque sur les États scandinaves, et il ne songeait à rien moins qu'à démembrer le Danemarck et à se rendre maître du détroit du Sund, de la Zélande et du Jutland [2]. Lorsque la couronne de Pologne fut devenue élective, après l'extinction de la dynastie des Jagellons, il ne cessa de

1. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 276.

2. Voir, aux manuscrits de la Bibliothèque du roi, collection Dupuy, vol. 541, le Discours adressé à Richelieu, par Louis Aubery du Maurier, consul à Dantzick.

troubler ce royaume par ses intrigues, tantôt pour empêcher l'élection d'Henri III, tantôt pour exciter le roi Etienne Bathori à déclarer la guerre au Danemarck, tantôt pour s'attacher Sigismond III, dont il désirait obtenir des secours contre la Hollande, ét qu'il s'engageait, en retour, à replacer sur le trône de Suède [1]. Pour faciliter les communications entre l'Italie espagnole et les États de l'empereur d'Allemagne, son parent et son allié, il conclut un traité d'alliance avec les cantons catholiques de la Suisse, et leur accorda la liberté du commerce avec le Milanais. Les cantons, de leur côté, garantirent au roi la possession de cette province et s'engagèrent à lui envoyer des troupes pour la défendre, soit contre les Français, soit contre tout autre ennemi qui viendrait l'attaquer [2]. L'influence de Philippe II s'étendit alors sur tous les cantons qui étaient restés catholiques, et depuis cette époque les rois d'Espagne, les vice-rois de Naples, de Sicile, et les gouverneurs du duché de Milan prirent à leur solde des régiments entiers de Suisses mercenaires. Phi-

1. Voir, aux manuscrits de la Bibliothèque du roi, collection Dupuy, volume 541, le Discours adressé à Richelieu par Louis Aubery du Maurier. Cf. Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange Nassau, t. III, p. 272.

2. Herrera, *Historia general*, p. 201-202. Ce traité fut conclu en 1590.

lippe II ne cessa de lutter contre les Turcs, tantôt pour repousser leurs agressions, tantôt pour leur arracher des provinces. Il s'efforçait surtout de leur enlever les côtes de la Barbarie. Alger, Tunis et Tripoli furent tour à tour menacés par ses armes. Peut-être méditait-il la conquête des royaumes de Fez et de Maroc. On peut du moins le supposer, puisqu'il entretenait à sa cour le roi détrôné Muley-Mohamed, qu'il pouvait opposer un jour à l'usurpateur Muley-Moluc[1]. Enfin, dans les autres parties du monde, il ne cessa de s'agrandir et d'empiéter sur les possessions de ses voisins, en leur imposant d'abord sa croyance religieuse, pour les soumettre ensuite à son autorité politique. Philippe II, on le voit, aspirait à l'empire du monde. Il voulait réaliser la célèbre devise de son père : *Plus loin encore.* Sur le revers de quelques médailles, frappées à son effigie, on voyait le char du soleil traîné par des chevaux ailés et surmonté d'une couronne royale qui portait cette inscription : *Jam illustrabit omnia.*

Mais Philippe II ne disposait pas en réalité des forces nécessaires pour réaliser ses gigantesques projets. Il échoua presque partout, et son ambition fut pour l'Espagne une source de calami-

1. Herrera, *Historia general*, p. 403.

tés sans nombre. La conquête du Portugal ne fit qu'affaiblir sa puissance, au lieu de la fortifier. Sa lutte contre les Turcs fut mêlée de succès et de revers, qui épuisèrent également les ressources de l'Espagne. Sa tentative pour s'établir sur la mer Baltique n'eut aucun résultat. Son projet sur l'Angleterre causa la destruction de la marine espagnole. Ses prétentions sur la France aboutirent à la ruine financière de son royaume. Enfin la révolte des Pays-Bas amena la défaite de ses armées et un premier démembrement. Tels sont les déplorables effets qu'entraîna la politique envahissante de Philippe II.

Il n'entre pas dans notre plan de donner un récit complet et détaillé de toutes les entreprises de ce prince. Nous nous bornerons à une exposition rapide, nous proposant d'insister sur les événements qui exercèrent une influence marquée sur la décadence politique de l'Espagne.

I. — CONQUÊTE DU PORTUGAL.

La défaite d'Alcazar-Quivir avait détruit la puissance du Portugal. Le roi Sébastien était resté sur le champ de bataille avec quinze mille soldats, l'élite de la noblesse du royaume. En apprenant la fatale nouvelle, le vieux Camoëns s'écria qu'il ne survivrait

point à la ruine de sa patrie, et peu de jours après il mourut de douleur. Sébastien ne laissait pas de postérité. Le cardinal Henri lui succéda, à l'âge de soixante-dix ans. On prévoyait sa fin prochaine, et déjà les prétendants au trône dévoraient d'avance ce riche héritage. Ces prétendants étaient don Antoine, prieur de Crato; Ranuce Farnèse, prince de Parme; Catherine, duchesse de Bragance; Philibert-Emmanuel, duc de Savoie; Catherine de Médicis et Philippe II. Le cardinal Henri mourut sans avoir désigné son successeur (1580). Les habitants de Lisbonne se hâtèrent de proclamer don Antoine, pour conserver l'indépendance du Portugal; mais le nouveau roi n'eut pas le temps d'affermir son autorité. Philippe II publia une déclaration de son conseil, qui établissait la supériorité de ses droits, et envoya ses émissaires, qui, semant l'or à pleines mains, attachèrent à sa cause une partie de la noblesse. En même temps il mettait à prix la tête de son rival, et le duc d'Albe s'avançait avec une armée de trente mille hommes pour le combattre. La victoire d'Alcantara et la dispersion de la flotte portugaise par le marquis de Santa-Cruz renversèrent, en moins de trois semaines, le trône du prieur de Crato. La duchesse de Bragance consentit à renoncer à ses prétentions, moyennant la

somme de 1,700,000 ducats[1] et la promesse que la dignité de connétable serait héréditaire dans sa famille. Philippe II se vit ainsi paisible possesseur du royaume de Portugal. Il reçut à Tomar le serment de ses nouveaux sujets, et, l'année suivante, il fut proclamé solennellement roi de Portugal à Lisbonne (1581).

La conquête du Portugal sembla doubler les forces de l'Espagne. Tous les établissements des Portugais en Amérique, en Afrique et aux Indes passèrent sous sa domination. Ces établissements n'étaient rien moins que le Brésil, en Amérique; les royaumes de Guinée, d'Angola et de Benguella sur la côte occidentale de l'Afrique, et, sur la côte orientale, les provinces de Zanguebar, de Quiloa et de Mozambique; l'île de Socotora, qui commandait l'entrée du golfe Arabique; celle d'Ormouz, qui commandait le golfe Persique, et dont la capitale était une des villes les plus brillantes et les plus policées de l'Asie; la forte ville de Goa, dont Albuquerque avait fait le chef-lieu des colonies portugaises dans les Indes; les royaumes de Cambaie et de Diu, toute la côte de Malabar, l'île de Ceylan, la Chersonèse d'or avec la ville de Malaca; les Moluques et l'île de Macao, où s'étaient établies

1. 14,042,000 francs.

les premières relations commerciales de l'Europe avec l'empire chinois.

Mais le résultat le plus important de la conquête fut l'unité de la Péninsule ibérique. Le peuple portugais, qui occupait auprès de l'Espagne une petite partie de cette contrée, mais qui partageait avec elle, à titre plus égal, la domination des mers, ne forma plus avec son ancienne rivale qu'une seule nation. Ainsi se trouvèrent, pour la première fois, rattachées à un même centre toutes les provinces qui s'étendent des Pyrénées au détroit de Gibraltar, et qui avaient été fractionnées en tant de petits États depuis la conquête des Arabes. Il s'agissait pour l'Espagne de consolider cette heureuse union par un gouvernement équitable et sage, de prouver au Portugal que son intérêt bien entendu en demandait le maintien, de faire oublier surtout qu'elle avait été le résultat d'une conquête. Philippe II ne sut ou ne voulut pas remplir ce rôle si naturel et si facile. Malgré l'amnistie qu'il avait publiée avant d'entrer à Lisbonne, il répandit des flots de sang pour s'affermir sur le trône qu'il avait usurpé. Un grand nombre de Portugais d'un rang distingué furent condamnés à mort et portèrent leur tête sur l'échafaud, pour avoir pris les armes contre lui. Deux mille prêtres ou religieux périrent, dit-on,

par ses ordres. Ces cruautés excitèrent contre lui la haine publique. Deux fois des assassins attentèrent à sa vie. Ne se croyant plus en sûreté chez un peuple réduit au désespoir, il quitta le Portugal avec la ferme résolution de le traiter en pays conquis, de le ruiner pour toujours et de le mettre dans l'impuissance de se révolter avec quelque chance de succès. Un insolent vice-roi vint siéger à Lisbonne, et réveiller les haines assoupies au lieu de travailler à les éteindre. La noblesse fut tenue à l'écart. Les promesses brillantes que l'on avait faites aux seigneurs portugais ne furent pas exécutées. On leur répondit ironiquement qu'en imposant des conditions à Philippe II, ils l'avaient regardé ou comme le successeur légitime de leurs rois nationaux, ou comme un usurpateur; que, dans le premier cas, ils étaient des rebelles, parce qu'ils avaient osé dicter des conditions à leur roi, et, dans le second, des traîtres, pour avoir fait alliance avec un étranger dont ils ne reconnaissaient pas les droits à la couronne; que, dans les deux cas, ils méritaient des châtiments et non des récompenses. Ce fut avec ce froid dédain que l'on traita la noblesse du Portugal. Pendant les dix-huit années qui suivirent la réunion des deux royaumes, Philippe II ne conféra des titres honorifiques qu'à trois gentilshommes,

qu'il créa comtes de Sabugal, d'Atalaia et de Penagnino [1]. Toutes les dignités, tous les honneurs étaient réservés pour les grands d'Espagne. Le peuple fut opprimé; les commerçants de Lisbonne et d'Oporto se virent exclus des marchés de Vera-Cruz et de Porto-Bello, dont le monopole fut laissé aux seuls Castillans. Mais les lourds impôts autorisés par les cortès furent prélevés en Portugal comme en Castille. Associés aux charges de l'Espagne, tandis qu'ils étaient privés des bénéfices qu'ils pouvaient attendre de leur soumission, les Portugais se souvinrent de leur grandeur passée, et le sentiment national, si imprudemment froissé, se maintint et se fortifia jusqu'au jour où sonna l'heure de la délivrance.

Quant aux colonies portugaises, l'accroissement de puissance qu'elles apportèrent à Philippe II fut plutôt apparent que réel. La monarchie espagnole s'affaiblit en s'étendant. En effet, toute l'Espagne ne comptait alors que dix millions d'habitants, plusieurs provinces étaient exemptes du service militaire au-dehors du royaume, et la Castille remplissait presque seule les cadres de l'armée. Le royaume de Naples, le Milanais, les Pays-Bas et tant d'autres provinces

1. *Recenha das Familias Titulares do Reino de Portugal.* Lisbonne, 1838.

incessamment agitées par l'esprit de révolte, ne pouvaient être contenus que par des garnisons nombreuses que la Castille s'épuisait à maintenir au complet; et maintenant il fallait que ce royaume contribuât encore à contenir les colonies portugaises, qui étaient dispersées dans toutes les parties du monde. Il se dépeupla presque pour occuper ces possessions lointaines, qu'il fallait défendre contre les populations indigènes et contre les attaques plus dangereuses des Hollandais et des Anglais. Et, comme si elle ne présentait pas assez de points vulnérables, la monarchie espagnole, entraînée par ce mouvement d'ascension qui la conduisait à sa perte, s'efforçait de s'agrandir encore par de nouvelles conquêtes. Le gouverneur des Philippines, Gomez Perez, entreprit, en 1589, de s'emparer de Terrenate, en intervenant dans une querelle entre le roi de Camboja et le roi de Siam. Sous prétexte de secourir le roi de Camboja, il équipa une flottille et mit à la voile avec une troupe de neuf cents Castillans. Des rameurs chinois qu'il avait pris à sa solde devaient guider les navires dans ces mers inconnues des Européens. La traversée fut d'abord heureuse; mais bientôt les Chinois, irrités de la morgue castillane, se mutinèrent, et, profitant d'une nuit obscure, ils sur-

prirent et égorgèrent les soldats endormis. Le gouverneur des Philippines et tous les Castillans périrent dans ce massacre, et l'on ne connut la fatale nouvelle que lorsque les meurtriers eurent vendu les vaisseaux dans les ports de la Cochinchine [1].

Cet échec ne découragea point les chefs castillans qui commandaient dans les Indes. Des missionnaires furent envoyés au Japon pour convertir les habitants et pour les préparer d'avance au joug de l'Espagne. Mais ce projet échoua comme le premier. Suivant Herrera, le gouverneur de la province d'Urando fit venir un jour quelques-uns de ces missionnaires et leur demanda si les Espagnols et les Portugais formaient une seule et même nation. Ils lui répondirent que c'étaient deux peuples distincts, que le premier était composé de guerriers et le second de marchands, mais que tous deux étaient soumis au même souverain qui dominait sur les contrées les plus riches de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie. Le gouverneur se fit montrer sur une carte les États du roi d'Espagne et demeura surpris de leur immense étendue. Il demanda ensuite comment cet empire avait été fondé. Les Espagnols lui

1. Herrera, *Historia general*, p. 181.

dirent que Philippe II envoyait partout des missionnaires pour prêcher l'Evangile parmi les païens, qu'il admettait au nombre de ses sujets ceux qui se convertissaient à la religion chrétienne et qu'il faisait la guerre aux apostats. Cet entretien fut rapporté à Paycosama, empereur du Japon, au moment même où il apprenait la nouvelle qu'un vaisseau de guerre espagnol avait jeté l'ancre dans le port d'Urando. Il fit arrêter sur-le-champ les missionnaires qui se trouvaient dans son royaume, et peu de jours après on les conduisit au supplice. Le vaisseau fut également saisi par ses ordres, et tout l'équipage fut retenu prisonnier. Cet acte de fermeté effraya les Espagnols et mit un terme à leurs tentatives pour s'établir dans le Japon, en même temps qu'il arrêta pour longtemps les progrès du christianisme dans cette contrée (1597) [1].

II. — LUTTE CONTRE LES TURCS ET LES ARABES.

La conquête du Portugal étendit plus qu'elle ne fortifia la monarchie espagnole. Mais au moins elle justifia la politique de Philippe II par un succès apparent. Il n'en fut pas de même de la lutte non in-

1. Herrera, *Historia general*, p. 713-714.

terrompue que ce prince soutint contre les Turcs et les Arabes. Plus brillante qu'heureuse, elle imposa aux Espagnols des sacrifices qui ne furent point compensés par des résultats durables.

Au milieu du XVI[e] siècle, l'empire ottoman était parvenu à l'apogée de sa grandeur. Soliman, le rival de Charles-Quint, avait reculé sur toutes les frontières les limites de ses États. Ses armées avaient été victorieuses en Perse, en Hongrie, en Afrique. Il avait enlevé l'île de Rhodes aux chevaliers de Saint-Jean, dépouillé les Vénitiens d'une partie de leurs possessions, ravagé les côtes d'Italie et d'Espagne, et rempli l'Europe entière de la terreur de son nom. Allié de François I[er] contre Charles-Quint, il resta fidèle à l'alliance française après la mort de ces deux princes, et lorsque la guerre eut éclaté entre leurs successeurs, il équipa une flotte nombreuse et l'envoya ravager les possessions espagnoles. Piali, qui commandait la flotte ottomane, débarqua des troupes en Italie et dans les îles de Procita et de Minorque, incendia les villes ouvertes et emmena des milliers de captifs à Constantinople (1558). Cette diversion aida la France à se relever du désastre de Saint-Quentin. Philippe II fut obligé de diviser ses forces, et bientôt il signa le traité de

Câteau-Cambrésis, qui rétablit la paix entre la France et l'Espagne (1559). Mais le sultan continua les hostilités. Elles eurent pour théâtre toute la Méditerranée, les côtes de l'Italie et de l'Espagne, et surtout le nord de l'Afrique.

Le cardinal Ximenès avait soumis en 1509 tout le littoral des États barbaresques, depuis Oran jusqu'à Tripoli. Il avait accompli cette conquête sur les Maures et les Arabes que les Espagnols étaient accoutumés à vaincre. Mais bientôt se présenta un nouvel ennemi. Les Turcs, cette formidable arrière-garde du monde mahométan, s'ébranlèrent à leur tour et vinrent disputer à l'Espagne le nord de l'Afrique et l'empire de la Méditerranée. En 1517, ils s'emparèrent d'Alger; en 1538, ils remportèrent la victoire navale de Prevesa; en 1552, ils enlevèrent aux chevaliers de Saint-Jean la ville de Tripoli. A l'avénement de Philippe II, cette dernière ville était entre les mains de Dragut, l'héritier des talents et de la renommée de Barberousse. De là il envoyait tous les ans ses vaisseaux ravager les côtes de la Sicile, du royaume de Naples ou de l'Andalousie.

Le roi d'Espagne ne possédait plus en Afrique qu'Oran, Tunis, Portus-Magnus ou Merz-el-Kibir, le meilleur port de cette côte dangereuse, et quelques

autres villes moins importantes. Il avait pour ennemis les tribus arabes qui étaient soutenues par les Turcs d'Alger et de Tripoli. C'étaient eux qu'il fallait attaquer les premiers ; leur déroute aurait frappé de consternation les Maures et les Arabes qui se seraient humiliés sous la main de Dieu et soumis au vainqueur. Philippe II résolut d'attaquer d'abord les Arabes. Il envoya l'ordre au comte d'Alcaudête, gouverneur d'Oran et de Merz-el-Kibir, de s'emparer de Tlemcen (1558). Des troupes furent embarquées à Carthagène et à Malaga pour prendre part à cette expédition. On fit venir d'Espagne toutes les munitions et jusqu'aux bœufs nécessaires pour traîner les canons, car les Arabes avaient cessé d'approvisionner les marchés depuis la reprise des hostilités. Le comte d'Alcaudête se mit en marche au mois de juillet. Il dévasta sur son passage les champs de blé et mit le feu aux villages des Arabes. Les soldats portaient des vivres pour cinq jours. Une flottille de dix galères côtoyait le rivage et suivait la marche de l'armée. Le septième jour, les Espagnols prirent possession de Mazagran, château fortifié, dont les habitants s'étaient enfuis, à leur approche, à Mostaganem. Mais le même jour les Algériens, commandés par Haschem, fils de Barberousse, surprirent la

flottille espagnole et s'en rendirent maîtres après un combat de quelques heures. Les soldats avaient aperçu ce combat inégal du haut d'une colline qui domine Mazagran, sans pouvoir porter secours à leurs malheureux camarades qu'ils voyaient égorger sous leurs yeux. Malgré cet échec, le comte d'Alcaudête poursuivit sa marche sur Tlemcen. Déjà il était arrivé sous les murs de Mostaganem, et son artillerie battait en brèche les remparts, lorsqu'il se vit entouré tout à coup d'une nuée de cavaliers arabes. En même temps le dey d'Alger débarqua huit mille hommes de vieilles troupes qui se joignirent à l'ennemi. Les Espagnols étaient à peine huit mille. Fatigués par une marche pénible, souffrant de la soif et de la chaleur, et manquant de vivres et de munitions, ils étaient hors d'état de continuer le siége. Le comte d'Alcaudête donna le signal du départ. La retraite fut désastreuse. Les cavaliers arabes voltigeaient autour de l'armée, harcelaient l'arrière-garde et massacraient les traînards. Enfin, soutenus par la milice régulière des Turcs, ils attaquèrent les Espagnols avec tant de résolution qu'ils parvinrent à forcer leurs rangs. Le comte d'Alcaudête essaya vainement d'arrêter les fuyards et de les ramener au combat. Entraîné dans la dé-

route, il périt étouffé aux portes de Mazagran, où les soldats se précipitaient pour échapper au glaive des Arabes. Ces malheureux se rendirent à discrétion le même jour. Ils furent conduits à Alger et vendus comme esclaves [1].

Philippe II voulait tenter une seconde expédition et envoyer en même temps une flotte contre Alger. Mais le duc de Médina-Cœli, gouverneur de la Sicile, et La Valette, grand-maître des chevaliers de Malte, le pressaient depuis trois ans de s'opposer aux progrès menaçants de Dragut, qui gouvernait Tripoli au nom de Soliman. Il se décida donc à envoyer une armée contre ce chef de pirates (1559). Le pape, les Florentins, les Génois, les chevaliers de Malte et le prince de Monaco lui fournirent des secours contre l'ennemi commun des chrétiens. On équipa une flotte de deux cents galères portant quinze mille soldats, dont neuf mille Italiens, cinq mille Espagnols et mille Allemands. Le duc de Médina-Cœli fut investi du commandement général. Il avait sous ses ordres don Sancio de Levia, chef de l'escadre de Sicile, don Bérenger de Requeenes, chef de l'escadre de Naples, et Guimaran, commandeur des che-

1. Sepulveda, *De Relus gestis Philippi II*, p. 10-53. Madrid, 1780.

valiers de Malte. Le général espagnol, don Alvaro de Sandi, conduisait les troupes de débarquement. La flotte sortit de Messine au mois d'octobre 1559. Des vents contraires la forcèrent de relâcher à Syracuse, où elle s'arrêta pendant plusieurs semaines. Un grand nombre de soldats y moururent d'une épidémie causée par la mauvaise qualité des vivres. Lorsque les vents furent devenus favorables, on remit à la voile, et la flotte arriva heureusement à Malte. Mais déjà l'épidémie avait diminué de plus de moitié le nombre des soldats. Il fallut, pour combler les vides, faire venir des renforts de Naples et de Sicile. De là de nouveaux délais dont l'ennemi sut tirer parti. Enfin le duc de Médina-Cœli remit en mer ; mais, au lieu de profiter du premier effroi des Turcs et de se diriger sur Tripoli, il crut faciliter la prise de cette ville en s'emparant d'abord de la petite île de Méninge. Cette île, que les indigènes désignent par le nom de Djerbé, est située à peu de distance de Tripoli. Elle avait été fortifiée par ordre de Dragut, qui la regardait comme un des boulevards de la ville. La garnison se rendit après une faible résistance (1560), et rien ne s'opposait plus à l'expédition de Tripoli ; mais le duc de Médina-Cœli perdit un temps précieux par ses lenteurs. Il entreprit de réparer les fortifications de

Méninge, et laissa à Dragut le temps de pourvoir à la sûreté de Tripoli et d'instruire Soliman de la position de la flotte espagnole, qu'on pouvait, disait-il, écraser facilement dans la rade de Méninge. Le sultan profita de l'avis. Une flotte de quatre-vingts galères, portant l'élite des janissaires, sortit de Constantinople et se dirigea vers l'île de Méninge. Elle était commandée par Piali. Le duc de Médina-Cœli fut instruit de l'approche de l'ennemi par une frégate maltaise. Il était temps encore de gagner la haute mer et d'éviter un rivage semé d'écueils ; mais le général espagnol perdit la tête, et, pendant qu'il hésitait à prendre un parti, les Turcs lui en évitèrent la peine en l'enveloppant de toutes parts. Ce ne fut pas un combat : les soldats espagnols étaient dispersés dans l'intérieur de l'île ; les Turcs n'eurent qu'à s'emparer de leurs vaisseaux dont la plupart étaient dégarnis de défenseurs. Ils en prirent trente, et firent cinq mille prisonniers ; environ mille hommes furent tués. Le duc de Médina-Cœli, dont l'impéritie avait causé ce désordre, parvint à échapper à leur poursuite et à se réfugier à Malte. Il avait laissé le commandement du fort de Méninge à don Alvaro de Sandi avec l'assurance d'un prompt secours. Ce brave capitaine se défendit pendant plusieurs se-

maines contre toutes les forces de Piali et de Dragut. Enfin, pressé par la famine et ne comptant plus sur l'arrivée des secours promis, il résolut d'échapper à l'esclavage en mourant les armes à la main. Il assembla ses soldats et les exhorta à vendre chèrement leur vie. Tous s'engagèrent par un serment solennel à combattre jusqu'au dernier soupir. A minuit, ils sortent de leur fort et franchissent en silence le triple retranchement que les Turcs avaient élevé contre eux. Alvaro de Sandi marchait à leur tête, accompagné de Sancio de Levia et de Bérenger de Requeenes. Parvenus dans l'intérieur du camp, ils surprirent les Turcs endormis et en firent un affreux carnage. Déjà ils approchaient de la tente de Piali lorsqu'ils furent arrêtés par les janissaires; le combat recommença avec une nouvelle fureur. Enfin les Espagnols périrent accablés sous le nombre. Mais leur général se fit jour, l'épée à la main, à travers les rangs des Turcs, et, ayant gagné le rivage, il se jeta dans un vaisseau échoué pendant le dernier combat. Il s'y défendit seul jusqu'au point du jour. Les janissaires, pleins d'admiration pour sa valeur, le pressaient de se rendre; il ne voulut remettre son épée qu'à Piali [1].

1. Sepulveda, p. 63-87. Cf. le récit de Watson et celui de Hammer.

La joie fut grande à Constantinople, lorsqu'on vit arriver le grand étendard de l'armée espagnole, représentant le Christ crucifié, que Piali avait envoyé au sultan pour lui annoncer sa victoire. Soliman se rendit lui-même sur le bord de la mer pour honorer de sa présence le retour triomphal du capitan. Une foule immense l'accompagnait et saluait Piali de ses acclamations. On remarquait sur le vaisseau amiral Alvaro de Sandi et ses deux lieutenants Sancio de Levia et Requcenes. Les galères conquises étaient traînées à la remorque des vaisseaux turcs, dépouillées de leurs mâts et de leurs gouvernails. Les prisonniers furent conduits à travers les rues de Constantinople, au milieu des huées de la populace, et l'on vendit comme esclaves tous ceux qui n'étaient pas assez riches pour payer leur rançon.

Les défaites de Mazagran et de Méninge forcèrent Philippe II de se tenir sur la défensive. On craignait que Piali ne poursuivît sa victoire en attaquant l'Italie ou l'Espagne. La consternation était grande sur tout le littoral du royaume de Naples, de la Sicile et des provinces de Catalogne, de Valence et d'Andalousie. Philippe II se hâta d'établir des postes le long des côtes de l'Espagne et d'appeler les galères de

Naples au secours de ce royaume. Jean Mendoza ramena cette flotte à Malaga. Elle était composée de vingt-huit trirèmes. Ces forces étaient suffisantes pour mettre le littoral de l'Espagne à l'abri des corsaires barbaresques enhardis par la victoire de Piali. Après une courte croisière sur les côtes de l'Andalousie, Mendoza revint à Malaga pour recevoir les munitions, les vivres et l'argent destinés à l'approvisionnement d'Oran. Une tourmente, qui le surprit au moment du départ, le contraignit à relâcher dans le petit port de Ferratura, situé à peu de distance de Malaga. Il espérait se mettre à l'abri du vent d'est qui soufflait avec violence, quand tout à coup il s'éleva un vent du sud si furieux que les vaisseaux arrachés de leurs ancres se brisèrent les uns contre les autres et furent engloutis par les vagues. Il n'en échappa que trois qui gagnèrent la haute mer. Trois mille hommes périrent dans ce naufrage qui fut pour l'Espagne un désastre presque comparable à ceux de Mazagran et de Méninge (1563) [1]. Ce fut un grand bonheur pour Philippe II que Soliman tournât en ce moment ses armes contre l'empereur. Il eut le temps de respirer et de se préparer par de

1. Sepulveda, p. 88-92.

nouveaux efforts à tenir tête à ses implacables ennemis. La première attaque eut lieu en Afrique. Haschem, enorgueilli de sa victoire de Mazagran et fort de l'appui des tribus arabes, marcha sur Bougie, s'en rendit maître, et vint assiéger par terre et par mer la ville de Merz-el-Kibir (1563). Il espérait que la destruction successive de deux flottes, à Méninge et à Ferratura, ne permettrait pas à Philippe II de porter secours aux assiégés, et que la famine les forcerait bientôt à se rendre. En même temps des milliers de cavaliers arabes s'avancèrent jusque sous les murs d'Oran. Cette ville, située à une lieue du rivage, était mieux fortifiée que Merz-el-Kibir. Le jeune comte d'Alcaudête y commandait depuis la mort de son père. Il avait confié la défense de Merz-el-Kibir à son frère, don Martin de Cordoue. Ces deux chefs opposèrent une résistance héroïque à l'ennemi. Don Martin de Cordoue repoussa onze assauts, et, quoique l'artillerie d'Haschem eût fait crouler les remparts, il refusa de capituler. Cependant la famine ne lui permettait pas de prolonger longtemps encore une si belle défense. Philippe II, instruit de sa détresse, fit des efforts inouïs pour équiper une nouvelle flotte qui fût en état de repousser les Algériens. Des vaisseaux furent armés à

la hâte dans les ports d'Espagne et du royaume de Naples. Les Génois et le pape joignirent quelques-unes de leurs galères à la flottille espagnole. Un grand nombre de seigneurs contribuèrent volontairement de leur argent ou montèrent eux-mêmes à bord des navires pour prendre part à la délivrance de leurs parents et de leurs amis. Tel était déjà l'épuisement de l'Espagne qu'il fallut retenir pour cette expédition jusqu'aux vaisseaux qui devaient escorter les galions des Indes. Une flotte de trente-quatre trirèmes sortit enfin du port de Carthagène sous les ordres de François de Mendoza. Ce général fondit à l'improviste sur la flotte algérienne qui croisait devant Merz-el-Kibir, et la mit en déroute. Haschem craignit alors d'être enveloppé par la flotte espagnole et par les garnisons des deux villes qu'il avait investies; il leva le siége après d'inutiles efforts et ramena les débris de ses troupes à Alger [1].

Malgré ce succès, Philippe II continua ses préparatifs. Il savait que Soliman armait une flotte nombreuse, et il la croyait destinée à tenter un débarquement en Espagne ou en Italie. Secondé par le roi de Portugal, le pape, les Génois et les Florentins, il

1. Sepulveda, p. 92-121.

réunit dans le port de Malaga quatre-vingt-huit vaisseaux portant treize mille soldats (1564); le comte Garcie de Tolède en reçut le commandement. On apprit alors que le sultan avait renoncé à ses projets d'attaque. Philippe II résolut de reprendre l'offensive; il envoya sa flotte contre la forte place de Peñon de Velez, située sur la côte d'Afrique, en face de l'Andalousie, et qui servait d'asile à d'innombrables corsaires. Le comte Garcie de Tolède réussit dans cette entreprise difficile, et garantit pour quelque temps les côtes de l'Espagne des insultes des barbaresques; il reçut pour récompense la vice-royauté de Sicile [1].

La prise de Peñon de Velez alarma Dragut et Haschem; ils supplièrent le sultan de les aider à chasser les chrétiens d'Afrique. Soliman avait conçu un dessein plus hardi; il voulait attaquer à la fois les chevaliers de Malte et le roi d'Espagne. On lui conseilla de s'emparer d'abord de la Sicile, dont la conquête serait plus glorieuse et plus utile que toute autre, parce qu'elle entraînerait celle de l'île de Malte, qui ne pouvait se passer des provisions que lui fournissait cette fertile contrée. Soliman allait suivre cet

1. Sepulveda, p. 128-134.

avis, lorsqu'il apprit que les chevaliers s'étaient emparés du *galion des sultanes*; il jura dans un transport de colère que Malte serait détruite. Quarante mille janissaires furent embarqués sur une flotte de douze cents navires; Piali et Mustapha en reçurent le commandement. Ils partirent de Constantinople au printemps de l'an 1565, et parurent bientôt devant Malte. Les chevaliers semblaient menacés d'une perte certaine; ils avaient juré de vaincre ou de mourir. Le brave La Valette dirigeait la défense, et, malgré le poids de l'âge, il soutenait leur courage par son exemple. Tous les assauts des Turcs furent repoussés. Déjà leur armée était réduite de plus de moitié, lorsque l'arrivée de six mille Espagnols, commandés par le vice-roi de Sicile, acheva leur défaite. Piali leva le siége et ramena les débris de ses troupes à Constantinople. Philippe II envoya au grand-maître une épée dont la garde était d'or et enrichie de diamants, et il lui fournit des subsides pour relever les fortifications de Malte, qu'il regardait comme le principal boulevard de ses États.

Soliman mourut l'année suivante, et laissa le trône à son fils Sélim II (1566). Le nouveau sultan résolut d'inaugurer son règne par une conquête sur les chrétiens. On lui conseillait de tourner ses armes

contre l'Espagne, que la révolte des Maures exposait alors à un véritable danger. Ces malheureux avaient envoyé des députés à Constantinople pour supplier le sultan, au nom de la religion, de les défendre contre leurs oppresseurs. Le mufti appuyait leur demande, et pressait le sultan de tenter une expédition qui le couvrirait de gloire, lors même qu'elle ne serait pas heureuse, et dont la réussite pouvait avoir des résultats immenses. Sélim aima mieux entreprendre une conquête plus facile et plus rapprochée; il chargea Piali et Mustapha de s'emparer de l'île de Chypre, qui appartenait aux Vénitiens. Ces deux généraux débarquèrent dans cette île avec une armée de quatre-vingt mille hommes, et pendant qu'ils se rendaient maîtres des fortes places de Nicosie et de Famagouste, l'amiral Ouloudj-Ali partit pour l'Afrique, et, par un coup de main audacieux, il s'empara de Tunis (1570).

Les Turcs souillèrent leur victoire par d'horribles cruautés. La douleur fut grande dans toute l'Europe, et le pape Pie V en profita pour prêcher une croisade contre ces barbares. Venise et le roi d'Espagne, qui venait d'écraser les Maures des Alpujarras, répondirent à son appel. Une ligue fut formée contre les Turcs; Philippe II prit l'engage-

ment de payer la moitié des dépenses, tandis que Venise fournirait les trois quarts du reste de la somme qui serait complétée par le pape. Ce traité reçut une prompte exécution. Le roi d'Espagne équipa une flotte de soixante-dix vaisseaux; le pape et la république de Venise y joignirent toutes leurs forces maritimes, et bientôt une flotte de deux cent cinquante navires, portant cinquante mille soldats, sortit du port de Messine. Don Juan d'Autriche, qui venait de s'illustrer par la réduction des Maures des Alpujarras, avait été nommé généralissime de toutes les forces de la ligue; Antoine Colonna commandait sous lui les galères du pape, et Venerio celles de Venise. Sélim II, de son côté, avait équipé une flotte formidable, dont il confia le commandement à Hali. Les deux escadres se rencontrèrent dans le golfe de Lépante; le combat fut long et opiniâtre. Cervantès, qui se distinguait parmi les plus braves, eut le bras gauche emporté par un boulet, sans vouloir se retirer de la mêlée. La victoire se décida enfin pour les chrétiens. Découragés par la perte de leur amiral, et séduits par la facilité d'échapper à la poursuite, les Turcs se dispersèrent sur le rivage de la Livadie, abandonnant leurs vaisseaux comme une prise qu'ils ne pouvaient disputer à l'ennemi. Ils avaient perdu vingt-

cinq mille hommes dans le combat; dix mille se rendirent ; cent trente de leurs vaisseaux furent pris, et don Juan eut le bonheur de briser les chaînes de dix mille chrétiens. Le reste de la flotte fut brûlé ou coulé à fond, excepté trente galères qui se sauvèrent à Constantinople. Pour la première fois les Turcs avouèrent que si Dieu leur avait donné l'empire de la terre, il avait donné celui des mers aux infidèles (1571) [1].

Le succès de cette glorieuse journée doit être attribué à la bravoure de toute l'armée chrétienne, et surtout à l'habileté supérieure avec laquelle les six galéasses vénitiennes avaient dirigé le feu de leur artillerie. Placées en avant des autres vaisseaux, comme autant de redoutes, elles jetèrent le désordre parmi les Ottomans, et les forcèrent à rompre leur ligne pour parvenir jusqu'à celle des alliés. La nouvelle d'une victoire si complète, remportée sur l'ennemi le plus redoutable de la chrétienté, fut accueillie dans toute l'Europe avec des transports d'enthousiasme. Don Juan d'Autriche fut célébré comme le héros de toutes les nations et le vengeur des chrétiens. Au récit de la victoire qu'il avait lui-même

1. Voyez Hammer, liv. XXXVI.

préparée, le vieux pontife tressaillit de joie, et s'écria, en appliquant au vainqueur les paroles de l'Écriture : « *Il fut un homme envoyé de Dieu qui se nommait Jean.* »

Toutefois la victoire de Lépante n'eut pas tous les résultats qu'elle faisait espérer. La discorde affaiblit les vainqueurs. L'amiral vénitien refusa de prendre part à l'expédition que proposait don Juan d'Autriche pour s'emparer des Dardanelles. D'autre part, le roi d'Espagne ne permit point que son frère acceptât la couronne royale que lui offraient les chrétiens d'Albanie et de Macédoine. Pendant ces hésitations, les Turcs se rassurèrent. Lorsque l'ambassadeur de Venise eut demandé une audience au grand visir, celui-ci l'accueillit par ces paroles hautaines : « Tu viens voir sans doute où en est notre courage après l'échec que nous avons essuyé. Mais sache que la différence est grande entre vos pertes et les nôtres. En vous arrachant un royaume, nous vous avons arraché un bras ; et vous, en dispersant notre flotte, vous n'avez fait que nous raser la barbe. Un bras arraché ne revient plus, mais la barbe rasée reparaît bientôt avec plus de vigueur. »

Cette réponse n'était pas une vaine fanfaronnade. Pendant l'hiver qui suivit la bataille de Lépante, les

Turcs construisirent dans les chantiers de Constantinople cent cinquante galères et huit galéasses, et dès le mois de juin de l'année suivante, il sortit de ce port une flotte de deux cent cinquante vaisseaux (1572). Les Vénitiens effrayés demandèrent la paix et la signèrent à des conditions telles que les Turcs semblaient avoir gagné la bataille de Lépante. Philippe II reçut cette nouvelle avec une froideur apparente, et protesta qu'il n'était entré dans une ligue contre le sultan que pour se conformer aux vœux du souverain pontife. « Quoique les Vénitiens m'aient abandonné, dit-il, je continuerai cependant à combattre les infidèles et à défendre contre eux tous les peuples chrétiens. »

Don Juan d'Autriche reçut l'ordre de passer en Afrique et de reprendre Tunis. Le capitan pacha venait de ramener sa flotte à Constantinople. Ainsi le passage était libre, et l'entreprise paraissait d'autant plus facile que la ville seule avait été occupée par les Turcs à l'époque du siége de Nicosie, tandis que les Espagnols étaient restés en possession du fort de la Goulette. Don Juan mit à la voile à Favignana, en Sicile, le 7 octobre 1572, jour anniversaire de la victoire de Lépante, et après une traversée heureuse, il parut en vue de Tunis avec une flotte de

quatre-vingt-dix galères, portant vingt mille hommes d'infanterie, quatre cents chevaux, six cents pionniers et une formidable artillerie. Les Turcs évacuèrent la ville à son approche. Don Juan en prit possession au nom du roi d'Espagne. Il établit une garnison dans l'Alcazar, releva les fortifications du fort de la Goulette et jeta les fondements d'un troisième fort, flanqué de six bastions. Ayant pris ces dispositions, il retourna en Sicile, laissant le commandement de Tunis à Gabrio Zerbelloni avec une garnison de quatre mille Italiens placés sous les ordres de Pagano Doria, de quatre mille Espagnols commandés par Salazar, et cent chevaux commandés par Hurtado de Mendoza [1]. Déjà le pape sollicitait le roi Philippe II d'accorder à don Juan la souveraineté de sa conquête, lorsque ce même Ouloudj-Ali, qui s'était emparé de Tunis à l'époque du siége de Nicosie, revint à la tête d'une flotte nombreuse pour en chasser les Espagnols. Elle était composée de deux cent soixante-huit galères, portant quarante mille hommes de troupes de débarquement, placés sous les ordres du conquérant de l'Yémen, Sinan Pacha. Cette flotte formidable parut devant Tunis, en 1574.

1. Voyez Hammer.

Don Juan se hâta d'équiper des vaisseaux pour venir au secours des assiégés. Mais les tempêtes, si fréquentes dans ces parages, et les vents contraires le retinrent pendant plusieurs semaines dans les ports de Sicile, tandis que les Turcs recevaient de puissants renforts d'Alger et de Tripoli. Ils avaient entrepris en même temps le siége de la ville de Tunis et de la citadelle de la Goulette. La ville fut prise sans peine et livrée au pillage pendant trois jours. Mais la citadelle ne fut emportée qu'après une résistance opiniâtre. Deux cents canons et trente-trois drapeaux tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Sinan Pacha fit sauter les fortifications pour ôter aux Espagnols tout espoir de retour. Ensuite, il commença le siége du nouveau fort qui n'était pas entièrement achevé. Pagano Doria et Giovanni Sinoghera, quoique blessés, lui opposèrent une résistance héroïque. Trois fois les Turcs montèrent à l'assaut, et trois fois ils furent repoussés sur tous les points. Enfin, dans un quatrième assaut, ils l'emportèrent par le nombre. Il ne restait plus aux Espagnols que le troisième fort, situé dans une île où s'étaient retirés Pagano Doria et Sinoghera. La garnison se défendit longtemps avec un courage digne d'un meilleur succès, mais tous ses efforts furent inutiles. Elle fut

obligée de se rendre, et se vit réduite en esclavage. Les Turcs démolirent les trois forts, et, depuis cette époque, ils restèrent en possession de Tunis, qui devint entre leurs mains un repaire de pirates, comme Alger et Tripoli (1574) [1].

Après cet échec, Philippe II fut obligé de se tenir sur la défensive. Il craignit pour le reste de ses possessions en Afrique, et s'efforça de mettre les côtes de l'Espagne, de la Sicile et du royaume de Naples à l'abri d'une attaque. Heureusement pour lui, Sélim II mourut l'année même de la reprise de Tunis. Son successeur, Amurath III, conclut une trêve de trois ans avec l'Espagne (1578). Mais il ne l'observa pas fidèlement. Chaque printemps, le capitan pacha sortait des Dardanelles avec cinquante navires, pour ne pas laisser perdre aux chiourmes l'habitude du service maritime, et pour entretenir l'esprit belliqueux des janissaires par l'attrait du butin. A son approche, les habitants du littoral de l'Italie et de l'Espagne s'enfuyaient dans l'intérieur des terres, emportant à la hâte leurs femmes, leurs enfants et leurs richesses. Mais souvent ils étaient surpris à l'improviste, et traînés à bord des galères pour être vendus comme esclaves sur les marchés

1. Voyez Hammer et Watson.

de l'Orient. Les brigandages réguliers des corsaires de Tripoli, d'Alger et de Tunis ajoutaient encore à la terreur qu'inspirait la vue du croissant. Toutefois, il n'y eut plus de lutte ouverte entre la Turquie et l'Espagne, et la trêve conclue en 1578 fut prolongée successivement jusqu'à la fin du règne de Philippe II, malgré les efforts réitérés d'Elisabeth pour amener une nouvelle rupture.

Tels sont les principaux événements de cette lutte opiniâtre que Philippe II soutint contre les Turcs et les Arabes. Elle commença et finit par des revers, et quoiqu'elle ne fût ni sans gloire, ni sans honneur pour les Espagnols, elle les affaiblit en leur imposant des efforts qui surpassaient leur puissance. Epuisée d'hommes et d'argent, pendant les dernières années du règne de ce prince, l'Espagne ne fut plus en état de soutenir son premier rôle. Au lieu d'attaquer, elle se vit réduite à se tenir sur la défensive, tandis que les infidèles dominaient sur toute la Méditerranée.

III.—SUÈDE ET DANEMARCK.

La maison d'Autriche entreprit, à trois époques différentes, de s'établir sur la mer Baltique : sous Charles-Quint, sous Philippe II et sous Ferdinand II. La tentative du roi d'Espagne échoua complétement,

et ne fut pour ce royaume qu'une nouvelle occasion de dépenses inutiles, qui contribuèrent à l'épuisement de ses finances.

Les négociations ténébreuses, ourdies par Philippe II pour établir son influence sur les États scandinaves, remontent aux premières années de son règne. Depuis la déposition de Christiern II et la rupture définitive de l'union de Calmar, la Suède et le Danemarck se disputaient la prépondérance dans le Nord. Philippe II résolut d'en profiter. En 1564, il envoya des subsides au roi de Suède, Éric XIV, pour l'engager à continuer la guerre contre Frédéric II, roi de Danemarck. Lui-même préparait alors une expédition contre ce royaume. Le prétexte dont il couvrait ses projets ambitieux était le rétablissement du fils de la duchesse de Lorraine, fille de Christiern II, beau-frère de Charles-Quint. Ce jeune prince était l'héritier légitime de la couronne de Danemarck, depuis que son aïeul était mort en captivité. En plaçant sur le trône un fils de la duchesse de Lorraine, qui était sa parente, Philippe II espérait servir à la fois la cause de la religion catholique et celle de l'Espagne [1].

1. Voyez les Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau, Lettre 67e. Leyde, 1835.

Mais l'attachement d'Éric XIV aux doctrines de la réforme était un obstacle à ses projets. Une conspiration se forma contre ce prince, qui fut renversé en 1568. Les intrigues de l'Espagne ne furent peut-être pas étrangères à cette révolution, qui donna la couronne à Jean III, frère d'Éric XIV. Le nouveau roi de Suède avait épousé Catherine Jagellon, princesse polonaise, qui était catholique et qui dirigeait à son gré son faible mari. Par ses conseils, il entreprit de rétablir la religion romaine dans ses États. En 1575, il convoqua dans la ville de Stockholm une assemblée d'évêques, et leur présenta un formulaire auquel on donna le nom de ***Liturgie de l'Église suédoise, conforme à l'Église catholique et orthodoxe.*** Les avis furent partagés, et le roi résolut de recourir à un autre moyen pour contraindre les Suédois à changer de religion. En 1576, il envoya des ambassadeurs à Rome pour conclure un concordat avec le Saint-Siége. La cour de Rome accueillit avec joie ses ouvertures. Le légat Possevin partit pour la Suède, et réussit à faire proscrire les livres de Luther, à remplir de jésuites les chaires de l'université, et à faire envoyer à l'étranger un grand nombre de jeunes gens des premières familles, pour être élevés dans les écoles dirigées par cet ordre. Le bruit se répandit

même, en 1578, que le roi avait abjuré le protestantisme entre les mains du légat.

L'occasion parut favorable à Philippe II pour réaliser ses projets de domination sur la Baltique. Il résolut de resserrer son alliance avec les rois de Suède et de Pologne, et de profiter de leur ancienne inimitié contre le Danemarck pour les engager à envahir ce royaume de concert avec lui, sous prétexte d'y rétablir la religion catholique. Cette conquête, suivie d'un démembrement, eût établi dans le Nord la prépondérance de l'Espagne. On a conservé, aux manuscrits de la Bibliothèque du roi, une dépêche qui fut adressée à Richelieu par le consul de France à Dantzick, et qui contient les détails les plus circonstanciés et les plus curieux sur ces projets de coalition. Nous croyons devoir la transcrire ici tout entière :

« Philippe II voulait s'établir sur la mer Baltique, et pour cela se rendre maître du détroit du Sund, unique porte de cette mer, par laquelle entrent et sortent tous les vaisseaux qui trafiquent d'Espagne, de France, d'Angleterre et de Hollande en Suède, en Pologne et en Allemagne.

« Philippe II tâcha d'abord de ranger de son côté Jean, roi de Suède, qu'il n'eut pas si grande peine à gagner, tant par la haine naturelle qui est entre les

Danois et les Suédois que par l'espérance qu'il avait d'agrandir son royaume aux dépens de son ennemi. Le roi Étienne Bathori fut gagné par le pape, qui avait grand intérêt dans cette affaire, espérant recouvrer un royaume qui s'était séparé de son obéissance. A cette fin, avec une armée de quarante mille chevaux (levée sous le prétexte de quelque guerre contre les Turcs ou les Tartares), il devait traverser la Poméranie et entrer dans le Holstein; et ainsi, pendant que le roi de Suède attaquerait le Danemarck d'un côté et le roi de Pologne de l'autre, le roi catholique, avec ses flottes de Flandre et d'Espagne, devait les seconder et faire une descente dans l'île de Zélande, pour se saisir de la capitale du royaume et de la forteresse de Kronbourg, gardienne du détroit du Sund. Ainsi les Espagnols avaient dévoré d'avance les millions qu'apporte ce passage tous les ans, s'étant imaginé que le roi de Danemarck ne pourrait jamais résister à une si furieuse tempête, particulièrement n'ayant pas été prévenu; que le plus grand bonheur qui lui pourrait arriver serait de se sauver en Norwège, vers le Septentrion; et avaient déjà pensé que pour fermement rétablir le service divin en ce pays-là, il était nécessaire d'en transporter du peuple, partie en Espagne pour cultiver les terres, partie aux Indes oc-

cidentales pour travailler aux mines, et d'y faire venir d'autres habitants d'Espagne et de Flandre; de rendre tous les biens aux ecclésiastiques, afin d'acquérir de plus en plus réputation dans la chrétienté. Qu'afin que le pays demeurât toujours catholique, il était à propos que les Espagnols demeurassent maîtres du détroit du Sund, de la Zélande et du Jutland; que le roi de Suède aurait pour récompense de son secours les pays de Haland, de Sconen [1] et de Bloseing [2], qui sont au-delà de la mer Baltique, et qui donnent moyen aux rois de Danemarck d'attaquer la Suède par terre. Qu'outre la gloire immortelle qui reviendrait au roi Étienne Bathori d'avoir aidé à replanter la foi dans un pays hérétique, ils feraient état de lui donner cent mille écus d'or de rente, qu'ils lui payeraient toute sa vie, et qui lui seraient assignés sur les revenus du Sund; que le pays, en reconnaissance d'un tel bienfait, lui payerait aussi tous les ans soixante mille ducats. Si l'affaire eût réussi selon ce projet, qu'eussent été la Livonie, la Pologne et l'Allemagne septentrionale, que des magasins pour l'Autriche? et qu'eussent été Revel, Riga, Dantzick, Stralsund, Rostock, Lubeck, autre chose que des ha-

1. Scanie.
2. Blekingie.

vres et des arsenaux d'Espagne? Mais ce dessein manqua, soit par permission de Dieu, qui voyait bien que les Espagnols couvraient leurs mauvais desseins des prétextes de religion, abusant de son nom pour asservir ces peuples, soit parce qu'il dépendait de plusieurs princes dont les intérêts ne peuvent être unis, de façon qu'ils puissent poursuivre une affaire avec une égale chaleur [1]. »

Le vrai motif pour lequel ce projet de démembrement ne reçut pas d'exécution fut sans doute le changement subit du roi de Suède. Ce prince perdit, en 1583, sa première épouse, qui avait encouragé son penchant au catholicisme. Sous l'empire de sa seconde femme, il rompit les négociations entamées avec la cour de Rome et renvoya les jésuites de son royaume. Dès lors le roi d'Espagne fut obligé de renoncer à l'alliance suédoise et à l'espoir de s'établir sur la mer Baltique. Les sommes qu'il avait dépensées d'avance pour cet objet furent perdues.

1. Discours sur les desseins que les Espagnols ont de se rendre maîtres de la mer Baltique et de tout le trafic de la Pologne et de l'Allemagne septentrionale. Discours adressé à Richelieu, par Louis Aubery du Maurier, consul à Dantzick. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi, collection Dupuy, vol. 541.

IV.—FRANCE.

Les efforts de Philippe II pour dominer en France ajoutèrent encore à la détresse financière de l'Espagne.

Il y avait près d'un demi-siècle que les maisons de France et d'Autriche se disputaient la possession de l'Italie et la prééminence en Europe. Jusque-là tout l'avantage avait été du côté de l'Autriche. Louis XII avait été forcé d'abandonner le royaume de Naples conquis par Charles VIII. François Ier, à son tour, avait évacué le Milanais conquis par Louis XII. La France ne possédait plus en Italie que le Piémont, lorsque la lutte recommença entre le fils de Charles-Quint et Henri II.

Un ambassadeur de Venise à Paris nous a laissé une comparaison curieuse des forces des deux nations à cette époque.

« Le roi catholique, dit-il, est de la maison d'Autriche; il est héritier de tant de seigneuries, de royaumes et de pays, qu'il possède douze royaumes en Espagne et trois en Italie : presque toutes ses possessions sont éparses. Le roi très chrétien a un seul royaume, tout uni et très vaste. Les revenus du roi catholique sont de cinq millions; la dépense est de

six ; le roi très chrétien a un revenu de six millions, et ne les dépense pas tous à présent. Le premier, en cas de nécessité, a beaucoup de peine à trouver de l'argent par des impositions extraordinaires ; l'autre, par le même moyen, en trouve tant qu'il veut. Les sujets de Philippe II sont plus rétifs et plus fiers ; les Français sont plus portés à dépenser leur argent pour le service de leur roi, et plus soumis. L'Espagne a des mines d'or dans ses provinces et aux Indes ; la France n'a que du fer, mais l'argent y est introduit et n'y manque pas. L'Espagne est un pays stérile, pauvre en grandes villes et en rivières, dépourvu des commodités de la vie ; la France est fertile, couverte de villes et de châteaux, abondante en rivières et en toutes sortes de productions. Le roi catholique l'emporte sur sa Majesté très chrétienne en forces maritimes ; mais quant aux armées de terre, les gens d'armes de France sont supérieurs de beaucoup aux cavaliers espagnols, et l'infanterie française est de peu inférieure à l'espagnole, les Gascons ne cédant en rien aux fantassins espagnols. Pour les capitaines, la France a toujours eu le dessus ; ainsi les forces de ces deux grands rois peuvent presque se balancer [1]. »

1. *Relation sur le royaume de France*, par Marc-Antoine Barbaro,

La France n'en eut pas moins le dessous pendant les trois années de lutte qui précédèrent la cession du Piémont et l'évacuation définitive de l'Italie. Le duc de Guise, qui avait passé les Alpes avec une armée de vingt mille hommes, échoua devant Civitella, sur la frontière du royaume de Naples. Ce fut en vain qu'il essaya de réparer cet échec par une victoire. Le duc d'Albe refusa le combat et attendit patiemment que la chaleur du climat et les maladies ruinassent l'armée française (1557). Le pape Paul IV, qui était Français de cœur, et qui avait provoqué la rupture de la trêve de Vaucelles, resta exposé à la vengeance des Espagnols. Déjà Philippe II avait ordonné à tous ses sujets de sortir de Rome, et par cette mesure il avait privé la cour pontificale des sommes considérables qu'elle tirait d'Espagne, de Naples, de Sicile et de Milan [1]. Bientôt le duc d'Albe pénétra dans l'État de l'Église à la tête de quatre mille Espagnols et de huit mille Italiens. Les troupes pontificales étaient supérieures en nombre, mais elles vérifièrent le proverbe italien qui dit que les armes des soldats de l'Église n'ont pas de tran-

après son ambassade de 1563. Ap. Collection de documents inédits sur l'*Histoire de France;* Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au XVI[e] siècle, t. II, p. 35.

1. Sepulveda, liv. I, p. 19.

chant. Pendant que le duc d'Albe s'avançait jusque sous les murs de Rome et dictait poliment les conditions de la paix au vieux pontife, Philippe II entraînait la reine d'Angleterre dans sa lutte contre Henri II. Le comte de Pembrock débarqua sur le continent avec sept mille Anglais, et Philibert Emmanuel, duc de Savoie, reçut le commandement des forces réunies de l'Angleterre et de l'Espagne. Il investit Saint-Quentin avec une armée de trente mille hommes de pied, douze mille chevaux et huit mille pionniers, et Philippe II établit sa résidence à Cambrai, pour surveiller de là les événements. Le connétable de Montmorency accourut de La Fère avec l'armée française, pour repousser l'invasion. La victoire, disputée pendant quatre heures, fut remportée par le duc de Savoie [1]. Montmorency lui rendit son épée. Le duc d'Enghien, de la maison de Bourbon, huit cents gentilshommes et près de dix mille soldats restèrent sur le champ de bataille. Les ducs de Montpensier, de Longueville, de Mantoue, le maréchal de Saint-André, une foule d'officiers de distinction, quatre cents gentilshommes des premières familles et quatre

1. Voyez l'*Histoire d'Emmanuel Philibert, duc de Savoie,* par Ducros, p. 28. Paris, 1838.

mille soldats furent faits prisonniers. Trois cents chariots de guerre, toute l'artillerie, soixante drapeaux, cinquante cornettes, tous les bagages, les tentes, les vivres tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Cette défaite, aussi sanglante que celles de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, ouvrait aux Espagnols le chemin de Paris. La consternation régnait dans cette ville, et un grand nombre d'habitants se retirèrent au midi de la Loire. Mais Philippe II ne permit point au duc de Savoie de tenter une entreprise si hardie. L'armée victorieuse se contenta d'occuper Saint-Quentin, Ham, Noyon, le Catelet, laissant à Henri II le temps de pourvoir à la défense de sa capitale. Le duc de Guise, rappelé d'Italie, fut nommé lieutenant général du royaume. Il arrêta les progrès de l'invasion, et non content de fermer l'intérieur de la France aux Espagnols et aux Anglais, il surprit en plein hiver la ville de Calais (1558). La reine Marie en mourut de douleur. Elisabeth, qui lui succéda, fut d'abord fidèle à l'alliance de Philippe II. Une armée espagnole, aidée d'une flotte anglaise, gagna sur le maréchal de Thermes la bataille de Gravelines. Cet échec força le duc de Guise à évacuer le Luxembourg pour défendre la frontière de la

Picardie. Les rois de France et d'Espagne se mirent eux-mêmes à la tête de leurs armées, et l'on s'attendait à une bataille décisive. Mais, comme par un accord mutuel, les deux monarques se tinrent sur la défensive. Les armées restaient immobiles, les peuples souhaitaient la paix. Des conférences s'ouvrirent dans l'abbaye de Cercamp. Elles amenèrent, après deux mois de négociations, le traité de Câteau-Cambrésis, qui ne fut qu'une modification de celui de Madrid (1559). Philippe II évacua les villes de Picardie. Henri II restitua toutes les places qu'il occupait en Toscane et dans le pays de Sienne, et rendit au duc de Savoie tout le Piémont, à l'exception des villes de Turin, de Quiers, de Pignerol, de Chivas et de Villanova. Deux mariages devaient consolider la paix entre la France et l'Espagne. Elisabeth, fille d'Henri II, épousa Philippe II, et Marguerite, sœur du roi de France, fut donnée au duc de Savoie.

Après cette paix glorieuse, Philippe II retourna en Espagne. Il fit construire en souvenir de sa victoire le monastère de l'Escurial, et y consacra, dit-on, six millions de pistoles [1]. On aperçoit de sept lieues à la ronde le sombre et colossal édifice.

1. 53,640,000 fr. Valeur relative : 53,640,000 × 3 = 160,920,000 fr. Voyez Gregorio Leti, *Histoire de Philippe II*, 1re partie, liv. XVII.

La paix de Câteau-Cambrésis ne fut qu'une des grandes trêves qui marquèrent les intermittences de la guerre entre les maisons rivales de France et d'Autriche. Le repos était devenu nécessaire aux deux peuples. Mais bientôt la lutte recommença sous une forme nouvelle. La ligue ne fut qu'un épisode de ce long et terrible combat que la France soutint contre la prépondérance croissante de l'Autriche. C'est l'époque d'intrigue après l'époque militaire, guerre moins éclatante, mais plus dangereuse et plus opiniâtre. Durant l'espace de trente-huit ans, de 1560 à 1598, Philippe II ne cessa pas un seul instant de déployer la même activité persévérante à l'égard de la France, et de s'immiscer, tantôt par ses manœuvres secrètes, tantôt par la force ouverte, dans les troubles suscités par la réforme. Le but qu'il poursuivait était double. Le premier se rattachait à sa politique générale, par laquelle il s'était posé le champion de l'Église et le chef du parti catholique en Europe. Le second était de continuer l'œuvre de Charles-Quint, d'abaisser la France en fomentant ses discordes, et d'attendre le moment opportun pour envahir ce royaume et pour l'ajouter à ses vastes Etats.

Les troubles religieux commencèrent en France

l'année même où fut signée la paix avec l'Espagne (1559). Le supplice d'Anne Dubourg inaugura tristement le règne de François II qui venait de succéder à son père. Tous les protestants se crurent menacés, et la conspiration d'Amboise fut formée pour arracher le pouvoir aux Guises, qui régnaient sous le nom du faible époux de Marie Stuart. Le cardinal de Granvelle, instruit de tout par ses agents secrets, avertit le cardinal de Lorraine de se tenir sur ses gardes. Les conjurés furent arrêtés et conduits au supplice. Mais les chefs échappèrent, et L'Hôpital, qu'on venait de créer chancelier, eut assez de crédit pour obtenir que les États-Généraux fussent convoqués à Orléans, malgré la répugnance des Guises et du roi d'Espagne. Ce dernier, qui observait attentivement la marche des événements en France, avait fait dire aux princes lorrains : « Si vous voulez exterminer l'hérésie, il ne faut pas enfler le cœur aux hérétiques; si vous voulez châtier les rebelles, je suis à votre disposition. »

Lorsque, après la mort de François II, Catherine de Médicis eut convoqué l'assemblée de Poissy, dans l'espoir de se faire rechercher à la fois par les deux partis qui divisaient la France, les catholiques ardents s'adressèrent à Philippe II. Une requête, rédi-

gée par le cardinal de Lorraine et quelques docteurs de Sorbonne, lui fut envoyée au nom du clergé français pour implorer sa puissante intervention. Un théologien, nommé Artus Désiré, fut arrêté près d'Orléans, porteur de cette requête et d'instructions secrètes. Le parlement le condamna à payer une amende et l'enferma dans un couvent de chartreux. Mais ses partisans trouvèrent bientôt moyen de le faire évader[1].

Catherine de Médicis, bien loin de se plaindre des intrigues de l'Espagne, chargea son ambassadeur à Madrid de protester de son attachement à la foi catholique, et d'expliquer sa conduite par les ménagements qu'elle était obligée de garder envers un parti nombreux et remuant. Philippe II prit dans sa réponse le ton d'un arbitre et presque d'un supérieur. Il blâma le colloque de Poissy et le projet d'un concile national que l'on prêtait à Catherine. Le duc d'Albe osa dire à l'ambassadeur français que son roi souhaitait « que l'on punît sans aucun respect humain tous les sectaires de France, avec la rigueur dont le roi Henri II avait usé..... et si la reine manquait à un si juste devoir, Sa Majesté Catholique avait résolu de sacrifier tous ses biens et sa vie même pour arrêter le cours d'une peste

1. Sismondi, *Histoire des Français*, t. XVIII, p. 247.

qu'il regardait comme menaçant également la France et l'Espagne [1]. »

L'ambassadeur de Philippe II en France, Perrenot de Chantonnay, frère de Granvelle, était le confident secret des chefs du parti catholique. Il demandait sans cesse à Catherine des persécutions et des supplices, et, dans ses dépêches au roi d'Espagne, il accusait la régente d'indifférence ou de tiédeur. En même temps il négociait avec Antoine de Bourbon, lui laissant entrevoir que Philippe II lui rendrait le royaume de Navarre lorsqu'il aurait mérité cette faveur par quelque service éclatant rendu à la religion catholique. Séduit par ces rêves de grandeur, le roi de Navarre changea de parti et vint, de concert avec Chantonnay, demander à Catherine l'éloignement des Châtillons et du prince de Condé. La France confinait alors sur toutes ses frontières avec les Etats de Philippe II. Ce prince, maître de l'Espagne et du nord de l'Italie, souverain des Pays-Bas, séparait encore la France de la Suisse et de l'Allemagne par la Franche-Comté. Coligny se défia de la fermeté de Catherine; mais ne croyant pas le moment venu de faire un éclat, il partit pour sa terre de Châtillon-sur-Loing; ses frères

1. De Thou, liv. XXVIII, p. 78.

le suivirent, et Catherine leur sut gré de cet éloignement *volontaire*, qui sauvait momentanément son honneur [1]! Le prince de Condé refusa de s'éloigner. Aussitôt le connétable de Montmorency, le roi de Navarre et le maréchal de Saint-André se concertèrent avec Chantonnay pour hâter le retour du duc de Guise à Paris. En même temps ils écrivirent au roi d'Espagne pour réclamer l'assistance qu'il leur avait promise. Le duc de Guise se mit en route et assista au massacre de Vassy, qui devint le signal de la guerre civile (1562). A l'approche d'une lutte si terrible, les deux partis n'hésitèrent pas à recourir à l'étranger. Les protestants livrèrent le Havre aux Anglais et demandèrent du secours à leurs frères d'Allemagne. Les catholiques s'adressèrent au roi d'Espagne. Ainsi tombèrent les vieilles barrières qui séparaient les nations, et la conformité de croyance tint lieu de patrie.

Philippe II remplit sa promesse. Il envoya l'ordre au général napolitain Castaldo, qui avait vieilli dans le métier des armes, d'aller soutenir les catholiques de Guyenne avec trois compagnies d'infanterie espagnole, composées de plus de trois mille soldats. Castaldo mourut avant d'entrer en France,

1. Sismondi, t. XVIII, p. 257.

mais les troupes qu'il commandait se joignirent à Montluc et se montrèrent dignes du chef impitoyable qui les avait formées.

Sismondi a tracé un tableau fidèle et animé de ces bandes peu nombreuses, mais redoutables par leur discipline et leur sang-froid, qui vinrent tour à tour se former en Italie et guerroyer en France pendant nos discordes civiles :

« Les Espagnols en petit nombre qu'on choisissait pour la guerre, ces recrues qu'on voyait arriver chaque année en Italie, au nombre de trois ou quatre mille et qu'on y désignait sous le nom de *bisogni*, parce qu'en effet ils avaient besoin de tout, devenaient, entre les mains des officiers qui les formaient, des instruments de carnage plus formidables que les bronzes que nous fondons dans ce but. Le fanatisme religieux, le point d'honneur national et militaire, l'obéissance imperturbable à la plus inflexible discipline, le mépris pour tout ce qui n'était pas militaire, étaient les sentiments qu'on leur inculquait avec soin. On retrouvait ces sentiments également dans tous les soldats de Philippe II, quelle que fût leur origine ; en sorte qu'on ne savait observer aucune différence entre les vieilles bandes napolitaines et les vieilles bandes castillanes.

Les Italiens, comme les Espagnols, comme les Wallons, en face de l'ennemi, unissaient un calme, un aplomb imperturbables à une bravoure éprouvée. Leurs capitaines étaient toujours assurés de la précision de tous leurs mouvements, de l'exécution scrupuleuse de tous les ordres qu'ils donnaient. Rien ne les troublait jamais, pas plus l'enthousiasme que la peur. Il y avait dans ces vieilles bandes peu d'élan, peu d'inattendu, peu d'invention ; mais le déploiement complet de toutes les forces, de toute l'énergie d'un homme calme [1]. »

Soutenu par ces auxiliaires, Montluc prit la Penne en Agénois, et fit égorger tous les soldats qui avaient défendu le château ; mais il épargna les femmes, et les renvoya dans la ville par un escalier creusé dans l'épaisseur du mur. Les Espagnols, qui les attendaient à cette issue, les massacrèrent sans pitié, et lorsque Montluc leur reprocha tant de cruauté, ils répondirent en riant qu'ils avaient cru frapper des luthériens déguisés [2].

Cette première guerre civile fut terminée par le meurtre du duc François de Guise. Catherine, délivrée d'un maître, se hâta de signer la paix d'Am-

1. Sismondi, t. XXI, p. 354.
2. Todos luteranos tapados. Montluc, liv. V, p. 315.

boise (1563); mais les reproches du duc d'Albe et l'indignation des catholiques la forcèrent d'éluder les conditions du traité. La guerre fut reprise en 1567, et les deux partis recommencèrent à déchirer la France au profit de l'étranger. Les catholiques furent vainqueurs à la bataille de Saint-Denis; mais le maréchal de Vieilleville appréciait cette victoire à sa juste valeur, lorsqu'il dit à Charles IX : « Ce n'est point Votre Majesté qui a gagné la bataille, encore moins le prince de Condé, c'est le roi d'Espagne. »

Les traités de Longjumeau (1568) et de Saint-Germain (1570) furent conclus malgré l'opposition de la cour de Madrid. Philippe II, par caractère et par politique, répugnait aux demi-mesures. Il apprit avec colère la signature d'une convention qui accordait aux protestants des places de sûreté et le libre exercice de leur culte dans deux villes par province; mais bientôt sa colère fit place à la crainte, lorsqu'il apprit que Guillaume de Nassau, soutenu par Coligny et tout le parti calviniste, avait organisé les *gueux marins* et surpris la place de Briel dans l'île de Woorn (1er avril 1572). A dater de ce jour, la république Batave fut fondée; elle eut un centre et un chef, le prince d'Orange, qui fut proclamé stathouder. Ce succès, dû aux conseils de Coligny presque autant

qu'à l'habileté de Guillaume, était un coup terrible porté à l'Espagne. Philippe II s'en plaignit amèrement à Catherine de Médicis. Qu'on juge de sa surprise et de sa joie, lorsqu'il apprit la nouvelle de la Saint-Barthélemy ; il félicita la cour de France et fit dire à Charles IX qu'une si noble action ne devait lui laisser qu'un seul regret, celui d'avoir tardé si longtemps à l'accomplir. Des médailles furent frappées à Madrid pour glorifier cet événement, et le peuple alluma des feux de joie sur les places publiques. La Saint-Barthélemy équivalait en effet pour l'Espagne à la plus éclatante victoire. Le système de Philippe II prévalut entièrement en France, et la régente ne fut plus en état de dominer les deux partis. Henri III fit d'inutiles efforts pour rétablir la paix dans ses États et pour fortifier le pouvoir royal ; il ne parvint qu'à se rendre suspect aux catholiques ardents, qui formèrent la sainte ligue pour la défense de leur religion. Philippe II s'en déclara le protecteur, et prit l'engagement de lui fournir un subside mensuel de cinquante mille écus pour faire la guerre aux huguenots.

Déjà même ses partisans proposaient de lui ouvrir les portes de plusieurs villes pour faciliter l'occupation de Paris. Une tentative eut lieu pour lui livrer

Boulogne. Le prévôt de la maréchaussée du Boulonnais, Pierre Vétus, était gagné par les doublons de Mendoza [1]. Mais cette tentative était prématurée : elle échoua.

Le faible Henri III n'osa pas venger cet affront, et les ligueurs ne perdirent rien de leur audace. Reçu dans Paris aux applaudissements de la foule, le duc de Guise obligea le roi de fuir de sa capitale, de convoquer les Etats-Généraux, et l'abreuva de tant d'outrages, qu'il força le plus timide des hommes de prendre une résolution hardie, celle de l'assassiner (1588).

La mort de Henri de Guise délivra le roi d'Espagne du seul homme en France qui balançât son autorité. Il résolut d'en tirer parti. Son ambassadeur Mendoza quitta la cour de Blois, et vint, par sa présence, donner à la ligue l'autorité du nom de Philippe. Le signal de l'insurrection partit de Paris. Les provinces suivirent l'impulsion de la capitale. Il n'y en eut que six sur trente-trois qui demeurèrent fidèles à Henri III, et le malheureux prince fut obligé de se jeter dans les bras du Béarnais.

Alors s'organisa, sous la présidence du duc de Mayenne, le conseil des quarante, qui fut bientôt

1. Sismondi, t. XX, p. 166.

porté à cinquante-quatre membres. Jeannin et Villeroy en firent partie, mais on y admit aussi sept prédicateurs déjà vendus ou tout disposés à se vendre à l'Espagne : Rose, Boucher, Prévost, Aubry, Pelletier, Pigenat et Launay. Dès lors les agents de Mendoza se répandirent partout, prodiguant les promesses et répandant l'or à pleines mains pour frayer les voies à leur maître. Ils affectaient de déplorer l'alliance de Henri III avec les hérétiques. « Un bon prince, disaient-ils, est l'époux, le protecteur et le défenseur de l'Église. » Ils s'efforçaient de présenter sous un jour favorable pour le roi d'Espagne les intelligences qu'il avait entretenues avec les Guises. « Philippe II, disaient-ils, aurait pu démembrer la France en mainte occasion, et il n'a cherché qu'à la conserver, tandis que le Béarnais travaille à sa ruine en appelant les Anglais et les Allemands [1]. »

Cependant les rois de France et de Navarre avaient mis le siége devant Paris. Henri III allait frapper la ligue au cœur, lorsqu'il fut assassiné par Jacques Clément.

Le premier résultat de sa mort fut la dispersion de l'armée formidable qui assiégeait Paris. Henri IV, abandonné de la plupart des catholiques et serré de

1. Herrera, *Successos de Francia*, p. 78.

près par le duc de Mayenne, se retira en Normandie pour se rapprocher de l'Angleterre. La ligue reconnut comme roi le cardinal de Bourbon, qui prit le nom de Charles X. C'était ajourner la solution et donner au roi d'Espagne le temps de prendre ses mesures. Philippe II se hâta de reconnaître Charles X comme roi légitime, mais en même temps il se déclara hautement le protecteur des catholiques de France, et mit à leur disposition ses armées et ses trésors. Son secrétaire, Diego Maldonado, partit pour la Bretagne et vint apporter au duc de Mercœur vingt mille ducats, deux cents quintaux de poudre et la promesse de prompts secours en hommes pour le mettre en état de tenir tête au prince de Dombes qui lui faisait la guerre avec des forces supérieures. Il fut suivi de près par le maître de camp don Juan d'Aguilar, qui se réunit à Mercœur avec trois mille Espagnols [1]. Le duc de Savoie, qui avait envahi le marquisat de Saluces et qui de là menaçait la Provence, reçut des secours du duc de Terranova, gouverneur de Milan. Le capitaine don Juan de Gamboa se joignit à lui avec quatre compagnies d'Espagnols. Bientôt il reçut un nouveau renfort de mille Espagnols commandés par don Juan de la Cueva, et de quatre

1. Herrera, *Historia general*, p. 156.

compagnies de cavalerie, placées sous les ordres de Christoval de Ybarra et de Ponce de Léon [1]. Les succès qu'il obtint déterminèrent Philippe II à lui continuer ses secours, malgré l'épuisement de ses finances. Le duché de Milan lui fit un don *volontaire* de deux cent mille ducats, qui furent employés à payer la solde arriérée de l'armée du duc de Savoie, et à soutenir les catholiques du Dauphiné. Le vice-roi de Naples reçut l'ordre d'envoyer à Charles-Emmanuel des munitions et des vivres [2]. En 1590, le duc de Terranova lui envoya treize compagnies d'infanterie et deux de cavalerie légère. Avec ces renforts, le duc de Savoie se rendit maître de Nice et des passages des Alpes; puis il pénétra en Provence et occupa Fréjus, Aix et Draguignan, déclarant qu'il garderait ces places en attendant l'élection d'un roi catholique. En même temps une armée passa de Flandre en Picardie, pour se joindre à Mayenne qui se flattait d'en finir cette fois avec le Béarnais. Les deux chefs se rencontrèrent sur les bords de l'Eure, dans la plaine d'Ivry. Le comte d'Egmont, qui commandait la cavalerie auxiliaire, mit en fuite l'avant-garde de Henri IV, commandée par le duc de Montpensier.

1. Herrera, *Historia general*, p. 157.
2. *Ibid.*, p. 164.

Le capitaine napolitain Cola pénétra jusqu'à l'artillerie ennemie avec ses douze cents arquebusiers, pendant que le frère Matheo de Aguirre, de l'ordre de Saint-François, animait les Espagnols et parcourait leurs rangs le crucifix à la main. Mais le maréchal d'Aumont, le baron de Biron, le grand prieur et Givry secondèrent si bien la valeur de Henri IV, qu'il parvint à ramener la victoire sous ses drapeaux (1590).

Après ce succès éclatant, Henri IV assiégea Paris, et cette malheureuse ville fut bientôt réduite aux dernières extrémités de la famine. On fit du pain avec les ossements des morts; une mère mangea son enfant. Trente mille personnes moururent de faim dans l'espace de trois mois. En recevant ces tristes nouvelles, Philippe II résolut de secourir à tout prix les assiégés. Le prince de Parme, qui commandait en Flandre, reçut l'ordre de pénétrer en France pour contraindre Henri IV à lever le siége de Paris. En attendant l'arrivée de ces troupes auxiliaires, Mendoza soutenait par ses promesses le courage des Parisiens.

Tous les jours, il distribuait aux pauvres du pain pour cent vingt écus; il vendit jusqu'à ses chevaux et sa vaisselle d'argent pour pouvoir continuer ces secours quotidiens. Au coin de toutes les rues, il

avait fait établir des cuisines pour le peuple; on les appelait les chaudières d'Espagne. Il entretenait ainsi douze cents personnes [1]. En même temps il payait régulièrement les pensions que Philippe II avait accordées à la veuve du duc de Guise et aux duchesses de Montpensier, de Mayenne et de Nemours. Le duc de Mayenne recevait lui-même un secours mensuel de dix mille ducats pour soutenir son rang. Aymar Hennequin, évêque de Rennes, Rose, évêque de Senlis, qui dirigeait treize cents moines à Paris, et une foule d'autres ecclésiastiques recevaient également des secours d'Espagne [2]. Faut-il s'étonner si les Parisiens s'attachèrent à Philippe II qui les soutenait dans leur détresse? La puissante compagnie des jésuites se dévoua tout entière à ce prince, et devint, comme dit Duplessis-Mornay, un vrai *levain d'Espagne* [3]. Enfin arriva le secours si longtemps attendu. Le prince de Parme entra en France, se joignit à Mayenne, et, par ses manœuvres savantes, contraignit Henri IV à lever le siége de Paris.

La capitale délivrée, le prince de Parme retourna en Flandre; mais il laissa au duc de Mayenne trois

1. Herrera, *Historia general*, p. 207.
2. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 141-142.
3. Mémoires de Duplessis Mornay, édit. in-4° de 1624, t. I, p. 244.

corps de troupes auxiliaires, un régiment italien sous les ordres de Pietro Gaëtano, un régiment espagnol sous les ordres d'Alfonso Idiaquez, et un régiment allemand commandé par le comte de Collalto [1]. Les autres chefs des ligueurs demandèrent et reçurent de nouveaux secours du roi d'Espagne. Le duc de Joyeuse avait de la peine à se maintenir dans le Languedoc contre le maréchal de Montmorency-Damville. Il supplia Philippe II de ne pas souffrir que les villes de Toulouse et de Narbonne, si attachées à la foi catholique, tombassent entre les mains des huguenots. Le roi d'Espagne lui envoya cinq mille Allemands, commandés par le capitaine de sa garde, Geronimo de Lodron. Ces troupes débarquèrent à Narbonne et occupèrent Montpellier et Toulouse. Elles furent bientôt rejointes par un corps de six cents cavaliers que commandait don Juan Anaya de Solis. Ce capitaine, qui s'était distingué en Flandre, reçut l'ordre de combiner ses mouvements avec ceux du comte de Lodron [2]. Le commandant des troupes espagnoles en Bretagne, don Juan d'Aguilar, reçut également des renforts et finit par se trouver à la tête de cinq mille soldats. Ce fut

1. Sismondi, t. XXI, p, 95.
2. Herrera, *Historia general*, p. 217-218.

alors que le duc de Mercœur lui livra Blavet [1], qui était, après Brest, le meilleur port de la province. Aguilar pouvait entretenir de là des relations avec l'Espagne, recevoir des secours par mer et favoriser une descente en Angleterre. Il fit élever une citadelle à l'entrée de la ville, lui donna le nom de fort d'Aguilar et y établit une garnison de mille hommes, commandée par Thomas de Praxedès [2]. Le bruit courut qu'on n'avait employé à construire cette citadelle que des ouvriers espagnols, afin que l'intérieur de la place ne fût connu d'aucun étranger [3]. De nouveaux subsides furent envoyés au duc de Savoie, qui avait envahi la Provence [4]. Les réformés de Genève entreprirent une diversion en faveur des réformés français. Mais l'attaque qu'ils dirigèrent contre la Savoie fut déjouée par un corps d'armée espagnol que commandait Antonio d'Olivera [5]. Ce général pénétra ensuite dans le Dauphiné et fit sa jonction avec le duc de Nemours. Il avait sous ses ordres quatre mille soldats, dont trois mille cinq cents Napolitains et cinq cents Espagnols.

1. Aujourd'hui Port-Louis.
2. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 160.
3. Sismondi, t. XXI, p. 310.
4. Herrera, *Historia general*, p. 246.
5. *Ibid.*, p. 248.

Leurs armées réunies soutinrent la lutte contre Lesdiguières, qui commandait les protestants du Dauphiné.

La capitale reçut à son tour une garnison espagnole. Philippe II profita des clameurs des Parisiens après la *journée des farines*, pour y faire entrer deux mille soldats espagnols et autant de Napolitains. Mendoza et Ybarra devinrent alors les véritables maîtres de Paris. Ils y exercèrent une autorité plus grande que le lieutenant général du royaume. Les Seize, qui n'agissaient que d'après leurs ordres, accusaient déjà Mayenne de tiédeur, et, pleins de confiance dans les dispositions du peuple, le pressaient de convoquer les États-Généraux. Philippe II croyait le moment venu de recueillir enfin le fruit de ses sacrifices. Aussitôt après la mort de Charles X, il écrivit à Ybarra de faire proclamer sa fille Isabelle reine de France. Cependant le prince de Parme pensait qu'il n'était pas encore temps d'annoncer de semblables prétentions. Il écrivit à Philippe II qu'en choquant l'orgueil de la nation française, il risquait de la jeter dans les bras du Béarnais ; qu'il ne fallait lui laisser entrevoir la domination espagnole que lorsqu'elle serait domptée par la fatigue et la souffrance au point de ne plus aspirer qu'au repos. Instruit de ce projet, Mayenne envoya le président

Jeannin à Madrid pour faire des représentations au roi et pour l'informer de la situation réelle des affaires. Jeannin trouva Philippe II parfaitement renseigné sur tout et déterminé à poursuivre l'accomplissement de ses desseins. Le roi lui déclara que l'occasion était favorable; qu'il fallait laisser voir le but que l'on voulait atteindre, convoquer les États-Généraux et proclamer reine l'infante Isabelle. Presqu'en même temps éclatait à Paris un mouvement populaire provoqué par les agents de l'Espagne. Les Seize firent arrêter le premier président, Barnabé Brisson, et deux conseillers dont les opinions modérées leur paraissaient suspectes. Ces magistrats furent condamnés à mort et exécutés la nuit suivante. Le marquis de Belin, que Mayenne avait nommé gouverneur de Paris en son absence, vit son autorité méconnue. La garnison espagnole se disposait à seconder les insurgés. Le général qui la commandait fit dire au marquis de Belin qu'il ne devait pas compter sur lui pour agir contre les Seize, qui avaient si sincèrement à cœur la gloire de Dieu [1]. Déjà les chefs du mouvement avaient écrit au roi d'Espagne pour lui annoncer leur victoire et pour lui offrir la couronne. Le duc de Mayenne accourut en toute hâte et réprima l'in-

1. Davila, liv. XII, p. 742.

surrection. Mais il ne pouvait se soutenir contre Henri IV sans l'appui de ces mêmes Espagnols, dont il proscrivait les agents. Le siége de Rouen le contraignit à se jeter de nouveau dans les bras de l'Espagne. Le prince de Parme délivra Rouen comme il avait délivré Paris, et Mayenne consentit à convoquer les Etats-Généraux.

A cette nouvelle, les Seize écrivirent à Philippe II pour le prier de renforcer la garnison de Paris. Le roi promit les secours demandés.

Un grand nombre de soldats, qui servaient dans les régiments de Flandre, reçurent l'ordre de se mettre en route pour Paris. Ils y furent reçus avec un sentiment de joie populaire qui semblait présager le triomphe de l'Espagne. Les habitants leur portaient eux-mêmes des vivres, pansaient les blessés et augmentaient leur solde par des dons volontaires. Les agents de Philippe II virent leur crédit s'accroître. Les prédicateurs, ces tribuns de la chaire, leur prêtaient l'appui de leur parole et de leur influence. Boucher, curé de Saint-Benoît, se distinguait parmi les plus ardents. En vain Mayenne l'avait menacé « de lui crever l'autre œil, s'il le fâchait »; Boucher donna un instant des chances, au moins parmi la populace de Paris, aux projets

de Philippe II. Enfin s'assemblèrent les États-Généraux si impatiemment attendus (1593). Philippe II n'avait pas voulu confier à son ambassadeur ordinaire le soin de défendre seul la cause de l'Espagne. Le duc de Feria, Inigo de Mendoza, Jean-Baptiste de Taxis et Diégo de Ybarra furent chargés d'unir leurs efforts pour placer la couronne de France sur la tête de l'Infante. Feria débuta par un discours dans lequel il énuméra tous les bienfaits que les catholiques avaient reçus du roi son maître. Ses paroles produisirent une vive impression sur les députés. Tout le monde se souvenait des services éclatants rendus par le roi d'Espagne. Seul il avait préservé Paris du pillage et du contact de l'hérésie; seul il paraissait assez fort pour vaincre le Béarnais. Mais l'ambassadeur de Philippe II commit une faute capitale en annonçant que le roi destinait pour époux à sa fille l'archiduc Ernest, frère de l'empereur. Ce projet détruisait les espérances du duc de Mayenne et des autres princes de la maison de Lorraine, en même temps qu'il choquait le sentiment national des Français. Des murmures de réprobation éclatèrent de toutes parts dans l'assemblée. Les ambassadeurs eux-mêmes furent troublés. Ils reprirent enfin la parole pour dire

avec embarras « que si ce prince ne plaisait pas à la France, ils avaient commission d'annoncer aux États que Philippe consentirait à choisir un prince français, mais qu'il se réservait six mois pour y réfléchir et le nommer [1]. » Quelques jours après, sentant la nécessité de recouvrer à tout prix leur popularité, ils se déclarèrent autorisés à offrir la main de l'Infante au duc de Guise, en récompense des mérites de son père et de son aïeul [2].

Cette déclaration tardive ne resta pas sans effet. Elle produisit une réaction momentanée en faveur de l'Espagne. Le peuple de Paris accueillit avec enthousiasme la nouvelle de la prochaine élévation du duc de Guise, sur lequel il avait reporté toute son affection pour cette famille. Le bruit que Henri IV allait se convertir à la foi catholique, ne changea rien à cette disposition des esprits. Boucher disait *que le Béarnais n'avait qu'à conquérir le royaume du ciel, s'il le pouvait, mais que, songer au royaume de France, c'était folie ;* Rose, *qu'il était possible, sous le bon plaisir du pape, de recevoir le Navarrais pour capucin et non pour roi* [3].

1 Davila, liv. XIII, p. 868.
2. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 270.
3. *De la Démocratie de la ligue*, par M. Labitte, p. 150.

Génébrard et plusieurs autres prédicateurs se mirent à attaquer la loi salique et à parler au profit du roi d'Espagne, qui les avait gagnés presque tous par ses largesses [1]; mais les États-Généraux ne partageaient pas cet entraînement de la foule. Ils avaient consenti aux conférences de Surène, et, en admettant la discussion, ils facilitèrent les voies à Henri IV, sans rompre ouvertement avec le peuple, dont il fallait ménager les sympathies. Philippe II sentit toute la gravité de la situation, et ses agents redoublèrent d'activité pour écarter ce nouveau danger. De concert avec le légat du pape, ils *appointèrent de ce qu'ils purent* les prédicateurs pour les maintenir dans leurs bonnes dispositions. On augmenta la pension de Boucher, et il fut convenu que Cueilly recevrait « chaque semaine un quartier de mouton et un quartier de veau, chaque mois un setier de bled avec dix doublons [2]. » Tous les *minotiers* [3] obtinrent de nouveaux avantages. Aussi les chaires ne retentissaient plus que de l'éloge du jeune duc de Guise. On l'appelait déjà Sire, et le jeune prince écrivit au roi d'Espagne pour le remercier et protester de son

1. *De la Démocratie de la ligue*, par M. Labitte, p. 155.

2. 218 francs. *V. Journal de Lestoile*, p 157.

3. On appelait ainsi ceux qui recevaient de l'Espagne un *minot* de froment tous les trente jours.

entier dévouement. Il allait jusqu'à promettre de se conformer en tout à ses conseils, et de ne régner que pour servir ses intérêts [1]. Quatre prédicateurs se distinguèrent surtout par l'activité turbulente qu'ils déployèrent dans ce moment décisif : Feuardent, Génébrard, Aubry et Jean Boucher. Ils étaient soutenus par une partie du haut clergé, qui s'obstinait à entretenir des relations avec la cour de Madrid [2]. On peut juger de la nature de ces relations par une dépêche curieuse d'Ybarra sur les conférences de Surène. L'ambassadeur espagnol trace le portrait suivant de trois membres du clergé qui assistaient à ces conférences :

« 1° L'archevêque de Lyon [3]. Il a promis de bien aller : *Ha prometido andar bien...*; 2° l'évêque d'Avranches [4]. On avait d'abord choisi Rose, qui valait bien mieux; mais il a craint de se mettre entre les mains de l'ennemi : *Estaba antes elegido el obispo*

1. Debajo de su amparo y servicio. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 274.

2. M. Mignet remarque, avec beaucoup de raison, que si « l'idée catholique avait fait régner un moment en France la maison d'Espagne, comme l'idée féodale y avait fait régner un siècle et demi auparavant la maison d'Angleterre, Henri IV aurait précipité du trône l'infante Isabelle plus facilement encore que Charles VII n'en avait fait tomber Henri VI. » *Introduction*, p. 42.

3. Pierre d'Espinac.

4. François Péricart.

de Senlis, era mucho mejor sujeto; ha temido meterse en manos del enemigo [1]...; 3° l'abbé de Saint-Vincent [2]. On avait d'abord songé au curé Boucher; il est bien plus influent, et très zélé pour le service de Votre Majesté; mais il n'y a pas grand mal : *Habiase pretendido fuese el cura Buxier, persona de muchas partes, y seguro en el servicio de Su Magestad; pero no es malo* [3]. »

Les intrigues de ces hommes pieux demeurèrent sans résultat. Les conférences continuèrent, et le parti des modérés gagnait tous les jours du terrain. Mayenne le favorisait, et ne cachait plus guère sa répugnance pour l'Espagne. Ce fut à son instigation que les chambres réunies du parlement rendirent un arrêt portant « que de très humbles remontrances seraient faites au duc de Mayenne, lieutenant général de la couronne, pour protester contre tout traité qu'on voudrait faire dans le but de transférer la couronne à des princesses ou à des princes étrangers, contre la loi fondamentale du royaume; déclarant, de plus, que tout transfert semblable, comme fait en

1. Rose pressentait sans doute l'événement. Il motiva son refus sur ce qu'*il serait mal vu.*

2. Geoffroi de Billi, depuis évêque de Laon.

3. Voir aux Archives de Simancas, B. 78, pièce 234. M. Labitte, p. 169.

violation de l'indépendance du royaume, serait nul et de nul effet [1]. »

Cette remontrance publique, provoquée par le duc de Mayenne, déconcerta les envoyés du roi d'Espagne, et fit ajourner indéfiniment l'élection de l'infante. Des vers, des épigrammes commençaient à circuler dans les rues contre Philippe II et ses doublons. La conversion de Henri IV porta le dernier coup aux projets de ce prince. Plusieurs des chefs les plus influents de la Ligue, de Vitry, d'Estourmel, La Châtre, se soumirent au Béarnais, qu'ils considéraient comme leur roi légitime, depuis qu'il avait abjuré la religion protestante.

Ces exemples entraînèrent de nouvelles soumissions qui fortifièrent Henri IV et affaiblirent le parti de la Ligue et de l'Espagne. En 1594, le comte de Brissac livra Paris en l'absence de Mayenne, qui flottait encore irrésolu entre les deux partis. La garnison espagnole sortit, enseignes déployées, tambours battants et rangée en bataille, comme faisant retraite devant un ennemi supérieur en nombre [2]. Les officiers saluèrent du chapeau le roi, qui les regardait passer à la porte Saint-Denis; mais l'ordre fut

1. *Mémoires de la ligue*, t. V, p. 377.
2. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 323-325.

donné de ne pas incliner devant lui les étendards. Henri IV rendit le salut avec courtoisie, ajoutant, dit Péréfixe, ces ironiques paroles adressées aux chefs : « Recommandez-moi bien à votre maître; allez-vous-en, à la bonne heure, mais n'y revenez plus [1]. »

Après la prise de Paris, le comte Ernest de Mansfeld et son fils Charles, qui commandaient les armées du roi d'Espagne en Flandre, conseillèrent à ce prince de renoncer à cette guerre fatale qui épuisait la monarchie espagnole, et qui, depuis les derniers événements, ne pouvait plus avoir d'issue favorable. Ils l'engageaient à tourner désormais toutes ses forces contre les insurgés des Pays-Bas. Mais le comte de Fuentès, le duc de Ferja et Ybarra prétendaient que les chances étaient encore belles, qu'il fallait hardiment proclamer l'infante, et que les catholiques zélés se rattacheraient à sa cause [2].

Philippe II suivit ce dernier avis. Il ne voulait pas avoir dépensé des monceaux d'or sans en tirer aucun profit. La guerre fut continuée, mais elle prit un caractère nouveau. La question religieuse ne fut plus qu'un prétexte vague et comme un souvenir popu-

1. Péréfixe, p. 205.
2. Davila, liv. XIV, p. 921-922.

laire invoqué par le roi d'Espagne pour masquer ses desseins. Il en voulait bien réellement à la France; ne pouvant la conquérir tout entière, il essaya de la démembrer. Sans renoncer ouvertement à son ancienne politique, et tout en proclamant qu'il n'était en guerre qu'avec le Béarnais, il éleva des prétentions sur plusieurs provinces du royaume, soit en son nom, soit au nom de l'infante. Il revendiqua la Bourgogne, comme descendant de Charles-le-Téméraire; la Provence, comme héritier des droits que Ferdinand-le-Catholique, son bisaïeul, avait tenus du testament de Jeanne II, reine de Naples, en faveur du roi Alphonse d'Aragon. Il réclama, au nom de sa fille, les duchés de Bretagne et de Normandie, les comtés de Champagne et de Toulouse, le Bourbonnais et l'Auvergne, prétendant que ces fiefs n'étaient pas soumis à la loi salique, qu'ils avaient été plusieurs fois possédés par des femmes, et qu'en conséquence ils devaient revenir à la petite-fille de Henri II, légitime héritière des droits de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier [1].

Pour parvenir à ses fins, il chargea le duc de Feria, qui venait d'évacuer Paris, d'occuper une position militaire assez forte pour reconstituer le gouvernement de la ligue sous l'influence exclusive de l'Es-

1. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 276-278.

pagne. Feria conclut deux traités avec les gouverneurs des villes de La Fère et de Ham. Ces deux places lui furent remises. Ainsi l'Espagne prit pied en Picardie. De nouveaux subsides furent accordés aux principaux chefs des ligueurs, surtout dans les provinces que Philippe II voulait ajouter à ses États. Le comte de Carcès, qui était à la tête du parti catholique en Provence, reçut des secours en hommes et en argent. Le cardinal de Joyeuse adressa au roi d'Espagne une supplique au nom des États du Languedoc. Le marquis de Villars, qui commandait en Guyenne, le pria de lui envoyer toutes les troupes qu'il pourrait distraire de l'armée d'Aragon. Philippe II accorda ce secours. Il ordonna au capitaine général du Guipuscoa de délivrer la citadelle de Blaye, assiégée par les royalistes. Seize vaisseaux, sortis du port du Passage, remontèrent la Gironde et pénétrèrent jusqu'à Bordeaux, après avoir secouru la ville menacée. Un traité d'alliance fut conclu avec le duc d'Épernon, qui promit de livrer le port de Toulon. Ce traité donna pour auxiliaire au roi d'Espagne un chef dont l'autorité s'étendait sur la Provence, l'Angoumois, la Saintonge, et sur une partie du pays Messin, de la Touraine et du Dauphiné. En même temps, don Juan d'Aguilar recevait des ren-

forts en Bretagne pour mettre le port de Brest en état de défense[1]. Valesco, gouverneur du Milanais, fut envoyé en Bourgogne pour se joindre au duc de Mayenne. Le duc d'Aumale reçut des renforts en Picardie. La Savoie donnait la main aux bandes espagnoles qui pénétraient tout à la fois en Franche-Comté, en Bourgogne, en Picardie, et surtout en Provence, où l'esprit de la ligue régnait encore dans toute son énergie. En 1596, les consuls de Marseille, qui n'avaient jamais reconnu l'autorité de Henri IV, promirent à Philippe II de lui livrer leur ville, moyennant un subside de cent cinquante mille écus [2], une garnison espagnole et l'assistance de douze galères commandées par le prince de Doria. Les partisans de l'Espagne soutenaient que cette ville appartenait légitimement à l'Infante, qui, par sa naissance, avait des droits incontestables sur tout le comté de Provence. Philippe II accepta le marché, fournit des subsides, et ses troupes prirent possession de Marseille, qui était comme un pont jeté entre ses États d'Espagne et ses possessions d'Italie; mais elle lui fut enlevée presque aussitôt par la trahison de Liberta, qui la livra aux troupes royales [3].

1. Herrera, *Sucessos de Francia*, p. 347.
2. 1,569,000 francs.
3. Voyez Gregorio Leti, 2e part., liv. XVII.

Philippe II eut beau redoubler d'efforts et épuiser ses ressources à occuper Le Catelet, Dourlens, Cambrai, à jeter des troupes dans Calais, à s'emparer d'Amiens, ces succès partiels, chèrement achetés, ne relevèrent point sa cause. La ligue, frappée au cœur par la conversion de Henri IV, se mourait de toutes parts, et ne pouvait plus servir d'instrument à l'ambition du roi d'Espagne. Le comte de Villars-Brancas, les ducs de Guise et de Joyeuse firent successivement leur soumission ; d'Épernon et Mayenne suivirent leur exemple, et, par leur fidélité à servir le roi légitime, s'efforcèrent de faire oublier qu'ils avaient servi si longtemps l'étranger. La reine Élisabeth soutenait de son côté le roi de France. La conversion de Henri IV avait sans doute affaibli l'alliance anglaise, mais les deux pays avaient trop d'intérêt à rester unis contre l'Espagne pour qu'il fût possible de les séparer. En effet, l'Angleterre ne pouvait souffrir que l'Espagnol dominât en Flandre, qu'il s'établît à Brest et à Calais et qu'il commandât le détroit. Les Hollandais faisaient une diversion non moins importante à la guerre de Philippe II contre la France. Chaque fois que l'archiduc Albert se préparait à envahir la Picardie, le prince Maurice le prenait à dos et le ramenait en arrière.

Délaissé par ses anciens alliés auxquels il avait prodigué ses trésors, mal secondé par les populations auxquelles il n'inspirait plus de confiance, en butte aux attaques réunies de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, Philippe II fléchit et signa le mémorable traité de Vervins, par lequel il reconnut Henri IV et restitua toutes ses conquêtes. Telle fut l'issue de sa tentative insensée pour régner sur la France. S'il faut en croire les historiens d'Espagne, elle lui avait coûté trente millions de ducats [1].

V. — ANGLETERRE.

La longue lutte que Philippe II soutint contre l'Angleterre acheva d'épuiser ses finances et anéantit pour un siècle la marine de l'Espagne.

Tant que vécut Marie Tudor, Philippe II fut roi d'Angleterre; il entraîna ce royaume dans sa lutte contre la France, et les sept mille Anglais, commandés par le comte de Pembrocke, prirent une part glorieuse à la victoire de Saint-Quentin. La mort de

1. 247,800,000 fr. Valeur relative : 247,800,000 × 2=495,600,000 fr. Voyez Herrera, *Historia general*, p. 413. — Gregorio Leti exagère visiblement lorsqu'il parle de cent millions de ducats.

Marie n'eut pas pour résultat immédiat la rupture de cette alliance. Une flotte anglaise concourut avec une armée de terre espagnole à la défaite que les Français essuyèrent à Gravelines. Mais là s'arrêta la bonne intelligence entre les deux gouvernements. Philippe II n'avait jamais été aimé des Anglais, et le verre de bière qu'il but en débarquant à Southampton ne l'avait pas rendu plus populaire. La perte de Calais souleva contre lui l'orgueil britannique, et bientôt cette union passagère fit place à l'éloignement et à la froideur. La reine Élisabeth refusa la main d'un prince dans lequel ses sujets pressentaient un ennemi. Au moment où elle allait rompre avec le saint-siége, l'ambassadeur du roi d'Espagne vint lui adresser des remontrances sur les innovations religieuses qui se préparaient dans ses États; il ne fut point écouté, et bientôt la reine d'Angleterre se plaça ouvertement à la tête du parti protestant. Telle fut l'origine de cette longue rivalité qui contribua si puissamment à la décadence de la monarchie espagnole. En Angleterre comme en France, le parti catholique attendait la victoire de l'intervention du roi d'Espagne. Philippe II lui promit son appui; il fit plus : il envoya soixante mille écus au comte de Feria, son ambassadeur à Londres, pour secourir les prêtres ca-

tholiques [1]. Cette intervention ne pouvait que déplaire à la reine d'Angleterre. L'évêque d'Aquila, Cuadra, successeur du comte de Feria, en 1559, ajouta encore, par ses menées, à la froideur qui régnait entre les deux cours ; il fut arrêté dans son palais, le 2 février 1563, et Cécil déclara en plein parlement que le roi d'Espagne projetait une descente en Angleterre. Toutefois, les relations diplomatiques ne furent pas rompues entre les deux gouvernements, et le comte de Sylva, qui fut envoyé comme ambassadeur à Londres en 1564, obtint la restitution de quelques vaisseaux capturés par des armateurs anglais. Mais bientôt Élisabeth acquit la certitude que le nouveau représentant du roi d'Espagne entretenait des relations avec Marie Stuart. Elle sut que la reine d'Écosse avait reçu de Philippe II un secours de vingt mille écus [2], et que des vaisseaux chargés de munitions et d'artillerie étaient équipés pour elle dans les ports de Flandre. La révolte des Pays-Bas lui fournit une occasion d'user de représailles ; elle fit parvenir de l'argent aux révoltés, et finit par

1. 627,600 francs. Valeur relative : 627,600 × 3 = 1,882,800 francs. Voyez le Mémoire de Tomas Gonzalez, inséré dans la collection des Mémoires de l'Académie de Madrid, t. VI, p. 251-399.

2. 209,200 francs. Valeur relative : 209,200 × 3 = 627,600 francs. Voyez le Mémoire de Gonzalez, anno 1565.

leur envoyer des vaisseaux et des soldats. En 1567, elle porta un nouveau coup à Philippe II. Cinq navires espagnols, qui portaient la solde de l'armée de Flandre, s'étaient réfugiés dans un port d'Angleterre, pour échapper à une escadre du prince de Condé; Élisabeth s'empara de cet argent, sous prétexte qu'il appartenait à des banquiers italiens qui l'exportaient par spéculation, ajoutant qu'ils recevraient d'elle un intérêt aussi élevé que du roi d'Espagne [1]. Le duc d'Albe, pour se venger, fit saisir les biens de tous les Anglais qui se trouvaient en Flandre, en même temps que le pape Pie V lançait l'excommunication, et déclarait Élisabeth hérétique et privée de son royaume. Le commerce entre les deux nations fut alors interrompu, et les corsaires anglais firent essuyer de grandes pertes à l'Espagne. En 1569 leurs prises s'élevaient à près d'un million de ducats [2]. En 1572, on comptait dans les ports d'Angleterre quatre-vingt deux vaisseaux enlevés à l'Espagne, et la valeur des marchandises capturées dépassait un million cent quatre-vingt dix mille ducats [3].

1. Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. VIII, p. 84.

2. 8,260,000 fr. Valeur relative : 8,260,000 × 3 = 24,780,000 fr. Voyez le Mémoire de Gonzalez, anno 1569.

3. *Ibid.*, anno 1572.

Toutefois Philippe II ne se déclara pas encore ouvertement ennemi d'Élisabeth ; fidèle à la politique qu'il avait toujours suivie, il fomentait des troubles dans son royaume et attendait le moment d'agir. Son ambassadeur à Londres était entré fort avant dans la conspiration formée par le duc de Norfolk et les comtes d'Arundel, de Northumberland, de Westmoreland et de Derby, pour soulever le nord de l'Angleterre au nom de la religion catholique et de Marie Stuart. Cette tentative échoua, malgré l'active coopération des agents de Philippe II. Élisabeth se vengea en confisquant les biens de tous les Espagnols qui étaient en Angleterre (1571) [1]. En même temps elle envoya des subsides aux Maures révoltés des Alpujarras. Un certain Robert Honguins, qui résidait à Séville en qualité de marchand, instruisait le gouvernement anglais des progrès de l'insurrection, et faisait parvenir aux chefs les secours d'Élisabeth [2]. Philippe II, de son côté, favorisait de tout son pouvoir les ennemis de la reine d'Angleterre. Il agissait à Paris, à Vienne, à Lisbonne, à Rome, en faveur de Marie Stuart, et envoyait des subsides à ses partisans en Angleterre, en Écosse et en Irlande. Il

1. Voyez le Mémoire de Gonzalez, anno 1571.
2. *Ibid.*, anno 1570.

entretenait à Saint-Omer et à Douai des séminaires d'Anglais et d'Écossais catholiques [1]. Un grand nombre de sujets d'Élisabeth s'étaient réfugiés en Flandre, pour échapper à la persécution : Philippe II les prit sous sa protection et se les attacha par ses libéralités. Parmi eux on remarquait le comte de Westmoreland et la comtesse de Northumberland, qui recevaient tous les mois une pension de deux cents écus [2]. Les autres réfugiés qui consentirent à devenir les pensionnaires de l'Espagne, étaient : Léonard d'Acre, qui recevait cent écus par mois [3]; Egremond Radcliffe, qui en recevait soixante [4]; Richard Northon, cinquante-six; François Northon, trente six; Cristobal Namill, quarante; Entembert Nemill, quarante; Thomas Marchinfid, trente-six; Jorge Chamberland, vingt; Charles Parcher, cinquante; Jorge Chamberlen, soixante; la femme du docteur Parcher, seize [5].

C'est ainsi qu'Elisabeth et Philippe II préludaient

1. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi, Collection Dupuy, nº 549, fol. 129, verso.

2. L'écu, ou scudo, vaut 10 francs 46 centimes. Ainsi, 200 écus = 2,092 francs. Valeur relative : 2,092 × 3 = 6,276 francs.

3. 1,046 francs. Valeur relative : 3,138 francs.

4. 627 francs 60 centimes. Valeur relative : 1,881 francs.

5. Nous avons extrait cette liste du Mémoire déjà cité de Gonzalez, anno 1572.

par des hostilités indirectes à une rupture ouverte et décisive qui, chaque année, devenait plus imminente. En 1577, le chevalier Drake traversa l'Atlantique avec cinq vaisseaux, passa le détroit de Magellan et arriva à Santiago. Rien n'était préparé pour la résistance, car aucun ennemi n'avait pénétré jusqu'alors dans ces contrées lointaines. Aussi les villes maritimes furent-elles livrées au pillage sur tout le littoral de la mer du Sud, depuis Santiago jusqu'à Lima. Pendant ce temps une escadre espagnole avait jeté l'ancre à l'entrée du détroit, pour mettre obstacle au retour des Anglais. C'est alors que Drake forme la résolution hardie de retourner par la mer Pacifique. Il fit le premier le tour du monde, et revint en Angleterre avec un butin de huit cent mille livres sterling [1]. Élisabeth restitua une partie de cet argent à l'ambassadeur de Philippe II, mais elle prit l'audacieux pirate à son service. En 1585, elle conclut un traité d'alliance avec les Flamands révoltés et leur envoya un secours de cinq mille fantassins et de mille cavaliers, commandés par le comte de Leicester. L'année suivante, elle équipa une flotte destinée à rançonner les co-

1. 19,200,000 fr. Valeur relative : 19,200,000 × 2 = 38,400,000 fr. Voyez Lingard, t. VIII, p. 355.

lonies espagnoles en Amérique. Le chevalier Drake reçut le commandement de cette expédition. Il se dirigea d'abord vers les îles du Cap-Vert, les livra au pillage, et enleva jusqu'à l'artillerie des forts. Puis il fit voile vers Saint-Domingue. Un vaisseau parti du Cap-Vert avait instruit le gouverneur de cette île, Christoval d'Ovalle, des desseins des Anglais. Mais rien n'était organisé pour la défense. La flotte anglaise ayant débarqué sur le rivage un corps de huit cents marins, on ne put leur opposer que trente cavaliers. Cette troupe se dispersa bientôt, et les Anglais s'emparèrent de la ville presque sans coup férir. Ils mirent le feu à quatre-vingts maisons et pillèrent les couvents et les églises. Les habitants furent forcés de payer une rançon de vingt-cinq mille ducats [1]. De même qu'au Cap-Vert, les Anglais enlevèrent l'artillerie et incendièrent les vaisseaux qui se trouvaient dans le port. De là ils se dirigèrent sur Carthagène. Le gouverneur de cette place ne pouvait leur opposer que quatre cent cinquante soldats, presque tous arquebusiers. Il envoya des messagers à la Nouvelle Grenade, à Nombrededios et à Panama, pour solliciter de prompts secours.

1. 206,500 francs. Valeur relative : 206,500 × 2 = 413,000 francs. Voyez Herrera, *Historia general*, anno 1586.

Mais il était trop tard. L'escadre anglaise, composée de vingt-sept vaisseaux qui portaient deux mille cinq cents soldats, força l'entrée du port. Les galères espagnoles se rendirent après une faible résistance, et les Anglais pénétrèrent dans la ville, qui fut condamnée à payer cent douze mille ducats. Quinze canons et toute l'artillerie des galères furent transportés sur la flotte qui fit voile vers la Jamaïque. Une tempête qui survint la détourna de cette direction, et une tentative sur la Havane ne fut pas plus heureuse. Mais les villes de Saint-Antoine et de Sainte-Hélène, situées sur les côtes de la Floride, furent rançonnées et livrées au pillage [1]. Après ces exploits dignes d'un forban, Drake retourna dans les ports d'Angleterre avec un butin que Lingard fait monter à soixante mille livres sterling [2], et plus de deux cents vaisseaux qu'il avait capturés. Une flotte commandée par Alvaro Florez arriva trop tard pour s'opposer à sa retraite. Les vents contraires l'avaient retenue vingt jours à Cadix. Lorsqu'elle parut en vue de Carthagène, la flotte anglaise était partie depuis longtemps. Cependant elle rendit un service

1. Herrera, *Historia general*, anno 1586. Cf. *Resumen de la Historia de Venezuela* por Baralt, p. 239. Paris, 1841.

2. 1,440,000 fr. Valeur relative : 1,440,000 fr. × 2 = 2,880,000 fr.

important aux colonies espagnoles, en relevant les fortifications de Carthagène, de Saint-Domingue, de Nombrededios, de Porto-Rico et de Panama [1].

Pendant que Drake mettait à contribution les colonies américaines, un gentilhomme de Suffolk, Thomas Cavendish, croisait sur les côtes d'Espagne. Il avait équipé trois vaisseaux avec les restes d'un patrimoine dissipé dans les plaisirs. Longtemps il attendit sa proie. Enfin un heureux hasard lui fit rencontrer la Santa-Anna, vaisseau marchand des Manilles qui revenait chargé d'or, d'argent et de marchandises précieuses. Il s'en empara sans peine et refit ainsi sa fortune [2].

Cependant Philippe II avait ordonné des armements dans tous les ports de son royaume. Élisabeth chargea Drake de surveiller le littoral de l'Espagne et de s'opposer à la jonction des vaisseaux que l'on équipait à Barcelonne, à Carthagène, et surtout à Cadix et à Lisbonne. Cet officier ne craignit pas de dépasser les ordres de la reine, et, prenant l'offensive, il pénétra hardiment dans le port de Cadix, et y détruisit vingt-six vaisseaux. Puis il se dirigea vers les Açores et s'empara du Saint-Philippe, na-

1. Herrera. *Historia general*, anno 1586. Cf. *Resumen de la Historia de Venezuela*, por Baralt, p. 239.

2. Lingard, t. VIII, p. 357.

vire richement chargé qui revenait des Indes Orientales [1].

Ces échecs partiels ne ralentirent pas les préparatifs du roi d'Espagne. Depuis la mort de Marie Stuart, il était devenu le plus dangereux des ennemis d'Élisabeth. La reine d'Écosse lui avait légué ses droits au trône d'Angleterre, au préjudice de son propre fils qui professait la religion protestante. Philippe II fondait ses prétentions à cette couronne non seulement sur le testament de Marie Stuart, mais aussi sur les droits qu'il tenait des deux filles de Jean de Gaunt, duc de Lancastre, troisième fils d'Edouard III, dont l'une avait épousé un roi de Castille, et l'autre un roi de Portugal [2]. Il résolut d'employer la force, et de renverser du trône son implacable ennemie. Les circonstances étaient favorables : son allié, l'empereur, était en mesure de s'opposer à toute tentative des princes protestants d'Allemagne pour secourir Élisabeth. La France, déchirée par la guerre civile, était hors d'état de mettre obstacle à ses projets. Enfin les catholiques d'Angleterre l'attendaient comme un li-

1. Herrera, *Historia general*, anno 1587. Cf. Lingard, t. VIII, p. 362.

2. Voyez, dans le Mémoire de Gonzalez, l'arbre généalogique dressé par son ambassadeur à Londres, Guzman de Sylva.

bérateur envoyé par le saint-siége pour détruire le règne de l'hérésie. Aussi les armements furent-ils repris avec une nouvelle activité dans tous les ports de l'Espagne et de l'Italie espagnole. Le comte de Miranda, vice-roi de Naples, le comte d'Alva, vice-roi de Sicile, le duc de Terra-Nova, gouverneur du duché de Milan, reçurent l'ordre de rassembler des vivres, des munitions de guerre, des armes de toute espèce, des vaisseaux et des soldats. Ces ordres furent promptement exécutés. Le comte de Miranda équipa quatre galéasses, qu'il envoya en Espagne bien pourvues d'artillerie et de munitions, et accompagnées de dix galions qui portaient un régiment d'infanterie. Les galéasses, plus larges d'un tiers que les galères, étaient garnies des deux côtés de canons placés entre les bancs des rameurs; les galions, plus longs que les vaisseaux ordinaires, avaient également des canons de chaque côté avec de formidables batteries à la proue et à la poupe. Le comte d'Alva envoya des vaisseaux de Sicile avec l'élite des régiments espagnols qui tenaient garnison dans cette province. Le duc de Terra-Nova fournit à son tour les armes et les munitions demandées. Chaque province d'Espagne donna son contingent à la flotte invincible. Le Portugal fournit dix galions et deux brigan-

tins; la Castille, quatorze galions et deux pataches; la Biscaye, dix galions et quatre pataches; le Guipuscoa, dix galères, deux pataches et deux pinasses [1]. Cette flotte se réunit à Lisbonne sous les ordres du marquis de Santa-Cruz, officier expérimenté dans la marine, et qui avait été heureux dans toutes ses entreprises. Elle était composée de cent cinquante bâtiments de guerre, portant huit mille matelots et vingt mille soldats, avec deux mille six cent trente canons et des munitions de guerre proportionnées à ce prodigieux armement. Les préparatifs que Philippe II avait ordonnés en Flandre n'étaient pas moins considérables. On avait abattu la forêt de Waes pour construire des navires, et les innombrables canaux de la Flandre étaient couverts de bateaux à fond plat, propres à servir de transports pour l'invasion projetée. Les arsenaux de Newport, d'Anvers, de Gravelines et de Dunkerque étaient remplis de matériaux destinés à l'équipement des vaisseaux, et l'on ne rencontrait sur les routes que des soldats qui se dirigeaient d'Espagne, d'Italie et d'Allemagne vers le lieu du rendez-vous. Lorsque le duc de Parme eut passé en revue ces troupes et pourvu aux besoins des garnisons de la Flandre, il

1. Herrera, *Historia general*, p. 93 et seq.

lui resta encore une armée de trente mille hommes de vieilles troupes qui, réunies à celles d'Espagne, auraient porté à soixante mille hommes l'armée d'invasion.

Le marquis de Santa-Cruz mourut au moment du départ. Cet habile officier ne fut jamais remplacé. Le duc de Médina, qui lui succéda, n'avait aucune expérience de la guerre maritime. Sous le commandement de ce nouveau chef, les Espagnols n'essuyèrent que des échecs. A peine sortie du port de Lisbonne, la flotte fut assaillie par une tempête et dispersée le long des côtes de la Galice; huit vaisseaux se brisèrent contre les rochers du rivage; les autres se rallièrent dans le port de la Corogne et remirent à la voile le 21 juillet 1588. Le 30 juillet, ils parurent dans la Manche en vue de Portsmouth. Un conseil de guerre fut convoqué, et les capitaines conseillèrent unanimement au général en chef d'attaquer la flotte anglaise, qui venait de quitter ce port pour gagner la haute mer. Le duc de Médina leur montra ses instructions qui lui défendaient de commencer les hostilités avant d'avoir débarqué l'armée de Flandre sur les côtes d'Angleterre. Il fallut obéir, et la flotte invincible s'avança lentement, rangée en demi-lune et embrassant sept milles d'étendue.

« C'était, dit Lingard, un spectacle magnifique et imposant : la grandeur des vaisseaux, la construction extraordinaire des galéasses, leurs proues et leurs tourelles élevées, et leur mouvement lent et majestueux, frappaient les spectateurs d'admiration et de crainte[1]. » Le lord amiral Howard d'Effingham et le vice-amiral Drake comprirent que leurs petits navires ne pourraient entrer en lutte avec un tel ennemi. Mais si les vaisseaux des Anglais étaient inférieurs en nombre et en grandeur à ceux des Espagnols, ils les surpassaient en légèreté et en vitesse. Ils pouvaient donc les suivre de loin, les harceler et couper les navires qui resteraient en arrière. Ce fut le plan auquel s'arrêta l'amiral anglais. Pendant quatre jours, il suivit de loin la flotte espagnole qui s'avançait vers le levant. Lorsqu'elle jeta l'ancre en face de Calais, elle n'avait pas encore beaucoup souffert, et déjà le duc de Médina envoyait des messagers au prince de Parme pour le presser de s'embarquer. Ce général avait réuni ses bâtiments de transport à Dunkerque et à Newport. Mais les Hollandais étaient maîtres de la mer et surveillaient ses mouvements. Tandis que le duc de Médina attendait l'armée fla-

1. Lingard, t. VIII, p. 386.

mande, les Anglais profitèrent d'une nuit obscure pour lancer huit brûlots sur l'Armada. A la vue de ces vaisseaux en flamme, les Espagnols furent saisis de terreur. Ces farouches soldats, qui avaient fait trembler les Pays-Bas, tremblèrent à leur tour, lorsqu'ils virent ces incendies flottants qui s'avançaient rapidement sur eux au milieu des ténèbres. Ils se hâtèrent de couper les câbles pour gagner la haute mer; mais, au milieu de la confusion générale, leurs vaisseaux s'entrechoquaient, se brisaient, ou tombaient entre les mains de l'ennemi. Le lendemain, au point du jour, les Anglais attaquèrent la flotte dispersée le long du rivage, depuis Ostende jusqu'à Calais. Un combat opiniâtre s'engagea devant Gravelines, et les Espagnols essuyèrent de nouvelles pertes. Ils tentèrent une dernière fois de s'approcher des côtes de la Flandre pour dégager le prince de Parme; mais le vent du sud commençant à souffler avec force, ils craignirent les dangers que présentait une côte inconnue, et, fuyant pour la première fois devant l'ennemi, se dirigèrent vers la mer du Nord. Les Anglais ne cessèrent leur poursuite qu'à la hauteur de l'Écosse, lorsque les munitions leur manquèrent. Les Espagnols firent le tour de l'Écosse et de l'Irlande, en butte aux tempêtes de l'océan du

Nord qui achevèrent leur déroute. Il n'y eut que cinquante-trois vaisseaux qui regagnèrent les ports de la Biscaye; quatre-vingt-un avaient péri avec quatorze mille soldats dans les combats ou par les naufrages; deux mille hommes étaient restés prisonniers entre les mains des Anglais [1].

Telle fut l'issue de cette gigantesque entreprise; qui avait coûté des sommes immenses [2]. L'Espagne fut consternée. Le roi seul maîtrisa sa douleur : « Je remercie Dieu, dit-il, en recevant la fatale nouvelle, de m'avoir donné des ressources pour supporter cette perte. Une branche a été coupée, mais l'arbre est encore florissant et peut y suppléer. » Il fit distribuer cinq cent mille couronnes aux soldats qui avaient survécu à ce grand désastre, défendit le deuil public, et remercia Dieu de n'avoir pas permis que sa flotte fût détruite tout entière.

La perte matérielle pouvait être réparée; mais l'assurance, la fierté de la marine espagnole ne survécurent point à la destruction de l'armada. Depuis

1. Voyez Herrera, *Historia general*, p. 93-112. Cf. les récits de Lingard et de Sismondi.

2. Sismondi parle de cent vingt millions de ducats, et s'appuie sur l'autorité de Bernardin de Mendoza. C'est une exagération visible. Cent vingt millions de ducats représentent une valeur de 991,200,000 francs. Valeur relative : 991,200,000 × 2 = 1,982,400,000 francs. Voyez Sismondi, *Histoire des Français*, t. XX, p. 389.

cette époque, l'Angleterre grandit rapidement, sa puissance maritime prit son essor, et l'Espagne, qui avait possédé l'empire de la mer, fut obligée de cacher ses vaisseaux dans ses ports menacés.

Dès l'année suivante, les Anglais réunirent à Plymouth une flotte de deux cents voiles, portant vingt mille soldats et matelots. Deux capitaines habiles, Norris et Drake, reçurent le commandement de cette escadre, avec ordre de faire une tentative pour placer le prince Antonio sur le trône de Portugal. Le prétendant promettait aux Anglais, pour prix de leur assistance, une entière liberté de commerce dans les ports du Portugal et des Indes [1]. Cette entreprise était prématurée. Quelque dur que fût le joug espagnol, les Portugais n'auraient pas osé se révolter du vivant de Philippe II. Mais au moins les Anglais réussirent-ils à occuper et à inquiéter le roi d'Espagne, qui fut réduit à se tenir sur la défensive. Ils se présentèrent d'abord devant la Corogne, et s'emparèrent des vaisseaux mouillés dans ce port; puis ils doublèrent le cap de Finisterre, et, après avoir longé les côtes du Portugal, remontèrent le Tage jusqu'à treize lieues de Lisbonne. Le comte d'Essex s'élança le premier sur le rivage. Quatorze mille

1. Herrera, *Historia general*, p. 166-173.

Anglais débarquèrent à sa suite, et en un instant ils se rendirent maîtres du fort de Peniche. Puis ils s'avancèrent, par Torres-Vedras et Saint-Sébastien, jusqu'aux portes de Lisbonne. Mais personne ne venait se ranger sous les drapeaux du prétendant. Des détachements envoyés par le comte de Fuentès, gouverneur de Lisbonne, occupaient les positions les plus importantes du littoral, autant pour contenir les habitants que pour inquiéter l'ennemi. Une sédition qui éclata dans Lisbonne à l'approche des Anglais fut aussitôt comprimée par le comte Alonzo de Vargas. Pendant sept jours ils attendirent vainement, sous les murs de cette ville, qu'un mouvement se fît en leur faveur. Ils se retirèrent enfin, marquant par l'incendie et la dévastation leur passage à travers une contrée qu'ils semblaient être venus secourir et délivrer.

Pendant les années suivantes, les Anglais obtinrent de nombreux avantages sur l'Espagne. De hardis aventuriers allaient croiser dans les parages de la Sicile, du royaume de Naples, de l'Andalousie, du Portugal et des Indes, épiant l'occasion de capturer quelque bâtiment de commerce ou de rançonner quelque ville mal défendue. C'est ainsi qu'en 1596 ils surprirent Nombre de dios et Porto-Bello [1].

1. Herrera, *Historia general*, p. 597-599.

Cependant Philippe II avait ordonné de nouveaux armements dans tous les ports de son royaume. L'âge avancé d'Élisabeth lui donnait l'espoir de placer sa fille sur le trône d'Angleterre. Mais les Anglais le prévinrent. Une flotte sortie de Plymouth se dirigea sur Cadix, et força l'entrée du port après un combat opiniâtre. Désespérant de la victoire, l'amiral espagnol, Diego de Sotomayor, mit lui-même le feu à ses vaisseaux. Treize bâtiments de guerre et onze navires chargés pour les Indes devinrent la proie des flammes. Deux galions avec cent pièces de canon furent pris par les Anglais. Encouragés par ce premier succès, ils pénétrèrent dans l'intérieur de la ville et la livrèrent au pillage. Ils enlevèrent même les cloches des églises, les portes et les grilles des maisons, pour les emporter sur leurs navires [1]. Ensuite ils mirent le feu aux couvents et aux églises, et imposèrent aux habitants une contribution de guerre de cent vingt mille ducats [2]. La perte totale essuyée par les vaincus est estimée à cinq cent mille ducats [3] par les historiens espa-

1. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi, *Missions étrangères*, manuscrit 302, fol. 125. Communiqué par M. Victor Leclerc.

2. 991,200 francs.

3. 4,130,000 francs. Voir Herrera, *Historia general*, p. 632-612.

gnols, à vingt millions de ducats par les historiens anglais [1].

La prise et le pillage du premier port militaire de l'Espagne révélèrent à l'Europe le secret de la faiblesse de ce royaume. Les ministres de Philippe II cachèrent pendant plusieurs jours la fatale nouvelle. Ce fut le prince royal qui le premier en instruisit son père [2]. Philippe II sortit alors de sa léthargie, et jura publiquement de venger son honneur. La flotte des Indes avait rempli son trésor, et les contributions volontaires de ses sujets lui offraient une ressource inattendue. Il fit équiper des vaisseaux, et chargea l'amiral de Castille d'user de représailles envers l'Angleterre. Déjà la flotte espagnole avait paru en vue de la côte ennemie, lorsqu'elle fut dispersée par une tempête. Seize vaisseaux firent naufrage dans le golfe de Biscaye; les autres cherchèrent un abri dans les ports de la Corogne et de Santander [3]. Cette tentative de Philippe II contre l'Angleterre fut la dernière. Elle échoua comme toutes les autres, et acheva la ruine de la marine espagnole (1597).

1. 165,200,000 francs. Voir Watson, *Philippe II*, anno 1596.

2. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi. *Missions étrangères*, manuscrit 302, fol. 125.

3. Herrera, *Historia general*, anno 1597.

VI. — INSURRECTION DES PAYS-BAS.

Pendant que Philippe II s'épuisait en vains efforts pour étendre sa domination sur la France et l'Angleterre, une révolte éclatait dans les Pays-Bas, et annonçait le prochain démembrement de la monarchie espagnole.

Au commencement du règne de Philippe II, les Pays-Bas étaient parvenus au plus haut degré de richesse et de prospérité. Les provinces méridionales servaient d'entrepôt au commerce de la France et de l'Allemagne, tandis que les provinces maritimes voyaient affluer dans leurs ports les vaisseaux marchands de l'Angleterre, de l'Écosse, du Danemarck, du Portugal et de l'Espagne. En 1550, on importa du Portugal pour trois cent mille ducats de pierres précieuses, de sucre et d'épiceries, et la consommation des denrées coloniales allait croissant d'année en année, au point qu'en 1566 on en expédia de Lisbonne pour seize cent mille ducats. En 1550 , on envoya d'Italie des soies, du camelot et du drap d'or pour un million de ducats; en 1566, on en expédia pour trois millions. En 1550, la seule ville de Bruges acheta pour trois cent cinquante mille ducats de laines d'Espagne. Seize années plus tard, elle en

acheta pour six cent mille ducats. Au rapport de Guichardin, les laines, les draps et les étoffes importés d'Angleterre s'élevaient à plus de cinq millions de ducats par an [1]. La plupart de ces articles étaient débarqués à Anvers. On disait proverbialement que cette ville faisait plus d'affaires en un mois que Venise en deux ans. « Je devins triste, dit le Vénitien Marino Cavallo, à la vue d'Anvers, car je voyais Venise surpassée. » Les Fugger et les Welser quittèrent Augsbourg pour venir s'y fixer. Les plus riches négociants de Gênes, de Lucques et de Florence y avaient des entrepôts [2]. En 1566, on y comptait mille maisons de commerce, dirigées par des étrangers de toutes les parties de l'Europe [3]. Les autres villes de la Flandre n'étaient ni moins commerçantes, ni moins industrieuses. Les draps de Lille et de Courtrai, le camelot de Valenciennes, les nappes de Douai, les tapis de Bruxelles, les toiles de Hollande rapportaient un bénéfice d'un million de ducats par an [4]. Aussi voyait-on régner partout une aisance qui contrastait avec la misère des contrées voi-

1. Voyez Ranke, p. 466.
2. Schiller, *Insurrection des Pays-Bas*.
3. Ranke, p. 464.
4. 8,260,000 francs. Voyez Cavallo, cité ap. Ranke, p. 467

sines. C'était des Pays-Bas que le roi d'Espagne tirait la plus grande partie de ses revenus. Sous le règne de Charles-Quint, l'impôt y rapportait un million deux cent cinquante mille ducats par an [1]. La Castille ne fournissait pas une somme aussi forte [2]. Charles-Quint percevait en outre une somme annuelle de cinq cent mille ducats, qui étaient absorbés par les frais de l'administration intérieure des dix-sept provinces [3]. Enfin les Pays-Bas contribuèrent, pour une large part, aux dépenses extraordinaires, nécessitées par les besoins de la guerre ou par des travaux d'utilité publique. Ces contributions s'élevaient jusqu'à quatre cent mille ducats par an [4]. En 1558, Philippe II contracta dans les provinces un emprunt de vingt-quatre tonnes d'or, et, d'accord avec les États, il établit un nouvel impôt de huit cent mille florins à percevoir pendant neuf ans [5]. La Hollande consentit, en outre, à payer une somme de trois cent mille florins pour les frais de la guerre qu'il soutenait contre la France [6], et les autres provinces con-

1. 10,325,000 francs.
2. Ranke, p. 358.
3. 4,130,000 francs.
4. 3,304,000 francs. Voyez Ranke, p. 362.
5. 5,576,000 francs. Le florin réal de Flandre vaut 6 fr. 97 centimes.
6. 2,091,000 francs.

tribuèrent en raison de leur richesse. Pendant cette seule année, Philippe II tira des Pays-Bas environ cinq millions de florins [1], somme bien supérieure à celle que lui fournit la Castille.

Or, sous le règne de Philippe II, ces provinces si florissantes ne furent plus qu'un vaste champ de carnage, et non seulement elles ne rapportèrent plus rien à l'Espagne, mais elles épuisèrent ce royaume d'argent et de soldats.

En rappelant les principaux événements de l'insurrection des Pays-Bas, nous nous proposons surtout de faire ressortir les fautes de Philippe II et les calamités qui en résultèrent pour l'Espagne.

Les dix-sept provinces des Pays-Bas n'avaient jamais formé un État homogène. Réunies peu à peu par les ducs de Bourgogne, et transmises par eux à la maison d'Autriche, elles avaient conservé leurs coutumes locales et leurs anciens priviléges. Lorsqu'elles passèrent sous la domination de Charles-Quint, elles craignirent pour leurs droits et se préparèrent à résister aux empiétements dont elles se croyaient menacées. Mais ce prince n'abusa pas de son pouvoir. Flamand de naissance, il aimait à s'entourer de Flamands et leur confiait les pre-

1 34,850,000 francs. Voir Ranke, p. 382.

mières charges de l'État. S'il persécuta les réformés d'Anvers et d'Amsterdam, s'il publia des édits rigoureux contre les partisans des doctrines nouvelles, au moins il respecta les libertés politiques des habitants des Pays-Bas. Jamais, dans ses plus grands besoins, il ne consentit à les pressurer; il les enrichit, au contraire, en protégeant leur commerce, auquel il ouvrit de nouveaux débouchés en Allemagne, en Espagne et en Italie. Tout changea sous Philippe II.

Ce prince, Castillan de cœur, voulait introduire dans toutes les provinces de son empire les lois, la langue et la religion de l'Espagne. Il essaya d'établir dans les Pays-Bas l'inquisition espagnole avec ses formes de procédure secrète et ses sanglantes exécutions. Il ajouta au mécontentement en faisant proclamer les décrets du concile de Trente, que les autres pays catholiques n'avaient admis qu'avec des restrictions. Ces premières mesures étaient dirigées contre les réformés, dont le nombre s'était prodigieusement accru, surtout dans les sept provinces bataves. En même temps il irrita le clergé, en fondant trois nouveaux archevêchés et treize évêchés, qu'il dota aux dépens des abbayes et des monastères du pays. Enfin, malgré les priviléges des

provinces, il y maintint en pleine paix des troupes espagnoles et confia presque toutes les charges publiques à des étrangers. En conférant la régence à Marguerite de Parme, Philippe II lui donna, il est vrai, des conseillers choisis en partie parmi la noblesse de Flandre; mais il restreignit l'influence de ce conseil d'État, en établissant un conseil privé qui décidait en dernier ressort et prenait l'initiative dans les mesures importantes.

Le véritable gouverneur de la Flandre fut le président de ce conseil, un étranger, le cardinal de Granvelle.

C'est ainsi que, dès l'abord, Philippe II indisposa contre lui toutes les classes de la nation. La noblesse donna le signal de la résistance. De même que, sous Charles-Quint, les Castillans s'étaient révoltés contre l'administration des Flamands, ces derniers, à leur tour, voyaient avec jalousie le pouvoir passer, sous Philippe II, entre les mains des grands de Castille. A la tête de la noblesse se trouvaient le comte d'Egmont, brillant capitaine, mais politique médiocre; le comte de Horn, allié à la famille des Montmorency et l'un des plus riches seigneurs des Pays-Bas, et Guillaume de Nassau, prince d'Orange, surnommé le Taciturne, esprit froid et réservé qui savait com-

prendre le présent et deviner l'avenir. Tous trois faisaient partie du conseil d'État, le comte d'Egmont, comme gouverneur de la Flandre et de l'Artois, le comte de Horn, comme amiral de Flandre, le prince d'Orange, comme stathouder des provinces de Hollande et de Zélande. Mécontents de la puissance de Granvelle, ils prirent la défense des libertés publiques. D'abord ils insistèrent pour que le roi retirât les troupes espagnoles. Philippe n'avait plus aucun prétexte pour prolonger leur séjour dans les Pays-Bas. Il promit de les rappeler, mais il ne tint pas sa promesse. C'était irriter les esprits déjà naturellement portés à la défiance. Les Zélandais déclarèrent qu'ils rompraient leurs digues et qu'ils laisseraient la mer engloutir le pays, plutôt que d'y souffrir ces insolents étrangers. Les autres provinces menacèrent de refuser l'impôt. Le roi céda, mais trop tard et de mauvaise grâce. Ses troupes sortirent des Pays-Bas, et avec elles disparurent les soutiens de la domination étrangère. Toutefois Philippe II persista dans son système d'oppression politique et religieuse. Granvelle exécutait avec rigueur les édits contre les réformés ; mais leur nombre était devenu si grand que les gouverneurs des provinces ne voulurent plus lui prêter leur appui. Le roi fut obligé de rap-

peler Granvelle, mais il ne changea rien aux édits. On le supplia vainement de renoncer à des rigueurs qui ne produisaient plus d'effet. Il répondit que l'indulgence donnait des forces à l'hérésie, et qu'il se garderait bien de diminuer les peines, lorsque le crime devenait plus audacieux de jour en jour. Cette réponse fut approuvée du conseil privé où régnait encore l'esprit de Granvelle; des ordres rigoureux furent envoyés dans toutes les provinces, et les gouverneurs reçurent l'ordre formel de prêter assistance aux agents de l'inquisition. Alors l'exaspération fut au comble. Les Brabançons invoquèrent leurs priviléges, et les villes de Louvain, d'Anvers et de Bruxelles protestèrent hautement contre cette odieuse politique. Les nobles profitèrent de l'irritation générale. Ils signèrent le *compromis de Breda* et présentèrent une requête à Marguerite pour obtenir la suspension provisoire des derniers édits. La gouvernante effrayée consentit à tout, mais pendant qu'elle demandait de nouvelles instructions au roi, les mécontents prenaient les armes, et la populace attroupée dans les villes de Saint-Omer, de Gand, d'Anvers, de Tournay, pénétrait dans les églises et les monastères, brisait les autels et les images et imposait l'exercice du culte réformé. En moins de cinq jours

plus de quatre cents églises furent profanées dans la Flandre et dans le Brabant. Le mouvement se propagea dans les provinces du nord, et les mêmes scènes de dévastation sacrilége se produisirent dans les villes de Leyde, d'Utrecht et d'Amsterdam.

Les nobles, restés fidèles, pour la plupart, à la religion catholique, ne s'étaient pas attendus à une explosion si violente. En provoquant un mouvement populaire, ils n'avaient eu d'autre but que d'effrayer le roi. Maintenant ils étaient dépassés et réduits à désavouer leurs sauvages alliés, ou bien à se révolter ouvertement contre l'autorité royale. Presque tous renoncèrent à la confédération qui fut bientôt dissoute. Il n'y en eut qu'un petit nombre qui prirent les armes et se joignirent aux rebelles. Les autres se rallièrent autour de Marguerite, et l'aidèrent à comprimer la révolte.

Les troubles paraissaient apaisés, et Marguerite avait recouvré son ancienne autorité. Mais Philippe II ne crut point à ce retour. Il résolut d'extirper à tout prix la religion réformée dans les Pays-Bas, et y envoya le duc d'Albe avec une armée. A l'approche de ce général, également célèbre par ses talents et par ses barbaries, la terreur fut grande

dans les provinces. Plus de cent mille Flamands s'expatrièrent et allèrent porter leur industrie à l'étranger. Le prince d'Orange se retira en Allemagne et attendit.

Le duc d'Albe fit son entrée à Bruxelles le 22 août 1567. Les habitants, renfermés dans leurs maisons, attendaient avec effroi qu'il prononçât sur leur sort. Ce fut un jour triste et lugubre. La gouvernante se hâta de résigner ses pouvoirs, et partit pour l'Italie.

La première mesure que prit le nouveau gouverneur fut l'arrestation des comtes de Horn et d'Egmont, qu'il envoya prisonniers à Gand sous une escorte de trois mille soldats. Tous ceux qui avaient pris part aux troubles, fréquenté les prêches ou contribué à l'entretien des ministres réformés, furent déclarés coupables de lèse-majesté. Il suffisait d'avoir logé des sectaires, parlé contre Granvelle, ou invoqué les priviléges des provinces, pour être suspect et traduit en justice. A ce compte, tous les habitants étaient coupables, et la nation entière était menacée d'une proscription générale. Le gouverneur devenait le maître de la vie et des biens de chacun, et ceux qui évitaient la mort ou la confiscation de leurs biens, ne devaient cette faveur qu'à sa clémence.

Le duc d'Albe établit un tribunal exceptionnel pour juger les accusés. Ce tribunal fut composé d'étrangers, au mépris des priviléges des Pays-Bas. Il était présidé par le gouverneur ou par son confident Jean de Vargas. Les Espagnols l'appelèrent le *conseil des troubles*, les Flamands le *conseil de sang*. Il justifia bientôt le nom que lui avaient donné les Flamands : dix-huit mille personnes périrent sous le glaive du bourreau, trente mille furent dépouillées de leurs biens. On accusait de préférence les plus riches , pour confisquer leur fortune. Dans une seule année, ces confiscations s'élevèrent à la somme énorme de vingt millions d'écus. Les plus illustres victimes de la tyrannie espagnole furent les comtes de Horn et d'Egmont. Condamnés à mort par le *conseil des troubles*, ils furent exécutés sur la place publique de Bruxelles, au milieu d'une foule consternée. La sentence du prince d'Orange fut prononcée le même jour, mais il s'était dérobé par la fuite au sort qui l'attendait. Bientôt il leva des troupes et envahit le Luxembourg; mais les manœuvres habiles du duc d'Albe, et la terreur qu'inspiraient les bandes espagnoles, empêchèrent ses partisans de tenter un mouvement en sa faveur. Vaincu dans deux combats, et manquant d'argent

pour solder ses troupes, il prit le parti de les licencier et de renoncer à la guerre civile.

Le duc d'Albe revint en triomphe à Bruxelles, et se fit ériger lui-même une statue de bronze avec le canon enlevé à l'ennemi. Dans une attitude menaçante, il foulait à ses pieds un monstre, emblème de la révolte, et deux figures abattues qui représentaient le peuple et la noblesse. Ce monument d'orgueil et d'insolence fut élevé sur la place publique d'Anvers. Les insurgés pris les armes à la main furent condamnés à mort. On traîna devant le *conseil des troubles* tous ceux qui avaient fait des vœux pour leur triomphe. Il fut décrété que quiconque entretiendrait des relations avec les émigrés serait passible des mêmes peines que les rebelles eux-mêmes.

Toute résistance avait cessé. Les adversaires de Philippe II étaient exilés ou réduits au silence. Ce fut alors que commencèrent les embarras sérieux. Il fallait pourvoir à la solde des troupes victorieuses, et l'argent manquait. Depuis le commencement des troubles, Philippe II n'avait plus rien retiré des Pays-Bas ; souvent même il avait envoyé de l'argent à Marguerite. L'expédition du duc d'Albe avait entraîné de nombreuses dépenses, et l'argent qui provenait des confiscations avait été dissipé par les créatures du

gouverneur, ou employé à construire les citadelles qui s'élevèrent dans les principales villes des Pays-Bas. En 1569, une somme de quatre cent mille écus fut envoyée en Flandre, pour subvenir aux besoins les plus pressants de l'armée. Les vaisseaux chargés du transport ayant été forcés de relâcher dans le port de Plymouth, la reine Élisabeth fit saisir l'argent, quoiqu'elle ne fût pas en guerre avec l'Espagne. Le duc d'Albe ne sachant plus comment pourvoir à l'entretien des troupes, eut recours à l'impôt; il établit l'alcavala en Flandre : c'était un droit de dix pour cent perçu en Espagne sur toutes les marchandises, au moment de la vente. Nous montrerons plus tard que cet impôt fut une des causes de la décadence de l'industrie espagnole; il ne pouvait manquer de ruiner un pays manufacturier comme la Flandre. En effet, dans bien des cas, cet impôt égalait et même surpassait la valeur réelle des marchandises. L'industrie des laines peut nous en fournir un exemple. Les laines brutes étaient achetées par les manufacturiers de Gand, de Bruges et d'Anvers, puis elles passaient entre les mains d'un grand nombre d'ouvriers, pour être filées, tissues, converties en draps et teintes de diverses couleurs; ensuite on les vendait

au marchand en gros qui les revendait au petit commerçant, et ce dernier les livrait à son tour aux particuliers. Perçue à chacune de ces ventes successives, la taxe absorbait les sept dixièmes de la valeur du drap manufacturé.

Les députés des États représentèrent au gouverneur que le nouvel impôt serait la ruine des Pays-Bas. Le duc d'Albe fut inflexible : « Le roi, répondit-il, doit beaucoup d'argent à ses soldats; des forteresses s'élèvent par mes ordres pour maintenir les provinces dans l'obéissance; il me faut donc de l'argent, il m'en faut à l'instant, et les taxes nouvelles me paraissent le plus sûr moyen pour me procurer les sommes nécessaires. » Le fatal édit fut publié (1571). Aussitôt les magasins et les manufactures se fermèrent à Bruxelles; le marché resta désert; on ne pouvait acheter ni aliments ni boissons. Toute la ville était remplie de consternation. Le duc d'Albe, irrité de cette résistance, donna l'ordre de pendre dix-sept des principaux marchands. Déjà les rues se remplissaient de soldats en armes, les gibets étaient dressés et les bourreaux prêts à saisir leurs victimes, lorsqu'un courrier vint apporter la nouvelle que les partisans du prince d'Orange s'étaient emparés de la ville de Briel dans l'île de Woorn (1572).

Le duc d'Albe fut frappé de cette nouvelle comme d'un coup de foudre. Il révoqua ses ordres et suspendit la levée de l'impôt. Mais il était trop tard. L'heureux coup de main tenté par les exilés fonda la république des Provinces-Unies. Toutes les villes de la Zélande, excepté Middelbourg, ouvrirent leurs portes aux insurgés. Le mouvement se propagea, et une assemblée des États, tenue à Dordrecht, proclama le prince d'Orange stathouder des provinces de Hollande, de Zélande, de Frise et d'Utrecht.

Alors commença un combat inégal qui dura quatre-vingts ans. Un peuple de manufacturiers et de marchands, occupant une petite étendue de terrain arraché à la mer, osa lutter contre le souverain le plus puissant de l'Europe, contre un prince qui disposait des richesses du Nouveau Monde et d'armées nombreuses, aguerries et conduites par des généraux non moins habiles qu'intrépides. Mais les insurgés étaient animés de l'enthousiasme que donne la persécution, et ils avaient pour eux la mer et les secours des réformés de France, d'Allemagne et d'Angleterre. Dès le commencement de la guerre, ils furent assez forts pour bloquer les ports des Pays-Bas. Le duc de Médina Cœli, qui vint les combattre avec une flotte de cinquante vaisseaux, fut surpris de leur nombre et

de leur audace. Attaqué à l'improviste, il perdit vingt-cinq vaisseaux, et le reste de la flotte eut de la peine à se réfugier dans le port de Middelbourg. Cette prise fut évaluée à cinquante mille florins [1]. Vingt vaisseaux chargés d'artillerie et de munitions de guerre, que le duc d'Albe envoyait à Middelbourg, furent capturés également par les insurgés et conduits en triomphe à Flessingue. Les Espagnols se vengèrent de ces revers par les massacres de Naerden et de Harlem. Ce furent les derniers exploits du duc d'Albe. Rappelé par le roi, il remit le gouvernement aux mains de Requesens (1573).

Le nouveau gouverneur entreprit de secourir Middelbourg. Cette ville était investie depuis deux ans par les insurgés, qui la regardaient comme la clef de la Zélande. Requesens envoya trente navires au secours des assiégés, sous les ordres de Romero et de Sanche d'Avila. Cette flotte fut détruite par les Zélandais après un combat opiniâtre, et Middelbourg se rendit au prince d'Orange (1574). La victoire de Mooker, remportée par d'Avila sur le comte Louis de Nassau, ne répara pas cet échec. Les soldats, qui n'avaient pas reçu de paye depuis trois ans, se révoltèrent le lendemain du combat, et ayant choisi

1. 3,485,000 francs.

des officiers pour les conduire, ils marchèrent sur Anvers au nombre de trois mille. Ce fut en vain que Requesens s'efforça de les rappeler à l'obéissance. Un prêtre espagnol entreprit de les fléchir par ses discours; les soldats le forcèrent au silence par le roulement des tambours. Maîtres d'Anvers, ils contraignirent les bourgeois à fournir les sommes qu'on leur devait, et Requesens fut obligé de leur accorder, au nom du roi, une entière amnistie [1].

Le premier résultat de la sédition avait été d'enlever aux Espagnols tous les fruits de la victoire de Mooker. Un second résultat, plus désastreux encore, fut la perte de la flotte que Requesens avait équipée dans le port d'Anvers pour agir contre la Zélande. A l'approche des soldats mutinés, le commandant l'avait conduite à quelque distance du port pour l'empêcher de tomber entre leurs mains. Les Zélandais, instruits du danger qu'elle courait, l'attaquèrent à l'improviste et s'emparèrent de quarante vaisseaux. Une escadre, équipée dans les ports de l'Espagne, devait se joindre à celle d'Anvers. Elle était trop faible pour agir seule contre la Zélande. L'expédition fut ajournée, bientôt même on n'en parla

1. *Histoire générale de la Belgique*, par Dewez, t. V, p. 5.

plus, et aucun gouverneur ne tenta plus depuis une entreprise sérieuse contre cette province qui était le principal foyer de l'insurrection.

Ces mouvements séditieux, qui avaient des conséquences si fatales, se renouvelèrent quatre fois dans l'espace de trois ans. Les soldats regardaient la révolte comme le moyen le plus court pour se procurer de l'argent. Ils patientaient quelque temps, dans l'espérance de piller quelque ville des Pays-Bas. Mais quand leur attente était trompée, ils recouraient à la révolte. La cavalerie et l'infanterie se réunissaient en un seul corps, qui s'appelait l'escadron des *mécontents*. Après la déposition du général et des officiers, les soldats choisissaient un nouveau chef qu'ils appelaient l'*élu*. L'autorité résidait dans l'escadron, qui choisissait, pour aider l'*élu*, les plus intelligents des soldats, avec le titre de *conseillers*. Un officier, qu'on appelait le *sergent-major*, dirigeait l'infanterie, et la cavalerie recevait pour commandant un autre officier qui prenait le titre de *gouverneur*. Tous ces grades étaient conférés par l'élection, et l'on n'adoptait aucune résolution qui n'eût été sanctionnée par la pluralité des suffrages. Les propositions étaient examinées d'abord dans le conseil de l'*élu*, puis soumises aux délibérations de l'escadron.

Les *mécontents* commençaient toujours par s'emparer de quelque ville ou de quelque château-fort où ils pussent se retrancher. *L'élu* était logé sur la principale place et gardé à vue par une sentinelle. Lorsqu'il s'agissait de prendre une résolution, l'escadron s'assemblait sous ses fenêtres pour délibérer. Tel était l'accord des soldats, que l'on tenta presque toujours en vain de réprimer ces rassemblements séditieux. Le plus souvent, l'autorité cédait, et les habitants payaient les frais de la réconciliation [1].

C'était le défaut de paye qui rendait ces séditions si fréquentes et si dangereuses. Le roi d'Espagne, épuisé par la guerre contre les Turcs et les Maures des Alpujarras, ne pouvait fournir de l'argent à Requesens. Pour établir un nouvel impôt, il eût fallu vaincre la résistance des États assemblés à Bruxelles. En 1576, les soldats, poussés à bout, recoururent à leur moyen ordinaire. Ils pillèrent les habitants des provinces qu'ils étaient chargés de défendre. Les choses en vinrent au point que le gouverneur rendit un édit pour autoriser les Flamands à repousser la force par la force. Ainsi les lois étaient sans vigueur, et l'anarchie régnait dans

1. Voyez Dewez, *Histoire générale de la Belgique*, t V, p. 4.

les provinces qui tenaient encore pour l'Espagne. Requesens ne pouvait remédier au mal; il prit les affaires en dégoût, sa santé s'altéra, et bientôt le chagrin le conduisit au tombeau (1576).

Après sa mort, le désordre fut porté à son comble. Les soldats, ne recevant plus de paye, abandonnèrent les provinces maritimes et toutes les villes qu'ils avaient reprises sur les insurgés, et ayant choisi leur *élu*, ils se dirigèrent vers le Brabant, dans l'espérance de surprendre Bruxelles ou Malines. Mais les habitants étaient sur leurs gardes, et les *mécontents* furent forcés de se replier sur la Flandre, où ils s'emparèrent d'Alost. Cette ville, située dans une plaine riche et fertile, à distance égale de Gand, d'Anvers et de Bruxelles, convenait merveilleusement à leurs projets de pillage. A peine la nouvelle se fut-elle répandue que des régiments entiers se joignirent aux *mécontents*.

Dès lors ils agirent en maîtres. Les États réunis à Bruxelles osèrent les déclarer rebelles; mais les villes d'Anvers, de Gand, de Valenciennes et d'Utrecht étaient occupées par des troupes espagnoles, et l'on craignait qu'elles ne fissent cause commune avec les insurgés. Il fallut réunir les régiments wallons et allemands pour composer une armée sur la-

quelle on pût compter. Alors on vit la guerre civile éclater au sein même des provinces restées fidèles à l'Espagne. La ville de Maëstricht, tombée au pouvoir des *mécontents*, fut saccagée. Puis vint ensuite le tour d'Anvers. Les révoltés s'en rendirent maîtres après un combat opiniâtre. Pendant trois jours et trois nuits, on ne vit partout que meurtre et pillage. Ces riches magasins, où se trouvaient réunis les produits les plus précieux des quatre parties du monde, devinrent la proie d'une soldatesque effrénée. Les bourgeois, soupçonnés d'avoir caché leur or, étaient soumis aux plus affreuses tortures. Il y en eut plus de sept mille qui périrent dans cette catastrophe. Le butin fut immense. Il s'élevait à la somme de huit millions de florins en argent monnayé, sans compter ce que les soldats emportèrent d'or et d'argent en lingots ou en vaisselle. Mais la perte des vaincus fut plus grande encore que le gain des vainqueurs. D'immenses valeurs furent détruites dans l'incendie des maisons et des édifices publics. Ce fut une calamité pour l'Europe entière.

Le sac d'Anvers détermina les États à se jeter dans les bras du prince d'Orange. Un traité d'alliance fut conclu entre les provinces du nord et du midi. Ce traité, connu sous le nom de *pacification de Gand*,

portait que les confédérés se secourraient mutuellement pour chasser les Espagnols des Pays-Bas. Telle était la situation des provinces lorsque don Juan d'Autriche fut désigné pour succéder à Requesens (1577).

Le nouveau gouverneur avait reçu pour mission de rattacher à tout prix les provinces catholiques à l'Espagne. Il ratifia la *pacification de Gand* et prit l'engagement de faire sortir des Pays-Bas toutes les troupes étrangères. Mais il se vit bientôt forcé de les rappeler pour faire respecter son autorité. Ce prince, qu'on célébrait comme le héros de la chrétienté, fut inférieur à lui-même dans les Pays-Bas. Il ne put rétablir nulle part la domination de Philippe II et mourut de douleur comme Requesens (1578).

Cependant le prince d'Orange avait été reçu à Bruxelles et proclamé gouverneur de la Flandre et du Brabant. Mais la ligue entre les Belges et les Bataves ne pouvait durer; il y avait entre les deux peuples opposition de caractère, de langue et de religion. Aussi ne tardèrent-ils pas à se séparer, et tandis que Guillaume rendait l'union plus solide en la réduisant aux provinces maritimes et protestantes, les provinces méridionales et catholiques essayèrent de se constituer en royaume indépendant.

Elles placèrent d'abord à leur tête l'archiduc d'Autriche, Mathias, frère de l'empereur Rodolphe II; puis, ayant reconnu son incapacité, elles se donnèrent au duc d'Anjou, frère de Henri III. Ce prince accepta, et, dès son arrivée en Flandre, il se signala par la prise de Câteau-Cambrésis et par une victoire remportée sur les Espagnols près de Cambrai. Puis il se rendit à Anvers, où il prit possession de ses nouveaux États et jura de respecter leurs priviléges. Mais ayant essayé de s'emparer des principales forteresses pour régner en tyran sur un peuple libre, il mécontenta les Belges, qui cessèrent de le soutenir contre les Espagnols. Ceux-là même qui l'avaient appelé l'abandonnèrent et il fut obligé de retourner en France (1584).

Le prince de Parme, qui avait succédé à don Juan d'Autriche, fit triompher les armes de Philippe II dans les provinces méridionales. La prise de Maëstricht et d'Anvers, et la soumission de Bruxelles, de Gand, de Malines et de Nimègue, les firent rentrer successivement sous la domination du roi d'Espagne, mais elles présentaient le plus douloureux spectacle. Les principales villes de la Flandre et du Brabant étaient dépeuplées. La population d'Anvers, qui s'élevait naguère à cent quatre-vingt mille habitants,

était diminuée de moitié. Les classes riches avaient abandonné cette malheureuse ville pour aller s'établir à Amsterdam. Ces beaux villages de la Flandre, où l'on comptait autrefois deux à trois mille maisons, étaient presque déserts. De vastes étendues de terrain ne nourrissaient plus personne. En beaucoup d'endroits on ne distinguait plus ni champs, ni bois, ni fossés, ni grands chemins : tout était couvert d'arbres, de buissons et d'herbes sauvages. La cherté des vivres était si grande, que des personnes qui naguère vivaient dans l'opulence étaient réduites à se déguiser le soir pour aller mendier dans les rues de Bruxelles, de Gand, de Bruges et d'Anvers [1].

Les provinces bataves, au contraire, devenaient plus florissantes d'année en année. En 1573, elles avaient renouvelé solennellement leur union à Utrecht. Désespérant de les réduire par les armes, Philippe II eut recours à l'assassinat. Il mit à prix la tête du prince d'Orange. Les sept provinces répondirent à cet acte de proscription sauvage par la proclamation de leur indépendance (1581). Trois ans après, le prince d'Orange périt assassiné par le Franc-Comtois Balthasar Gérard. Mais la ré-

1. Dewez, *Histoire générale de la Belgique*, t. V, p. 129.

publique qu'il avait fondée ne périt point avec lui. Les talents et l'habileté du prince de Parme échouèrent contre la résistance calme, mais invincible des provinces bataves [1]. La politique imprudente de Philippe II, qui voulait conquérir l'Angleterre et la France, lorsqu'il n'avait pas assez de toutes ses forces pour réduire la république de Hollande, fut cause en partie de ce résultat. Elisabeth fournit aux insurgés des vaisseaux et des soldats, et contribua puissamment à consolider leur indépendance. En même temps, le prince de Parme était forcé d'employer la meilleure partie de ses forces en France. Pendant qu'il secourait Paris et Rouen, les provinces bataves eurent le temps de respirer et même de prendre l'offensive. Dans ces circonstances, la mort de ce chef habile fut un nouveau malheur pour l'Espagne (1592). Philippe II n'eut plus de général digne de lutter contre le prince Maurice que les provinces avaient mis à leur tête, après l'assassinat de son père. Son trésor était plus épuisé que jamais. Les capitalistes de Gênes ne voulaient plus lui faire des avances. Cette belle armée, que le prince de Parme

1. Voyez Diego Ibarra, *Histoire de la guerre des Pays-Bas de* 1588 *à* 1599. Barcelonne, 1627, in-4°. Cet ouvrage, aujourd'hui fort rare, se trouve à la Bibliothèque de l'Arsenal.

avait conduite en France, ne recevant plus de solde, les soldats abandonnèrent leurs drapeaux en rentrant en Flandre ; et ayant, suivant leur coutume, élu de nouveaux officiers et un nouveau général, ils renouvelèrent les scènes de meurtre et de pillage qui avaient signalé le gouvernement de Requesens. Aussi l'émigration recommença-t-elle vers les provinces du nord qui s'enrichirent de nouveau des malheurs de la Belgique.

L'archiduc Ernest d'Autriche, qui succéda au prince de Parme, réussit avec peine à rappeler sous ses drapeaux les troupes espagnoles et wallonnes ; mais les régiments italiens persistèrent dans leur révolte, et, s'étant emparés de Sichen, ils se répandirent dans tout le Brabant, et poussèrent leurs courses jusqu'aux portes de Bruxelles. Il fallut envoyer le reste de l'armée pour les réduire. Craignant de succomber, ils se retirèrent sous les murs de Breda et de Gertruidemberg où les Hollandais leur fournirent des vivres, dans l'espérance de prolonger une révolte si utile à leurs intérêts ; mais le prince Maurice refusa de les engager au service de la république. Ils finirent par traiter avec l'archiduc, qui les reprit à sa solde et leur ordonna de se rendre à Tirlemont. Mais ils y restèrent dans l'inaction pendant

toute une année, parce qu'on ne pouvait leur payer les arrérages dus par le roi d'Espagne.

Le prince Ernest mourut en 1594; son frère Albert lui succéda. En arrivant à Bruxelles, il reçut de Philippe II une somme de quinze cent mille écus[1] et plusieurs régiments de vieilles troupes tirés d'Espagne et d'Italie. Mais ces nouveaux efforts ne furent pas plus heureux que les précédents. Pendant quatre ans, le gouverneur soutint avec plus d'habileté que de succès une lutte inégale. Forcé d'employer la plus grande partie de son armée contre Henri IV, qui venait de déclarer la guerre à l'Espagne et de s'allier avec la république de Hollande, il ne put empêcher les progrès des confédérés. Pendant qu'il dégarnissait le Brabant et la Flandre pour marcher au secours d'Amiens, dont les Espagnols s'étaient emparés par surprise, le prince Maurice lui enlevait les places de Meurs, de Groll et de Brevort (1597). Le traité de Vervins, qui fut signé l'année suivante, rétablit la paix entre la France et l'Espagne (1598). Mais la Hollande était désormais en état de se soutenir par ses propres forces. Peu de temps avant sa mort, Philippe II sembla lui-même reconnaître son impuissance, en donnant les Pays-Bas pour dot à sa

1. 15,690,000 fr. Valeur relative : 15,690,000 $\times$ 2 = 31,380,000 fr.

fille Isabelle-Claire-Eugénie, qui épousa l'archiduc Albert. Toutefois, la guerre continua sous Philippe III et Philippe IV, et elle ne se termina entièrement qu'au traité de Westphalie, après avoir coûté à l'Espagne dix-huit cent soixante-treize millions de livres sortis de son royaume, et absorbé en outre tous les revenus du pays [1]. Le duc de Lerme disait souvent que, sans cette effroyable dépense, il aurait pavé Madrid de pistoles [2].

POLITIQUE INTÉRIEURE DE PHILIPPE II.

Philippe II, nous l'avons vu, ne se contenta pas de conserver intact l'héritage que lui avaient transmis ses ancêtres ; il s'efforça de l'agrandir par de nouvelles conquêtes. L'Espagne formait comme la base de sa puissance. Il comprit que, pour reculer les limites de ses États, il fallait qu'il rendît cette base inébranlable ; que, pour dominer au dehors, il fallait qu'il dominât à l'intérieur, et que son pouvoir n'y rencontrât aucun obstacle.

1. Mémoires de Gourville, p. 415.
2. Dépêche de l'archevêque d'Embrun, du 16 juin 1667. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, t. II, p. 134.

Or, l'Espagne était bien loin de cette unité nécessaire à l'accomplissement des desseins de Philippe II. Pour avoir une idée nette de l'état de la Péninsule à l'avénement de ce prince, nous devons remonter un instant aux règnes de Ferdinand le Catholique et de Charles-Quint.

Par suite d'un concours de circonstances qui multiplia les successions féminines et qui accumula les conquêtes dans un espace de temps assez court, l'Espagne ne parvint pas assez lentement à sa grandeur [1]. L'unité territoriale était certes un résultat immense, et personne n'eût osé l'espérer au milieu des déchirements du XIII[e] et du XIV[e] siècle. Mais elle s'était accomplie trop vite pour permettre au sentiment national de se former, et si les hommes vivaient réunis sous l'autorité du même prince, les esprits étaient divisés comme au moyen âge. L'unité de l'Espagne à la fin du XV[e] et au commencement du XVI[e] siècle était tout extérieure, toute matérielle, et sous cette apparence d'ordre et d'uniformité, se cachaient mal les dissentiments profonds que le temps n'avait pu effacer. En effet, si nous examinons de près l'état de ce pays sous les règnes de Ferdinand le Catholique, de

1. Voyez Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*. Introduction, p. 14.

Charles-Quint et de Philippe II, nous trouvons qu'il n'y avait pas même, à proprement parler, de royaume d'Espagne. Les diverses provinces avaient conservé avec le titre de royaumes, de comtés, de seigneuries, leurs lois et leurs constitutions distinctes. Chacune avait, comme au temps de son indépendance, ses priviléges spéciaux ; ceux de l'Aragon différaient de ceux de la Castille, ceux de la Castille de ceux de la Catalogne, de la Navarre, de l'Alava, de la Biscaye et du Guipuscoa, dont les priviléges ne se ressemblaient pas entre eux.

CASTILLE.

Dans le royaume de Castille et dans les provinces qui en étaient des dépendances, le pouvoir royal était plus fort et plus respecté que dans les autres États dont se composait la monarchie espagnole. Toutefois, bien des obstacles s'opposaient encore à l'action régulière du gouvernement. Durant la longue lutte contre les Maures, toutes les classes qui formaient la société du moyen âge s'étaient réunies contre l'ennemi commun ; toutes avaient pris part à la délivrance de la patrie. Le clergé, la noblesse et les villes avaient rivalisé d'efforts et obtenu en retour une indépendance presque complète. A la fin

du xv[e] siècle, les archevêques de Tolède, de Séville et de Cordoue égalaient en pouvoir et en richesses les anciens archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne. Les grands entretenaient dans leurs châteaux des milliers de gentilshommes pauvres pour la plupart, mais braves, dévoués et prêts à défendre leurs suzerains envers et contre tous. Les ordres militaires, qui avaient jeté tant d'éclat sur la noblesse, existaient encore, et les grands-maîtres de Saint-Jacques, de Calatrava, de Monteza et d'Alcantara étaient autant de souverains à peu près indépendants du monarque auquel ils semblaient obéir. Enfin les villes possédaient de nombreuses immunités. Elles avaient offert pendant longtemps un asile aux populations, lorsque les châteaux des nobles n'étaient pas assez forts pour résister aux attaques régulières d'une armée disciplinée. En récompense de leurs services, les rois leur avaient concédé de grands priviléges. Au commencement du xvi[e] siècle, elles envoyaient encore des députés ou *procuradores* à l'assemblée des cortès. Élus librement par leurs concitoyens, les députés n'avaient pas, il est vrai, d'initiative en matière de législation, mais ils avaient le droit d'exiger le redressement de leurs griefs et de ne voter l'impôt qu'après avoir obtenu satisfaction. La

plupart des villes de la Castille avaient en outre des institutions municipales qui garantissaient leurs franchises, mais qui opposaient aussi de grands obstacles à l'exercice du pouvoir royal. En effet, le roi ne pouvait pas intervenir dans le choix des membres qui composaient les *ayuntamientos*, ou *cabildos*, ou *camaras*, des principales communes de la Castille [1]. Les magistrats de Médina del Campo ne devaient leur autorité qu'aux suffrages de leurs concitoyens. Les élections étaient quelquefois fort orageuses. Le roi confirmait les candidats élus, mais il n'avait pas le droit d'en nommer un seul lui-même. Les *chapitres* ou *cabildos* [2] de Séville, de Grenade et de Cordoue étaient composés chacun de vingt-quatre gentilshommes chargés de l'administration locale et assistés d'un *alguazil mayor*; leurs fonctions étaient héréditaires. Le titulaire pouvait tout au plus vendre sa charge à quelque membre de sa famille. Lorsque le pouvoir central était fort et respecté, les *chapitres* et les *ayuntamientos* se renfermaient dans le cercle de leurs attributions; mais, lorsque l'autorité royale était faible, ils outrepassaient souvent leurs pouvoirs

1. Voyez Melo, liv. III, chap. XIII.
2. *Cabildo*, en algunos pueblos el ayuntamiento. Définition du dictionnaire de l'Académie de Madrid.

mal définis. Au lieu d'administrer ils voulaient gouverner, et ils empiétaient alors sur la prérogative du prince[1].

Le royaume de Castille comprenait la Vieille Castille, la Nouvelle Castille ou royaume de Tolède, le royaume de Léon, la Galice, les Asturies, les royaumes de Cordoue, de Murcie et de Grenade. Le clergé, la noblesse et les villes de ces provinces avaient conservé de nombreuses immunités; mais au moins elles étaient placées sous l'autorité directe du monarque, tandis que l'Aragon, la Navarre, la Catalogne et le royaume de Valence étaient gouvernés par des vice-rois. Dans le royaume de Castille, et dans les autres provinces qui formaient le noyau de la monarchie espagnole, c'était le roi qui nommait à toutes les fonctions judiciaires. Il envoyait dans les villes, les bourgades et les villages ses *corrégidors*, ses *tenientes*, ses *alcaldes del civil* et ses *alcaldes del crimen*. Les décisions de ces juges pouvaient être infirmées par les cours ou *audiences* qui siégeaient à Valladolid, à Grenade, à Cordoue, à Séville.

1. Discours général de l'état de l'Espagne et de tout ce qui s'est trouvé de remarquable dans ce royaume, lors de l'ambassade de M. le maréchal de Grammont en 1659; par M. François Bertaut, conseiller au parlement de Paris. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi. Supplément français, n° 307, fol. 61-69.

Chaque audience se composait d'un président et de seize auditeurs (*oydores*) nommés par le roi, et dont les fonctions n'étaient pas inamovibles [1]. De toutes ces juridictions locales on pouvait en appeler au *conseil* ou *cour suprême de justice*, qui jugeait sous la présidence du monarque, et dont les décisions étaient souveraines [2].

Lorsque Philippe II eut établi sa résidence à Madrid, cette ville devint le centre du gouvernement de la Castille et de tous les États réunis à ce royaume. Ce fut de là que ce prince administra la monarchie espagnole avec l'assistance de ses *conseils*. Le *conseil d'État*, dans lequel Charles-Quint appelait des représentants de toutes les parties de son vaste empire, fut transformé par son successeur en un conseil complétement castillan. Aussi ne l'appelait-on plus que le *conseil de Castille*. Il prenait l'initiative de toutes les grandes mesures qui concernaient les intérêts généraux de la monarchie. Les *conseils d'Aragon*, *d'Italie* et *des Pays-Bas*, organisés par Philippe II, et celui *des Indes*, institué par son père, se renfermaient dans les limites de leurs départements. Toutefois, les présidents de ces conseils étaient appelés

1. Nueva Recopilacion, libro segundo, titulo V, ley 2 et 3.
2. Voyez le Mémoire déjà cité de M. François Bertaut, fol. 69-75.

quelquefois à prendre part aux délibérations du *conseil d'État.* Ils correspondaient avec les vice-rois d'Aragon, de Catalogne, de Valence, de Naples, de Sicile, du Mexique et du Pérou, et avec les gouverneurs du Milanais, des Pays-Bas et de la Franche-Comté. Il y avait enfin des *conseils spéciaux* fondés par Charles-Quint et maintenus par son successeur, pour l'administration de la *justice* et des *finances*, pour l'*inquisition* et pour les *ordres de Saint-Jacques*, de *Calatrava* et d'*Alcantara.*

Tous ces conseils siégeaient à Madrid dans le palais du monarque, qui pouvait tout entendre sans être aperçu[1]. Philippe II n'assistait pas lui-même à leurs délibérations; il pensait qu'en son absence les opinions se produiraient avec plus de franchise[2]; mais, tous les vendredis, il se faisait présenter une *consulta*, ou compte-rendu des travaux de la semaine, et des rapports secrets l'instruisaient en outre des moindres détails de chaque discussion. Il présidait ensuite lui-même les divers conseils, et,

1. « Ordenamos y mandamos que la casa y camara donde el nuestro consejo oviere de estar, que sea siempre en el nuestro palacio donde nos possaremos. » *Nueva Recopilacion*, libro segundo, titulo IV, ley 2.

2. « Je n'assiste pas au conseil, disait Philippe II, afin que les passions de ceux qui le composent puissent se manifester plus à l'aise; il me suffit d'avoir un fidèle rapport de tout ce qui s'y est passé. » Cartas de Antonio Perez. Apud Ranke, p. 171.

dans les séances solennelles que l'on appelait les *consultantes*, il prononçait en dernier ressort et faisait expédier ses décisions aux vice-rois et aux gouverneurs [1]. Sous le règne de Philippe III se forma la *consulta* du roi, conseil secret, composé le plus souvent du confesseur et de quelques favoris, qui dirigeaient la volonté du monarque et qui lui faisaient adopter ou rejeter les propositions des autres conseils. Le duc de Lerme, le comte duc d'Olivarès et le Père Nithard firent longtemps partie de ce conseil secret, avant de s'élever, par la faveur du monarque, au rang de premiers ministres.

ARAGON.

L'Aragon se gouvernait comme un État indépendant. La souveraineté nationale se manifestait à chaque vacance du trône. En effet, l'héritier légitime de la couronne de Castille ne prenait le titre de roi d'Aragon qu'après avoir solennellement juré de maintenir les fueros de ce royaume [2]. En attendant, il gouvernait comme seigneur naturel.

L'autorité royale n'était représentée dans l'Aragon que par des délégués choisis parmi les nationaux.

1. Voyez le Mémoire de M. François Bertaut, fol. 79-80.
2. Anciennement le roi prêtait ce serment, la tête nue, aux pieds du

Le pouvoir était aux mains des cortès, qui se composaient des députés du clergé, de la haute noblesse, des *ricos hombres* et des villes. Elles décidaient souverainement de la paix, de la guerre et des impôts. Le roi les convoquait tous les deux ans, et l'usage était qu'il présidât lui-même la séance d'ouverture ou qu'il fût représenté par un prince de sa famille. La session durait quarante jours. Le roi ne pouvait ni proroger ni dissoudre l'assemblée, sans qu'elle y consentît, et il suffisait de l'opposition d'un seul membre pour qu'elle rejetât ses propositions. Les Aragonais, en consentant à leur réunion à la couronne de Castille, s'étaient efforcés surtout de maintenir la justice indépendante du pouvoir central. Les tribunaux du roi étaient subordonnés au *Justiza mayor*, ou grand justicier du royaume, qui devait protéger les intérêts du peuple et veiller au maintien de ses droits. Tout Aragonais qui se croyait injustement condamné pouvait en appeler à ce magistrat suprême. Il suffisait qu'il prononçât la formule d'usage : *Avi fuerza* [1], et le grand justicier envoyait l'ordre de surseoir à l'exécution de l'arrêt pour ré-

justiza mayor, qui tenait une épée dirigée vers sa poitrine. Mais cette coutume n'existait plus au XVI[e] siècle. Elle avait été abolie par le roi Pierre I[er].

1. Je réclame contre la violation de la loi.

viser la procédure. S'il la trouvait contraire aux priviléges du royaume, il l'annulait et relevait le prisonnier de sa condamnation. Quelquefois il lui assignait pour prison la ville entière de Saragosse. L'accusé s'engageait alors par serment à se présenter devant le tribunal de son nouveau juge au jour marqué pour le jugement. C'était le roi qui nommait ce magistrat, gardien des lois de l'Aragon, mais la nomination était irrévocable. Le grand justicier n'était responsable de ses actes qu'envers les cortès, qui seules avaient le droit de le suspendre de ses fonctions. L'ensemble de ces fueros était garanti par une loi spéciale, qui défendait à tout soldat étranger, c'est-à-dire à tout soldat castillan, de mettre le pied sur le sol aragonais.

CATALOGNE.

Les Catalans avaient conservé, comme les Aragonais, leurs anciennes libertés, que la tradition faisait remonter jusqu'aux règnes de Charles le Chauve et de Louis le Débonnaire[1]. Ils fixaient eux-mêmes les impôts qu'ils devaient payer, et se gouvernaient par leurs propres lois. Tous leurs magistrats étaient

1. Voyez le Discours sur les libertés des Catalans, dédié au cardinal Mazarin, par Charpy. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi, nº 9484.

Catalans de naissance; seuls ils nommaient aux emplois publics. En temps de guerre, la principauté de Catalogne déterminait elle-même le contingent de troupes qu'elle voulait fournir [1]. L'autorité du roi d'Espagne sur ce pays n'était fondée que sur son titre de comte de Barcelonne. Son représentant, qui résidait dans cette ville et qui portait le titre de vice-roi, n'exerçait aucun pouvoir réel. Le gouvernement de la province était entre les mains de la *députation générale* qui siégeait à Barcelonne et qui était renouvelée tous les ans par voie d'élection [2]. Elle se composait de trois *députés* qui représentaient, dit Melo, l'*état ecclésiastique*, l'*état militaire* et l'*état royal* (*estado real*), c'est-à-dire le clergé, la noblesse et le peuple. Le mode d'élection était fort bizarre. Les trois ordres se réunissaient le jour de la Saint-André pour donner leurs suffrages. On commençait par tirer au sort un certain nombre de membres, ensuite on procédait par voie d'élimination, et les derniers restants désignaient celui qui devait les représenter tous [3]. La *députation générale* était assistée

1. Voyez Sabau, *passim*.

2. Es entre los Catalanes diputacion general el supremo magistrado, que representa la union y libertad publica, como ya entre los Romanos sus consules antes del imperio. Melo, liv. III, chap. XIII.

3. Melo, liv. III, chap. XIII.

de trois jurisconsultes choisis dans les trois ordres, mais qui n'étaient pas soumis tous les ans à la réélection. Elle correspondait avec les magistrats municipaux de Barcelonne, que l'on nommait les *cinq conseillers*, et avec les magistrats municipaux des autres villes de la principauté qui portaient les titres de *consuls*, de *procuradores* ou de *jurados* [1].

L'autorité de la *Générale* [2] s'étendait sur toute la principauté de Catalogne et sur les comtés de Roussillon et de Cerdagne [3].

VALENCE.

Dans le royaume de Valence, dans la Sardaigne et les îles Baléares, l'autorité royale ne rencontrait d'autres obstacles que les juridictions locales des nobles et les franchises municipales de quelques

1. *Ibid.*, liv. III, chap. XIV et XV.

2. C'est le nom sous lequel la députation générale est désignée dans les livres espagnols et catalans.

3. Voyez les nombreux ouvrages publiés à Barcelonne au XVI[e] et au XVII[e] siècle sur les priviléges de la principauté de Catalogne et des comtés de Roussillon et de Cerdagne. Voici les titres de quelques-uns de ces ouvrages, qui sont écrits presque tous en langue catalane :

Capitols dels drets y altres coses del General del Principal de Catalunya y Comptats del Roselló y Cerdanya fets en corts generals del any 1481 *fins al any* 1564 *inclusive y dels drets que per prática y altrament se paguen*. 1 vol. in-8°. Barcelona, Gabriel Nogués, 1635.

Capitols Resultant de las sentencies fetes per los Molt Ilustres Visitadors del General de Catalunya acerca del carrech dels Oficials

villes. Ces provinces formaient autant d'annexes du royaume d'Aragon. Elles étaient gouvernées par des vice-rois, qui réunissaient l'autorité civile et l'autorité militaire, et qui résidaient dans les villes de Valence, de Cagliari et de Palma. Ils relevaient du conseil d'Aragon qui siégeait à Madrid. Leurs charges étaient conférées pour trois ans. Mais, le plus souvent, le roi les maintenait plus longtemps dans leurs fonctions.

NAVARRE.

Les fueros de la Navarre avaient été solennellement reconnus, en 1090, par Sanche Ramirez, roi de Navarre et d'Aragon. Tous les successeurs de ce prince les confirmèrent à leur avénement au trône. Au commencement du XVI[e] siècle, les Navarrais possédaient encore leurs vieux priviléges. L'administration de la province était entre leurs mains. Leur *cour de justice*, qui siégeait à Pampelune, était indé-

de la Deputació, publicades en 1621. 1 vol. in-8°. Barcelona, Hyeronimo Margarit, 1621.

Capitols del General del Principat de Catalunya Comptats de Rosellò y Cerdanya fets en las corts celebrades en lo monastir de S. Francesch de Barcelona, per la S. C. R. M. del Rey N. S. D. Felipe IV de Aragó y V de Castella per lo redrés del General y casa de la diputació en los anys 1701 y 1702. 1 vol. in-8°. Barcelona, Joan Pau Martí, 1702.

pendante du *conseil de justice*, dont relevaient les *audiences* de la Castille. Ses décisions étaient souveraines comme celles du parlement de Paris. Le roi ne pouvait y appeler qu'un seul Castillan. Tous les autres membres étaient Navarrais [1]. Mais le droit de battre monnaie et celui de percevoir les revenus des domaines royaux appartenaient au monarque qui nommait un vice-roi pour le représenter dans le royaume de Navarre. En temps de guerre, les nobles étaient tenus de prendre les armes et de servir à leurs frais pendant trois jours. Ce terme passé, ils pouvaient rentrer dans leurs châteaux, à moins que le roi ne les prît à sa solde. C'était le seul moyen qu'il eût de les retenir sous ses drapeaux [2].

PROVINCES BASQUES.

Les provinces basques avaient chacune un code particulier de lois provinciales, un juge de la province élu par les habitants et désigné sous le nom de député général, une assemblée qui était convoquée tous les ans pour discuter les lois et veiller au maintien de la constitution. Chaque province avait en outre ses fueros particuliers.

1. Voyez le Discours déjà cité de François Bertaut. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi. Supplément français, n° 307, fol. 69-75.
2. Llorente, *Provincias vascongadas*, t. II, p. 217-219.

Le gouvernement de la Biscaye était organisé de la manière suivante :

Le *corrégidor*, nommé par le roi, siégeait et votait avec la députation. Il devait être lettré et Biscayen de naissance. Il avait sous ses ordres trois lieutenants, dont l'un siégeait à Guernica et portait le titre de lieutenant général. Le corrégidor et les lieutenants jugeaient toutes les causes civiles ou criminelles.

La *députation*, composée du corrégidor et de deux membres élus par le peuple, était chargée de l'administration de la province. Elle votait les impôts et organisait la défense publique en cas de guerre. Dans les circonstances graves, elle formait une haute cour de justice.

Le *regimento* se composait de la députation et de six membres élus. Il se réunissait une fois tous les ans, et plus souvent, si la députation le jugeait nécessaire. Ses fonctions étaient purement administratives.

La *junte générale* se composait des députés de tous les *pueblos* ou bourgs de la Biscaye. Chaque *pueblo* choisissait un député dans une assemblée publique à laquelle assistaient tous les habitants, pourvu qu'ils fussent Biscayens de *pur sang*, majeurs et domiciliés. Les députés se rendaient au jour convenu sous l'antique arbre de Guernica, où la députation vérifiait

leurs pouvoirs, en appelant successivement chaque *pueblo* dans un ordre fixé de temps immémorial. Ensuite les députés se rendaient à l'ermitage de don Gourlo Mozas, situé à vingt pas de l'arbre de Guernica, pour prêter serment. Dès lors la junte était constituée. On exposait les affaires en castillan, mais on les discutait en langue basque. Les attributions de la junte étaient de fixer les dépenses publiques, de voter l'impôt et de nommer aux emplois vacants. A cet effet, on divisait tous les *pueblos* en deux bandes que l'on appelait les onazinos et les gamboanos. Trois électeurs tirés au sort dans chacune des deux bandes, désignaient les personnes qu'ils jugeaient capables de remplir les emplois vacants. Le sort décidait entre les candidats. Chaque bande élisait ensuite un député, trois régidors et un secrétaire qui formaient le *señorio* de Biscaye. Lorsque la junte était dissoute, la *seigneurie* succédait à ses pouvoirs et les exerçait pendant le reste de l'année.

Les priviléges les plus importants de la province étaient les suivants :

1° Tout Biscayen était gentilhomme et jouissait des droits attachés à ce titre, quand même il quittait son pays pour s'établir dans une autre partie de

l'Espagne. Il suffisait pour cela qu'il prouvât qu'il était de pur sang biscayen [1].

2° Les Biscayens ne payaient d'autres impôts que ceux qui étaient consentis par la junte à titre de don gratuit [2].

3° Ils ne pouvaient être jugés hors de la province.

4° Ils jouissaient d'une liberté de commerce illimitée. Il n'y avait pas de douane établie sur la frontière des Pyrénées qui gênât leurs transactions avec le Languedoc et la Gascogne. Les marchandises qu'on exportait de France en Espagne ne payaient de droits d'entrée qu'à la douane d'Ordunna, sur la frontière de Castille. Les produits de la Biscaye que l'on importait dans l'intérieur du royaume étaient exempts de toute imposition. Enfin le roi ne pouvait établir de monopole (*estanco*) en Biscaye [3].

5° Il n'y avait pas dans la province d'administration royale, excepté celle des postes.

6° Les emplois publics ne pouvaient être donnés qu'à des Biscayens de naissance. Tous les autres Espagnols en étaient exclus [4].

1. *Fueros de Viscaya*, tit. I, cap. 16. Apud Llorente, *Provincias vascongadas*, t. II, p. 79-97.

2. *Ibid.*, p. 106-122.

3. *Ibid.*, p. 339-349.

4. *Ibid.*, p. 433-443.

7° Le roi ne pouvait envoyer en Biscaye de troupes étrangères, c'est-à-dire espagnoles. En cas de guerre avec la France, les Biscayens étaient tenus de défendre eux-mêmes leur province. Ils avaient le privilége de ne pas servir hors de leur territoire, à moins qu'ils n'y consentissent librement pour une solde de deux ou trois mois payée d'avance[1].

8° Le roi ne pouvait construire de places fortes en Biscaye, sans le consentement de tous les habitants[2].

9° Les Biscayens avaient le privilége *d'obéir aux ordres du roi sans les exécuter*, lorsqu'ils étaient contraires à leurs fueros[3]. Les ordonnances royales n'étaient admises que lorsqu'elles avaient été présentées par le corrégidor au *pase de la diputacion*.

Lorsque la seigneurie de Biscaye fut réunie à la couronne de Castille, elle fit sanctionner ses priviléges par le roi Alphonse XI à l'assemblée des cortès qui fut tenue à Burgos en 1334[4]. Tous les succes-

1. Llorente, provincias vascongadas, p. 358-364.
2. *Fueros de Viscaya*, tit. I, ley 8.
3. Que qualquiera carta o provision real... que sea, o ser pueda contra las leyes e fueros de Viscaya directe o indirecte, que sea obedecida e no cumplida. — *Fueros de Viscuya*, tit. I, ley 11. Apud Llorente, t. II, p. 378-407.
4. Llorente, t. II, p. 33-59.

seurs de ce prince les reconnurent à leur tour; Charles-Quint les confirma solennellement à l'assemblée de Valladolid en 1526. Mais les députés de la province lui déclarèrent qu'ils ne le reconnaîtraient pour leur seigneur que lorsqu'il aurait juré, sous l'arbre de Guernica, de respecter leurs priviléges [1].

L'Alava était divisé en cinquante-trois confréries ou *hermandades*. Chaque *hermandad* s'assemblait le premier jour de l'an pour nommer un ou deux députés, suivant le degré de son importance. La junte générale, composée de soixante-treize membres, nommait un *député général* [2], qui était chargé de veiller à l'exécution des lois. A son entrée en charge, le *député général* prêtait serment sur un vieux couteau enchâssé dans la muraille de la salle où siégeait la junte : « Je veux, disait-il, que ce couteau me coupe la gorge, si je ne défends pas les fueros de la province [3]. » Ce premier magistrat du pays établissait sa résidence à Vittoria. Il réunissait le pouvoir civil et militaire, et jugeait en dernier appel. Deux secrétaires et un suppléant nommés par la junte l'assistaient dans ses fonctions, et six membres tirés de cette assemblée lui servaient de conseil. Le *député*

1. Llorente, p. 33-59.
2. Diputado general.
3. Les Alavais appelaient ce couteau le *machete vittoriano.*

général était réélu tous les trois ans et ne devait compte de sa conduite qu'à l'assemblée dont il était le mandataire.

L'administration de la province était entre les mains de l'alcade, qui était en outre juge dans les cas d'incendie, de meurtre ou d'attentat à la propriété. Ses jugements pouvaient être infirmés en appel par le député général. Tous les propriétaires qui étaient pères de famille concouraient à l'élection de ce magistrat.

Les Alavais, comme les Biscayens, commerçaient librement avec les provinces limitrophes de la France et de l'Espagne. Ils avaient le privilége de ne pas servir hors de leur pays. En cas de guerre avec la France, ils défendaient eux-mêmes Fontarabie, la clef de la province, et généralement la frontière des Pyrénées[1]. De même que les Biscayens, ils recevaient avec respect, mais n'exécutaient pas les ordres du roi contraires à leurs priviléges[2]. Il n'y avait dans la province aucun agent de l'autorité royale. Tous les employés publics étaient nommés par la junte ou plutôt par quinze députés, auxquels la junte déléguait son pouvoir. La province

1. Llorente, *Provincias vascongadas*, t. II, p. 365-370.
2. *Ibid.*, p. 416-423.

veillait elle-même à la sûreté publique, et, à cet effet, elle entretenait une compagnie de trente cavaliers ou *celadores* qui, secondés par le bon esprit des habitants, suffisaient pour maintenir partout l'ordre et la tranquillité[1].

Lorsqu'en 1332 l'Alava fut réuni à la couronne de Castille, les habitants stipulèrent le maintien de leurs fueros. Tous les rois de Castille les respectèrent; Ferdinand et Isabelle les jurèrent comme leurs prédécesseurs[2], et Charles-Quint les reconnut à son tour à l'assemblée de Valladolid.

Dans le Guipuscoa, comme dans les provinces d'Alava et de Biscaye, le pouvoir royal était limité par des franchises locales dont l'origine remontait aux premiers siècles du moyen âge. La junte générale, composée de cinquante-sept membres élus par les cinquante-sept *alcadias*, se réunissait tous les ans au mois de juillet, pour rédiger les lois nouvelles que réclamait l'intérêt public. Avant de se dissoudre, elle déléguait ses pouvoirs à quatre *députés généraux*, qui devaient être pris dans les villes de Saint-Sébastien, de Tolosa, d'Aspeytia et d'Ascoytia. La députation siégeait pendant trois ans dans chacune de

1. Voyez l'article Alava, dans le *Dictionnaire* de Miñano.
2. En 1488.

ces quatre villes, et le député de chacune présidait l'assemblée, quand son tour était venu.

Les Guipuscoans avaient en outre des priviléges particuliers; voici les plus importants:

Ils choisissaient eux-mêmes leur corrégidor ou juge suprême dont les sentences étaient sans appel. Il présidait la junte et assistait la députation générale dans l'administration de la province[1].

Tous les Guipuscoans étaient réputés nobles[2], et, comme tels, exempts de toute imposition[3].

Ils commerçaient librement avec la France, l'Angleterre et les provinces voisines de l'Espagne. Le peu d'étendue et la stérilité du territoire avaient forcé les habitants à se livrer à l'industrie, qui était avec le commerce leur unique ressource. Aussi Ferdinand le Catholique et Charles-Quint ne songèrent-ils pas à leur contester un privilége onéreux pour le reste de l'Espagne, mais, sans lequel, le Guipuscoa aurait été bientôt dépeuplé[4].

1. Ce privilége fut accordé aux Guipuscoans, en 1466, sous le règne de Henri IV. Voyez Llorente, t. II, p. 443-455.

2. *Ibid.*, p. 59-79.

3. *Ibid.*, p, 98-106.

4. Voyez Llorente, p. 323-332. Ce privilége est motivé ainsi dans l'ordonnance de 1469 :

« Que si no trataban francamente con los reynos extrangeros de Francia, Inglaterra, Aragon, Navarra y ducado de Bretaña, no podria ninguna persona buenamente vivir en ella, porque asi de los dichos

Ils avaient le privilége de ne pas servir hors de leur territoire [1]. Ils le défendaient eux-mêmes, en cas de guerre avec la France et l'Angleterre. Le roi ne pouvait envoyer de garnison que dans les villes d'Irun et de Saint-Sébastien. Enfin ils étaient autorisés à ne pas exécuter les ordres du roi contraires à leurs fueros. L'ordonnance de Henri IV, rendue le 26 novembre 1463, sanctionne ce privilége dans les termes suivants qui méritent d'être cités : « Considérant qu'il importe au roi, au bien général et au repos de cette province, que l'on observe religieusement ses lois et ses priviléges..., nous ordonnons que si quelque seigneur, sous prétexte d'un décret du roi, qui n'a pas été préalablement approuvé par la junte, attente à ses fueros, on lui résiste, et, s'il est nécessaire, qu'on le tue, *que lo maten* [2]. »

Les provinces situées hors de la Péninsule, et qui faisaient partie de la monarchie espagnole, possédaient également des immunités qui gênaient l'exercice du pouvoir royal.

reynos como de otros reynos extrangeros se proveen e basteeen de la mayor parte de todos los mantenimientos que han menester ; e que si no fuera por dicha libertad y exencion, que en la dicha provincia no se hiciera ninguna poblacion... »

1. Voyez Llorente, p. 349-358.

2. *Ibid.*, p. 407-416.

SICILE.

La Sicile était gouvernée par des vice-rois qui résidaient à Palerme. Mais leur autorité n'était pas illimitée. Les villes possédaient encore leurs anciens priviléges, qui leur avaient été confirmés par les rois d'Aragon. Messine faisait remonter les siens jusqu'à la conquête normande. Elle était administrée par un sénat composé de six membres élus en partie par le peuple, en partie par la noblesse, et assistés par les conseils des vingt métiers dont se composait la bourgeoisie. Le *stratico*, nommé par le roi d'Espagne, mais qui ne pouvait être révoqué de ses fonctions, était le premier magistrat de la cité. Messine déterminait elle-même ses impôts, et ses tribunaux exerçaient une juridiction sans appel sur tout le territoire environnant. Les priviléges de Palerme n'étaient pas moins embarrassants pour le vice-roi. Il n'y pouvait établir aucune nouvelle contribution sans l'assentiment des *procuratores* ou députés de la bourgeoisie et du *prêteur* qui présidait cette assemblée. Lorsqu'un conflit éclatait entre le représentant du roi d'Espagne et les magistrats nationaux, Palerme était assurée de l'appui des villes de Catane, d'Agrigente, de Syracuse et de Trapani, tandis que

Messine, jalouse de cette capitale, embrassait le plus souvent le parti contraire.

Les barons siciliens, parmi lesquels Capmany compte près de soixante familles originaires de la Catalogne, étaient opiniâtrément attachés à leurs priviléges féodaux [1]. Ils ne payaient aucun impôt et n'étaient astreints qu'au service militaire.

Enfin le clergé jouissait de nombreuses immunités qui remontaient jusqu'aux premiers siècles du moyen âge. Elles étaient garanties par la protection du saint-siége, qui n'avait pas oublié son droit de suzeraineté sur la Sicile.

Tels étaient les obstacles qui s'opposaient, dans cette province, à l'action régulière du gouvernement central. Nulle part la position des vice-rois n'était plus difficile et plus précaire. Pour se maintenir pendant quelques années, ils étaient obligés de s'appuyer tour à tour sur Palerme contre Messine, ou sur Messine contre Palerme, de gagner à tout prix les magistrats influents et d'ajourner la solution des questions les plus délicates. Les fonctionnaires révocables leur étaient dévoués; mais

1. Capmany, *Del Establecimiento de varias familias ilustres de Cataluña en las islas y reynos de Aragon*. Apud Memorias sobre la Marina, t. II.

ceux qui étaient inamovibles leur faisaient subir une opposition tracassière, attribuant toutes les mesures utiles à leur influence personnelle, tandis qu'ils imputaient les décisions impopulaires au mépris que l'on faisait de leurs conseils. Les deux partis en appelaient fréquemment au *conseil d'Italie*, et la lutte qu'ils avaient commencée en Sicile se continuait à Madrid. Toujours acharnés contre leur ennemi, les Siciliens appuyaient leurs plaintes par des présents et des menaces, et ils finissaient ordinairement par obtenir une enquête dont le résultat était le rappel du vice roi. Aussi n'y en eut-il pas un seul qui terminât sa carrière avec honneur pendant la première moitié du XVIe siècle. Juan de Lanuza, Hugues de Moncade, le duc de Monteleone, Ferrante Gonzague, Juan de Vega, le duc de Médina, don Garcie de Tolède, le marquis de Pescaire, Marc Antonio Colonna furent ou chassés par les Siciliens ou rappelés par Ferdinand le Catholique et Charles-Quint [1].

NAPLES.

Si les Siciliens avaient trouvé le moyen de faire partie de la monarchie espagnole, sans supporter leur part des charges publiques, il n'en était pas

1. Cabrera, *Sicilia fatal á sus Virreyes.*

de même des Napolitains, leurs voisins et leurs ennemis.

Les vice-rois de Naples avaient mis à profit les prétentions des nobles et la haine que la bourgeoisie nourrissait contre eux. Ils étaient parvenus, en flattant tour à tour ces deux ordres, à les placer entièrement sous leur dépendance. En même temps, ils avaient soustrait les prêtres à la protection du saint-siége, en défendant sous des peines rigoureuses l'introduction de tout bref qui n'aurait pas été revêtu préalablement de l'*exequatur* royal.

A l'avénement de Philippe II, les Napolitains étaient soumis au pouvoir discrétionnaire des vice-rois. Les anciennes dignités de *grand juge*, de *grand protonotaire*, de *grand chancelier* subsistaient encore, il est vrai, mais elles étaient purement honorifiques. Les *Seggi*, qui s'assemblaient à Naples et qui se composaient des députés de la noblesse, les *Eletti*, choisis par les habitants des villes pour veiller au maintien des franchises communales et pour s'opposer aux empiétements des Espagnols[1], avaient perdu toute influence, depuis que les vice-rois s'étaient arrogé le droit d'annuler toutes les élections qu'ils ne croyaient pas favorables à leurs desseins. Le

1. Gregorio Leti, 2e part., liv. VIII.

pouvoir résidait tout entier dans le *conseglio de santa chiara* qui était à la tête du département de la justice et qui se composait de cinq conseillers espagnols et de dix conseillers napolitains nommés par le vice-roi; dans le *conseglio de la sommaria della camera,* auquel ressortissaient toutes les affaires qui concernaient le domaine privé du monarque, et dans le *conseglio collaterale* composé de deux Espagnols et d'un Napolitain, qui se réunissaient tous les jours dans le palais du vice-roi dont ils formaient le conseil privé. Ces trois conseils présentaient des listes de candidats pour toutes les places vacantes dans l'administration du royaume. Le vice-roi choisissait parmi les candidats présentés. La cour de Madrid ne s'opposait jamais à ces nominations : elle laissait à son représentant une liberté illimitée. La plupart des emplois étaient conférés à des Espagnols ou bien à des Napolitains issus de famille espagnole et que le peuple désignait sous le nom de janissaires, parce qu'ils employaient tous les moyens pour étendre l'autorité des vice-rois.

MILANAIS.

Le Milanais était administré par des gouverneurs investis à la fois de l'autorité civile et militaire. Ils

étaient assistés d'une *consulta*, ou conseil privé, composée des présidents des tribunaux et des officiers supérieurs du régiment de Lombardie[1]. Mais leur pouvoir était tempéré par celui du sénat et par les droits de l'archevêque et des communes.

Le sénat organisé par Louis XII à l'instar du parlement de France, et maintenu par Charles-Quint, avait conservé le droit de confirmer ou de rejeter toutes les ordonnances royales. Aussi les Milanais le regardaient-ils comme le principal boulevard de leurs libertés. Le roi s'était réservé cependant une certaine influence sur ce corps par la nomination de ses membres, dont trois étaient Espagnols. Mais l'inamovibilité de leurs fonctions assurait leur complète indépendance. Ils veillaient avant tout à l'exécution des lois et s'opposaient à toutes les mesures qui leur étaient contraires. Le gouverneur nommait à toutes les fonctions publiques, mais ses nominations ne devenaient définitives qu'après avoir été sanctionnées par le sénat. Les charges étaient accordées pour deux ans : ce terme expiré, le sénat pouvait ordonner une enquête sur la gestion des fonctionnaires que l'opinion publique accusait d'avoir prévariqué. Le gouverneur avait enfin le droit de

1. Terzo di Lombardia.

grâce, mais il ne pouvait l'exercer qu'avec l'assentiment du sénat.

L'autorité vénérée des archevêques de Milan, leurs efforts souvent heureux pour défendre les droits de l'Église et pour soumettre les laïques à sa juridiction, opposaient une autre barrière aux envahissements des gouverneurs.

Les franchises communales, qui n'étaient pas entièrement abolies au XVIe siècle, offraient aux Milanais un nouveau moyen de résister à l'établissement du pouvoir absolu. Les magistrats des villes avaient le droit de répartir la contribution mensuelle que prélevaient les Espagnols, de manière à ménager le plus possible les intérêts de leurs administrés. Lorsque le gouverneur voulait établir un nouvel impôt ou percevoir un *don volontaire*, il fallait qu'il convoquât les *conseils généraux* [1] de Crémone, de Milan, de Côme et des autres communes. Ces assemblées, dont les membres portaient le nom de *décurions*, étaient présidées, comme au moyen âge, par des *podestats* choisis par le gouverneur. Mais l'indépendance de leur vote était garantie par le droit qu'elles avaient de pourvoir elles-mêmes aux places qui venaient à vaquer dans leur sein. Elles délibéraient

1. Consiglio generale.

sur les propositions qui leur étaient soumises, décidaient à la majorité des suffrages et rejetaient souvent les demandes d'argent qui leur paraissaient trop onéreuses. Chaque commune entretenait en outre un *orateur* à Milan, pour défendre ses intérêts auprès du gouverneur.

PAYS-BAS.

Dans les Pays-Bas, le roi nommait à toutes les dignités supérieures. L'administration de la justice était entre ses mains et celles de son représentant. Il nommait les *échevins*, qui remplissaient les fonctions de juges [1], et les *baillis*, qui requéraient la mise en accusation des coupables et veillaient à l'exécution des jugements. Les cours provinciales de Flandre, de Frise, de Hollande, la chancellerie de Brabant et la grande cour de Malines recevaient de lui leurs assesseurs et leur traitement.

Toutefois l'autorité du roi n'était pas illimitée. A son avénement, il jurait « d'observer fidèlement et religieusement tous les statuts, priviléges, lettres de franchise, exemptions et immunités, tous les priviléges des villes et droits seigneuriaux, les droits des

1. Il n'y avait que la ville de Valenciennes qui possédât encore le droit de nommer ses échevins.

villes, les droits des provinces, les droits des digues, toutes les coutumes de la province, tous les droits anciens et nouveaux [1]. »

Les dix-sept provinces des Pays-Bas réunies successivement par les ducs de Bourgogne, et rassemblées en un seul corps par la pragmatique-sanction de Charles-Quint [2], avaient conservé de nombreux priviléges qui s'opposaient à l'action libre et régulière du gouvernement central. Chacune avait ses lois particulières et sa constitution distincte. La Hollande attachait un grand prix à son *asinge*, ou droit de succession ; la province de Groningue à ses lois sur les dettes; la Gueldre à son droit coutumier; la Flandre à son droit de dévolution. Les Brabançons tenaient à leurs sept prérogatives. Les avantages qu'ils en retiraient étaient si grands, que les femmes des provinces voisines se hâtaient d'aller dans le Brabant à l'époque de leur accouchement, afin de faire participer leurs enfants aux priviléges de ce pays favorisé. Un de ces priviléges autorisait la révolte et dégageait les habitants de leur serment de fidélité, lorsque le prince violait la constitution. La

1. Formule du serment prêté par Philippe II à Anvers et à Valenciennes, après l'abdication de Charles-Quint.

2. En 1549.

Zélande avait ses lettres de franchise octroyées par Marie de Bourgogne. Malines était exempte de toute imposition sur les biens-fonds de ses bourgeois. Aucun impôt ne pouvait être établi dans les dix-sept provinces sans le consentement des États. Ces assemblées se composaient des représentants du clergé, de la noblesse et des communes. L'organisation des États, le nombre des députés, leur degré d'influence, la mesure de leur pouvoir n'étaient pas les mêmes dans les différentes provinces [1]. Ainsi l'autorité du monarque était inégalement limitée dans les Pays-Bas, suivant les franchises locales. Charles-Quint en avait confié l'exercice à un gouverneur général qui résidait à Bruxelles et qui était assisté d'un conseil d'État et de deux conseils spéciaux chargés de l'administration de la justice et du maniement des deniers publics. Il pouvait convoquer les assemblées générales des députés de toutes les provinces. Mais comme il fallait l'unanimité des suffrages pour rendre obligatoires les décisions des États-Généraux, il ne les convoquait que rarement. Lorsqu'il voulait établir un impôt ou faire adopter toute autre mesure, il aimait mieux négocier succes-

1. Voyez Schiller, *Histoire du soulèvement des Pays-Bas*. — Cf. Ranke, p. 324-331.

sivement avec les États de chaque province. Il ne réussissait d'ordinaire qu'en leur accordant de nouveaux priviléges, qui restreignaient encore son autorité. Quelquefois même il était forcé de renoncer à ses projets.

FRANCHE-COMTÉ.

La Franche-Comté faisait partie du cercle de Bourgogne qui relevait de l'Empire. Elle était placée sous la suzeraineté, ou, pour mieux dire, sous la protection des empereurs d'Allemagne, depuis la convention conclue en 1549 entre Charles-Quint et Ferdinand. Un traité de neutralité, garanti par les Suisses, la mettait à l'abri des guerres fréquentes entre les maisons rivales de France et d'Autriche. Sous la domination de Charles-Quint et de Philippe II, la Franche-Comté conserva ses anciens priviléges. Elle-même déterminait le montant de ses impôts, qui ne grossissaient pas le trésor du monarque. L'argent restait dans la province : on l'employait à fortifier les villes, à construire des routes, à maintenir une bonne police. L'autorité du gouverneur était tempérée par celle du parlement qui résidait à Dôle, et qui fut transféré dans la suite à Besançon. On pouvait en appeler de cette double juridiction à celle du gouverneur des Pays-Bas, et



recourir en dernière instance au conseil de cette même province qui siégeait à Madrid.

AMÉRIQUE.

Les possessions des Espagnols en Amérique étaient soumises à deux vice-rois, chargés à la fois du gouvernement civil et militaire du Mexique et du Pérou. Investis en outre du droit de rendre justice, ils présidaient les *audiences*, ou tribunaux supérieurs qui siégeaient dans les villes de Mexico et de Lima, et qui jugeaient toutes les causes civiles et criminelles. On pouvait en appeler de leurs sentences au conseil des Indes; mais la loi était impuissante contre le *pouvoir des distances* [1], qui s'opposait à toute intervention régulière de ce tribunal suprême et rendait l'autorité des vice-rois à peu près absolue. Quelquefois ils laissaient sans exécution les ordres les plus précis qu'ils recevaient de Madrid. Dans ces cas, ils baisaient respectueusement la royale cédule en pleine audience et prononçaient ces paroles consacrées par l'usage : « *Obedezco, pero no lo ejeculo, porque tengo que representar sobre ello* [2]. » Puis ils passaient la cédule aux

1. Expression employée par George Juan et Antonio de Ulloa, dans leur rapport secret à Ferdinand VI.

2. « J'obéis au roi, mais je n'exécute pas son ordre, parce que j'ai des représentations à lui adresser. »

membres de l'audience, qui la portaient successivement à leurs lèvres en répétant ces paroles [1].

Les vice-rois du Mexique et du Pérou ne pouvaient être révoqués qu'au bout de sept ans [2]; mais, en envoyant des présents aux favoris du roi d'Espagne et aux membres influents du conseil des Indes, ils parvenaient à se faire maintenir dans leurs fonctions lucratives jusqu'à dix ans au-delà du terme de leur commission [3].

Les provinces dont se composait la monarchie espagnole n'étaient pas seulement divisées sous le rapport politique, elles l'étaient encore sous le rapport religieux. On comptait en Espagne un million de juifs sur dix millions d'habitants. Ils avaient des synagogues dans les principales villes des deux Castilles, et formaient une classe à part dans le peuple. Leurs richesses étaient immenses. Exclus de toutes les fonctions publiques, ils s'étaient voués au commerce, qui avait fait passer entre leurs mains presque tout l'argent monnayé de la Péninsule. Ils étaient les fermiers des rois et des grands, et, sauf la capitation

1. *Noticias secretas*, Appendice, p. 674.
2. Voyez le Mémoire déjà cité de François Bertaut. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi. Supplément français, n° 307, fol. 61-69.
3. *Nouvelle Relation des Indes Occidentales*, par Thomas Gage, p. 223, traduit de l'anglais. Paris, 1676.

modérée qu'ils payaient au clergé depuis le commencement du XIV[e] siècle, ils n'eurent pendant longtemps à se plaindre d'aucune persécution. Mais leur richesse excitait la haine et la jalousie. On les accusait d'exiger de leurs débiteurs des intérêts usuraires. Au commencement du XV[e] siècle, les prédications des moines soulevèrent contre eux une explosion populaire, et plus de cent mille familles juives reçurent le baptême pour échapper à la mort. Leurs descendants furent désignés sous le nom de *marranos*, ou race maudite, parce que leur conversion était peu sincère, et qu'ils continuaient à pratiquer en secret le culte de Moïse[1].

Les relations fréquentes des juifs avec les Maures proscrits et persécutés comme eux, ajoutaient encore au mépris et à la haine dont ils étaient l'objet.

1. Llorente. *Histoire de l'Inquisition*. t. I, p. 141 et suiv. — « On trouve dans une église d'Avila un tombeau sur lequel est sculptée l'histoire d'un juif converti. Ce juif judaïsait en secret avec tant d'adresse que nul ne soupçonnait ses pratiques détestables. Un serpent en fit justice et le ramena dans les voies de Dieu. Le reptile s'attacha à l'israélite, le serrant, le tourmentant et lui entrant par la gorge, quand il était tout seul, au point de lui faire éprouver de tels maux que le malheureux, après avoir tenté vainement tous les moyens de s'en délivrer, eut recours de bonne foi à la sainte Église. La confession qui le purifia, en ayant fait cette fois un excellent chrétien, le serpent s'en fut et le laissa tranquille jusqu'à sa mort, qui fut très exemplaire. » Bory de Saint-Vincent. *Guide du Voyageur en Espagne*, p. 139.

En signant la capitulation de Grenade, Ferdinand avait accordé aux vaincus le libre exercice du culte de Mahomet. Il espérait que leur contact avec les chrétiens, en les déterminant à quitter la religion de leurs ancêtres, amènerait la fusion des deux peuples. Mais son attente fut trompée. La population de Grenade et des Alpujarras resta fidèle à sa loi religieuse, et les rapports qu'elle entretenait avec les Maures de Valence et d'Aragon menaçaient l'Espagne d'un soulèvement soudain et terrible. De là une crainte, une défiance mutuelles qui rendaient précaires le repos et la tranquillité du royaume.

Enfin, pendant la première moitié du XVIe siècle, les opinions de Luther et de Calvin s'introduisirent en Espagne, et bientôt un grand nombre de personnes distinguées professèrent ouvertement la religion protestante. Augustin Gazagia, chapelain du roi catholique, entretenait des relations suivies avec Genève, et promettait à Calvin d'employer toute son influence à propager les doctrines nouvelles [1]. Il fit en effet de nombreux prosélytes à Séville, à Valladolid, à Toro, à Palencia [2]. En même temps, le docteur Constantin de Séville ré-

1. Gregorio Leti, 1re part., liv. XIV.
2. *Ibid.*, 1re part., liv. XVII.

pandait la doctrine de Luther [1] dans les principales villes de l'Andalousie. Ce fut un nouvel élément de discorde ajouté à tant d'autres [2].

Ramener toutes ces croyances à l'unité catholique et supprimer les priviléges des différentes provinces pour fortifier ou plutôt pour fonder le gouvernement central, tel fut le double but des efforts de Ferdinand, de Charles-Quint et de Philippe II. Ferdinand commença l'œuvre de l'unité politique et religieuse. Les ordres de Saint-Jacques, de Calatrava, de Monteza et d'Alcantara avaient fait leur temps depuis la conquête de Grenade : il força les chevaliers de le reconnaître pour leur grand-maître, et parvint de cette manière à neutraliser leur puissance qui avait si longtemps fait obstacle à l'autorité royale [3]. Innocent VIII et Alexandre VI confirmèrent le choix forcé des chevaliers, et les maîtrises de ces ordres furent annexées pour toujours à la couronne de Castille par leurs successeurs. Pour abaisser la noblesse, Ferdinand entoura de sa protection royale la sainte-hermandad, dont la juridiction empiétait partout sur celle des grands et restreignait ainsi le plus beau de

1. Gregorio Leti, 1re part., liv. XVII.

2. Voyez *Histoire de la Réforme en Espagne pendant le* XVIe *siècle*, par M. Crie (en anglais).

3. Mariana, liv. XXVI, chap. 5.

leurs priviléges. Il plaça le clergé sous sa main en obtenant du pape le droit de nommer à tous les archevêchés, à tous les évêchés, à toutes les prélatures, à toutes les abbayes[1]. Au lieu de s'attacher à la cour de Rome, qui ne pouvait plus le protéger contre le roi, le clergé d'Espagne ne s'attacha désormais qu'au roi, qui avait le pouvoir et le désir de le protéger contre le saint-siége. En 1492, Ferdinand ordonna l'expulsion des juifs. Ils quittèrent l'Espagne au nombre de huit cent mille[2]. Les Maures de Grenade, placés entre la conversion ou l'exil, aimèrent mieux se conformer extérieurement à la religion chrétienne[3].

L'unité religieuse, que l'on regardait comme la seule garantie de l'unité politique, semblait accomplie. Le tribunal de l'inquisition fut chargé de la maintenir. Institué d'abord contre les chrétiens judaïsants, il fut dirigé bientôt contre les Maures, puis contre les novateurs en matière de religion. Mais son but n'était pas seulement de maintenir l'unité religieuse; il devint en outre un instrument politique entre les mains du gouvernement. L'inquisi-

1. Mignet, *Introduction aux Mémoires relatifs à la succession d'Espagne*, p. 16.
2. *Ibid.*, p. 27.
3. En 1502.

tion fut le premier tribunal dont la juridiction s'étendît sur les deux royaumes de Castille et d'Aragon. Ainsi les rois devinrent les juges suprêmes de la foi de leurs sujets dont l'honneur, la fortune et la vie se trouvèrent livrés à leur discrétion. En effet, c'étaient eux qui nommaient le grand inquisiteur. Les assesseurs étaient également choisis par eux ou sous leur influence immédiate. Ils désignaient deux membres du conseil de Castille pour remplir les fonctions d'assesseurs temporels auprès de ce tribunal. Les biens des condamnés étaient confisqués au profit du trésor royal. Les rois pouvaient en disposer à volonté, même dans les cas de donation faite au saint-office.

L'inquisition fut donc une arme politique, employée par les rois d'Espagne pour fonder leur pouvoir absolu sur les ruines de toutes les libertés publiques. Ils s'en servirent pour faire peser leur autorité sur toutes les classes de la nation, et parvinrent à se rendre redoutables à la noblesse, si puissante jusqu'alors, et au clergé lui-même qui ne pouvait plus se soustraire à leur juridiction [1].

1. Aussi le premier grand inquisiteur dit-il, dans une ordonnance rendue en 1484, que l'inquisition était instituée pour le service de Dieu et de leurs Altesses.

Charles-Quint continua le système inauguré par Ferdinand le Catholique. En 1521, il rendit une ordonnance qui assignait aux familles juives et maures, qui s'étaient retirées en Biscaye, un délai de six mois pour évacuer cette province. Les Biscayens avaient eux-mêmes sollicité cette mesure, pour délivrer leur comté d'une race impure et maudite (*para purificar el condado*)[1]. Ils en obtinrent la confirmation en 1526. Vers la même époque, les Maures du royaume de Valence furent contraints de recevoir le baptême. L'édit de Ferdinand, qui leur laissait le choix entre la conversion ou l'exil, n'avait pas reçu d'exécution dans cette province, parce que les nobles avaient représenté au roi que leurs terres, privées de cette population laborieuse, resteraient incultes et désertes. Sous le règne de Charles-Quint, le peuple révolté contre la noblesse les contraignit en foule à recevoir le baptême, pour diminuer les ressources des grands qui imposaient à leurs vassaux mahométans des tributs plus lourds qu'à leurs vassaux chrétiens. La révolte apaisée, ces malheureux retournèrent à leur ancienne croyance. Mais le conseil de Charles-Quint, présidé par l'inquisiteur général, déclara valable le baptême qu'ils avaient

1. Llorente, *Provincias vascongadas*, t, II, p. 88.

reçu. A cette nouvelle un grand nombre de Maures se réfugièrent en Afrique, et plus de cinq mille maisons restèrent sans habitants. Les plus braves se retranchèrent dans la Sierra d'Espadan, et résistèrent pendant quelques mois à tous les efforts de l'armée royale. Enfin, accablés par le nombre, ils se soumirent et laissèrent baptiser leurs enfants. Il n'y eut plus alors de mahométans avoués en Espagne (1526)[1].

A l'exemple de Ferdinand, Charles-Quint se servit de l'inquisition pour consolider l'unité religieuse de l'Espagne. Il la dirigea contre les chrétiens judaïsants, contre les Maures de Grenade et de Valence et contre les novateurs protestants, au risque d'arrêter l'essor de l'esprit moderne dans la Péninsule, et de la séquestrer du mouvement général de l'Europe. Il l'employa même contre le clergé. Les évêques qui s'étaient déclarés pour les *communeros* de Castille furent traduits devant les tribunaux du saint-office, et, depuis cette époque, le clergé n'essaya plus de lutter contre l'autorité royale.

L'insurrection des *communeros* lui fournit l'occasion de frapper les villes et les grands de Castille. Au commencement de la guerre civile, les grands

1. Llorente, *Histoire de l'Inquisition*, t. I, p. 425 et suiv.

s'étaient tenus à l'écart, parce qu'ils étaient blessés de l'influence des conseillers flamands du jeune roi. Mais le cardinal Ximenès sut réveiller habilement leur défiance et leur jalousie contre les *communeros*. Il leur fit craindre qu'après la victoire les villes ne cherchassent à recouvrer les riches domaines qu'ils avaient usurpés. Cette appréhension les jeta dans le parti du roi. Ils contribuèrent à la défaite des révoltés à Villalar (1522). Le chef des *communeros*, l'héroïque don Juan de Padilla, porta sa tête sur l'échafaud. Charles-Quint se montra clément envers les villes rebelles, mais il résolut d'abolir sans ménagement leurs droits politiques. Il prescrivit lui-même les pouvoirs qu'elles devaient donner à leurs représentants à l'assemblée des cortès, qui fut convoquée l'année suivante. L'innovation la plus grave fut l'ordre intimé aux députés de voter l'impôt avant le redressement de leurs griefs. En vain l'assemblée protesta contre cet empiétement de l'autorité royale; Charles-Quint fut inflexible, et ce précédent acquit force de loi. Pour tenir les cortès plus complétement sous sa dépendance, il défendit toute réunion préparatoire des députés, en même temps qu'il les gagnait individuellement en leur accordant ou en leur faisant espérer des faveurs.

Bientôt on brigua la députation comme le moyen le plus sûr de parvenir aux honneurs. En 1534, un Castillan dépensa pour son élection jusqu'à 14,000 ducats [1].

Les grands furent frappés à leur tour. Depuis la conquête de Grenade, on n'avait plus besoin de leurs services, ni de ces milliers d'hidalgos qu'ils entretenaient encore dans leurs châteaux. Au XVI[e] siècle, l'Espagne avait cessé d'être le théâtre de la guerre, et leurs priviléges, autant que la politique de Charles-Quint, les tenaient éloignés des armées de mercenaires, qui combattaient en France, en Allemagne et en Italie. Comme la cour ne séjournait que rarement en Espagne, ils n'avaient pas la ressource de s'imposer au roi et de demander les gouvernements des provinces. Éloignés des armées, exclus des fonctions les plus élevées de l'État, les grands conservaient le droit de siéger à l'assemblée des cortès et de voter les impôts auxquels ils n'étaient pas soumis. Ils le perdirent en 1538. Charles-Quint avait exprimé le vœu qu'ils supportassent leur part d'une taxe nouvelle qu'il se proposait d'établir. Ils répondirent qu'en Castille le vilain seul était soumis à l'impôt; que le moindre tribut payé par un gentil-

1. Marina, *Teoria de las Cortes*, I, 213.

homme lui enlevait l'honneur et le dégradait du rang que ses ancêtres avaient conquis. Le roi céda, mais il n'appela plus les grands à l'assemblée des cortès. Les descendants des conquérants de l'Espagne furent réduits à la condition de grands propriétaires [1].

Philippe II acheva la soumission des villes en fermant l'entrée des cortès aux députés indépendants. L'influence qu'il exerça sur les élections fut si grande que ces assemblées ne se composèrent plus que de gens de cour, de magistrats et généralement de fonctionnaires salariés par le gouvernement. Aussi n'opposèrent-elles plus aucune entrave à l'exercice du pouvoir absolu [2]. Les cortès s'assemblaient tous les trois ans. Le premier jour, les députés se rendaient au palais pour la cérémonie du baisemain. Le roi présidait ensuite la séance d'ouverture. Dans un discours préparé d'avance, il exposait les matières qui allaient être soumises aux délibérations de l'assemblée. Un ministre prenait la parole après lui, et entrait dans des développements plus étendus. Les députés de Burgos et de Tolède se disputaient, comme au moyen âge, l'honneur de répondre, et le roi leur disait à l'exemple de ses prédécesseurs :

1. Ranke, p. 230-233.
2. *Ibid.*, p. 239.

« Tolède fera ce que j'ordonne ; que Burgos parle. » Les députés de Burgos demandaient un délai pour préparer leur discours, et la séance était levée.

La seconde séance était consacrée le plus souvent à des réclamations contre les secrétaires royaux, qui s'arrogeaient le droit d'assister aux délibérations ; mais la proposition de les exclure restait toujours sans résultat. Dans la troisième séance, on votait l'impôt sous la surveillance de ces espions titrés. Il n'y avait plus ensuite de séance à laquelle tous les députés fussent tenus de prendre part. Chacun adressait personnellement au roi ses demandes ou celles de la ville qu'il représentait. Un comité spécial examinait les pétitions qui intéressaient tout le pays. Le roi accordait ou refusait, et se hâtait ensuite de prononcer la dissolution des cortès, pour éviter de plus grands frais aux communes [1].

Ainsi les cortès n'étaient plus en réalité qu'un conseil que les villes attachaient à la personne du roi, pour l'aider à remédier à quelques abus. Elles ne formaient pas un des grands pouvoirs de l'État, car l'initiative en matière de lois et la décision suprême appartenaient au monarque, qui ne reconnaissait aux cortès que le droit de remontrance.

1. Ranke, p. 240-241.

Ainsi contenues, ces assemblées ne présentaient plus aucun danger ; le roi les regardait même comme un puissant auxiliaire de son autorité absolue.

A l'exemple de son père, Philippe II laissa les grands à l'écart. Les plus puissantes familles, les Gusman, les Mendoza, les Enriquez, les Pacheco, les Girone, ne participèrent plus au gouvernement. Réduits, comme nous l'avons dit, au rang de propriétaires, ces hommes, naguère si belliqueux et si jaloux de leur indépendance, vécurent sans gloire dans leurs châteaux, ne rivalisant plus entre eux de patriotisme et de bravoure, mais de luxe et de magnificence. Un grand nombre se ruinèrent et perdirent le peu d'influence qui leur restait. Dès lors ils redoutèrent l'autorité royale, tandis que leurs ancêtres s'étaient fait craindre des anciens rois de Castille. La petite noblesse les quitta peu à peu, et passa la mer, entra dans l'Église ou se mit à la solde du roi. Lorsque le duc de Lerme leur rouvrit l'accès de la cour, au commencement du XVII[e] siècle, tout était changé. Les grands ne conservaient plus le souvenir de la vie agitée de leurs aïeux, et n'aspiraient plus qu'au privilége de se couvrir en présence du roi ou dans sa chapelle [1].

1. C'est ce que l'on appelait le privilége de la *cubertura*.

L'Aragon, qui se gouvernait par des lois particulières, subit en 1591 la même transformation que le royaume de Castille. Ce fut à l'occasion du procès d'un ancien ministre de Philippe II, le fameux Antonio Perez, qui s'était réfugié à Saragosse, pour se placer sous la protection des lois de son pays. Philippe II épuisa tous les moyens pour obtenir qu'il fût jugé en Castille; enfin, de dépit, il le fit traduire devant le tribunal de l'inquisition. C'était éluder les priviléges de la province. Les habitants se soulevèrent aux cris de : Vivent les fueros ! mort aux traîtres ! Perez, délivré de sa prison, eut le temps de s'échapper du royaume.

La reine Isabelle avait dit un jour : « Mon plus grand désir est que les Aragonais se révoltent, pour avoir une occasion de détruire leurs fueros. » Plus tard , lorsque des difficultés se furent élevées entre Philippe II et les autorités de ce royaume, le duc d'Albe s'écria : « Que le roi me confie quatre mille soldats de ceux que j'ai moi-même exercés, et c'en est fait des libertés de l'Aragon. »

Philippe II ne perdit pas l'occasion de profiter d'une révolte qu'il avait lui-même provoquée. Il leva des troupes et les envoya contre les rebelles. Les Aragonais se réunirent sous l'antique bannière

de Saint-George, et marchèrent à la rencontre de l'ennemi. Mais leur désunion et la discipline supérieure de l'armée castillane paralysèrent leurs efforts. Les soldats de Philippe II entrèrent dans Saragosse. Le chef de la justice périt sur l'échafaud, et Philippe II, par une ironie cruelle, lui fit faire de magnifiques funérailles, voulant, disait-il, honorer la charge, après avoir châtié le rebelle qui en était revêtu. Les magistrats qui avaient autorisé la résistance, les officiers de l'armée, les prisonniers de guerre furent déclarés indignes du pardon royal et livrés au supplice. Les religieux compromis dans la révolte furent condamnés par les tribunaux de l'inquisition [1]. Un grand nombre d'Aragonais émigrèrent pour échapper à la mort, et Philippe II, profitant de la consternation publique, assembla les cortès du royaume à Tarragone, pour supprimer les fueros qui n'étaient pas compatibles avec l'autorité royale. Les députés consentirent à tous les changements qui leur furent proposés. La dignité de *justiza mayor* fut maintenue; mais, tout en conservant la charge, le roi la dégrada en s'arrogeant le pouvoir de nommer et de déposer ceux qui devaient la remplir. Les cortès lui recon-

1. Herrera, *Historia general*, p. 339.

nurent le droit de choisir les vice-rois parmi tous les Espagnols. Le droit de *veto* absolu qui appartenait à chaque député fut aboli, et l'on n'exigea plus l'unanimité des suffrages que dans un petit nombre de cas prévus. Les cortès perdirent toute influence sur les tribunaux : le roi s'attribua le droit de présenter neuf candidats pour remplir les fonctions judiciaires, et stipula que les cortès seraient obligées d'en admettre huit, et qu'elles ne pourraient rejeter que le neuvième[1]. Il réunit à la couronne les baronnies de Monclas et de Barcabo, dont les propriétaires avaient conservé des droits seigneuriaux consacrés par la prescription et qui affaiblissaient l'autorité royale. Il contraignit le comte de Ribagorça de lui céder toutes ses terres, afin d'annuler les prérogatives exorbitantes attachées à cette seigneurie[2].

Ainsi périrent la plupart des libertés de l'Aragon, et le pouvoir du roi s'exerça désormais plus librement dans un pays ouvert à ses créatures et à ses soldats. Toutefois les fueros ne furent pas encore anéantis, et la loi qui exigeait l'unanimité des votes pour l'établissement de nouveaux impôts

1. Ranke, p. 264 et suiv.

2. Gregorio Leti, 2e part., liv. XIV. Les barons dépossédés furent indemnisés dans la suite par Philippe II.

fut toujours un puissant obstacle à la centralisation.

Pour assurer la soumission de l'Aragon, Philippe II conféra, dans cette province, des pouvoirs plus étendus aux tribunaux du saint-office, et fit construire la citadelle de Saragosse, pour servir de résidence aux membres de l'inquisition et d'asile en cas de révolte.

En même temps s'élevait en Navarre la citadelle de Pampelune, destinée en apparence à servir de boulevard à cette province contre les Français. Le véritable but du monarque était de supprimer les fueros de la Navarre, comme il avait supprimé ceux de l'Aragon et de la Castille. Mais l'occasion qu'il attendait ne se présenta que sous le règne de Philippe IV.

Philippe II n'entreprit rien contre les priviléges des provinces basques et de la Catalogne. Mais il prépara les voies à ses successeurs, en rapprochant par des mariages les familles les plus puissantes de la Castille, de l'Aragon, de la Catalogne, de la Navarre, de la Biscaye [1]. Il tenta aussi, mais avec plus de réserve, de conférer à des Aragonais, et même

1. *Recueil des actions et paroles remarquables de Philippe II*, traduit de l'espagnol, p. 157. Cologne, 1671.

à des Portugais, une partie des dignités qui avaient été jusque-là le partage exclusif des Castillans. Il employa quelques Portugais en Castille. En Portugal, il confia presque toutes les fonctions à des Castillans. Un grand nombre de Biscayens et de Galiciens reçurent des emplois dans la province de Valence. Philippe II voulait, par ces moyens, diminuer les antipathies et les rivalités qui divisaient encore les provinces de l'Espagne et qui opposaient le plus puissant obstacle à ses projets de centralisation [1].

Enfin, pour assurer l'ordre et la tranquillité publique, il créa une armée permanente, qui se recrutait dans toutes les provinces de l'Espagne. Vingt-deux compagnies et un corps de cavalerie légère, composé de cinquante hommes, constituèrent les gardes de Castille dont il se réserva le commandement. Seize cents cavaliers, armés de lances et de boucliers, furent chargés de surveiller tout le littoral de la Méditerranée, pour empêcher les descentes des barbaresques. Fontarabie, Pampelune, Carthagène, Cadix reçurent des garnisons entretenues aux frais du trésor public. Une milice, composée de trente mille hommes, fut disséminée dans les diverses pro-

1. Campanella, p. 184.

vinces, pour étouffer toute résistance contre l'autorité royale [1].

Afin d'entretenir l'émulation parmi les soldats, Philippe II régla les droits à l'avancement. Il ordonna que le grade de maître de camp ne serait plus conféré qu'au mérite ou à l'ancienneté. Il exigea quatre années de service comme sergent ou comme enseigne pour donner le titre de capitaine, six années de service comme soldat pour conférer celui d'enseigne ou de sergent. Il recommanda aux capitaines de placer à la tête de leurs compagnies les soldats les plus braves et les plus robustes, pour que l'on choisît de préférence parmi eux les enseignes et les sergents. Le grade de capitaine fut promis pour récompense au soldat qui monterait le premier à l'assaut d'un vaisseau, ou qui, le premier, planterait le drapeau sur les murs d'une ville assiégée. Vingt années de service en temps de guerre donnaient droit à une gratification de trois cents ducats. Telles sont les principales dispositions de l'ordonnance de 1597 [2]. On y reconnaît le désir constant de Philippe II de rapprocher tous les Espagnols, de les intéresser tous à la

1. Ranke, p. 252-253.

2. Herrera, *Historia general,* p. 708-710.

grandeur de la patrie commune, et d'en former un état homogène, comme l'était la France, et capable de conserver sa suprématie en Europe.

Ce prince s'efforça, comme ses prédécesseurs, de consolider l'unité religieuse de l'Espagne. Le clergé catholique avait été soumis à l'autorité royale, lorsque Ferdinand eut obtenu du saint-siége le droit de conférer les dignités ecclésiastiques. Philippe II exerça ce droit d'une manière si absolue, qu'il ne donna plus les évêchés et les abbayes qu'à des hommes capables de servir ses intérêts. Il aimait à conférer les dignités les plus éminentes à des prêtres assez courageux pour s'opposer même à l'autorité du saint-siége. Lorsqu'il donna l'archevêché de Tolède à Quiroga, ce fut en récompense du courage avec lequel il avait bravé l'excommunication plutôt que d'admettre une bulle contraire aux lois de l'Eglise. Il envoyait des théologiens dans les montagnes des Asturies et de la Galice, pour enseigner la doctrine à des populations ignorantes; des canonistes dans l'Estramadure et l'Andalousie, parce qu'ils convenaient mieux à l'esprit railleur et sceptique de ces provinces; des nonces dans les Indes, parce qu'il les jugeait plus propres à convertir les peuplades indigènes [1].

1. Ranke, p. 249.

Le clergé favorisait de tout son pouvoir la politique de Philippe II. Il empêchait les doctrines de Luther et de Calvin de prendre racine en Espagne. Il surveillait, en même temps, les Maures qui ne se conformaient qu'extérieurement aux pratiques de la religion chrétienne. Restés mahométans au fond du cœur, les Maures n'assistaient au sacrifice de la messe que pour éviter les peines qu'ils encouraient en y manquant. Ils présentaient leurs enfants au baptême, mais ensuite ils les lavaient avec de l'eau chaude, pour insulter au sacrement des chrétiens. Ils se mariaient à l'église, mais, de retour dans leurs maisons, ils en fermaient les portes et célébraient la noce avec les chants, les danses et les cérémonies particulières à leur nation. On les accusait aussi d'entretenir de coupables intelligences avec les Turcs et avec les Maures d'Afrique. Philippe II résolut de proscrire leur culte et jusqu'à leurs coutumes. « L'inquisition commença dès lors à les tourmenter plus que jamais. Le roi leur ordonna de renoncer au langage moresque et de cesser entre eux tout commerce, toute relation. Il leur enleva les esclaves nègres qu'ils élevaient avec la même tendresse que leurs propres enfants. Il les obligea de quitter leurs vêtements arabes et d'acheter à grands frais des

habits castillans. Il força les femmes à paraître en public le visage découvert, et fit ouvrir les maisons qu'ils tenaient fermées. Ces deux réglements parurent insupportables à un peuple jaloux de conserver les usages de ses ancêtres. Le bruit se répandit qu'on allait prendre leurs enfants pour les faire élever en Castille. On leur interdit l'usage des bains qui servaient à leur propreté autant qu'à leur plaisir. Déjà on leur avait défendu la musique, les chants, les fêtes, les festins de noce, tous leurs divertissements habituels, toutes les réunions consacrées à la joie[1]. »

Les Maures exaspérés prirent les armes dans les montagnes des Alpujarras et choisirent pour roi don Ferdinand de Valor, qui descendait des anciens souverains de Cordoue, et qui reprit le nom populaire d'Aben Humaya, qu'avaient porté ses ancêtres. Le nouveau roi fut revêtu du manteau de pourpre et ceint du bandeau royal. Quatre drapeaux tournés vers les quatre parties du monde furent plantés en terre. Le monarque fit sa prière, la tête inclinée vers le drapeau qui regardait l'Orient, et jura de mourir fidèle à son Dieu et à la loi du prophète. Aben

1. Mendoza, *Guerra de Granada*, lib, I, p. 20-21. Edit. de Valence, 1776.

Farax se prosterna devant lui au nom de tous les assistants et baisa la terre que le pied du monarque avait marquée de son empreinte [1]. Aben Humaya le nomma son chef de justice. Il créa des magistrats, des officiers, et envoya l'ordre à tous les Maures de se réunir sous sa bannière.

L'insurrection se propagea rapidement dans les montagnes des Alpujarras, et Aben Farax marcha sur Grenade à la tête de sept mille hommes. Mais la neige, fraîchement tombée, retarda sa marche, et lorsqu'il pénétra vers minuit dans le quartier de l'Albaïcin, il n'était plus entouré que de cent cinquante soldats. A la vue de cette faible troupe, les Maures de Grenade se découragèrent, et la tentative audacieuse d'Aben Farax n'eut aucun succès. Il fut obligé de retourner dans les Alpujarras. Le marquis de Mondejar l'y poursuivit à la tête d'une armée, et le contraignit de se réfugier avec Aben Humaya dans les parties les plus inaccessibles des montagnes. La révolte était apaisée, mais les cruautés des Espagnols ranimèrent l'enthousiasme des Maures, et les secours qu'ils reçurent d'Afrique les déterminèrent à reprendre les armes. A cette nouvelle, Philippe II ôta le commandement au marquis de Mondejar

1. Mendoza, *Guerra de Granada*, lib. I, p. 39-40.

et chargea don Juan d'Autriche de conduire la guerre avec plus de vigueur. Le nouveau général entreprit d'isoler les rebelles. Il y parvint en chassant de Grenade toutes les familles d'origine mauresque, parce qu'elles n'avaient pas cessé de leur fournir en secret des munitions et des vivres. Mais les révoltés recevaient encore des secours par mer. Don Juan plaça les galères de Naples en croisière sur les côtes de l'Andalousie, pour intercepter toute communication avec les Maures d'Afrique [1]. Puis il assiégea et prit d'assaut les forts de Galera, de Berga et de Gavia. Plus de cent mille Maures périrent dans les combats qui furent livrés autour de ces trois places. Le malheureux Aben Humaya, poursuivi de retraite en retraite, périt enfin de la main de ses soldats. Son successeur Aben Boo fut livré par ses propres officiers, et eut la tête tranchée sur la place publique de Grenade [2].

Ainsi se termina cette insurrection qui avait occupé pendant deux ans une partie des forces de l'Espagne. Si les Maures de Grenade, de Valence et d'Andalousie avaient fait cause commune avec leurs frères des Alpujarras, et si le sultan avait

1. Mendoza, lib. III, p. 163.
2. En 1570.

tenté une diversion sérieuse en leur faveur, Philippe II, affaibli déjà par tant de guerres lointaines, n'eût sans doute obtenu la victoire qu'au prix des plus grands efforts. Pour prévenir le retour d'un pareil danger, il arracha tous les Maures du royaume de Grenade à leur pays natal, et les établit dans l'intérieur de l'Espagne. Les prisonniers furent mis à mort ou vendus comme esclaves en Afrique.

Ce prince essaya d'appliquer le même système de centralisation politique et religieuse aux provinces qu'il possédait en Italie et dans les Pays-Bas.

Il établit en Sicile le tribunal de l'inquisition, et parvint par ce moyen à placer le clergé sous sa dépendance et à se rendre redoutable à tous les ennemis de la domination espagnole[1]. Mais ce fut principalement par l'administration de la justice qu'il s'efforça de faire prévaloir son autorité. Ses vice-rois réussirent à faire passer aux *doctores* les juridictions locales que les barons siciliens avaient conservées jusqu'à cette époque. A la place des *luogotenentes*, ils instituèrent des présidents auprès des cours de justice. Bientôt toute la magistrature leur

1. Mignet, Introduction, p. 24.

fut soumise et servit d'instrument à leur politique.

Les Napolitains s'étaient opposés à l'établissement de l'inquisition sous le règne de Charles-Quint; Philippe II renouvela la même tentative sans plus de succès[1]. Le peuple se souleva d'indignation, et le vice-roi ne parvint à calmer la sédition qu'à force de prudence et par des ménagements infinis. Mais le pouvoir royal était trop puissant pour que cet échec lui portât la moindre atteinte. Pendant près de cent ans, les Napolitains restèrent soumis à l'arbitraire des vice-rois, et ne firent aucun effort pour recouvrer leurs anciennes institutions et leurs libertés perdues.

En 1563, Philippe II envoya l'ordre au duc de Sessa, successeur du marquis de Pescaire dans le gouvernement du Milanais, d'établir dans ce duché le tribunal du saint-office. Le prétexte mis en avant pour justifier cette innovation était la nécessité de maintenir la pureté de la foi, compromise naguère par le passage d'un grand nombre de troupes luthériennes et calvinistes. Le véritable but du monarque était d'affaiblir l'autorité de l'archevêque de Milan, qui faisait obstacle à celle des gouverneurs. La tentative échoua. Lorsque le duc de Sessa publia les noms des inquisiteurs nommés par le roi d'Es-

1. En 1563. Voyez Gregorio Leti, 1re part., liv. XVII.

pagne, le peuple et le clergé s'alarmèrent; en un moment, l'effroi se répandit dans tout le duché. Partout on entendait les cris de vive le roi! meure l'inquisition! Le gouverneur effrayé promit d'écrire à la cour en termes tels qu'il obtiendrait sûrement la révocation de l'ordre qui lui avait été transmis. Philippe II fut en effet obligé de céder[1]. Il s'en vengea sur le sénat qui avait appuyé l'opposition du peuple et du clergé. Il restreignit les droits de cette assemblée, en lui défendant de protester à l'avenir contre les actes de clémence du gouverneur. « De pareilles protestations, disait-il, abaissent trop l'autorité de mon représentant. » Il rendit les magistrats plus indépendants du sénat et plus soumis à l'autorité royale, en ordonnant que les plaintes portées contre eux seraient à l'avenir adressées directement au gouverneur : « Ceci, dit-il dans la lettre impérieuse qu'il écrivit à ce sujet, doit être une loi, un ordre et un décret inviolable; je le veux ainsi; je veux qu'on l'admette, qu'on l'observe et qu'on l'exécute. » Pour se venger du peuple il intervint désormais dans le renouvellement des *conseils généraux*. Il diminua successivement le nombre des conseillers dont ces assemblées étaient composées, et parvint à ne plus y

1. Gregorio Leti, 1re part., liv. XVII.

faire admettre que les membres des familles nobles qui lui étaient dévouées. C'était dénaturer entièrement cette antique institution.

Malgré le mauvais succès de sa double tentative pour transporter l'inquisition dans le royaume de Naples et dans le Milanais, Philippe II résolut de l'imposer aux Flamands. Il voulait réduire à une soumission plus complète les autorités temporelles et spirituelles des Pays-Bas, afin de ne plus y rencontrer aucun obstacle à l'accomplissement de ses desseins. On sait comment il réussit.

Tel fut le système de politique intérieure que suivirent Ferdinand le Catholique, Charles-Quint et Philippe II. Voyons quelles en furent les conséquences.

L'histoire de France, d'Angleterre et d'Espagne présente un caractère commun au XVe et au XVIe siècle : c'est la tendance à créer des intérêts généraux, à faire disparaître l'esprit de localité, à constituer enfin ce qui n'avait pas existé au moyen âge, des peuples et des gouvernements. Dans les trois pays, nous voyons périr simultanément les anciennes formes de la société, pour faire place à des formes nouvelles et à des pouvoirs nouveaux plus réguliers et plus concentrés. La France et l'Angleterre parvinrent bientôt

à cette puissante unité qui faisait l'admiration des autres peuples, dès l'époque de François I[er] et de Henri VIII. Faut-il s'étonner que l'Espagne soit entrée dans la même voie, lorsque par la conquête de Grenade elle eut clos la période de ses guerres intérieures ? Il était d'autant plus nécessaire d'adopter le système nouveau que l'Espagne semblait appelée à jouer un plus grand rôle au dehors, et à intervenir plus souvent chez les peuples voisins, pour leur imposer ses mœurs, ses idées et sa religion. Ainsi le système de Ferdinand le Catholique, de Charles-Quint et de Philippe II était nécessaire, naturel, conforme à la politique générale de l'Europe et aux véritables intérêts de l'Espagne.

Toutefois, hâtons-nous de le dire, l'éducation politique de l'Espagne était moins avancée que celle de la France et de l'Angleterre au XVI[e] siècle. Les diverses provinces dont se composait la monarchie, se souvenaient trop vivement encore que naguère elles formaient des royaumes indépendants. Les villes de Barcelonne, de Burgos, de Tolède, de Grenade, de Séville, de Cordoue refusaient le titre de capitale à Madrid et ne l'appelaient que la *ville et la cour* [1]. Cette répugnance à reconnaître le rang de capitale à la

1. *Villa y corte.*

nouvelle résidence était partagée par la grande majorité de la nation. Elle avait sa raison dans le caractère particulier du peuple espagnol. En effet, l'Espagne est le pays de la bravoure et de l'héroïsme, mais plus un peuple est héroïque, moins il est homogène, car l'héroïsme suppose le plus souvent une individualité forte et puissante. L'Espagne est donc aussi le pays de l'individualisme, et c'est là son défaut, car il n'y a de vraie force que dans l'association. Don Quichotte et Luis Perez de Galice[1] ne sont pas des types imaginaires inventés par Cervantès et Caldéron. Le véritable Espagnol, celui qui n'a pas varié depuis mille ans, ressemble beaucoup à ce gentilhomme de Galice que Caldéron nous peint avec des couleurs si vives comme l'ennemi de la loi et l'ami de l'équité. Prêt à tout souffrir et à tout entreprendre pour venger son honneur, le héros du poëte se retire au milieu des montagnes, et brave du haut de son rocher la société qu'il condamne. Or, les provinces, comme les individus, aimaient cet isolement qui avait fait leur force et leur grandeur au moyen âge; les seigneuries de Biscaye, de Guipuscoa, d'Alava et le royaume de Navarre se regardaient comme des États indépen-

1. Voyez la pièce de ce nom de Caldéron.

dants du prince qui résidait à Madrid. Elles traitaient les Castillans d'étrangers, tandis qu'elles étaient unies entre elles par des liens si étroits qu'on les appelait les *Provinces-Unies* de l'Espagne [1]. Les habitants avaient conservé la langue, les usages et jusqu'à l'habillement de leurs ancêtres. A la démarche imposante, à la figure sévère de ces fiers montagnards, on reconnaissait les hommes qui, dans les détours de leurs sentiers sauvages, avaient opposé jadis aux Sarrasins une résistance invincible et les avaient empêché d'étendre leurs conquêtes vers le Nord. Ceux des vallées de Salazar et de Roncal, qui touchaient aux crêtes les plus élevées des Pyrénées, vivaient presque sans communication avec la France et l'Espagne, heureux de leurs libertés antiques et décidés à les transmettre intactes à leurs enfants. L'opiniâtreté des Aragonais était proverbiale, comme celle des Biscayens et des Navarrais. Pour en donner une idée, on représentait le Biscayen enfonçant un clou dans un mur avec sa tête, tandis que l'Aragonais enfonce la tête du clou dans le mur, en frappant du front contre la pointe. La Galice et les Asturies, pays de petite propriété, la Catalogne, manufacturière et commerçante, les provinces de Valence et

1. Cadalso, *Cartas Marruecas*.

de Murcie, plutôt agricoles qu'adonnées au commerce, l'Andalousie, pays de poésie, d'éloquence et de paresse, la Castille, fière de tenir le premier rang dans la monarchie et affectant de traiter les Catalans, les Aragonais et les Andalous comme des peuples conquis formaient autant de groupes séparés et distincts par leurs usages, leurs mœurs, leur langue et leurs traditions nationales. On peut dire, sans exagérer, qu'au XVIe siècle il y avait en Espagne six nations complétement distinctes. Ajoutons que dans toutes les provinces, excepté peut-être dans les pays basques et dans le royaume de Navarre, il y avait haine de ville à ville, de village à village, au point que la Flandre et le Béarn, la Bretagne et la Provence étaient plus unis que deux villages de la Catalogne ou de l'Aragon, situés à trois ou quatre lieues de distance.

A des populations de cette trempe il faut de l'indépendance et de la liberté. Il n'est pas facile de les façonner au joug et de les soumettre à des lois uniformes. Aussi l'Espagne ne parvint-elle à cette unité imparfaite, créée par Philippe II, que par des moyens d'une extrême violence, et principalement par l'intervention de cette police inquiète et cruelle qui se faisait au nom de Dieu. L'inquisition, que

les rois d'Espagne employèrent de préférence, remplit en partie le but pour lequel ils l'avaient instituée; mais on sait à quel prix [1]. Toutefois la nation ne murmura point : la gloire militaire lui faisait oublier ses libertés, et tant que la victoire resta fidèle à ses armes, elle obéit sans regret aux ordres absolus du monarque. Mais, à l'intérieur, Philippe II ne put réaliser les espérances qu'il avait fait naître. Ni sous le rapport de la justice, ni sous le rapport de la force militaire et de l'impôt, il ne sut imprimer à son gouvernement ce caractère d'ordre, de régularité, de permanence qui réconcilie les nations avec l'établissement du pouvoir absolu. Voyons d'abord comment se rendait la justice.

Les lois d'Alphonse le Sage, connues sous le nom de *las Partidas*, formèrent longtemps la base du droit civil et criminel en Espagne. Mais déjà, vers la fin du xve siècle, on ne s'y conformait plus entièrement. Beaucoup de juges les connaissaient à peine, lorsque Ferdinand le Catholique les remit en vigueur et les fit publier sous le titre d'*Ordonnances royales* [2]. Le jurisconsulte Montalvo fut

1. Voyez dans le second volume le chapitre sur la dépopulation et le chapitre sur la décadence littéraire.
2. Ordenanzas reales.

chargé de cette publication, qui servit de base à toutes les autres, et surtout à la *Nueva Recopilacion*, qui parut sous le règne de Philippe II [1].

Le nouveau recueil était, comme le premier, rempli de formules tronquées et de leçons vicieuses ou obscures, qui dénaturaient le but du législateur. Les lois s'y succédaient sans ordre, sans méthode, et souvent elles étaient contradictoires entre elles. Philippe II ne parvint pas à remédier à ce défaut, et ses successeurs, qui tentèrent la même entreprise, ne réussirent pas mieux que lui [2].

Ainsi, ce que l'on appelait le code politique, civil et criminel de l'Espagne, n'était qu'un chaos de lois incohérentes ou tombées en désuétude. Il résultait de là que le caprice du juge était la loi suprême. Aussi la justice fut-elle vénale en Espagne sous les règnes de Philippe II et de ses successeurs. Il existait un autre abus plus funeste encore : c'était l'usage d'appliquer le témoin lui-même à la torture, lorsque le juge l'ordonnait [3]. De là un double inconvénient. Non seulement personne ne voulait déposer en justice, mais souvent personne n'accourait aux cris

1. En 1567.
2. Marina, *Ensayo*, p. 390-397.
3. *Ibid*, p. 348.

d'un homme poursuivi par des assassins. Ce n'était point par lâcheté, mais chacun savait qu'en exposant sa vie pour un autre il courait risque d'être saisi par les officiers de justice et contraint de servir de témoin. Or, il suffisait alors d'un soupçon pour que l'on fût torturé; et si la famille de la victime n'était pas assez riche pour payer les frais de la poursuite, le malheureux témoin se voyait condamné à les supporter. La justice voulait faire ses frais, et elle était peu scrupuleuse sur le choix des moyens.

Quant à l'armée, nous avons vu qu'elle devint permanente sous le règne de Philippe II. Dans les commencements les grades étaient conférés au mérite. On tenait les nobles à l'écart, et le moindre soldat pouvait devenir général. Mais peu à peu la noblesse, que l'on avait longtemps négligée à dessein, se rapprocha du trône, et comme elle ne faisait plus ombrage, le gouvernement l'accueillit avec faveur. Les dernières années de Philippe II ressemblèrent, sous ce rapport, aux dernières années de Louis XIV. On ne conférait plus les grades qu'à la naissance et l'armée se ressentit bientôt de ce changement funeste. Cependant Philippe II s'aperçut enfin des conséquences de ce nouveau système. Il essaya d'y remédier par une ordonnance qui réglait

les droits à l'avancement [1]. Cette ordonnance porta quelques fruits, mais l'abus, réprimé un instant, reparut sous le règne de Philippe III, qui ne s'entoura que de nobles et n'eut de faveurs que pour eux et leurs amis, tandis qu'il laissait de vieux officiers languir dans la misère et l'abandon.

Enfin, l'impôt était lourd et inégalement réparti. La noblesse et le clergé ne supportaient pas leur part des charges publiques, qui retombaient de tout leur poids sur les bourgeois des villes et sur les serfs des campagnes. Elles augmentèrent d'année en année pendant tout le règne de Philippe II, et non seulement elles ne pesèrent que sur une seule classe de la nation, mais encore elles ne furent supportées que par le seul royaume de Castille. L'Aragon, la Catalogne, la Navarre, les provinces basques invoquèrent leurs vieilles franchises pour décliner leur part du fardeau public. Il est vrai qu'elles ne profitaient pas des bénéfices immenses du commerce américain, dont la Castille s'était réservé le monopole, au préjudice du reste de l'Espagne. Mais la condition des Castillans n'en était pas plus heureuse, car ils ressentaient seuls le contre-coup de chaque revers essuyé par la monarchie. Aussi les

1. Voyez l'Ordonnance de 1597, que nous avons analysée plus haut.

provinces privilégiées s'attachèrent-elles de plus en plus à leurs fueros, qui les mettaient à l'abri des malheurs publics; et tandis que la Castille était livrée à tous les abus qu'entraîne un gouvernement despotique et sans prévoyance, elles jouissaient du bienfait de leurs lois nationales, qui leur assuraient une administration régulière, économique, et faisaient régner dans les moindres localités la paix, le bon ordre et la justice [1].

Il est donc prouvé que le gouvernement de Philippe II ne sut pas doter l'Espagne d'un meilleur code de lois, ni d'une armée mieux organisée, ni d'un système d'impositions plus équitable; qu'en ôtant aux Castillans et aux Aragonais leurs vieilles

1. L'adresse que les Navarrais et les Basques envoyèrent aux cortès en 1839, jette une vive lumière sur la diversité de condition de la Castille et des provinces qui avaient conservé leurs priviléges : « Montrez-nous, dirent-ils, une législation municipale et administrative comme la nôtre, une statistique de la richesse territoriale et industrielle comme celle des provinces basques, une égalité si grande dans la répartition des impôts et des contributions, une telle économie dans les recouvrements. Chez vous, les frais de perception sont de 1 et même de 1 1/2 pour 100. Chez nous, ils sont de 1/78, de 1/56 ou de 1/33, selon le calcul même de vos employés. Montrez-nous une distribution des biens communaux opérée avec tant d'ordre et d'une manière si avantageuse aux citoyens. Jetez un coup d'œil sur nos établissements de bienfaisance et les vôtres. Comparez votre crédit au nôtre. Donnez-nous des leçons de liberté pour l'élection des municipalités et des députés des provinces. Enseignez-nous à faire des chemins, des ponts et des ouvrages d'utilité publique, examinez votre police et compa-

libertés, il ne leur donna pas en échange une administration plus régulière, et que les provinces qui gardèrent leurs franchises locales restèrent florissantes plus longtemps que les autres.

Les tentatives essayées par Philippe II, pour écarter les obstacles que les provinces d'Italie et de Flandre opposaient à l'exercice du pouvoir royal, ne portèrent pas de plus heureux fruits. Les Siciliens acceptèrent l'inquisition, mais ils continuèrent leur opposition contre les vice-rois, et plus d'une fois ils chassèrent les agents espagnols. Les Napolitains, divisés par la politique habile des vice-rois, énervés par l'influence d'un pouvoir corrupteur, étaient incapables de se soulever contre la puissance de Phi-

rez-la à la nôtre. Parcourez vos forêts et les nôtres, comparez la distribution de la propriété, en comptant vos petits propriétaires et ceux que nous avons. Réfléchissez sur ce que vous coûte l'administration de la justice et ce qu'elle nous coûte à nous, et décidez ensuite si l'on peut et si l'on doit abandonner les fueros. La législation judiciaire, dans les matières économiques, administratives et municipales, non seulement ne doit pas être abrogée, mais de plus l'intérêt national exige qu'on en fasse progressivement l'application au reste de l'Espagne, car l'expérience de plusieurs siècles a démontré que cette législation a rendu riche, laborieux, moral, fort et heureux un peuple à qui la Providence n'a accordé qu'un terrain stérile et un soleil qui le réchauffe à peine, tandis que le système contraire a changé en déserts les plaines et les terrains les plus fertiles de l'intérieur, où l'on ne voit croître qu'une population clair-semée, pauvre et rachitique. Que gagneriez-vous à faire des belles provinces de la Biscaye, de l'Alava, du Guipuscoa, et de la Navarre une autre Estramadure ou une autre Manche? »

lippe II, et de tenter un effort sérieux pour reconquérir leur indépendance. Mais ils n'éprouvaient aucune sympathie pour la domination espagnole, et, plus d'une fois, le mécontentement public fit éclater des séditions, que les vice-rois eurent de la peine à comprimer. En 1585, ils massacrèrent Vincent Storacé, leur *élu*, qui n'avait pas répondu à leur confiance et qui exécutait servilement toutes les volontés du duc d'Ossuna. Le calme rétabli, le vice-roi, qui avait eu peur, s'en vengea d'une manière terrible. Il inventa des supplices inouïs pour punir les coupables, et poussa si loin la barbarie, que la cour de Madrid fut obligée d'intervenir et de le contraindre à publier une amnistie générale [1]. Les Milanais avaient si peu d'affection pour l'Espagne qu'on ne les admit jamais dans le régiment de Lombardie. Vers la fin du XVI[e] siècle l'autorité des gouverneurs devint de plus en plus oppressive et tracassière, tandis que le sénat voyait décroître son influence. L'élément militaire de la constitution finit par dominer entièrement l'élément civil. Cette oppression ne fit qu'augmenter au XVII[e] siècle, lorsque le théâtre de la guerre fut transporté dans la Savoie, le Montferrat et la Valteline. Elle devint telle

1. Gregorio Leti, 2[e] part., liv. VII.

que les Milanais se virent réduits à regretter le temps de Philippe II. Quant aux Flamands, nous avons vu qu'ils se soulevèrent plutôt que de renoncer à leurs priviléges. Sept provinces furent enlevées pour toujours à l'Espagne. Les dix autres ne furent sauvées que par les victoires et la modération du prince Alexandre Farnèse.

Ainsi la politique intérieure de Philippe II ne réussit pas mieux que sa politique extérieure. Ce règne, si glorieux en apparence, prépara en réalité toutes les calamités qui vinrent fondre sur l'Espagne au XVII[e] siècle, et qui amenèrent, après la mort de Charles II, la dissolution de la monarchie.

CHAPITRE DEUXIÈME.

RÈGNE DE PHILIPPE III.

(1598-1621)

« Philippe II, dit M. Mignet, fit plus que d'épuiser les ressources matérielles d'un pays dont Charles-Quint avait brisé les ressorts moraux : il éteignit la royauté comme son père avait éteint la nation. Il la séquestra dans une solitude abrutissante. Il la rendit invisible, sombre, hébétée; il ne lui fit connaître les événements que par des rapports, les hommes que par des défiances. Il porta si loin le soupçon qu'il éleva son fils dans la crainte et dans l'isolement; il ne lui permettait pas de s'entretenir avec sa fille, à laquelle seule il se confiait, et qui seule soulageait sa vieillesse accablée d'infirmités et de revers. Au moment où il fallut quitter la puissance qu'il avait voulu étendre et qu'il avait craint de perdre, il rejeta sur la Providence son propre ouvrage,

l'incapacité de son fils. Ce prince, qui avait appris la victoire de Lépante sans que son visage exprimât un mouvement de joie, et à qui la ruine entière de son *armada* n'avait pas arraché un regret, pleura sur l'avenir de la monarchie espagnole : « Dieu, dit-il, qui m'a fait la grâce de me donner tant d'États, ne m'a pas fait celle de me donner un héritier capable de les gouverner. » L'héritier qui reçut de ses mains mourantes ce dépôt déjà altéré, était l'œuvre de son système et le descendant d'une race qui avait dégénéré dans l'inaction [1]. »

Philippe II mourut le 13 septembre 1598, à l'âge de 71 ans. Philippe III n'avait que 21 ans, lorsqu'il succéda à son père. Les écrivains espagnols ont vanté sa piété, sa générosité, sa prudence, son courage [2]. Mais ils justifient mal leurs éloges. Incapable de diriger les affaires et convaincu lui-même de son impuissance, Philippe III abandonna le gouvernement au duc de Lerma, son favori. Le nouveau ministre s'empressa de distribuer à ses créatures les charges et les dignités les plus importantes du royaume. Il donna l'archevêché de Tolède et le ti-

1. Mignet, *Introduction aux Négociations relatives à la succession d'Espagne*, p. 25-26.

2. Poreno, Dichos y hechos del rey don Felipe III. Cf. l'Oraison funèbre de Philippe III, prononcée par Lecharron. Paris, 1621.

tre de grand inquisiteur à Bernard de Sandoval, son oncle; la présidence du conseil de Castille à Miranda, la vice-royauté du Portugal à Moura, le secrétariat du conseil d'État à Franchezza. Son frère devint vice-roi de Valence; son beau-frère fut créé vice-roi de Naples; l'un de ses gendres fut nommé général des galères d'Espagne, l'autre, président du conseil des Indes. La présidence du conseil de Portugal fut donnée à Borja, son oncle. Toutes les fonctions les plus importantes du royaume furent occupées par la famille ou par les amis du duc de Lerma[1]. Philippe III n'était que le servile instrument de ses volontés. Aussi le duc d'Ossuna l'appelait-il, avec la rude franchise de son langage, « *le grand tambour de la monarchie*[2]. » Sous l'empire de ce ministre, le système guerrier de Philippe II fut délaissé. Les ressources de l'Espagne étaient épuisées. Philippe II avait ruiné sa marine contre l'Angleterre et anéanti ses finances, pour solder les troubles de la France et pour vaincre la révolte des Pays-Bas. En 1598, les dépenses avaient excédé les recettes de plus de seize cent mille ducats[3]. Il laissa en mourant une

1. Ranke, p. 212-214.
2. Watson, *Philippe III*, t. II, p. 409.
3. Mémoire sur les finances d'Espagne en 1598. Archives du Minis-

dette évaluée par quelques historiens à cent quarante millions de ducats [1]. La paix pouvait seule ajourner la ruine de la monarchie.

Toutefois, l'Espagne ne renonça point à ses vieilles prétentions. Philippe III aspirait comme son père à la monarchie universelle. Il osa revendiquer la Bohême et la Hongrie. Son ambassadeur à Vienne, don Balthazar de Zuniga, reçut l'ordre de négocier auprès de l'empereur pour obtenir la cession de ces provinces [2]. Il visait au trône d'Angleterre et n'attendait que la mort d'Élisabeth pour faire valoir ses prétentions [3]. Nous le voyons convoiter tour à tour la Valteline et la Savoie, et susciter des embarras au roi de France, dans l'espoir de le renverser et de s'asseoir sur son trône. Philippe III réclamait une sorte de prééminence sur tous les princes de la chrétienté [4]. Il voulait que l'on traitât les rois de France et d'Angleterre comme

tère des affaires étrangères. Espagne, 1598. Seize cent mille ducats font 13,216,000 francs.

1. 1,156,400,000 francs. Voyez Watson, *Philippe III*, t. I, p. 13.

2. Archives de Simancas A. 59, 192 et A. 59, 218.

3. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi. Collection Dupuy, nº 549, fol. 129, verso.

4. *Conveniencia de las dos Monarquias catolicas, la de la Iglesia Romana y la del Imperio Español; y Defensa de la precedencia de los Reyes catolicos de España à todos los Reyes del Mundo;* por F. Juan de la Puente. Madrid, Imprenta Real, 1612.

des souverains d'un rang inférieur. Il eût cru déroger à l'éclat de sa couronne en donnant le titre de frère au premier des Stuarts [1], ou en plaçant sa signature à côté de celle d'un duc de Savoie [2]. Ses ambassadeurs allaient jusqu'à soutenir qu'un aussi grand roi que le roi d'Espagne ne pouvait être lié par les traités, et qu'il ne reconnaissait d'autres lois que sa modération et sa clémence [3].

Ces folles prétentions entraînèrent de nouvelles dépenses; car il fallait à tout prix conserver un parti en Italie, en Allemagne, en France et en Angleterre. Dans le seul État de l'Église, Philippe III payait des pensions au duc d'Urbino, aux Orsini, aux Cesarini, aux Gaetani et à un grand nombre de cardinaux. Le duc d'Urbino recevait douze mille scudi [4] pour sa table, et la solde nécessaire à l'entretien de quatre colonels, vingt capitaines, cent hommes de grosse cavalerie, deux cents de cavalerie légère et deux compagnies d'infanterie [5]. Il n'y avait pas en 1609

1. Lorsque la paix fut signée en 1603 entre l'Espagne et l'Angleterre, la lettre que l'ambassadeur de Philippe III remit à Jacques Ier n'était pas adressée à ce prince avec le titre accoutumé : *A notre frère,* mais *A notre cousin.* Watson, *Philippe III,* t. I, p. 188.

2. Sismondi, *Histoire des Français,* t. XXII, p. 495.

3. *Ibid.,* p. 419.

4. 125,520 francs. Valeur relative : 125,520 $\times$ 2 $=$ 251,040.

5. Ranke, p. 409.

une seule ville d'Italie où l'Espagne ne soudoyât des partisans[1]. Maître du Milanais et du royaume de Naples, Philippe III voulait établir son influence sur l'Italie centrale, et par la conquête de l'État vénitien et de la Savoie étendre sa domination jusqu'au pied des Alpes.

Ce prince entretenait aussi de nombreux partisans en Allemagne. Un grand nombre d'agents du parti catholique lui étaient vendus en Bavière et dans les provinces rhénanes. Il s'efforçait surtout de créer un parti espagnol en Autriche, autant pour resserrer ses liens avec l'empereur que pour favoriser ses projets sur la Hongrie et la Bohême. Son ambassadeur à Vienne, don Balthasar de Zuniga reçut en 1612 des lettres de change pour la somme de soixante dix-sept mille sept cent soixante-dix-sept écus[2] qu'il devait employer dans ce but[3]. Une pension annuelle de trois mille ducats[4] fut allouée au cardinal de Strigonia qui résidait en Hongrie[5]. On augmenta de deux mille ducats[6] le traitement que le cardinal

1. Ranke. L'auteur cite Paolo Sarpi.

2. 813,547 fr. 42 centimes. Valeur relative : 1,627,094 fr. 84 centimes.

3. Archives de Simancas A. 59, 210. La dépêche est du 6 janvier 1612.

4. 24,780 francs. Valeur relative : 49,560 francs.

5. Archives de Simancas A. 59, 225 et 226.

6. 16,520 francs. Valeur relative : 33,040 francs.

Dietrichstein touchait depuis longtemps [1]. L'évêque de Vienne reçut une pension de trois mille ducats [2]. On essaya de gagner l'archiduc Ferdinand qui parvint dans la suite à l'Empire. Il reçut de l'argent et on lui envoya quelques troupes qui l'aidèrent à enlever aux Turcs la forteresse de Canissa [3]. Ce jeune prince, à qui l'on destinait la Hongrie et la Bohême, ne pouvait reconnaître comme légitimes les prétentions de Philippe III sur ces deux royaumes, mais il prit l'engagement de céder un jour au roi d'Espagne une province de l'Autriche [4].

La marine de l'Angleterre avait pris de tels accroissements, sous le règne d'Elisabeth, qu'il était de l'intérêt de l'Espagne de vivre en paix avec cette puissance.

Con todos guerra
Y paz con Ingalaterra,

disait le proverbe espagnol. Les ministres de Philippe III n'en entretinrent pas moins des intelligences avec les catholiques d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande; ils établirent des séminaires d'Anglais et d'Écossais dans les Pays-Bas et ne cessèrent d'exciter

1. Archives de Simancas A. 59, 241.
2. *Ibid.*
3. Watson, *Histoire de Philippe III*, t. I, p. 125.
4. Ranke, p. 222 et 223.

des troubles dans les trois royaumes [1]. L'ambassadeur d'Espagne en France, don Inigo de Cardenas, ajouta en 1612 les noms de vingt nobles d'Écosse à la longue liste des pensionnaires de Philippe III [2], et, à la sollicitation du jésuite Anderson, il ordonna la fondation d'un séminaire à Dole, pour former des prédicateurs destinés à l'Angleterre et à l'Écosse [3].

Philippe III s'efforçait enfin de troubler par ses intrigues la paix si heureusement rétablie en France, depuis le traité de Vervins. Le gouverneur du Milanais excitait le duc de Savoie à retenir par la force le marquisat de Saluces que réclamait Henri IV, et en attendant des secours plus efficaces, il lui prodiguait les promesses les plus brillantes. Charles-Emmanuel entra dans les vues de l'Espagne. Il fit alliance avec le duc de Biron, gouverneur de la Bourgogne, que les Espagnols poussaient depuis longtemps à la révolte. Un grand nombre de mécontents de tous les partis entrèrent dans la conjuration. Ils ne se proposaient rien moins que de rendre indépendants les gouverneurs des provinces, et de ramener la monarchie à l'état où elle avait été du temps de

1. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi. Collection Dupuy, n° 549, fol. 129, verso.

2. Archives de Simancas A. 59,253.

3. *Ibid.* A. 59, 254.

Charles VI. Les chefs de cette nouvelle féodalité auraient reconnu la suzeraineté de l'Espagne. Le comte d'Auvergne, Charles de Valois, approuva le projet, et promit d'engager son beau-père, le connétable de Montmorency, à seconder l'entreprise. On essaya de gagner les huguenots en leur promettant les provinces de l'ouest et tout le Dauphiné. Heureusement le roi fut averti à temps; il déjoua les projets des conjurés par une attaque imprévue et rapide. Le duc de Savoie fut rejeté au-delà des Alpes. Il conserva, il est vrai, le marquisat de Saluces, mais il fut obligé de céder la Bresse et le Bugey (1601). Le duc de Biron, privé de ses dignités, eut la tête tranchée (1602). Le comte d'Auvergne reçut son pardon à la sollicitation de madame de Verneuil. Le baron de Fontenelle, gentilhomme breton et cousin du maréchal de Lavardin, convaincu d'intelligences avec l'Espagne, fut condamné au supplice de la roue. Un Calabrais, son compagnon, fut condamné à la même peine.

Philippe III avait abandonné ses alliés au moment du danger. Mais il ne renonça point à sa politique perfide. Tandis que Sully, prévoyant une guerre prochaine, faisait fondre des canons et remplissait de munitions les arsenaux du royaume, il apprenait souvent avec surprise que les délibérations les plus

secrètes du conseil étaient aussitôt connues en Espagne. Il savait que, pendant son ambassade à Londres, sa correspondance avait été révélée au cabinet de Madrid, auquel il importait le plus de la cacher. Ses soupçons tombèrent sur Villeroy, vieux ligueur, qui, dans le conseil, s'était toujours prononcé pour l'alliance de l'Espagne, tandis que Henri IV était disposé à s'unir avec les protestants. Il ne se trompait pas entièrement. Un Français réfugié en Espagne dénonça le traître : c'était Nicolas l'Hoste, commis principal de Villeroy, qui ne parvint pas lui-même à se justifier complétement de cette accusation.

Henri IV se sentait de toutes parts enveloppé par les intrigues de l'Espagne. Il venait de découvrir que son chiffre secret avait été vendu à Philippe III par le premier commis de l'un de ses ministres. La reine Marie de Médicis et ses confidents italiens, Eleonora Galigaï et Concini, exprimaient des sentiments tout espagnols. Il découvrit bientôt que la marquise de Verneuil, sa maîtresse, était entrée en correspondance avec l'Espagne. Don Balthasar de Zuniga, ambassadeur de Philippe III en France, lui avait offert la protection de son maître, dans le cas où la mort du roi l'exposerait aux vengeances de Marie de Médicis. Lorsque le prévôt fit arrêter le

comte d'Entragues, père de la marquise, dans son château de Marcoussis, on trouva cachées dans l'épaisseur du mur trois lettres du roi d'Espagne. Elles contenaient l'engagement contracté par ce prince envers la marquise de faire reconnaître son fils pour dauphin de France après la mort de Henri IV (1604).

L'année suivante, on découvrit un nouveau complot de Balthasar de Zuniga. Il ne s'agissait de rien moins que de livrer la ville de Marseille aux Espagnols. Un gentilhomme provençal, Louis de Meyrargues, qui commandait deux galères, et qui bientôt allait entrer en fonctions comme viguier ou premier magistrat de Marseille, avait promis de remettre cette ville aux soldats de Philippe III. Dénoncé par le gouverneur de la Provence, il fut arrêté à Paris avec un secrétaire de la légation espagnole que l'on surprit dans sa maison. L'ambassadeur se plaignit de cette violation du droit des gens. Henri IV répondit qu'elle était justifiée par la nature du crime dont le secrétaire s'était rendu complice. Le comte de Meyrargues fut condamné à mort comme coupable de haute trahison (1605).

Pour mettre la France à l'abri de tentatives semblables et lui rendre le rang qu'elle devait occuper en Europe, il fallait abaisser l'Espagne.

Henri IV disait souvent : « les rois de France et d'Espagne sont comme posés dans les deux bassins d'une balance, desquels il est impossible que l'un hausse que l'autre n'abaisse [1].» Il résolut de se mettre à la tête du parti protestant en Europe et de combattre l'empereur et le roi d'Espagne. Son but immédiat était d'enlever la Lombardie à Philippe III, pour la donner au duc de Savoie, de réunir la Franche-Comté à son royaume, et de joindre les provinces catholiques des Pays-Bas à la république de Hollande. Au milieu de ces vastes projets il fut arrêté par la mort (1610).

Si l'on songe que le roi d'Espagne n'avait fait aucun préparatif de défense et que l'assassinat de Henri IV le délivra d'un ennemi redoutable ; si l'on songe que Marie de Médicis était tout espagnole de cœur, qu'elle formait avec l'ambassadeur de Philippe III des projets pour le mariage de ses enfants, que les Italiens qui l'entouraient n'avaient cessé d'entretenir des relations avec l'Espagne ; si l'on songe enfin que le duc d'Epernon, dont la conduite avait été si suspecte au moment de l'assassinat, et qui depuis avait particulièrement contribué à faire décerner la régence à Marie de Médicis, était

1. Sully, *Économies royales*, t. VIII, p. 63.

le représentant de la politique espagnole, qu'à lui se rattachaient tous les vieux ligueurs, tous les catholiques ardents qui maudissaient une guerre entreprise contre une puissance catholique, avec l'aide des protestants d'Allemagne et de Hollande, on ne peut s'empêcher de soupçonner que les vrais coupables sont restés impunis [1].

Déjà, du vivant de Henri IV, l'Espagne avait proposé le double mariage du dauphin avec une infante, et du prince des Asturies avec une fille de France. Après sa mort, elle renouvela, auprès de la régente, cette offre que le feu roi avait rejetée. Marie de Médicis souscrivit avec empressement aux propositions de l'Espagne. Sacrifiant les véritables intérêts de la France, elle conclut le mariage de l'infante Anne d'Autriche avec Louis XIII, et celui d'Élisabeth de France avec le fils de Philippe III. Sully blâma vainement une politique injurieuse à la mémoire de Henri IV. Il ne fut pas écouté. Désespérant alors de faire prévaloir un système meilleur, il se démit de ses charges et se retira de la

1. Il ne faut pas oublier que la censure d'Espagne avait approuvé, en 1602, le livre de Mariana *De Rege et Regis Institutione*, qui justifie la doctrine du tyrannicide. Cette doctrine était entendue, il est vrai, au profit du roi d'Espagne.

cour, qu'il laissa en proie aux intrigues des factieux.

Le triomphe de la politique espagnole fut complet. L'ambassadeur du roi d'Espagne, don Inigo de Cardenas, osa demander que l'on arrêtât Sully pour lui faire son procès [1]. Bientôt le duc de Monteleone vint conseiller à Marie de Médicis d'écraser enfin le parti calviniste [2]. Des hommes puissants, vendus à l'Espagne, recommandaient hautement la guerre contre les hérétiques et flétrissaient dans leurs discours la politique de Henri IV. De ce nombre était le duc de Lorraine, qui recevait une pension annuelle de 30,000 ducats [3]. Ses ministres, ses serviteurs, tous ceux qui avaient accès auprès de sa personne, étaient stipendiés par les ambassadeurs de Philippe III à Paris [4]. Ces intrigues eurent pour résultat l'abaissement de la France. Les protestants d'Allemagne tournèrent leurs espérances vers le Nord, et n'atten-

1. Dans une dépêche du 2 mai 1611, on loue Cardenas de l'habileté avec laquelle il a conseillé la reine dans l'affaire du duc de Sully, et on lui recommande d'employer son influence pour obtenir qu'il soit arrêté : « pues agora, sera conveniente sa prision. » Archives de Simancas A. 59, 140.

2. Dépêche du 28 janvier 1616. Archives de Simancas A. 60, 131.

3. 247,800 francs. Dépêche du 5 novembre 1611. Archives de Simancas A. 59, 108. Cf. la dépêche du 3 octobre 1612. *Ibid.* A. 59, 268.

4. Dépêche du 9 août 1611. Archives de Simancas A. 59, 121.

dirent plus rien d'un pays livré à l'influence de l'Espagne ; ceux de France se sentirent menacés et se préparèrent à la résistance. Sûre de Marie de Médicis, la maison d'Autriche ne garda plus aucune mesure et menaça de nouveau la liberté de l'Europe, jusqu'au jour où Richelieu vint arrêter ses progrès et replacer le France au rang qu'elle avait occupé autrefois.

Mais ce n'était pas seulement par des négociations et des intrigues que l'Espagne essayait de conserver ou de rétablir sa prépondérance en Italie, en Allemagne, en France et en Angleterre. Plusieurs fois elle employa la force pour réaliser cette monarchie universelle, qui était le but de son ambition. La guerre de Flandre n'avait pas été interrompue à la mort de Philippe II. Pendant les dix premières années du règne de son fils, l'Espagne redoubla d'efforts pour replacer sous le joug les provinces révoltées ; mais la bravoure de ses soldats et l'habileté de ses généraux échouèrent contre la résistance héroïque des Hollandais. La bataille de Newport trompa tout d'abord les espérances de Philippe III. Cinq mille Espagnols restèrent sur le champ de bataille ; toute l'artillerie, les bagages et les provisions tombèrent au pouvoir de l'ennemi (1600)[1]. La prise d'Ostende

1. Watson, *Histoire de Philippe III*, t. I, p. 93.

par le marquis de Spinola, ne fut pas une compensation suffisante de cet échec. Le siége avait duré trente-trois mois, et lorsque la ville ouvrit ses portes, elle n'était plus qu'un monceau de ruines; mais les Espagnols avouaient eux-mêmes qu'ils avaient perdu plus de cinquante mille soldats [1]. Le prince Maurice de Saxe mit à profit les pertes qu'ils venaient d'essuyer. Il se rendit maître de l'Écluse dont la possession avait pour les Hollandais de plus grands avantages que celle d'Ostende. En même temps, les insurgés s'enrichissaient par des expéditions heureuses, dirigées contre les colonies espagnoles et portugaises en Amérique et dans les Indes, et pendant que l'argent abondait en Hollande, les provinces catholiques tombaient dans la plus profonde détresse. Pour comble de malheur, les troupes de Spinola se révoltèrent et réclamèrent, les armes à la main, la solde qu'on leur devait. Elle s'élevait par mois à 300,000 couronnes. Spinola ne pouvait les satisfaire. Il fut obligé de se rendre à Madrid et de solliciter lui-même les fonds nécessaires à l'entretien de l'armée. Tel était l'épuisement du trésor que les ministres de Philippe III engagèrent d'avance l'argent des galions qu'ils attendaient d'A-

1. Sismondi, *Histoire des Français*, t. XXII, p. 111.

mérique. Des marchands de Cadix fournirent les sommes demandées; mais, pleins de défiance à l'égard du ministère, ils exigèrent que Spinola se rendît garant de cet emprunt. Le général y consentit et retourna dans les Pays-Bas, muni de lettres de change qui lui permettaient de payer la solde arriérée, et de continuer la guerre avec vigueur[1]. Mais, pendant qu'il obtenait des avantages chèrement achetés, les Espagnols essuyaient de nouveaux désastres sur mer. L'amiral hollandais Heemskirk détruisit toute une escadre que l'on croyait à l'abri dans la baie de Gibraltar; en même temps, plus de quarante vaisseaux, qui croisaient devant Lisbonne et Cadix, empêchaient le départ des galions et causaient au commerce de l'Espagne des pertes immenses[2]. D'autre part, le roi de France autorisait les gentilshommes calvinistes à s'enrôler au service des Hollandais. A l'ouverture de chaque campagne, leurs armées étaient composées en grande partie de volontaires français. Le roi d'Angleterre Jacques I[er] ne leur fournissait plus de secours, depuis qu'il avait signé la paix avec

1. Watson, *Histoire de Philippe III*, t. I, p. 252.
2. Missions étrangères. Ms. 302. Lettre de Valladolid, du 9 avril 1606. Communiqué par M. Victor Leclerc.

l'Espagne, mais le parlement voulait la guerre, et, s'il résista au vœu de la nation, il consentit du moins à laisser déduire de la dette que Henri IV avait contractée envers la couronne d'Angleterre, la moitié des subsides que ce prince acquittait tous les ans[1]. Dans ces circonstances, le marquis de Spinola crut devoir conseiller la paix aux ministres de Philippe III. L'Espagne fit les premières ouvertures; des négociations furent entamées à Anvers, et une trêve de douze ans suspendit enfin cette lutte opiniâtre (1609).

Depuis cette époque, les Hollandais furent regardés comme un peuple libre et indépendant. Toutes les cours de l'Europe accueillirent leurs ambassadeurs avec la même distinction que ceux des autres puissances; les souverains qui naguère les traitaient de rebelles recherchèrent à l'envi leur alliance. L'Espagne, alors, perdit cet éclat factice dont elle avait étonné l'Europe. La trêve de 1609 avait mis à nu sa faiblesse; vaincue par un petit nombre de ses propres sujets, elle ne pouvait plus prétendre à la domination du monde.

La guerre contre l'Angleterre, que Philippe II avait

1. Watson, t. I, p. 334.

léguée à son fils, ne fut pas plus heureuse que celle des Pays-Bas. Le duc de Lerma, qui voulait signaler les premiers jours de son ministère par un succès éclatant, fit équiper une flotte de cinquante vaisseaux et chargea don Martin de Padilla de tenter une descente en Angleterre. Mais à peine les vaisseaux eurent-ils gagné la haute mer, qu'ils furent dispersés par la tempête et forcés de regagner les ports de l'Espagne, sans avoir rencontré l'ennemi (1599) [1]. Ce revers ne découragea pas le duc de Lerma : la révolte de l'Irlande lui parut une occasion favorable. La grande étendue de cette île, son extrême fertilité, la commodité de ses ports, qui pouvaient assurer une retraite à ses vaisseaux et mettre l'Espagne en état de disputer l'empire des mers à l'Angleterre et à la Hollande, déterminèrent le ministre de Philippe III à tenter cette conquête. Il fournit aux insurgés des armes et des munitions de guerre. Un grand nombre d'Irlandais, qui avaient servi en Flandre, reçurent l'ordre de retourner dans leur île et d'organiser l'insurrection. Ils devaient enseigner à leurs compatriotes cette discipline sévère à laquelle ils avaient été soumis eux-mêmes, et qui pouvait seule les rendre capables de tenir tête aux régiments an-

1. Watson, *Histoire de Philippe III*, t. I, p. 62.

glais. En même temps, le roi d'Espagne faisait équiper une flotte pour transporter six mille hommes en Irlande. Don Juan d'Aguilar fut chargé de diriger l'entreprise. On se croyait si sûr de la victoire qu'un grand nombre d'Espagnols s'embarquèrent sur la flotte pour coloniser les terres conquises. Le général en chef débarqua dans le port de Kinsale avec quatre mille soldats, pendant qu'Occampo, son lieutenant, entrait à Baltimore avec le reste de l'armée. Mais déjà les rebelles avaient été vaincus par le vice-roi d'Irlande, et le comte de Tyrone, leur chef, ne put offrir aux Espagnols qu'un renfort de quatre mille soldats. Un combat décisif fut livré près de Baltimore. Les Espagnols se battirent avec leur courage accoutumé, mais ils furent mal secondés par leurs alliés et succombèrent sous le nombre. Occampo et plusieurs de ses officiers furent faits prisonniers, et les débris de l'armée se retirèrent à Baltimore et à Kinsale. Le comte d'Aguilar s'aperçut alors qu'il ne pouvait pas compter sur l'appui des insulaires; il offrit au vice-roi de lui remettre les villes qu'il occupait, à condition qu'on transporterait ses troupes en Espagne, avec leurs munitions et leur artillerie. Il stipulait en outre une amnistie en faveur des habitants de Baltimore et de Kinsale. Ces

conditions furent acceptées par le vice-roi, et une flotte anglaise ramena l'armée du comte d'Aguilar en Espagne. Philippe III approuva la conduite de son général (1602). Il abandonna les Irlandais, qui furent forcés de se soumettre, et, après la mort d'Élisabeth, il fit la paix avec l'Angleterre (1604).

Pendant que Philippe III employait une partie de ses forces en Irlande, il envoyait contre Alger une flotte de soixante-dix galères avec dix mille hommes commandés par Doria. Cette expédition, dirigée par un des marins les plus habiles de son siècle, ne fut pas loin de réussir. Après une navigation courte et heureuse, l'escadre parut en vue d'Alger. Cette ville n'était pas en état de défense; la plupart des corsaires s'étaient éloignés à l'approche des Espagnols. Mais une tempête survint au milieu de la nuit, un grand nombre de vaisseaux se brisèrent contre les rescifs de cette côte dangereuse, et les débris de la flotte furent obligés de regagner les ports de la Sicile (1602)[1].

La politique espagnole ne se montra pas moins envahissante en Italie. Deux États, le duché de Savoie et la république de Venise, faisaient ombrage

1. De Thou, liv. CXXVI.

à Philippe III ; ses ministres résolurent d'en faire la conquête et de les réunir à la monarchie espagnole.

Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, avait servi la politique espagnole, en disputant au maréchal de Lesdiguières la Provence et le Dauphiné, et en occupant le marquisat de Saluces, pour fermer l'entrée de l'Italie aux armées françaises. Mais l'intérêt de ce prince était de maintenir l'équilibre entre la France et l'Espagne. Il se rapprocha de Henri IV pour le soutenir dans la lutte qu'il allait engager contre la maison d'Autriche. Les deux princes conclurent un traité d'alliance à Brussol, et le roi de France prit l'engagement de fournir un corps de seize mille hommes à son nouvel allié, pour l'aider à enlever le Milanais à l'Espagne. Le grand-duc de Toscane et les Vénitiens penchaient du côté de Henri IV, et les petits princes de l'Italie centrale n'attendaient que l'apparition des drapeaux français pour se déclarer en sa faveur. Tout était prêt, et le succès de la guerre paraissait assuré, lorsque le poignard de Ravaillac délivra Philippe III de son plus redoutable ennemi. Marie de Médicis fit alliance avec le roi d'Espagne, et le duc de Savoie, délaissé par la France, fut réduit à implorer son pardon de ce monarque (1611). L'année suivante, il éleva des prétentions sur le

Montferrat, comme héritier de François, duc de Mantoue, son beau-frère, et ses troupes occupèrent ce duché. Philippe III intervint dans cette querelle, et se déclara pour le nouveau duc de Mantoue, Ferdinand de Gonzague, frère de François. Un ambassadeur fut envoyé à Turin, pour enjoindre à Charles-Emmanuel :

1° De mettre bas les armes;

2° De s'engager par écrit à ne plus inquiéter le territoire du duc de Mantoue;

3° De bien se pénétrer de la résolution prise par Sa Majesté Catholique de n'accorder d'autres conditions que celles que lui dicterait sa propre modération.

Ces paroles hautaines indignèrent le duc de Savoie. Il ordonna à l'ambassadeur espagnol de sortir de ses États, et arrachant son ordre de la Toison-d'Or, il déclara qu'il ne voulait plus se parer d'une marque d'honneur accordée par un prince qui le menaçait. Il se mit aussitôt à la tête de ses troupes, passa la Sésia et envahit le Milanais (1614). Le cabinet de Madrid répondit à cette attaque par un manifeste qui adjugeait au roi d'Espagne le duché de Savoie, comme un fief dépendant du Milanais, et l'ambassadeur impérial menaça Charles-Emmanuel

de le mettre au ban de l'Empire, s'il ne se hâtait de licencier son armée. Ce prince eut le courage de résister. Vaincu par don Pedro de Tolède, marquis de Villa-Franca, que Philippe III avait nommé gouverneur du duché de Milan, il se vit enlever Vercelli et les places de Soleri, de Felician et d'Anona. Mais la mort de Concini, qui n'avait cessé de favoriser l'Espagne, arrêta les succès de Villa-Franca (1617). Son successeur autorisa le maréchal de Lesdiguières à passer les Alpes pour secourir le duc de Savoie. Attaqués à l'improviste dans leurs cantonnements de Feliziano, les Espagnols furent rejetés dans le Milanais, après avoir perdu cinq mille hommes. Cette intervention eut pour résultat de rétablir la paix en Italie. Un traité fut signé à Pavie, sous la médiation de Louis XIII. Il portait que Charles-Emmanuel et le marquis de Villa-Franca licencieraient leurs soldats, que les places conquises seraient restituées de part et d'autre et les prisonniers remis en liberté. La possession du Montferrat fut assurée au nouveau duc de Mantoue (1617).

Le gouverneur du Milanais ne remplit pas l'engagement qu'il avait contracté de licencier son armée. Il venait de former, de concert avec le marquis de Bedmar et le duc d'Ossuna, cette conspiration si cé-

lèbre, qui avait pour but de faire de l'État vénitien une province espagnole.

Le marquis de Bedmar, ambassadeur de Philippe III à Venise, le marquis de Villa-Franca, gouverneur du duché de Milan, et le duc d'Ossuna, vice-roi de Naples, vivaient dans une étroite alliance, et telle était l'incurie du cabinet de Madrid que les triumvirs espagnols disposaient en maîtres de l'Italie. Ils haïssaient la république de Venise, comme le seul État italien qui prenait conseil de lui-même et ne subissait point l'influence espagnole. Ils espéraient aussi servir l'intérêt de leur maître, en renversant une puissance qui s'élevait entre la Lombardie et l'Autriche. Cet État supprimé, l'empereur et le roi d'Espagne auraient pu se prêter une assistance plus prompte dans la grande guerre qui était imminente en Allemagne.

Voici quelles furent, selon toute apparence, les principales dispositions du complot : quinze cents hommes de vieilles troupes, choisis par le marquis de Villa-Franca dans la garnison de Milan, devaient être introduits secrètement et sans armes dans la ville de Venise. Le marquis de Bedmar se chargeait de les armer. Il avait su gagner les officiers du régiment de Liewestein et du régiment de Nassau, qui

étaient au service de la république. Tout était prêt pour l'exécution du complot, et le marquis de Bedmar n'attendait plus, pour agir, que l'arrivée des brigantins que le duc d'Ossuna faisait armer à Naples et qui étaient remplis de munitions et de soldats. Des ordres étaient donnés pour que le feu fût mis à l'arsenal. Au milieu du tumulte les conjurés auraient massacré les sénateurs et se seraient emparés de la ville au nom du roi d'Espagne. Pour assurer la prompte soumission de l'État vénitien, le marquis de Bedmar avait gagné quelques officiers de la garnison de Crême, qui promettaient de livrer cette place aux troupes espagnoles.

Les instruments de ce complot étaient presque tous des aventuriers français, bannis de leur pays. Le duc d'Ossuna les accueillait avec empressement, leur accordait sa confiance, puis il paraissait se brouiller avec eux, et les faisait passer à Venise. L'un d'eux, Jacques Pierre, ancien corsaire, obtint du gouvernement vénitien un commandement dans la marine. Langlade, habile artificier, fut admis à l'arsenal. Renaud de Nevers, introduit chez l'ambassadeur de Louis XIII, devint un des agents les plus actifs de la conjuration. Des hommes d'exécution, tels que les capitaines de vaisseau, Vincent

Robert de Marseille, Laurent Nolot et Robert Brulard, et les gentilshommes Renaud, Durand, de Brainville, de Bribe, de Ternon, étaient engagés au service du marquis de Bedmar. Il avait, même dans le sénat de Venise, des créatures qui l'instruisaient aussitôt des délibérations les plus secrètes.

L'exécution du complot avait été fixée au printemps de 1618. L'escadre napolitaine, composée en partie de bâtiments légers qui pouvaient pénétrer sans danger dans les lagunes, approchait de Venise, lorsqu'elle fut dispersée par la tempête. Cet événement fortuit sauva la république. Le conseil des Dix conçut des soupçons, et un des conjurés trahit le complot. On arrêta les agents du marquis de Bedmar, et plus de cinq cents furent noyés dans les lagunes. Toutefois le sénat de Venise n'osa pas accuser le roi d'Espagne. Il recommanda le silence à ses ambassadeurs et le crime des triumvirs ne fut pas dénoncé à l'indignation de l'Europe [1].

La bravoure de l'Espagne avait échoué contre le duc de Savoie, et ses artifices contre la république vénitienne. Non seulement ces deux États con-

1. Ranke, *Conjuration de Venise*. — Sismondi, *Histoire des Français*, t. XXII, p. 422 et suiv. — Watson, *Histoire de Philippe III*, t. II, p. 258-270.

servèrent leur indépendance, mais la découverte du complot de Bedmar fut suivie de la restitution de Vercelli, et de celle de tous les vaisseaux que le vice-roi de Naples avait enlevés aux Vénitiens en pleine paix. Le cabinet de Madrid consentit même à rappeler son ambassadeur. Mais il témoigna publiquement qu'il avait approuvé son dessein, en lui confiant un poste plus élevé dans les Pays-Bas.

Telles furent les entreprises de l'Espagne sous le règne de Philippe III. Presque toutes échouèrent, et le besoin de la paix se fit sentir plus vivement que jamais. Le règne de Philippe III fut en effet une période de paix et de tranquillité, si on le compare aux règnes agités de Philippe II et de Philippe IV. Une trêve de douze ans avait suspendu la guerre qui se poursuivait depuis cinquante ans contre la Hollande. Un double mariage garantissait la paix avec la France; l'Angleterre, sous la domination des Stuarts, semblait renoncer à sa vieille hostilité contre l'Espagne. Pour la première fois, depuis un demi-siècle, la monarchie respirait au dehors.

Cependant le désordre régnait dans les finances épuisées par tant de guerres ruineuses. Il n'y avait qu'un moyen de rétablir l'équilibre entre la recette et la dépense : c'était d'employer les loisirs de la

paix à fermer les blessures profondes que la monarchie avait reçues. Le gouvernement choisit ce moment pour chasser une population nombreuse qui avait longtemps enrichi l'Espagne par ses travaux.

Les Maures avaient perdu successivement leur indépendance, leur religion, leurs mœurs et leurs coutumes. Il ne leur restait plus, au commencement du XVIIe siècle, que la patrie conquise par leurs ancêtres. Ils la perdirent sous le règne de Philippe III.

Malgré leur conversion forcée, les Maures n'avaient pas renoncé à leur haine invétérée contre les chrétiens. « Un vrai croyant, disaient-ils, ne doit se fier ni aux paroles, ni à l'amitié apparente des infidèles, et, en toute circonstance, il est de son devoir d'aider à les combattre et à les exterminer, pour que l'on s'empare enfin des pays qu'ils possèdent [1]. » L'espoir d'une prochaine délivrance entretenait l'inimitié qu'ils nourrissaient contre leurs oppresseurs. Plus d'une fois, on avait intercepté des lettres écrites en langue arabe, qu'ils adressaient aux sultans ou aux souverains de Fez et de Maroc. Lorsqu'en 1530, les Maures andalous se révoltèrent contre

1. *Fondation de la Régence d'Alger, Histoire de Barberousse.* Chronique arabe du XVIe siècle, t. I, p. 197.

Charles-Quint, ils implorèrent le secours du dey d'Alger, Khaïr-ed-din, et le supplièrent, au nom du prophète, de venir les délivrer du joug odieux sous lequel ils gémissaient depuis si longtemps. Khaïr-ed-din assembla les habitants d'Alger, et, en présence d'une foule immense, il lut la lettre suppliante qui lui était adressée. Enflammés de colère et animés par l'espoir du pillage, les Algériens armèrent trente-six vaisseaux pour secourir leurs frères persécutés. A l'approche de cette escadre, les Maures se retranchèrent sur la montagne de Perdona. Bientôt les Algériens débarquèrent ; et secondés par les insurgés, ils parvinrent à repousser les troupes de Charles-Quint. Puis ils résolurent de transporter les Maures en Afrique. Mais il n'était pas possible d'embarquer à la fois une si grande multitude. On convint qu'une partie resterait sur la montagne de Perdona, sous la protection d'un corps de mille guerriers, qui veilleraient à leur sûreté jusqu'au retour de la flotte musulmane. Elle revint sept fois et transporta soixante-dix mille hommes en Afrique. Depuis cette époque, les corsaires d'Alger s'approchèrent fréquemment des côtes de l'Andalousie. Mais jamais ils ne pillaient les villages des Maures, tandis qu'ils réduisaient en esclavage les chrétiens

qui tombaient entre leurs mains [1]. Lorsque les Maures des Alpujarras se révoltèrent contre Philippe II, ils reçurent des secours d'Afrique, et si le sultan avait suivi les conseils de son visir, il aurait dirigé contre l'Espagne la formidable expédition qu'il envoya conquérir le petit royaume de Chypre. L'insurrection des Alpujarras fut étouffée, après avoir coûté la vie à soixante mille Espagnols [2]. Lorsque, peu d'années après, les Anglais se furent emparés de Cadix, on craignit un nouveau soulèvement en Andalousie, et les soldats qui étaient en garnison à Séville et à Cordoue reçurent l'ordre de rester jour et nuit sous les armes. Ces précautions prévinrent la révolte qui se préparait dans les campagnes; mais l'Espagne comprit qu'elle portait dans son sein une population toujours prête à faire cause commune avec ses ennemis. En 1608, pendant que l'élite des troupes de Philippe III était occupée en Flandre, les Maures engagèrent vivement Muleysilan, sultan du Maroc, à débarquer en Espagne avec une armée. Ils promettaient de se soulever à son approche et de lui fournir cent cinquante mille combattants [3]. Ce

1. *Fondation de la Régence d'Alger*, t. I, p. 281. Cf. Fonseca, *Justa Expulsion de los Moriscos*, p. 130.

2. Fonseca, p. 176.

3. *Ibid.*, p. 145.

projet de trahison fut découvert par le tribunal du saint-office [1]. L'effroi fut grand : les prêtres inventaient des récits étranges, merveilleux, qui passaient de bouche en bouche et ajoutaient à la frayeur générale. On disait qu'à Daroca le bruit des trompettes et des tambours avait retenti dans les airs, au moment où la procession sortait du monastère ; qu'à Valence, on avait aperçu pendant plusieurs jours un nuage d'une éclatante blancheur, sillonné de bandes sanglantes; qu'une image de la Vierge avait paru tout inondée de sueur [2]. Les esprits étaient vivement frappés, et le vœu général appelait l'ordonnance dont les conséquences devaient être si fatales pour l'Espagne.

Déjà, en 1602, un mémoire avait été présenté à Philippe III par don Juan de Ribera, archevêque de Valence, pour qu'il chassât ses sujets infidèles. Le prélat conseillait au roi de ne retenir que les adultes, pour travailler, comme esclaves, aux galères et aux mines, et les enfants âgés de moins de sept ans, pour les élever dans la religion chrétienne [3]. L'archevêque de Tolède, don Bernard de

1. Fonseca, p. 145.
2. *Ibid.*, *passim*.
3. Watson, *Histoire de Philippe III*, t. II, p. 33 et suiv.

Sandoval, demandait que l'on exterminât les Maures, sans épargner ni les femmes, ni les enfants [1]. Le mémoire de Ribera fut reçu favorablement du roi et de son ministre. Enhardi par leur confiance, il en présenta un nouveau, en 1609, qui avait pour but :

1° De démontrer à Philippe III la nécessité d'expulser les Maures, s'il voulait sauver ses États d'une invasion prochaine;

2° De rassurer la conscience de ce prince contre les scrupules qu'il pouvait concevoir.

« Dans un écrit sacré, dit Ribera, aucun précepte ne fut si souvent recommandé au peuple choisi de Dieu, que celui de rejeter de son sein les nations infidèles qu'il trouva en possession de la Terre promise. Une sévère obéissance à ce précepte fut particulièrement recommandée aux rois et aux chefs de ce peuple; et le premier roi que Dieu lui-même avait nommé pour le gouverner, encourut l'indignation divine et fut privé de son royaume, pour avoir désobéi à ce précepte. Or, les pernicieuses conséquences qui résultent de la permission que l'on accorde aux Maures de demeurer en Castille et en Aragon, sont les mêmes que celles qui résultèrent pour les enfants d'Israël de leurs relations avec

1. Sismondi, *Histoire des Français*, t. XXII, p. 161.

les païens; car, en Espagne, les fidèles courent un égal danger d'être corrompus par le funeste exemple des pratiques mahométanes. C'est pourquoi l'extermination de ces infidèles est pour le roi catholique un devoir sacré, comme la destruction des idolâtres en fut un pour les rois et pour les chefs du peuple juif.

« En suivant l'exemple de David et d'autres rois d'Israël, Philippe imitera la conduite de quelques-uns des meilleurs et des plus illustres de ses prédécesseurs, par qui les Juifs furent, à diverses époques, chassés de l'Espagne, quoique leurs provocations n'aient jamais eu le caractère de celles des Maures; car jamais ils ne furent hérétiques, ni apostats, comme eux, et jamais ils ne furent accusés d'entretenir des correspondances avec les ennemis de l'État.

« Son illustre aïeul, Charles-Quint, le plus sage et le plus grand prince de son siècle, avait publié un édit qui enjoignait aux Maures de recevoir le sacrement du baptême, ou de quitter l'Espagne. Il espérait qu'en recevant le baptême, ils deviendraient à la fois chrétiens et sujets fidèles. Il est prouvé maintenant qu'il fut trompé dans son attente.

« Les funestes effets que produit la tolérance envers ceux qui ont apostasié la foi, furent profondé-

ment sentis par les monarques français. Pendant près d'un demi-siècle leurs sujets catholiques furent exposés à toutes les horreurs de la guerre civile; tandis que si ces princes avaient exécuté les mesures ordonnées par l'Eglise, et mis à mort ou chassé du royaume leurs sujets hérétiques, ils auraient évité les malheureuses suites de leur coupable faiblesse, et conservé la pureté de la foi.

« L'intérêt spirituel et temporel du roi catholique et de ses sujets fidèles exige donc impérieusement l'expulsion des Maures. Sans cette mesure de rigueur, on doit craindre que dans peu ils ne possèdent toutes les richesses du royaume; car non seulement ils ont l'industrie en partage, mais ils sont économes et sobres; ils travaillent à des prix plus bas et se contentent de profits plus modérés que ne peuvent le faire les Espagnols. Il en résulte que ces derniers sont, pour la plupart, exclus du commerce et du travail et réduits à l'indigence. Les villages habités par les Espagnols dans toute la Castille et dans toute l'Andalousie, sont tombés dans l'état de dépopulation le plus déplorable, tandis que ceux où se sont fixés les Maures ont acquis un haut degré d'accroissement et d'opulence. Déjà même les fermiers qui cultivent les terres les plus fertiles de

l'Espagne se voient dans l'impossibilité d'acquitter le prix de leurs baux, tandis que les Maures qui ont à défricher un sol ingrat et rebelle, après avoir payé aux propriétaires de leurs fermes le tiers de leur récolte, peuvent non seulement se soutenir, eux et leurs familles, mais augmenter encore tous les ans leurs capitaux. »

Ribera conclut de là qu'en peu d'années les Maures surpasseront les chrétiens en richesse et en nombre, et que l'Espagne se verra exposée au plus grand des dangers, si l'on ne se décide à les transporter en pays étranger.

« Néanmoins, dit-il, on pense qu'il ne serait pas sage de les chasser tous à la fois de l'Espagne; car les Maures répandus dans les villages du royaume de Valence, savent si bien se suffire à eux-mêmes et communiquent si peu avec les chrétiens, que l'on ne doit pas craindre que ceux-ci, entraînés par l'exemple, soient jamais atteints de la contagion mahométane. Outre cette considération, les Maures qui habitent cette partie du royaume, y ont apporté tous les arts de première utilité, inconnus aux chrétiens... Or, si tous ces infidèles étaient expulsés en même temps, ces arts seraient perdus pour jamais, et cette perte transformerait ce pays en un séjour

sauvage, habité par la désolation... Mais je pense qu'il est besoin de recourir à des mesures plus rigoureuses à l'égard des Maures établis dans les autres provinces, car ils sont devenus, sous plusieurs rapports, plus redoutables que ceux qui se sont fixés dans les royaumes d'Aragon et de Valence. Partout ils sont mêlés avec les chrétiens; partout leur exemple répand le poison du mahométisme, et les églises et les autels sont profanés par leur soumission hypocrite et ironique aux saintes cérémonies de la vraie religion. En outre, ils parlent la langue castillane; leur esprit est plus cultivé; ils sont mieux informés du véritable état de l'Espagne, et plus capables par conséquent d'entretenir des liaisons dangereuses avec les puissances jalouses de sa splendeur...

« D'après toutes ces réflexions, je suis persuadé que la conservation de cet empire et l'intérêt de la religion exigent que tous les Maures répandus en Espagne, excepté ceux des provinces d'Aragon et de Valence, sortent sur-le-champ du royaume... De plus, il convient de retenir ceux de leurs enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de sept ans, afin de les élever dans la religion chrétienne. Le roi peut, sans que sa conscience en soit alarmée, employer les adultes sur ses galères ou aux travaux des

mines en Amérique. Sa Majesté peut encore vendre les autres comme esclaves à ses sujets catholiques en Espagne et en Italie. Il n'y a certes pas d'injustice à traiter avec cette rigueur des hommes qui, par leurs crimes, se sont exposés à perdre la vie; et s'ils ont mérité de subir l'esclavage ou la mort, leur expulsion de l'Espagne, ou leur transport dans les pays qui professent leur religion, ne saurait être considéré que comme un acte de clémence et de pitié de la part du roi [1]... »

L'archevêque de Tolède fut cette fois de l'avis de Ribera, mais il demanda que la mesure fût générale et qu'on ne fît aucune exception en faveur des Maures qui habitaient les provinces d'Aragon et de Valence. Le duc de Lerma approuva ce projet et l'expulsion fut résolue. Ce fut en vain que les barons du royaume de Valence intervinrent en faveur de leurs vassaux. On n'écouta pas même les sages remontrances du pape Paul V, et le fatal édit fut publié (1609).

Il enjoignait aux Maures de se tenir prêts à partir dans trois jours pour les ports qui leur seraient désignés comme lieux de leur embarquement.

Il leur défendait, sous peine de mort, de quitter

1. Watson, *Histoire de Philippe III*, t. II, p. 42-50.

les endroits où ils se trouveraient au moment de la publication de l'édit, jusqu'à l'arrivée des commissaires chargés de les diriger vers les ports de mer.

Les barons du royaume de Valence furent autorisés à choisir six familles sur cent pour rester en Espagne, afin d'enseigner aux chrétiens le raffinage des sucres, la conservation des magasins à riz et l'entretien des canaux et des aqueducs.

Les enfants au-dessous de quatre ans pouvaient demeurer en Espagne, du consentement de leurs parents ou de leurs tuteurs. La même permission était accordée aux enfants de six et de sept ans, dont les parents professaient depuis très longtemps la religion catholique, et généralement à tous les Maures qui pouvaient produire des certificats signés des prêtres de leurs paroisses et attestant qu'ils avaient été baptisés et qu'ils avaient entièrement renoncé aux erreurs de Mahomet.

Telles étaient les principales dispositions de l'édit de Philippe III. Les Maures furent consternés. Leurs chefs s'assemblèrent à Valence et offrirent de racheter tous les chrétiens captifs en Barbarie, d'armer une flottille pour protéger les côtes de l'Espagne et d'entretenir à leurs frais les garnisons des forts qui surveillaient le littoral de la Méditerranée, si le roi

consentait à révoquer son édit. Le vice-roi répondit qu'il ne pouvait admettre ni requête, ni remontrance. Quelques chefs des Maures proposèrent alors de recourir aux armes, et implorèrent le secours de Henri IV, dont ils avaient appris les préparatifs contre l'Espagne. Ils ne manquaient, disaient-ils, ni d'argent, ni de soldats; ils ne demandaient que des armes et des officiers pour les instruire et les commander. Ils offraient même d'embrasser la religion protestante qui, peu chargée de cérémonies et ennemie du culte des images, leur paraissait plus conforme à leur foi [1]. Le gouvernement français leur donna quelques espérances, mais bientôt il les abandonna. Les Maures renoncèrent alors au projet qu'ils avaient eu de se défendre, et le fatal édit reçut son exécution. Livrés à la férocité de matelots cupides et fanatiques, un grand nombre périrent pendant la traversée. Deux capitaines de vaisseau, le Catalan Juan Ribera et le Napolitain Juan Baptista firent précipiter dans les flots les malheureux Maures qu'ils avaient promis de transporter en Afrique [2]. Plusieurs de ceux qui s'étaient embarqués à leurs frais relâchèrent à Marseille, où ils furent reçus avec

1. Sully, *Économies royales*, t. VIII, p. 328.
2. Fonseca, p. 284.

prévenance, grâce aux ordres qui avaient été donnés sur la recommandation de l'ambassadeur de France à Constantinople. Mais il y en eut beaucoup qui firent naufrage, et les habitants de la Provence, par une plaisanterie barbare, appelèrent les sardines du nom de *grenadines*, et s'abstinrent d'en manger, disant qu'elles n'étaient repues que de chair humaine[1]. Ceux-là même qui arrivèrent en Afrique ne furent pas encore à l'abri de tout danger. La plupart succombèrent à la faim ou à la fatigue, au milieu des déserts brûlants qu'ils eurent à parcourir, avant d'arriver à Tlemcen, à Oran et dans les autres lieux de leur exil. Des six mille hommes, qui de Conastal se dirigèrent sur Alger, un seul, nommé Pédralvi, eut le bonheur d'y parvenir[2].

Cet acte de cruauté causa dans toute l'Europe un frémissement d'horreur. Le cardinal de Richelieu l'appelle « le plus hardi et le plus barbare conseil dont l'histoire de tous les siècles précédents fasse mention[3]. » L'Espagne en porta bientôt la peine. Elle vit diminuer avec sa population la principale source de sa richesse, et dépérir son agriculture, son industrie et son commerce.

1. Bouche, *Histoire de Provence*, t. II, liv. X, p. 850.
2. Watson, *Histoire de Philippe III*, t. II, p. 82.
3. Mémoires du cardinal de Richelieu, t. X, p. 231.

Pendant le XVI[e] siècle le nombre des Maures s'était accru rapidement. Ils ne suivaient presque jamais la carrière des armes, ils n'allaient pas s'établir en Italie, ils n'émigraient point en Amérique, il n'y avait parmi eux ni moines ni monastères : aussi la population doublait-elle tous les dix ans[1]. Il serait difficile de déterminer aujourd'hui le chiffre exact de ceux qui furent chassés d'Espagne par Philippe III. Mais il est certain que le royaume de Valence perdit à lui seul cent quarante mille habitants. Quatre cent cinquante bourgades, renfermant vingt-huit mille maisons, demeurèrent entièrement désertes [2]. Plus des trois quarts des villages de la Catalogne furent dépeuplés. Les montagnes de la Sierra Morena perdirent presque tous leurs habitants, et ne furent rendues à la culture que sous le gouvernement des Bourbons.

On avait interdit, sous peine de mort, aux infidèles de l'Andalousie, des deux Castilles et des royaumes de Grenade et de Murcie, d'emporter de l'or ou de l'argent[3]. En Catalogne, on déclara leurs biens confisqués, pour le payement des dettes qu'ils avaient pu

1. Fonseca, *Justa Expulsion de los Moricos*, p. 174.
2. Fonseca, p. 223.
3. Fonseca, p. 329-333.

contracter envers les Espagnols. Ces ordres furent exécutés avec une inflexible rigueur. Trente-deux de ces infortunés, sur lesquels on saisit de l'argent et des bijoux, furent pendus à Burgos [1]. Un autre fut condamné au même supplice pour avoir caché quatre cents ducats dans son *albarda* [2]. Malgré ces actes de rigueur un grand nombre de Maures parvinrent à soustraire de fortes sommes à l'avidité des commissaires royaux. L'ambassadeur de France à Madrid n'hésita pas à recevoir de fortes sommes, que les Maures lui confièrent contre des lettres de change payables en France; et pour introduire plus sûrement cet argent dans le royaume, il fit partir son intendant, avec l'ordre de se rendre immédiatement à Paris. Le secretde cette opération ne fut pas gardé. On arrêta l'intendant de l'ambassadeur à trente lieues de Madrid. Toutefois, le duc de Lerma n'osa pas violer les priviléges attachés à l'ambassade française, et la malle qui renfermait les trésors fut rendue sans avoir été ouverte [3]. Le cabinet de Madrid comprit alors qu'il était impossible d'exécu-

1. Watson, *Pièces justificatives*, t. III, p. 174.

2. *Ibid.* L'albarda est un coussinet semblable à ceux que l'on destine au transport des outres qui renferment les vins d'Espagne.

3. *Ibid.*, p. 173.

ter rigoureusement l'édit qui dépouillait les Maures. Il publia une nouvelle ordonnance qui leur permit d'emporter leur or et leur argent, à condition qu'ils en remettraient la moitié aux commissaires royaux [1]. Mais la plus grande partie de cet argent ne fut pas versée dans le trésor de l'État. Le duc de Lerma se fit donner deux cent cinquante mille ducats [2]. Le duc d'Uzeda, son fils, en reçut cent mille [3]; le comte de Lemos, cent mille; la comtesse de Lemos, fille du duc de Lerma, cinquante mille [4].

Dans le royaume de Valence, où les Maures étaient plus nombreux, plus unis et armés pour la plupart, on usa de plus de ménagement. On leur permit d'emporter toutes leurs richesses, car on craignait une révolte, dont la répression eût coûté des sommes plus considérables que toutes celles qu'ils possédaient.

Les ministres de Philippe III avouèrent eux-mêmes que le numéraire emporté de l'intérieur de l'Espagne ne s'éleva pas à moins de huit cent mille

1. Watson, t. III, p. 175.
2. 2,065,000 francs.
3. 826,000 francs.
4. 413,000 francs.

ducats [1]. Cette évaluation n'est pas exacte. En présence d'un avenir toujours incertain, les Maures répugnaient à devenir acquéreurs de terres; ils ne plaçaient pas leurs capitaux dans le commerce; mais, comme les Arabes du désert, ils accumulaient et enfouissaient dans leurs maisons les métaux précieux. Un ducat, un réal, qu'ils acquéraient par leur travail, ne sortait plus guère de leurs mains. Or, en supposant que chacun des cent quarante mille Maures qui sortirent du royaume de Valence ne possédât que vingt écus, leur départ fit perdre à l'Espagne deux millions huit cent mille écus [2]. Mais, avant de quitter le pays natal, ils avaient vendu leurs vingt-huit mille maisons et les meubles qu'elles contenaient, et comme ils s'étaient trouvés dans la nécessité de vendre à bas prix, il ne leur avait pas été difficile de trouver des acheteurs. En supposant que chaque maison ne rapportât que quarante écus, ils avaient donc réalisé une seconde somme de douze cent mille écus que l'on doit ajouter à la première [3]. Il faut songer enfin qu'il y avait des Maures très riches, puisque le seul Alami Delascar

1. 6,608,000 francs. Voyez Watson, p. 171.
2. 29,288,000 fr. Valeur relative : 29,288,000 × 2 = 58,576,000 fr. Voyez Fonseca, p. 325.
3. 12,552,000 francs. *Ibid.*

d'Albérique possédait plus de cent mille ducats [1].

Les sommes emportées en espèces ne furent pas les seules que perdit l'Espagne. Souvent les *Aljamas* ou communes mauresques avaient contracté des emprunts, soit pour des ouvrages d'utilité publique, soit pour s'acquitter envers les seigneurs dont elles cultivaient les terres. Comme tous les habitants de ces communes étaient solidaires entre eux, et payaient des intérêts plus élevés que les chrétiens, on recherchait beaucoup ces sortes de placements. Un grand nombre de veuves, d'orphelins, quelquefois même des couvents, leur confiaient leurs capitaux. Ces communes ayant été dissoutes, plusieurs millions furent perdus, car tous les moyens qu'on employa pour contraindre les Maures à restituer le montant de ces créances demeurèrent sans résultat [2].

Enfin les Maures avaient répandu dans la circulation une immense quantité de fausse monnaie en argent; ils l'avaient changée contre de l'or, et comme ils consentaient à perdre sur le change, ils avaient réussi à tromper un grand nombre de personnes. Après leur départ on s'aperçut que toute l'Espagne était remplie de cette monnaie de faux aloi. Un

1. 826,000 francs. Fonseca, p. 325.
2. *Ibid.*, p. 324.

bando en interdit l'usage , mais on ne put le faire exécuter, et le gouvernement fut obligé de publier un nouveau *bando*, par lequel il s'engageait à retirer tout cet argent de la circulation. Dans l'espace de quelques jours, on en déposa pour plus de trois cent mille ducats à la sacristie de la Seu de Valence [1]; et bientôt on en porta une si grande quantité, que le gouvernement ne put donner suite à son dernier édit [2].

Une autre conséquence de l'expulsion des Maures fut la décadence de l'agriculture. Les Arabes et les Maures avaient apporté en Espagne la culture du sucre, du coton, de la soie et du riz. Ils avaient construit des canaux d'arrosage et des réservoirs par lesquels ils distribuaient l'eau dans les terrains les plus élevés et les plus arides. Leurs champs divisés en petites propriétés contrastaient avec les vastes étendues de terrains qui demeuraient incultes entre les mains des grands seigneurs et des corporations religieuses [3]. Mais rien n'égalait la fertilité de la province de Valence. Elle fournissait à l'Europe tous les fruits des pays méridionaux. On

1. 2,478,000 francs.
2. Fonseca, p. 325.
3. *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, par Alexandre Delaborde. Introduction, p. 38.

y faisait trois récoltes par an. A peine une moisson était-elle terminée, qu'on ensemençait de nouveau, et la douceur du climat faisait mûrir les grains toute l'année. Le travail le plus assidu, l'industrie la plus ingénieuse épuisaient chaque jour leurs ressources pour entretenir et renouveler cette admirable fécondité. Venus de l'Egypte, de la Syrie et de la Perse, pays essentiellement agricoles, les Arabes avaient apporté dans le royaume de Valence des procédés agronomiques qu'une pratique de trois mille ans avait perfectionnés. Jusqu'au règne de Jacques d'Aragon, ils étaient restés en possession de cette province, et ils y demeurèrent en majorité jusqu'au règne de Philippe III. Ils y avaient établi un système d'irrigation qui subsiste encore en partie tel qu'ils l'avaient fondé, car le génie de leurs vainqueurs n'a rien trouvé à y ajouter. Voici ce système, tel que l'a décrit un voyageur moderne :

« Les eaux du Turia qui se jettent dans la mer, un peu au-dessous de Valence, ont été soutenues par une digue à deux lieues environ de son embouchure, et sept coupures principales, dont trois sur une rive et quatre sur l'autre, vont distribuer dans la plaine ces eaux qui s'étendent en éventail et fer-

tilisent toute la Huerta, contenue et comme embrassée entre leurs deux branches intérieures. Maintenant, sur chacune de ces sept artères principales, le même système est répété en petit, et une multitude innombrable de veines secondaires viennent prendre l'eau et la porter au plus humble carré de terre caché au centre de la plaine. Ce système, dont l'idée est fort simple, offrait néanmoins dans l'exécution une complication dont les difficultés n'ont pu être résolues que par la prévoyance la plus ingénieuse. Une de ces difficultés se trouvait dans la nécessité d'observer partout une telle graduation de niveau, que tous les terrains, sans exception, pussent jouir à leur tour des bienfaits de l'irrigation. Or, la plaine, bien qu'assez égale, ne présentait pas cependant ce nivellement parfait et géométrique ; on y a suppléé par de petits canaux et des ponts aqueducs ; en se promenant dans la plaine on voit à chaque instant de petits canaux qui passent sur les grands, et je ne sais combien d'aqueducs en miniature construits les uns sur les autres pour porter à quelques perches de terre un volume d'eau trois fois gros comme la cuisse. Ailleurs, vous voyez, au milieu d'un terrain tout plat, le chemin s'élever tout à coup de quatre pieds et vous obli-

ger de suspendre pendant douze pas le trot de votre cheval; c'est un aqueduc souterrain qui passe par là. Tout ce travail est peu apparent; la plupart du temps il se cache sous terre, mais il est plein de détails et de prévoyance. Une autre difficulté, c'était de répartir les eaux équitablement, afin que chacun pût en jouir à son tour; car, pour faire monter les eaux d'une *acequia* (c'est le nom des canaux), il faut presque mettre les autres à sec. Après le travail de l'ingénieur venait donc le travail de l'administrateur et du légiste. Ce travail a également été fait par les Arabes et subsiste encore aujourd'hui tel qu'ils l'ont laissé. A chacune des sept branches mères correspond un jour de la semaine; ce jour-là, elle emprunte l'eau de ses voisines pour élever les siennes au niveau voulu; le tout, bien entendu, à charge de revanche: ce jour-là, tous les petits filets qui s'alimentent des eaux de la grosse artère sont également ouverts; mais, comme leur nombre est immense, et qu'en venant la sucer tous à la fois, les eaux ne pourraient se maintenir à la hauteur nécessaire, chacun d'eux a son heure dans la journée, comme la branche mère a son jour dans la semaine. Voilà près de huit siècles que ces détails minutieux sont

fixés, que chaque filet d'eau a son heure et sa minute assignées. Quand cette heure arrive, un des colons intéressés défait en trois coups de pioche la digue de gazon qui ferme sa rigole, l'eau monte, et à mesure qu'elle vient à passer devant chaque pièce de terre, chaque colon, qui l'attend la pioche à la main, lui donne accès chez lui par le même procédé; alors la terre est submergée et couverte de plusieurs pouces d'eau pendant un temps déterminé. Le lendemain les choses se passent de la même manière dans une autre partie de la huerta; et, au bout de la semaine, toute la campagne a été imprégnée à son tour de ces eaux fécondantes [1]. »

Cette belle agriculture qui faisait la richesse du royaume de Valence dépérit après l'expulsion des Maures. Les seigneurs avaient reçu la permission d'en garder un certain nombre, afin de conserver les traditions des procédés agricoles qui étaient particuliers à cette nation. Mais il n'y en eut pas un seul qui voulût profiter de cette faveur intéressée, et toute la population musulmane partit pour la terre d'exil. On eut quelque peine à repeupler la huerta de Valence et les campagnes de Xativa, de Gandia, et d'Ori-

1. Guéroult, *Voyage en Espagne*, p. 318-322.

huela, malgré l'extrême fertilité du sol. Des habitants de la ville de Valence, tailleurs, mécaniciens, ouvriers en soie, s'établirent dans ces lieux déserts. Il s'y rendait aussi des cultivateurs de Castille, de Majorque, de Gênes et même du Languedoc et de la Provence [1]. Mais ces nouveaux venus ne remplacèrent pas l'ancienne population : ce qui le prouve, c'est qu'ils ne furent jamais en état d'acquitter les mêmes impôts [2]. Quant aux terrains ingrats et montueux qui sont situés sur les confins de l'Aragon et du royaume de Valence, ils n'attirèrent personne et restèrent incultes. Les Maures les avaient cultivés autrefois, pour vivre plus éloignés de leurs oppresseurs et pratiquer plus librement leur religion [3]. Dès lors les exportations diminuèrent, et plus d'une fois la disette se fit sentir dans cette fertile contrée. Pendant les vingt années qui suivirent l'expulsion des Maures, on fut obligé de faire venir l'huile d'olive de l'île de Majorque, tandis qu'auparavant on l'exportait du royaume de Valence dans toutes les provinces de l'Espagne [4].

1. Fonseca, *Justa expulsion de los Moriscos*, p. 322.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*, p. 322.
4. Fonseca, p 333.

Le commerce et l'industrie ne se ressentirent pas moins de cette funeste mesure. Les Arabes et les Maures étaient doués du génie commercial comme les juifs, dont plus de deux cent mille s'étaient établis avec eux en Espagne. Ils étaient poussés vers l'industrie par la loi du prophète, qui fait du travail un devoir religieux, et par la nécessité de mettre en œuvre les riches produits du sol et de satisfaire aux besoins nombreux du luxe oriental. Les draps de Murcie, les soieries d'Almeria et de Grenade, les tapisseries en cuir de Cordoue, le papier coton de Salibah avaient été recherchés dans toutes les parties du monde. Ils avaient construit des routes, creusé des canaux, amélioré le lit des fleuves, et uni toutes les villes de l'Espagne par des relations commerciales. Valence, Malaga, Barcelonne et Cadix étaient les ports de mer par où s'écoulaient les riches produits de l'industrie musulmane. Après le départ des Maures, leurs traditions se perdirent; bientôt les bras manquèrent aux manufactures; elles tombèrent peu à peu, et le commerce déclina avec l'industrie qui l'avait soutenu.

C'est au prix de ces sacrifices que fut accomplie l'œuvre de l'unité religieuse, commencée par Ferdinand le Catholique et Isabelle. A l'exemple de ses

prédécesseurs, Philippe III s'efforça de consolider l'unité politique. Les grands n'inspiraient plus de craintes sérieuses ; sous les règnes de Charles-Quint et de Philippe II, ils avaient perdu leur indépendance, et, avec elle, leur esprit belliqueux et turbulent. Sous le règne de Philippe III, la transformation fut complète ; ils se rapprochèrent de la cour et ne cherchèrent plus qu'à rivaliser de luxe et de magnificence. De même que les gentilshommes qui formaient la cour de Louis XIV, ils attachèrent leur amour-propre à ne se rendre auprès du roi qu'avec un cortége de quinze à vingt carrosses et une suite nombreuse de vassaux[1]. Les communes de la Castille ne se souvenaient plus guère de leurs droits perdus. Lorsqu'en 1598 Philippe III réunit les députés à Madrid, il dit, dans ses lettres de convocation : « C'est afin qu'ils entendent et discutent, accordent et allouent ce qui leur sera proposé dans cette réunion des cortès. » On craignait seulement qu'ils n'apportassent des mandats secrets de la part de leurs commettants. Pour empêcher cet abus, on contraignit les députés de jurer, à l'ouverture des cortès, qu'ils remettraient entre les mains du président les instructions

1. Bassompierre, *Journal de ma vie*, p. 536.

qu'ils pouvaient avoir reçues ou qu'ils pourraient recevoir dans le cours de la session [1].

Ainsi l'autorité royale était fortement établie dans le royaume de Castille; mais les provinces du Nord avaient conservé des priviléges qui leur assuraient de grands avantages sur le reste de l'Espagne, et qui excitaient la jalousie des Castillans. Philippe III entreprit de dépouiller la Biscaye de ses anciens fueros. En 1601, il rendit une ordonnance qui soumettait cette province à quelques nouveaux impôts. C'était un premier empiétement : les Biscayens en comprirent la portée, et ils résolurent de résister. Leurs députés, assemblés, suivant l'usage, dans la ville de Guernica, rédigèrent une remontrance que don Pedro de Gamboa fut chargé de remettre au monarque. Elle était rédigée en termes respectueux mais énergiques :

« Ayant appris qu'en récompense des nombreux et loyaux services que cette seigneurie a rendus à la couronne, Votre Majesté veut empiéter sur nos droits, en ordonnant que nous acquittions certains impôts auxquels les Castillans sont soumis, nous avons convoqué une assemblée générale à Guernica, et nous avons résolu, conformément à nos fueros,

1. Ranke, p. 340.

que les rois Vos prédécesseurs nous ont accordés et que l'on veut révoquer aujourd'hui avec tant de rigueur, de nous adresser humblement à Vous, et de Vous supplier d'annuler l'ordonnance qui nous concerne. Ce que nous demandons est juste, et si l'on ne fait droit à notre prière, nous prendrons les armes pour défendre notre bien-aimée patrie, dussions-nous voir brûler nos maisons et nos campagnes, mourir nos femmes et nos enfants, dussions-nous chercher ensuite un autre seigneur, pour nous protéger et nous défendre [1]. »

Le ton ferme de cette remontrance effraya le roi. Elle avait été rédigée le 12 mai 1601, à Guernica. Le 24 du même mois, Philippe III écrivit de Valladolid à la députation de la Biscaye qu'ayant consulté les archives de Simancas et vu les priviléges accordés par les rois ses prédécesseurs, il retirait son ordonnance et confirmait aux Biscayens la possession de leurs libertés [2].

1. Archives du Ministère des affaires étrangères. Volume Espagne, 1600-1602.

2. *Ibid.* Voici la réponse de Philippe III : Querida y amada Patria y señoria mia, Visto por mi la mucha razon que vos otros teneis en querer gozar de vuestras honradas libertades, y haber yo sido mal informado en querer que me pagasedes los subsidios que los demas mis vasallos me pagan, y haber visto en los Archivos de Simancas lo que los Reyes mis antepasados dexaron ordenado en lo que toca á ésa mi que-

Ce fut là un grave échec pour l'autorité royale, et un symptôme alarmant de cette tendance à l'isolement qui s'opposait à l'unité politique de l'Espagne. Ferdinand et Isabelle, Charles-Quint et Philippe II avaient travaillé tour à tour à cette grande œuvre, dont ils léguèrent l'accomplissement à leurs successeurs. Mais déjà la royauté avait perdu de sa force, et le premier signe de son affaiblissement fut la résistance victorieuse que la petite province de Biscaye opposa à Philippe III.

Un second indice de l'affaiblissement de l'autorité royale fut la tentative que fit le vice-roi de Naples pour se rendre indépendant. Le duc d'Ossuna avait abusé du pouvoir qui lui était confié. Il avait fait la guerre aux Vénitiens sans consulter le cabinet de Madrid, pillé un grand nombre de vaisseaux de presque toutes les nations, et outragé l'honneur des familles. Il s'était rendu odieux à la noblesse et

rida señoria, he mandado se borre, atilde y teste de mis pragmaticas Reales en lo que toca á ésa señoria, es que gozeis de todas las libertades y Exempciones que los demas vuestros honrados patres gozaron con las demas que quisieredes gozar y usar de ellas ; haziendo os yo de nuevo merced de ello por los muchos e buenos e leales servicios que esta Corona real ha recivido y recive de presente. »

Dada en esta Corte de Valladolid en 24 de mayo de 1601.

YO EL REY.

A mi querida y antigua patria de mi señorio de Viscaya.

au clergé, mais il avait eu le talent de gagner le peuple, en lui persuadant qu'il était seul en état de le défendre contre la tyrannie de la cour de Madrid. Ses agents, répandus dans tout le royaume, ne cessaient de répéter que, sans lui, les Napolitains ne seraient jamais délivrés des taxes oppressives dont ils étaient accablés. Un jour qu'il passait sur la place du marché il aperçut des employés du fisc qui pesaient quelques denrées. Aussitôt il tira son épée et coupa les cordons de la balance aux applaudissements de la multitude. L'armée ne lui était pas moins dévouée que le peuple. Elle était composée de seize mille hommes, étrangers pour la plupart et habitués à se battre sous le drapeau du duc d'Ossuna. Deux gentilshommes français, la Verrière et de Veines, qui étaient ses confidents intimes, stimulaient son ambition en lui disant que, dans les provinces comme dans la capitale, le peuple se déclarerait en sa faveur, que l'Italie entière, accablée sous le joug de l'Espagne, verrait avec joie le royaume des Deux-Siciles recouvrer son indépendance, qu'il était de l'intérêt des Vénitiens et du duc de Savoie de seconder son entreprise, et que la France ne manquerait pas de l'appuyer de toutes ses forces pour abaisser une puissance rivale.

Ce projet, communiqué au sénat de Venise, au duc de Savoie, au connétable de Lesdiguières et à de Luynes, premier ministre de Louis XIII, fut sans doute dénoncé par ce dernier à la cour de Madrid. On vint un jour apprendre au duc d'Ossuna que le cardinal don Gaspard de Borgia s'était rendu maître du fort de Castel-Nuovo, et qu'il s'était fait reconnaître en qualité de vice-roi (1620). Le peuple et l'armée, effrayés de l'unanimité de la magistrature, de la noblesse et du clergé, n'osèrent pas seconder le duc d'Ossuna qui voulait hasarder un combat. Il fut arrêté et finit sa vie en prison. Telle fut l'issue de cette entreprise qui pouvait avoir des conséquences funestes pour l'Espagne.

Philippe III mourut l'année suivante, victime du cérémonial bizarre que l'on observait à sa cour.

« Sa maladie lui commença, dit Bassompierre, dès le premier vendredi de carême [1], lorsque étant sur des dépêches, le jour étant froid, on avait mis un violent brasier au lieu où il était, dont la réverbération lui donnait si fort au visage, que les gouttes de sueur en dégouttaient; et de son naturel il ne trouvait jamais rien à redire, ni ne s'en plaignait. Le marquis de Pobar, de qui j'ai appris ceci, me

1. 26 février 1621.

dit que voyant comme ce brasier l'incommodait, il dit au duc d'Albe, gentilhomme de sa chambre comme lui, qu'il fît retirer ce brasier qui enflammait la joue du roi. Mais, comme ils sont très ponctuels en leurs charges, il dit que c'était au sommelier du corps, le duc d'Uzeda. Sur cela le marquis de Pobar l'envoya chercher en sa chambre, mais par malheur il était allé voir son bâtiment ; de sorte que le roi, avant que l'on eût fait venir le duc d'Uzeda, fut tellement grillé, que le lendemain son tempérament chaud lui causa une fièvre, cette fièvre un érysipèle, et cet érysipèle, tantôt s'apaisant, tantôt s'enflammant, dégénéra enfin en pourpre, qui le tua[1]. »

1. Bassompierre, p. 228.

CHAPITRE TROISIÈME.

RÈGNE DE PHILIPPE IV.

(1621-1665)

Philippe IV n'était pas plus capable de régner que Philippe III. Il fut gouverné par le duc d'Olivarès, son favori, comme son père l'avait été par le duc de Lerma. Le nouveau ministre était un homme dur et violent, plein de confiance en lui-même et prêt à se jeter avec emportement dans les entreprises aventureuses que son prédécesseur avait évitées.

On faisait à cette époque la guerre avec des armées si peu nombreuses que, malgré l'épuisement de sa population, l'Espagne n'éprouvait encore aucune difficulté pour la levée des soldats. Ses vieilles bandes avaient conservé leur réputation, et non seulement elles formaient la première infanterie de l'Europe, mais elles savaient encore communiquer

leur esprit belliqueux aux soldats étrangers qui combattaient sous les mêmes bannières, et surtout aux Italiens. Philippe IV n'était pas moins redoutable par l'étendue de ses possessions que par la valeur de ses armées. Toute la péninsule espagnole, sans excepter le Portugal, était soumise à sa domination. Il possédait, comme son père, les îles Baléares, la Sardaigne et la Sicile. Par les garnisons qu'il entretenait dans le Milanais et dans le royaume de Naples, il étendait son influence sur tout le reste de l'Italie. La république de Gênes s'était mise dans une dépendance presque absolue de l'Espagne, et les États de Venise et de Savoie sentaient déjà le joug qui les menaçait. Cette monarchie envahissante qui possédait, dans le nord de l'Afrique, les forteresses d'Oran, de Mazalquivir, de Pennon, de Melilla, de Tanger, de Ceuta [1]; qui avait subjugué le Mexique et le Pérou et hérité des établissements des Portugais en Afrique, en Amérique et dans les Indes, venait de se mettre, par l'acquisition de la Valteline, en communication avec les États de la branche cadette de la maison d'Autriche. Le chef de cette maison était l'empereur d'Allemagne, l'ambitieux et entreprenant Ferdinand II, qui, par la conquête du Palatinat, s'était mis en

1. *Cespedes y Meneses*, lib. IV, cap. 20.

contact avec l'archiduchesse Isabelle, gouvernante des Pays-Bas. Jamais la maison d'Autriche n'avait été si formidable, jamais elle n'avait été si près de fonder cette monarchie universelle qui était, depuis un siècle, le but constant de ses efforts.

Malgré les revers que l'Espagne avait essuyés sous les règnes de Philippe II et de Philippe III, elle n'avait pas modifié le ton d'arrogance qu'elle prenait dans ses rapports avec les autres États. Cachant sous des dehors magnifiques ses plaies intérieures, elle avait réussi à maintenir la haute opinion que l'on avait de sa puissance. En Angleterre, en France et en Allemagne, les catholiques étaient restés inébranlables dans leur confiance au pouvoir protecteur de l'Espagne. Ils croyaient au roi catholique comme ils croyaient aux miracles opérés par les ossements des martyrs. La nation elle-même se faisait illusion sur sa force réelle. Fatiguée de sa longue inaction, elle désirait ardemment la guerre. L'amour de la gloire était redevenu la passion dominante. Les anciens généraux de Philippe II condamnaient hautement la politique timide que son fils avait suivie. Ils lui reprochaient d'avoir dilapidé les finances, établi de nouveaux impôts, augmenté les anciens, et aliéné les revenus de l'État, non point pour assurer la pré-

pondérance de l'Espagne en Europe, mais pour maintenir une paix honteuse et plus préjudiciable au pays que ne l'eût été la guerre la plus désastreuse[1]. Le duc d'Olivarès ne résista pas à l'entraînement général. Il résolut de rendre à l'Espagne son ancienne suprématie, et sans calculer les faibles chances de succès que présentait la lutte dans laquelle il allait engager toutes les forces de ce royaume, il reprit le système guerrier de Philippe II.

La guerre générale que l'Espagne soutint dans la première moitié du XVIIe siècle eut de nouveau tous les caractères d'une croisade. Ce fut une propagande armée contre les protestants. Tant que dura la guerre de trente ans, Philippe IV fournit à l'empereur des troupes et des subsides. L'année même de son avénement, il recommença la lutte contre la Hollande. En 1635, il rompit avec la France, qui était devenue l'alliée des protestants d'Allemagne, des Suédois et des Hollandais. Cette rupture entraîna, en 1655, la guerre avec Cromwell, protecteur de la république d'Angleterre. Le roi d'Espagne fit alors frapper sur ses monnaies cette devise orgueilleuse : *Todos contra nos, y nos contra todos.*

1. *Historia de los principales sucessos Acontecidos à la Monarquia de España, en tiempo de Felipe quarto el grande.* Por el marques Virgilio Malvezzi, libro primero, p. 39.

Ainsi, pendant plus de quarante ans, l'Espagne eut à livrer d'interminables combats sur la frontière des Pyrénées, en Italie, en France, en Allemagne, en Hollande, en Amérique, aux Indes, et sur toutes les mers où ses possessions se trouvaient disséminées. Ce prodigieux effort acheva de l'affaiblir et prépara la dissolution de la monarchie.

Les premiers coups de l'Espagne furent dirigés contre la Hollande. La trêve de douze ans qui avait été conclue entre les deux pays expirait le 9 avril 1621. Le conseil des Indes et celui de Portugal se hâtèrent de représenter à Philippe IV que, depuis la conclusion de cette trêve, le royaume avait éprouvé plus de pertes que pendant quarante-cinq années de combats [1]. Ils étaient irrités de voir les Hollandais, exclus du commerce de l'Espagne, aller chercher à leur source les richesses des Indes orientales. Les voyages de découverte de Cornelius Hootman et de Van-Heck, la conquête d'une partie des Moluques et l'établissement de la compagnie des Grandes Indes venaient de priver les négociants de Séville et de Lisbonne du monopole des denrées coloniales en Europe. En même temps la fermeture de l'Escaut, en ruinant le commerce d'Anvers, avait

1. Virgilio Malvezzi, libro segundo, p. 169.

appauvri la Flandre au profit de la Hollande. Les Pays-Bas espagnols se dépeuplaient d'année en année. Un grand nombre de Flamands, réduits à la plus affreuse misère, ne songeaient qu'à fuir leur pays natal, pour aller s'établir dans des contrées plus heureuses. Les uns émigraient en Angleterre, malgré la sévérité des lois dirigées contre les catholiques; d'autres se fixaient en France, où ils recevaient une hospitalité plus douce et plus honorable [1]. Il semblait que la guerre la plus malheureuse devait être préférée à une pareille paix. Ce fut l'avis du conseil des Indes et de celui de Portugal. Ils avaient calculé que la guerre ne donnerait lieu qu'à une augmentation de dépense de cinquante sept mille écus par mois [2].

Le duc d'Olivarès se laissa entraîner à recommencer les hostilités. Une invitation fut adressée aux sept Provinces-Unies de se joindre aux dix autres, pour ne plus former avec elles qu'un même corps sous un même chef. C'était leur proposer de renoncer à l'indépendance, ou plutôt leur déclarer la guerre. Les Hollandais prirent les armes et Philippe IV rap-

1. Mémoire touchant le commerce de l'Espagne et de la Flandre. Archives du Ministère des affaires étrangères. Espagne, 1625-1626, fol. 313 et 314.

2. Virgilio Malvezzi, libro segundo, p. 183.

pela ses troupes d'Allemagne pour les opposer aux *rebelles*. Le général espagnol, Ambroise Spinola, débuta par le siége de Berg-op-Zoom. Mais le prince Maurice le contraignit à la retraite. Pendant les deux années suivantes la guerre languit, malgré le talent des deux généraux. Le prince Maurice étant mort en 1625, son frère Frédéric-Henri lui succéda. Il combattit avec succès les troupes du roi d'Espagne, et lorsqu'en 1629 Spinola eut été rappelé de Flandre, les Espagnols éprouvèrent de nouveaux revers sous le commandement du comte de Bergues qui finit par les trahir. En 1635 la France conclut avec la Hollande un traité d'alliance, et dès lors l'issue de la lutte ne fut plus douteuse. Déjà même les Hollandais commençaient à préférer le voisinage de l'Espagne à celui de la France, et ils ne secondèrent que mollement les maréchaux de Châtillon et de Brézé, après leur jonction avec le prince d'Orange. Les coups les plus rudes furent portés sur mer. La compagnie des Indes occidentales, créée en 1621, disposait d'une flotte de huit cents navires, qu'elle envoyait en course et qui ne rentraient dans les ports de la Hollande que chargés de riches dépouilles. En treize années, elle captura cinq cent quarante-cinq vaisseaux, dont la vente rapporta la somme énorme de cent quatre-vingts

millions de livres. Ces succès décidèrent la compagnie à tenter la conquête du Brésil. Le prince Maurice de Nassau dirigea l'expédition. Il soumit tout le littoral de l'Amérique du sud, depuis San-Salvador jusqu'au fleuve des Amazones, et les Hollandais conservèrent la plus grande partie de ces vastes contrées jusqu'à l'époque où ils les restituèrent à Jean de Bragance, devenu roi de Portugal [1]. Déjà, sous le règne de Philippe III, ils s'étaient emparés, dans les Indes orientales, d'Amboine, de Tidor et d'une partie des côtes de Coromandel, d'où ils avaient chassé les Portugais, haïs des indigènes et délaissés par l'Espagne. Sous le règne de Philippe IV, ils leur enlevèrent Malaca, Ceylan, et le reste des Moluques. En même temps ils occupèrent les îles de la Sonde et jetèrent dans l'île de Java les premiers fondements de Batavia, qui devint entre leurs mains une des villes les plus commerçantes du monde. La glorieuse victoire que Tromp remporta près des Dunes sur la flotte espagnole [2], assura la supériorité maritime de la Hollande. Enfin, en 1648, la jeune république recueillit le fruit de sa persévérance. Par le traité de Westphalie Philippe IV la reconnut comme État libre et indépendant. Non seulement il re-

1. Voyez le huitième livre de l'*Histoire des Deux-Indes*, par Raynal.
2. En 1639.

nonça à tous ses droits de souveraineté, mais il abandonna encore à ses anciens sujets le nord du Brabant, de la Flandre et du Limbourg, avec les places fortes de Maëstricht, de Boisleduc, de Berg-op-Zoom et de Breda; il leur céda toutes les conquêtes qu'ils avaient faites en Amérique et dans les Indes; il consentit enfin à la fermeture de l'Escaut, c'est-à-dire à la ruine du commerce d'Anvers, qui fut transporté à Amsterdam. Ainsi fut accomplie, après une lutte de quatre-vingts ans, la séparation définitive des deux peuples. Pendant quelques années encore, l'Espagne maintint la supériorité de son pavillon sur celui de la Hollande. Dans les rencontres sur mer les vaisseaux espagnols répondaient au salut des Hollandais avec égalité de coups, mais les Hollandais abaissaient leur étendard et les Espagnols ne touchaient point au leur. Mais en 1665, peu de jours avant la mort de Philippe IV, il fut stipulé entre les deux gouvernements que, dans les rencontres sur mer, les Espagnols et les Hollandais abattraient en même temps leurs étendards, et que désormais toutes choses seraient égales entre les deux nations [1].

La part que l'Espagne prit à la guerre de trente

1. Dépêche de l'archevêque d'Embrun, du 23 avril 1665. Archives du Ministère des affaires étrangères. Espagne, t. VI, fol. 890.

ans eut pour elle des résultats plus funestes encore.

Dès le commencement de cette lutte décisive entre les protestants et les catholiques, Philippe IV s'était déclaré l'allié de l'empereur. Il lui prodigua ses trésors, et ses troupes contribuèrent à la victoire de Prague, qui rendit le trône de Bohême à Ferdinand II. Ce fut à Philippe IV et au duc de Bavière que ce prince confia l'exécution du décret qui mettait Frédéric V au ban de l'Empire. Aussitôt les Bavarois occupèrent le haut Palatinat, tandis que les Espagnols, commandés par le marquis de Spinola, se rendaient maîtres du palatinat du Rhin (1621). Le malheureux électeur ne trouva d'asile qu'en Hollande. Mais la guerre fut bientôt reprise, et Philippe IV se vit obligé de fournir de nouveaux subsides à l'empereur. Lorsque Gustave-Adolphe eut remporté sa première victoire dans les plaines de Leipzick, il résolut de délivrer le nord de l'Allemagne et le palatinat du Rhin de la présence des Impériaux et des Espagnols. Pendant qu'il poursuivait vers l'ouest sa marche victorieuse, l'archevêque de Mayence augmenta la garnison de sa capitale de deux mille Espagnols, commandés par don Philippe de Sylva. Bientôt les Suédois parurent devant Cassel, en face de Mayence.

Après avoir vainement tenté de passer le Rhin sous le feu des canons ennemis, Gustave-Adolphe prit la route de Berg, et chassant devant lui les troupes espagnoles qui s'opposaient à sa marche, il reparut sur les rives du fleuve, en face d'Oppenheim. Les Espagnols s'étaient retranchés sur la rive opposée, ils avaient brûlé ou coulé à fond tous les bateaux qui auraient pu servir au transport d'une armée, et paraissaient déterminés à disputer vigoureusement le passage. Gustave-Adolphe eut l'audace de monter seul sur une nacelle pour aller reconnaître le camp ennemi; et s'étant procuré deux bateaux de transport, il y fit embarquer trois cents soldats choisis parmi les plus braves et commandés par le comte de Brahé. Cette petite troupe débarqua sans obstacle sur le rivage que le roi venait de reconnaître, mais elle n'avait pas encore achevé les retranchements de son camp, lorsqu'elle fut attaquée par quatorze compagnies de dragons et de cuirassiers espagnols. Elle se défendit avec tant de bravoure qu'elle donna le temps à Gustave-Adolphe de la secourir avec un nouveau détachement. La lutte fut courte mais terrible. Plus de six cents Espagnols restèrent sur le champ de bataille, et les débris de leur armée se réfugièrent à

Mayence. Les Suédois vainqueurs investirent Oppenheim, et lorsqu'ils eurent été rejoints par le reste de leur armée, ils livrèrent l'assaut et entrèrent de vive force dans la place assiégée. La garnison, composée de cinq cents Espagnols, fut passée au fil de l'épée [1]. A la nouvelle de cet échec, les Espagnols cantonnés dans le palatinat du Rhin ne songèrent plus qu'à se soustraire par la fuite aux armes des Suédois. La plupart se retirèrent dans les forteresses de Franckenthal et de Mayence. Gustave-Adolphe se rapprocha de cette dernière place qui commandait le passage du Rhin, et l'attaqua par la rive gauche, tandis que le landgrave de Hesse-Cassel l'investit par la rive opposée. Les Espagnols, cernés de toutes parts, se défendirent avec leur courage ordinaire; mais tous les jours les Suédois gagnaient du terrain, et bientôt ils se trouvèrent si près des remparts qu'ils résolurent de monter à l'assaut. Alors les Espagnols perdirent toute leur audace. Ils craignirent pour Mayence le sort de Magdebourg, et après avoir livré la ville qu'ils s'étaient chargés de défendre, ils obtinrent la permission de se retirer à Luxembourg [2].

1. Le 8 décembre 1631.

2. Schiller, *Guerre de Trente Ans*, traduction de madame de Carlowitz, p. 207-211.

Peu de jours avant la prise de Mayence, les Suédois avaient taillé en pièces neuf escadrons espagnols qui se dirigeaient sur Franckenthal. La garnison qui occupait cette ville ne pouvait plus désormais inspirer de crainte sérieuse. Gustave-Adolphe poursuivit donc le cours de ses victoires, et remontant le Rhin il s'ouvrit l'entrée de l'Alsace par la prise de Weissembourg et de Landau ; puis il pénétra dans les États du duc de Bavière.

Malgré ces revers, Philippe IV persista dans l'alliance de l'empereur. Enrichi par la dîme des biens ecclésiastiques que le pape venait d'accorder à ses sollicitations pressantes, il avança des sommes considérables à Ferdinand II. Après la bataille de Lutzen, il essaya de détacher l'électeur de Saxe de l'alliance suédoise, et leva en Italie des troupes destinées à fortifier le parti catholique en Allemagne [1]. En 1633, le cardinal infant, frère de Philippe IV et gouverneur du duché de Milan, céda aux instantes prières de l'empereur et leva un corps d'armée de quatorze mille hommes, pour défendre l'Alsace contre les Suédois. Cette armée, commandée par le duc de Feria, traversa la Bavière et la Souabe et pénétra en Alsace par le Brisgau. Elle obtint d'abord

1. Schiller, p. 296.

quelques succès. Le rhingrave Othon Louis fut obligé de lever le siége de Brisach; mais ayant reçu les renforts que lui amenaient les généraux suédois Horn et Birkenfeld, il reprit tous ses avantages et resta maître de l'Alsace. Les soldats espagnols, surpris par les premiers froids de l'hiver, dans leur retraite à travers les Alpes, périrent presque tous au milieu des montagnes. Le duc de Feria en mourut de douleur [1]. Mais, l'année suivante, l'archiduc Ferdinand, renforcé par dix mille Espagnols, remporta sur le duc de Weimar et le maréchal de Horn la brillante victoire de Nordlingue, qui porta un coup mortel au parti des Suédois dans l'empire. L'électeur de Saxe conclut à Prague la paix avec l'empereur, et la plupart des princes protestants adhérèrent à ce traité. La puissance de la maison d'Autriche allait se relever plus absolue que jamais, lorsque la France intervint à son tour et déclara la guerre à Ferdinand II et au roi d'Espagne (1635).

Richelieu semblait avoir hérité de toute la haine que François Ier avait transmise à ses descendants contre la maison d'Autriche. « Qu'est-ce que les Espagnols ont fait autre chose, depuis le traité de

1. Schiller, p. 306-307.

Vervins, dit-il dans ses Mémoires, que de s'agrandir aux dépens de leurs faibles voisins? et comme un feu toujours allumé, à qui la matière plus proche sert de passage pour arriver à la plus éloignée et la consumer, passer de province en province et se les assujettir l'une après l'autre, selon que chacune est plus voisine de la dernière occupée? Ils prétendaient faire le même de tous les États de l'Europe, et parvenir par ce moyen à la monarchie universelle de la chrétienté. Ce qu'ils appellent paix n'est qu'un vain nom, dénué de toute réalité; mais en vérité, ils ont une guerre perpétuelle avec tout le monde. Cette grandeur si injuste, sans respect de traités, de serments et d'alliances, croissant ainsi continuellement par la ruine de nos voisins, ne nous imposait-elle pas une assez grande nécessité de faire la guerre pour nous en défendre? Y a-t-il prudence et justice qui permette d'attendre que les autres soient dévorés pour l'être les derniers [1]? »

Des offenses récentes et mutuelles avaient accru la rivalité de la France et de l'Espagne. Lorsque Richelieu prit les armes pour abattre le parti protestant, la cour de Madrid, infidèle à sa vieille politique, avait secondé les ennemis de la religion romaine. Elle

1. Mémoires de Richelieu, t. XXVIII de la 2e série, liv. XXVI, p. 213.

avait, en 1629, admis un agent du duc de Rohan, nommé Clauzel, à signer un traité par lequel Philippe IV promettait aux protestants français un subside annuel de trois cent mille ducats[1], plus quarante mille ducats pour leur chef, qui s'engageait, de son côté, à entretenir une armée de quatorze mille hommes et à continuer la guerre civile, qui offrait une diversion puissante en faveur de l'Espagne[2]. Quand Richelieu eut comprimé cette dernière insurrection du parti calviniste, la cour de Madrid s'empressa de recourir à d'autres moyens pour fomenter en France de nouvelles discordes. Elle encouragea l'entreprise de Gaston d'Orléans, et fournit une somme de cinquante mille écus d'or au duc de Montmorency, qui s'était déclaré pour le frère de Louis XIII[3]. Cette tentative échoua comme la première, mais l'Espagne ne renonça point à l'espoir de troubler le royaume. Le 12 mai 1634, le marquis d'Ayetone, gouverneur de la Flandre, obtint du duc d'Orléans, qui s'était retiré à Bruxelles avec Marie de Médicis, la signature d'un traité par lequel il s'engageait à ne faire aucun accommodement avec le roi, son frère, et, dans le cas

1. 2,190,000 francs. Le ducat de Philippe IV vaut 7 fr. 30 centimes.
2. Sismondi, *Histoire des Français*, t. XXIII, p. 112.
3. *Ibid.*, p. 205.

où la guerre viendrait à éclater entre la France et l'Espagne, à combattre pour la cause de Philippe IV, qui mettrait à sa disposition une armée de quinze mille hommes [1]. Faut-il s'étonner, après de telles offenses, que Richelieu cherchât à user de représailles? En 1625, il fit saisir des bâtiments de Gênes, richement chargés, qui revenaient d'Espagne, et qui, surpris par la tempête, avaient cherché un refuge dans les ports de la Provence. Philippe IV, instruit de cette mesure, donna l'ordre de confisquer les biens de tous les Français qui résidaient en Espagne. Aussitôt Louis XIII interdit à ses sujets tout commerce avec ce royaume, et déclara confisqués au profit du trésor les biens des Espagnols qui se trouvaient en France [2]. Ces actes de brigandage public précédèrent les hostilités qui éclatèrent bientôt entre les deux pays. La paix fut rétablie par le traité de Monçon, en 1626, mais elle ne dura pas longtemps. La succession litigieuse du duché de Mantoue ralluma la guerre, en 1627. Louis XIII soutint les droits du duc de Nevers, Philippe IV ceux du duc de Guastalla. Les Français l'emportèrent, et leur victoire, en assurant au duc de Nevers la possession du duché de Mantoue, fit perdre

1. Sismondi, *Hist. des Français*, p. 241.
2. Sismondi, t. XXII, p. 569.

à l'Espagne sa prépondérance en Italie (1630) [1].

Depuis cette époque, Richelieu ne cessa de travailler à l'abaissement de la maison d'Autriche. Il fournit des subsides aux Hollandais, aux Suédois, aux protestants d'Allemagne, à condition qu'ils ne feraient ni paix, ni trêve avec l'empereur et le roi d'Espagne, sans son consentement. Bientôt il intervint plus directement encore dans la grande lutte qui fixait les regards de l'Europe. Il permit au baron de Charnacé, ambassadeur de France en Hollande, d'accepter le commandement d'un régiment levé pour le service des Hollandais, et de combattre sous leurs drapeaux, sans renoncer à ses fonctions d'ambassadeur [2]. En 1634, il envoya le marquis de Feuquières à Worms, auprès des quatre cercles de l'Allemagne supérieure, pour relever leur courage abattu par la défaite de Nordlingue. En même temps, il chargea le comte d'Avaux de ménager une nouvelle trêve entre la Suède et la Pologne, de calmer la jalousie du Danemarck, et de diriger tous ses efforts vers le grand but de conserver aux Suédois les mains libres en Allemagne [3]. Enfin, en 1635, il déclara solennellement la guerre à

1. Sismondi, t. XXIII, p. 84-148.

2. Le baron de Charnacé périt au siége de Breda, en combattant pour la Hollande.

3. Sismondi, t. XXIII, p. 257.

l'empereur et au roi d'Espagne, bien que ces deux souverains fussent les représentants du catholicisme en Europe. « C'est une chose étrange et scandaleuse, lui dit un jour le nonce du pape, que ce soit par les conseils d'un cardinal que tous les hérétiques de l'Europe sont aidés au détriment des catholiques, dans une cause surtout qui intéresse la religion. » Et l'ambassadeur d'Espagne ajouta : « Comme auteur d'une guerre déplorable, vous laisserez le souvenir d'un cardinal d'enfer. » — « Je suis prêtre, répondit Richelieu, cardinal et bon catholique, né en France, royaume qui ne produit pas de mécréants ; mais je suis aussi ministre du souverain de cet État, et, comme tel, je ne dois ni ne puis me proposer d'autre but que sa grandeur, et non celle du roi d'Espagne, dont on connaît les vues pour la domination universelle. »

La guerre commença à la fois sur toutes les frontières. L'armée des Pays-Bas, commandée par les maréchaux de Châtillon et de Brézé, débuta par la victoire d'Avein et fit sa jonction avec le prince d'Orange (1635). Le duc de Savoie, qui s'était déclaré en faveur de Louis XIII, remporta sur les Espagnols les victoires de Tornavento (1636) et de Montbaldon (1637). Cependant les Espagnols avaient

envahi la Picardie et s'étaient rendus maîtres de la Capelle, de Roye, du Catelet, de Corbie. Déjà ils n'étaient plus qu'à trente lieues de Paris. Dans ce danger pressant, Richelieu se surpassa lui-même. Il mit sur pied, avec une promptitude incroyable, une armée de cinquante mille hommes. Louis XIII marcha en personne, accompagné de son ministre ; Corbie fut reprise, et les Espagnols évacuèrent le territoire français (1636). Une attaque, qu'ils avaient dirigée contre la Guyenne, ne fut pas plus heureuse. Le duc d'Epernon, gouverneur de cette province, parvint, sans aucun secours, à les refouler au-delà des Pyrénées. En 1638, une armée française, commandée par le prince de Condé, pénétra en Espagne par le pas de Béhobie, s'empara d'Irun, du fort du Passage, et mit le siége devant Fontarabie. Une flotte espagnole entreprit de ravitailler la place assiégée : elle fut détruite par Sourdis, archevêque de Bordeaux, qui commandait la flotte française. Le vainqueur écrivit à Richelieu que dix-sept vaisseaux de guerre avaient été consumés par les flammes avec tous les matelots qui les montaient et trois mille hommes de débarquement [1]. Malgré cette victoire, les Français furent obligés de se retirer devant les troupes supé-

1. Sismondi, t. XXIII, p. 344.

rieures en nombre de l'amiral de Castille, mais ils compensèrent cet échec par une nouvelle victoire navale, que le marquis de Pontcourlay remporta, près de Gènes, sur une flotte espagnole qui transportait des troupes en Italie [1].

Pendant ce temps la Franche-Comté s'était vue presque abandonnée à ses propres forces, et obligée de soutenir une lutte inégale contre les armées du rhingrave Othon Louis, du duc de Weimar et de Louis XIII. Après avoir occupé l'Alsace et le comté de Montbéliard, Richelieu forma le projet de conquérir cette province et de reculer les frontières de la France jusqu'au Jura. Il commença par acheter l'alliance des cantons protestants de Suisse, pour priver les Comtois de leurs alliés naturels. Puis il envoya contre eux une armée de vingt mille hommes, commandée par le prince de Condé.

Les Français mirent le siége devant Dole, poussèrent leurs tranchées jusqu'aux pieds des murailles qu'ils essayèrent de battre en brèche, et voyant les habitants décidés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, ils eurent recours à un moyen barbare que l'on employa pour la première fois dans cette guerre acharnée.

1. Sismondi, t. XXIII, p. 346.

« Instamment furent amenées bombes en quantité qui se faisaient en diverses forges non loin du camp français. Elles sont machines de fer fondu en forme de cylindre dans lesquelles s'enclôt quantité de poudre à canon, et à la lumière qui est à la sommité d'icelles se met une fusée longue qui brûle lentement. Cette machine se tire en l'air avec mortier à grand calibre, et étant élevée aussi haut que le feu du mortier la peut porter, tombe sur le lieu pour lequel elle est poussée et par sa pesanteur enfonce toits et planchers des maisons et le pavé même des rues à trois et quatre pieds de profond, et la fusée parvenant à la poudre le fer s'éclate de toutes parts, déchire les hommes et froisse le dedans des maisons, quand les bombes sont grosses, comme étaient celles qui furent lors lancées sur les assiégés, portant plusieurs d'icelles en leur creux cinquante livres de poudre et plus, et deux ou trois cents livres environ de pesanteur.

« L'une des premières qui tomba fut en la rue d'Arans, qui tarda à prendre feu, et les personnes trop hardies qui l'approchèrent en bon nombre furent à l'instant mises en pièces. On les voyait de moment à autre comme oiseaux noirs en la sommité de l'air, et ces foudres tombans firent horribles ef-

fets de toutes parts. Sentinelles furent posées pour prendre garde à leur vol, mais il était difficile d'évader et impossible de parer à la chute [1]. »

En même temps les batteries continuaient à jouer contre les murailles et les principaux édifices. Le prince de Condé menaça même les assiégés de brûler leurs maisons de campagne et tous les villages d'alentour, s'ils ne consentaient à se rendre. Cette menace fut promptement exécutée. A travers les feux des canons qui battaient en ruine leurs remparts et leurs maisons, les habitants virent au loin la fumée de l'incendie qui dévorait chaque jour quelques villages, car on n'avait pas voulu les détruire tous ensemble, pour effrayer davantage les assiégés et pour leur donner le loisir de songer à leurs maux.

Les efforts des Français n'en échouèrent pas moins contre le courage et la loyauté des habitants de Dole, qui n'étaient défendus que par un vieil archevêque, un parlement et des milices bourgeoises, dirigées par un petit nombre d'officiers espagnols.

1. *Histoire de dix ans de la Franche-Comté*, 1632 à 1642, par Girardot de Noseroy, seigneur de Beauchemin, liv. V. Cet ouvrage, qui contient un grand nombre de faits peu connus, vient d'être réimprimé à Besançon.

Toute la province se leva pour les secourir, et trouva, dans son attachement à l'Espagne, les forces nécessaires pour contraindre l'armée française à la retraite (1636).

L'année suivante, le duc de Longueville pénétra jusqu'au cœur de la Franche-Comté, défit à Rotalier les troupes espagnoles et provinciales, commandées par Gomez et par le baron de Watteville, et s'empara du château de Saint-Amour qui reçut garnison française. Encouragé par ce premier succès, il prit et brûla les châteaux de l'Aubépin, de Cheuraux et de Moirans; puis il investit Lons-le-Saulnier et força Rincour qui défendait cette place à capituler. En 1638, il se rendit maître de Poligny, de Grimont, d'Arbois et de Vadans. En même temps le duc de Weimar saccageait tout le plat pays, et faisait trembler les Espagnols derrière les murs de Besançon. La famine vint ajouter encore aux calamités de cette province. Un témoin oculaire, Girardot de Noseroy, a décrit l'état déplorable auquel la Franche-Comté fut réduite à cette époque :

« Cependant que le baron de l'Aubespin et tous les courriers envoyés en Espagne allaient et venaient, et que le Roi mettait en conseil les différentes pensées de ses ministres, la famine.... tombait sur la

Bourgogne[1], car le pays était ruiné, sans bétail ni semées...., et les villages étaient abandonnés par la crainte et horreur des gens d'armes, auxquels les paysans en divers lieux avaient pensé résister et leur en avait coûté le brûlement de leurs villages, meurtres de leurs enfants et violement de leurs femmes par les nations septentrionales et barbares... Les montagnes qui n'avaient eu aucune gendarmerie ennemie ni armée eurent une mortalité de bétail qui était leur richesse et ne se voyait que voiries : ainsi le ciel faisait pleuvoir partout ses influences malignes.... La postérité ne le croira pas, les riches qui possédaient force chevances et avaient eu au commencement des épargnes, étaient épuisés; les pauvres paysans étaient retirés dans les villes, sans labeur ni emploi; le blé rare partout se vendait à prix démesuré. On vivait des herbes des jardins et de celles des champs. Les bêtes mortes étaient recherchées aux voiries, mais cette table ne demeura pas longtemps mise. On tenait les portes des villes fermées pour ne se voir accablés du nombre des gens affamés qui s'y venaient rendre, et hors des portes les chemins, demie lieue loin, étaient pavés

1. Les écrivains de cette époque désignent fréquemment la Franche-Comté sous le nom de Bourgogne ou comté de Bourgogne.

de gens hâves et défaits, la plupart étendus de faiblesse et se mourant. Dans les villes les chiens et les chats étaient morceaux délicats, puis les rats étant en règne furent de requise. J'ai vu moi-même des gens bien couverts relever par les rues des rats morts jetés par les fenêtres des maisons et les cacher pour les manger.

« Enfin on vint à la chair humaine, premièrement dans l'armée où les soldats étant occis servaient de pâture aux autres... : on découvrit dans les villages des meurtres d'enfants faits par leurs mères pour se garder de mourir, et des frères par leurs frères, et la face des villes était partout la face de la mort.

« En cette occasion les plus courageux résolurent de se tirer hors du pays, durant cette horrible saison, et passèrent en pays étranger où eux et leurs femmes gagnèrent leur vie et celle de leurs enfants par le travail de leurs bras. Les premiers passèrent en Savoie et en Suisse, autres les suivirent, et les premiers travaillant fortement et fidèlement firent planche à ceux qui les suivirent. Ce fut une sortie générale, et ne pouvant la Suisse et la Savoie soutenir tant de gens, la plus grande partie qui cherchait les terres de son roi passa en Italie et s'arrêta à Milan ; grand nombre néanmoins passèrent jusqu'à

Rome, patrie commune de tous les chrétiens. Un curé s'y trouva l'année suivante avec cinq cents de ses paroissiens, auquel le pape donna une église, pour leur y administrer les sacrements. On comptait qu'ils étaient à Rome dix ou douze mille Bourguignons de tout sexe.

« Aucuns allaient dehors sans savoir où, et étaient reçus à Lyon pour servir aux boutiques et aux maisons. Leur fidélité connue les y faisait admettre et aimer, et Richelieu, commandant par plusieurs fois de les chasser, les bourgeois et marchands de Lyon faisaient mine d'obéir, mais ils les rappelaient et faisaient rentrer secrètement. Le trafic de Lyon avec la Bourgogne, qui avait duré dès longtemps faisait maintes connaissances, et à Lyon, et partout, les Français blâmaient en leurs âmes la guerre cruelle qui se faisait au Comté, duquel la France n'avait jamais reçu que du bien, et qui était sans fondement de justice ni cause aucune que de pure ambition d'un homme insolent à la France et à ses voisins [1]. »

L'écrivain qui a tracé ces lignes, empreintes du sentiment de la tristesse la plus amère, était membre du parlement de Dole, intendant des armées de la province, et, comme on a pu en juger, adversaire

1. Girardot de Noseroy, liv. XI.

implacable du grand ministre de Louis XIII et partisan déclaré de l'Espagne. Son témoignage ne saurait être révoqué en doute, ni taxé d'exagération. Il démontre jusqu'à quel point Philippe IV se trouvait impuissant à défendre les possessions lointaines de la couronne de Castille. Les Espagnols furent réduits à de telles extrémités qu'ils renoncèrent à tenir la campagne, et concentrèrent toutes leurs forces dans les villes de Besançon, de Gray, de Dole et de Salins, livrant ainsi tout le plat pays aux ravages des Français, des Allemands et des Suédois. Le gouverneur, Sarmiento, répondit à ceux qui le pressaient de marcher contre l'ennemi : *Hoc genus dæmoniorum non ejicitur nisi in jejunio.* En effet, la famine obligea les troupes étrangères à évacuer la province, aux approches de l'hiver.

Mais les habitants n'étaient pas au terme de leurs souffrances : la peste se joignit à la famine pour mettre le comble à leur malheur.

« L'année 1639, dit Noseroy, est la plus funeste et tragique que la Bourgogne ait eue, car elle a été toute dans le feu, le sang et la peste, et sans secours d'aucune part. Les montagnes seules restaient entières, le surplus du pays était désolé, et encore la mortalité du bétail avait affligé les montagnes, et

les divers logements, levées et passages les avaient affaiblies et dépeuplées en plusieurs endroits [1]. »

Le duc de Weimar se disposait alors à pénétrer de nouveau dans cette province à la tête d'une armée nombreuse. Il ne rêvait rien moins que le rétablissement de l'ancien royaume de Bourgogne. « Le ciel, dit Noseroy, qui a coutume de donner de longs hivers à nos montagnes, et de leur fournir de grands remparts de neige, retira sa main cette année, si qu'aux mois de janvier et février nos montagnes furent sans neige avec un air doux et serein [2]. » Le duc de Weimar tira parti de cet avantage, et, sans attendre la saison du printemps ordinaire, il se saisit du défilé de Montbenoist, traversa le Jura et surprit Pontarlier et le fort de Joux, pendant que le comte de Guébriant et la Mothe-Houdancourt se rendaient maîtres de Noseroy, de Chastelvilain et de Saint-Claude. Les soldats accouraient en foule sous ses drapeaux. Partout, sur son passage, il établissait le culte protestant, et faisait sonner les trompettes, au lieu des cloches, pour appeler au prêche ses Suédois, ses Allemands et les Comtois qui avaient embrassé la religion nouvelle. Mais il mourut au sein de son

1. Noseroy, liv. XII.

2. *Ibid.*

triomphe, et les partisans de l'Espagne attribuèrent sa mort à la vengeance divine, qu'il avait encourue, disaient-ils, en incendiant Saint-Claude et Pontarlier. Ses troupes passèrent au service de Richelieu, qui fit occuper le pays plat et les montagnes, tandis que les Espagnols continuaient à se tenir sur la défensive dans les quatre places fortes qui servaient de boulevard à la province.

La guerre générale durait depuis cinq ans, et Philippe IV s'épuisait en efforts pour la soutenir à la fois sur toutes les frontières de ses États. En 1640, Richelieu trouva moyen de la simplifier : il força les Espagnols à rester chez eux, en fomentant les insurrections de la Catalogne et du Portugal.

Jetons un coup d'œil sur ces deux soulèvements, qui furent provoqués par l'insolente tyrannie de la cour de Madrid.

Les Catalans avaient défendu le Roussillon contre les armées françaises : ils avaient trois fois repoussé le prince de Condé, et ils se vantaient de n'avoir épargné ni leur sang, ni leurs trésors pour le service de l'Espagne. Cependant les Français s'étaient emparés de Salses, et le comte de Santa-Coloma, vice-roi de la Catalogne, faisait de vains efforts pour reprendre cette fortcresse. Les Catalans, fatigués

d'une si longue guerre, ne montraient plus la même ardeur. Ce fut en vain que l'on promit d'anoblir tous les habitants de Barcelonne qui prendraient les armes, et d'accorder le droit de bourgeoisie dans cette ville à tous ceux de la campagne qui combattraient pendant trente jours sous les murs de la place assiégée [1]. Personne ne se présentait, et le vice-roi songeait à lever le siége, lorsqu'il reçut du duc d'Olivarès une lettre insultante : « Non seulement vous doutez du succès du siége entrepris, mais vous délibérez même si vous le lèverez : ce serait, à mon avis, le plus grand déshonneur qui pût arriver à la monarchie... Je me contenterai de vous dire, à propos de la disette des vivres et des fourrages qui commence dans le camp, que si vous, le premier, tous les officiers de sa majesté dans la principauté, la noblesse et les communautés, n'obligez les peuples à porter sur leurs épaules tout le blé, toute l'orge et toute la paille qui se trouveront, vous manquerez les uns et les autres à ce que vous devez à Dieu, à votre roi, au sang qui coule dans vos veines et à votre propre conservation... Lorsque les Français entrent

1. Voir la déclaration du roi d'Espagne, donnée à Madrid le 14 décembre 1639. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi. Collection Dupuy, n° 568.

quelque part, la secte de Calvin y entre avec eux. Dans la conjoncture présente, je dois parler sans déguisement; si les priviléges du pays se peuvent accorder avec la maxime que je pose, il sera bon de les ménager : mais en cas qu'ils apportent seulement une heure de retardement aux affaires, celui qui les allègue se déclare ennemi de Dieu, du roi, de son propre sang et de la patrie... » Il ajouta de sa main, en apostille : « Que tous les gens capables de travailler aillent à la guerre ; que les femmes portent sur leurs épaules du foin, de la paille et tout ce qui sera nécessaire pour la cavalerie et pour l'armée; il n'est pas temps de prier, mais de commander et de faire exécuter. Les Catalans sont tantôt de bonne volonté et tantôt revêches; le salut du peuple et de l'armée est préférable aux lois et aux priviléges de la province. Les soldats doivent être commodément logés et bien couchés : qu'on ôte les lits aux gentilshommes les plus qualifiés du pays; qu'on les réduise plutôt à coucher sur la dure que de laisser souffrir les soldats[1]. »

Philippe IV écrivit à son tour au vice-roi de la Catalogne, et sa lettre exprimait encore combien il faisait peu de cas des libertés de cette province. « Il

1. Le Vassor, t. V, p. 726. Apud Sismondi, t. XXIII, p. 405-406.

m'a semblé bon de vous dire que la province ne peut pas s'acquitter plus mal de son devoir qu'elle ne fait au regard des assistances qu'elle doit donner; ce défaut vient de l'impunité. Si on avait puni de mort quelques-uns des fuyards de la province, la désertion n'aurait pas été si grande. En cas que vous trouviez dans les magistrats de la résistance ou de la mollesse pour l'exécution de mes ordres, mon intention est que vous procédiez contre ceux qui ne vous seconderont pas dans une occasion où il s'agit de mon plus grand service... Faites arrêter, si bon vous semble, quelques-uns des magistrats, ôtez-leur l'administration des deniers publics, qui seront employés aux besoins de l'armée, et confisquez le bien de deux ou trois des plus coupables, afin de donner de la terreur à la province. Il est bon qu'il y ait quelque châtiment exemplaire [1]. »

Ces ordres furent exécutés avec la dernière rigueur. Mais Philippe IV et le duc d'Olivarès connaissaient mal le peuple qu'ils voulaient traiter avec tant de tyrannie. Durs, taciturnes, enclins à la vengeance, les Catalans étaient attachés à leurs anciens privilèges. Ces droits, respectés religieusement jusqu'alors, avaient maintenu la prospérité de la Catalogne, tan-

1. Le Vassor, t. V, p. 728. Apud Sismondi, t. XXIII, p. 408.

dis que la Castille et l'Aragon, dépouillés de leurs libertés, s'étaient rapidement appauvris. On voyait le long de la mer et dans les vallées arrosées par l'Èbre et la Segra des villes remplies d'une population commerçante et industrieuse, et tout autour des campagnes fertiles et admirablement cultivées. Mais une partie de la province était couverte de bois et de rochers. Là se retiraient ceux qui fuyaient la vindicte publique ou qui voulaient accomplir quelque vengeance [1]. « Ils nommaient cet exil volontaire *andar en trabajo*, aller à la peine. Dans ces bois, ils se divisaient en *quadrilles*, ou escouades, sous des capitaines qui les faisaient vivre de brigandage. Ces chefs s'accoutumaient ainsi à la petite guerre ; souvent ensuite ils passaient dans les armées, et y obtenaient les grades les plus élevés. Il y avait alors peu de Catalans qui, pour un temps, n'eussent été *al trabajo* : ils n'y attachaient aucune honte et ils étaient assurés de la sympathie comme de l'assistance de leurs parents et de leurs amis. Ils portaient tous, en bandoulière, une courte arquebuse,

1. Plusieurs acquirent une sorte de célébrité, comme Roque Guinart, Pedraza, Pedro de Santa Cilia y Paz. Ce dernier, né dans l'île de Majorque, fit périr trois cent vingt personnes pour venger la mort de son frère. Il échappa pendant vingt-cinq ans à toutes les poursuites dirigées contre lui. Melo, liv. I, chap. 73.

point d'épée, point de chapeau, mais un bonnet dont la couleur indiquait la *quadrille* sous laquelle ils s'étaient rangés ; des chaussures de cordelettes, une large cape de serge blanche, qui leur servait de tente et de lit aussi bien que de manteau ; plusieurs pains secs, enfilés à la corde qui leur servait de ceinture, et à laquelle pendait une gourde pleine d'eau, car ils ne buvaient presque jamais de vin. C'est dans cet équipage qu'ils habitaient les bois, qu'ils pillaient les voyageurs et les officiers du roi, et qu'ils étaient reçus en bons voisins par les villageois de la plaine [1]. »

L'armée prit ses quartiers d'hiver au milieu de ces hommes redoutables, après avoir reconquis la forteresse de Salses sur les Français. Le marquis de Los Balbasès permit aux soldats de prendre dans les villages tout ce qui serait à leur convenance. Accoutumé aux guerres d'Italie, il méprisait les paysans et ne croyait pas qu'ils eussent le courage de désobéir à ses ordres. Les soldats usèrent largement de la permission donnée par leur général. Ils étaient presque tous Napolitains, Irlandais ou Castillans, et les souffrances des Catalans ne leur inspiraient au-

1. Sismondi, t. XXIII, p. 409. Le passage que nous citons est extrait de D. Francisco Manuel de Melo, lib. I, cap. 71-77.

cune pitié. Un grand nombre de villageois portèrent plainte contre les exactions qu'il leur avait fallu subir. Ces griefs devinrent si nombreux que le vice-roi prit sur lui de défendre aux juges et aux avocats de Barcelonne de recevoir aucune plainte contre les militaires. François de Tamarit, l'un des trois membres du gouvernement suprême qui portait le titre de *députation*, réclama contre cette mesure arbitraire. Le vice-roi le fit arrêter ; deux conseillers, Francisco de Vergos et Leonardo Serra qui l'avaient soutenu, furent saisis avec lui. Les Barcelonnais et tous les Catalans ressentirent vivement cet affront. Plusieurs soldats qui s'étaient aventurés dans les bois ou dans les montagnes périrent frappés par des ennemis invisibles. Malheur à celui qui s'enivrait dans une cabane isolée ! rarement il échappait à la mort. Les soldats à leur tour traitèrent les paysans comme des ennemis. Ils ne parcoururent plus les montagnes que par bandes nombreuses, et livrèrent aux flammes un grand nombre de villages [1]. L'exaspération des Catalans était au comble, lorsque Barcelonne donna le signal de la révolte.

« Le mois de juin venait de commencer. C'est l'usage antique de la province que, dans ce mois,

1. Melo, lib. I, cap. 53-55.

descendent des montagnes sur Barcelonne des bandes de moissonneurs, gens pour la plupart violents et hardis, qui vivent librement le reste de l'année sans occupation et habitation certaines. Ils portent le désordre et l'inquiétude partout où ils sont reçus, mais il paraît que, le moment de la moisson venu, on ne peut pas se passer d'eux. Cette année, les hommes de sens craignaient particulièrement leur arrivée, pensant bien que les circonstances présentes favoriseraient leur audace, au grand dommage de la paix publique. Ils entraient habituellement à Barcelonne la veille de la fête du Corps du Seigneur. Il en arriva plus tôt cette année, et leur nombre, plus grand qu'à l'ordinaire, donna de plus en plus à penser à ceux qui se défiaient de leurs projets. Le vice-roi, averti de cette nouveauté, essaya de détourner le danger. Il fit dire à la municipalité qu'il lui paraissait convenable, à la veille d'un jour si sacré, que l'entrée de la ville fût interdite aux moissonneurs, de peur que leur nombre n'encourageât le peuple, qui s'agitait déjà, à tenter quelque mauvais coup.

« Mais les conseillers de Barcelonne (ainsi se nomment les magistrats municipaux qui sont au nombre de cinq), satisfaits en secret de l'irrita-

tion du peuple, et espérant que de ce tumulte sortirait la voix qui appellerait un remède aux malheurs publics, s'excusèrent sur ce que les moissonneurs étaient hommes connus nécessaires pour la récolte. Ce serait, disaient-ils, une grande cause de trouble et de tristesse que de fermer les portes de la ville. On ne savait d'ailleurs si la multitude consentirait à obéir à l'ordre d'un simple héraut. Ils essayaient ainsi de faire peur au vice-roi, pour qu'il adoucît la dureté de ses manières; d'un autre côté, ils cherchaient à se ménager une justification, quoiqu'il arrivât. Santa-Coloma leur répondit impérieusement, en insistant sur le péril qui les attendait s'ils continuaient à recevoir de tels hommes; mais les magistrats lui répondirent à leur tour qu'ils n'osaient point montrer à leurs concitoyens une telle méfiance, qu'on voyait déjà les effets de semblables soupçons, qu'ils faisaient armer quelques compagnies de la milice pour maintenir la tranquillité, que, dans tous les cas, si leur faiblesse était insuffisante, ils auraient recours à son autorité; car c'était à lui d'agir, comme gouverneur de la province, tandis que les conseillers de la ville n'avaient que des avis à donner. Ces raisons arrêtèrent le vice-roi; il ne crut pas convenable de prier, ne pouvant se

faire obéir, et il craignit de montrer aux magistrats qu'ils étaient assez puissants pour avoir peut-être son sort dans les mains.

« Cependant arriva le jour où l'Église catholique célèbre la fête du Saint-Sacrement de l'autel ; c'était, cette année-là, le 7 juin. L'affluence des moissonneurs qui entraient en ville dura toute la matinée. Il en vint près de deux mille qui, réunis à ceux des jours précédents, formaient un total de plus de deux mille cinq cents hommes, dont plusieurs avaient d'affreux antécédents. Beaucoup avaient ajouté, dit-on, des armes nouvelles à leurs armes ordinaires, comme s'ils avaient été convoqués pour quelque grand dessein. Ils se répandaient en entrant dans toute la ville ; on les voyait se réunir par groupes bruyants dans les rues et sur les places. Dans chacun de ces groupes, il n'était question que des querelles du roi et de la province, de la violence du vice-roi, de l'emprisonnement des députés et des conseillers, des tentatives de la Castille et de la licence des soldats. Puis, frémissants de colère, ils marchaient en silence çà et là, leur fureur comprimée, ne cherchant qu'une occasion pour éclater. Dans leur impatience, s'ils rencontraient quelque Castillan, ils le regardaient avec moquerie et insulte,

quel que fût son rang, pour l'amener à un éclat. Enfin, il n'y avait aucune de leurs démonstrations qui ne présageât une catastrophe.

« En ce temps-là se trouvaient à Barcelonne, attendant la nouvelle campagne, un grand nombre de capitaines et officiers de l'armée, et autres serviteurs du roi catholique, que la guerre de France avait appelés en Catalogne. Ils étaient vus en général avec déplaisir par les habitants. Les plus attachés au roi, avertis par le passé, mesuraient leurs démarches ; les libres allures de la soldatesque étaient suspendues. Déjà plusieurs personnes de rang et de qualité avaient reçu des affronts que l'ombre de la nuit ou la crainte avaient tenus cachés. Les symptômes d'une rupture devenaient de plus en plus nombreux; il y eut des maîtres de maison qui, s'apitoyant sur leurs hôtes, leur conseillèrent bien à l'avance de se retirer en Castille ; d'autres qui, dans l'emportement de leur rage, les menaçaient, à la moindre occasion, du jour de la vengeance publique. Ces avertissements décidèrent un grand nombre d'entre eux, que leur emploi obligeait à accompagner le vice-roi, à se dire malades et dans l'impossibilité de le suivre; d'autres, dédaignant ou ignorant le danger, allèrent au-devant.

« L'émeute s'était bientôt déclarée sur tous les points; bourgeois et campagnards couraient en désordre. Les Castillans terrifiés se cachaient dans les lieux secrets, ou se confiaient à la fidélité suspecte des habitants, qu'ils tâchaient d'émouvoir, ceux-ci par la pitié, ceux-là par l'adresse. La force publique accourut pour comprimer les premiers mouvements, en cherchant à reconnaître et à saisir les auteurs du tumulte. Cette mesure, généralement mal accueillie, donna un nouvel aliment à la fureur populaire, comme des gouttes d'eau jetées sur une fournaise ne font qu'aviver le feu.

« On remarquait, parmi les séditieux, un moissonneur, homme féroce et terrible. Un officier subalterne de la justice le reconnut et essaya de l'arrêter; il s'en suivit une rixe; le paysan fut blessé; ses compagnons accoururent en foule à son secours. Chaque parti fit de grands efforts, mais l'avantage resta aux montagnards. Quelques soldats de la milice, préposés à la garde du palais du vice-roi, se dirigèrent vers le tumulte, que leur présence grossit au lieu de le calmer. L'air retentit de cris furieux. Les uns criaient vengeance; d'autres, plus ambitieux, appelaient la liberté de la patrie. Ici c'était : *Vive la Catalogne et les Catalans !* là : *Meure le mauvais gou-*

vernement de Philippe ! Formidables furent ces premières clameurs à l'oreille de ceux qu'elles menaçaient. Presque tous ceux qui ne les proféraient pas les écoutaient avec terreur, et n'auraient jamais voulu les entendre. L'incertitude, l'épouvante, le danger, la confusion, étaient égaux partout. Tous attendaient la mort par instants, car une populace irritée ne s'arrête guère que dans le sang. De leur côté, les rebelles s'excitaient mutuellement au carnage ; l'un criait quand l'autre frappait, et celui-ci s'animait encore à la voix de celui-là. Ils apostrophaient les Espagnols des noms les plus infâmes, et les cherchaient partout avec acharnement. Celui qui en découvrait un et le tuait était réputé par les siens vaillant, fidèle et heureux. La milice avait pris les armes, sous prétexte de rétablir la tranquillité, soit par l'ordre du vice-roi, soit par l'ordre de la municipalité ; mais, au lieu de réprimer le désordre, elle ne fit que l'accroître.

« Plusieurs bandes de paysans, renforcées d'un grand nombre d'habitants de la ville, s'étaient portées sur le palais du comte de Santa-Coloma, pour le cerner. Les députés de la *générale* et les conseillers de ville accoururent aussitôt. Cette précaution, loin d'être utile au vice-roi, augmenta son embarras. Là

fut ouvert l'avis qu'il ferait bien de quitter Barcelonne en toute hâte, vu que les choses n'étaient déjà plus au point où il fût possible d'y porter remède. Pour le déterminer, on lui cita l'exemple de don Hugues de Moncada, qui, dans une circonstance analogue, s'était retiré de Palerme à Messine. Deux galères génoises à l'ancre près du môle offraient encore une espérance de salut. Santa-Coloma écoutait ces propositions, mais avec l'esprit si troublé que sa raison ne pouvait déjà plus distinguer le faux du vrai. Peu à peu il se remit; il congédia d'abord presque tous ceux qui l'accompagnaient, soit qu'il n'osât pas leur dire autrement de songer à sauver leur vie, soit qu'il ne voulût pas avoir de si nombreux témoins dans le cas où il serait contraint de se retirer. Puis il rejeta le conseil qu'on lui donnait comme ayant de grands dangers, soit pour Barcelonne, soit pour toute la province. Jugeant que la fuite était indigne de sa position, il sacrifia intérieurement sa vie à la dignité du mandat royal, et se disposa à attendre fermement à son poste toutes les chances de sa fortune.

« De la conduite des magistrats dans cette affaire, je n'en veux rien dire. Tantôt la crainte, tantôt le calcul, les portaient à agir ou à s'effacer, suivant leurs

convenances. On donne pour certain qu'ils ne purent jamais croire que le peuple en viendrait à de telles extrémités, n'ayant guère tenu compte de ses premières démonstrations. De son côté, le misérable vice-roi continuait à s'agiter, comme le naufragé qui travaille encore à atteindre le rivage. Il tournait et retournait dans son esprit le mal et le remède : dernier effort de son activité qui devait être le dernier acte de sa vie. Renfermé dans son cabinet, il donnait des ordres par écrit et de vive voix ; mais on n'obéissait déjà plus ni à ses écrits ni à ses paroles. Les fonctionnaires royaux ne cherchaient qu'à se faire oublier et ne pouvaient lui servir en rien ; quant aux fonctionnaires provinciaux, ils ne voulaient ni commander ni encore moins obéir. Pour dernière ressource, il voulut céder aux réclamations du peuple, et lui remettre la direction des affaires publiques ; mais le peuple ne voulait déjà plus recevoir de lui aucune concession, car nul ne consent à devoir à un autre ce qu'il peut prendre par lui-même. Il ne put seulement pas réussir à faire connaître sa résolution aux autres ; la révolte avait tellement désorganisé l'administration, qu'aucun de ses ressorts ne fonctionnait plus, comme il arrive au corps humain dans les maladies.

« A ce nouveau désappointement, il reconnut enfin combien sa présence était inutile, et ne songea plus qu'à sauver ses jours. Peut-être n'y avait-il d'autre moyen de calmer les mutins que de leur donner satisfaction en quittant la ville. Il l'essaya, mais sans succès. Ceux qui occupaient l'arsenal (la *tarazana*) et le boulevard de la mer (*balvarte del mar*) avaient forcé à coups de canon une des galères à s'éloigner. D'ailleurs, pour se rendre jusqu'au port, il fallait passer sous la bouche des arquebuses. Il entra donc, suivi d'un petit groupe, au moment où les séditieux forçaient les portes. Ceux qui gardaient le palais se mêlèrent aux assaillants ou ne firent aucun effort pour les arrêter. En même temps courait dans la ville une rumeur confuse d'armes et de cris. Chaque maison offrait une scène d'horreur : on incendiait les unes, on ruinait les autres; aucune n'était respectée par la fureur populaire. La sainteté des temples était oubliée; les asiles sacrés des cloîtres n'arrêtaient pas l'audace des assassins. Il suffisait d'être Castillan pour être mis en pièces, sans autre examen. Les habitants eux-mêmes étaient assaillis au moindre soupçon. Quiconque ouvrait sa porte aux victimes ou la fermait aux furieux était puni de sa pitié comme d'un crime. Les prisons fu-

rent forcées; les criminels en sortirent non seulement pour être libres, mais pour commander.

« En entendant les cris de ceux qui le cherchaient le comte comprit que sa dernière heure était arrivée. Déposant alors les devoirs du grand, il céda aux instincts de l'homme. Dans son trouble, il revint à son premier projet d'embarquement. Il sortit une seconde fois pour se rendre au rivage; mais comme il n'y avait pas de temps à perdre, et que l'accablement retardait sa marche, il ordonna à son fils de prendre les devants avec sa faible suite, pour rejoindre le canot de la galère qui se tenait à portée, non sans péril, et de l'y attendre. Ne comptant pas sur sa fortune, il voulait assurer au moins la vie de son fils. Le jeune homme obéit et atteignit l'embarcation, mais il lui fut impossible de la retenir près du rivage, tant on redoublait d'efforts du côté de la ville pour la couler. Il navigua donc vers la galère, qui attendait hors du feu de la batterie. Le comte s'arrêta et regarda le canot s'éloigner avec des larmes bien pardonnables chez un homme qui se sépare à la fois de son fils et de son espérance. Sûr de sa perte, il revint d'un pas chancelant par le rivage qui fait face aux coteaux de Saint-Bertrand, sur la route de Montjuich.

« Cependant son palais était envahi et sa disparition connue de tous ; on le cherchait avec fureur de tous les côtés, comme si sa mort devait être le couronnement de cette journée. Ceux de l'arsenal ne le perdaient pas de vue. Tous les yeux étant fixés sur lui, il vit bien qu'il ne pouvait échapper à ceux qui le suivaient. La chaleur du jour était grande, plus grande l'angoisse, certain le péril, vif et profond le sentiment de sa honte. L'arrêt avait été prononcé par le tribunal infaillible. Il tomba par terre en proie à un évanouissement mortel. C'est dans cet état qu'il fut trouvé par quelques-uns de ceux qui le cherchaient, et tué de cinq blessures à la poitrine. Ainsi mourut don Dalmace de Queralt, comte de Santa-Coloma. Triste leçon pour l'orgueil et l'ambition, car le même homme fut dans le même lieu et presque dans le même temps digne d'envie et de pitié [1]. »

Les villes de Lerida, de Balaguer, de Girone, suivirent l'exemple de Barcelonne, et bientôt toute la Catalogne fut en pleine insurrection. Partout les Castillans étaient massacrés ou forcés de fuir. A Tortose, on désarma trois mille recrues qui s'engagèrent par serment à ne jamais combattre les Catalans. La ville

1. Melo, *Guerra de Cataluña*, liv. I, chap. 79-99. Nous citons l'élégante traduction de M. Léonce de Lavergne.

de Perpignan ferma ses portes aux fugitifs ; mais elle fut bombardée par la citadelle, et les troupes castillanes y rentrèrent lorsqu'elle n'offrit plus qu'un monceau de ruines.

A l'instigation de Richelieu, les Catalans s'érigèrent en république et se mirent sous la protection de la France. Louis XIII promit de les secourir toutes les fois que le roi de Castille essaierait de les replacer sous le joug et de les dépouiller de leurs franchises. Cependant le marquis de los Velez, que Philippe IV avait nommé vice-roi de la Catalogne, s'était emparé de Tortose et de Cambrich. Il incendiait les villes qui osaient se défendre, et faisait égorger les prisonniers ; les officiers étaient pendus par les pieds aux créneaux des murailles. Quand la garnison de Cambrich avait voulu se rendre, il avait répondu qu'il ne pourrait pas faire grâce à des rebelles sans commettre un sacrilége. Ces atrocités glacèrent de terreur tous les Catalans. Ils se défendirent dans Barcelonne avec le courage du désespoir, et, secondés par une armée française, ils réussirent à repousser l'ennemi qui s'enfuit en désordre, laissant devant les murs de cette ville deux mille hommes tués ou blessés. Le 18 septembre 1641, Louis XIII signa l'acte par lequel il acceptait la principauté de

Catalogne avec les comtés de Roussillon et de Cerdagne. Il jura de respecter les priviléges de ses nouveaux sujets, d'abandonner aux États le droit de fixer les contributions, de n'accorder qu'à des Catalans les bénéfices ecclésiastiques et les emplois civils de la province, de donner aux députés qu'ils lui enverraient le rang d'ambassadeurs et de leur permettre de se couvrir en sa présence. Sur les monnaies qui furent frappées dans les villes de la Catalogne à l'effigie de Lous XIII, ce prince ne prit que le titre de comte de Barcelonne[1].

Dès lors la France identifia ses intérêts avec ceux des Catalans. Une armée française s'empara de Perpignan et du château de Salses, et la prise de ces deux forteresses entraîna la soumission du Roussillon et de la Cerdagne. Les Espagnols firent de vains efforts pour recouvrer ces deux provinces. Attaqués en Catalogne et jusqu'en Aragon par les armées de Richelieu, ils furent obligés de renoncer à leurs possessions au-delà des Pyrénées, pour rester sur la défensive. Nous n'entrerons pas dans le détail des nombreux combats qui furent livrés en Catalogne et sur les frontières des royaumes d'Aragon et de Valence. Il nous suffit de dire que l'insurrection se

1. Leblanc, *Traité historique des monnaies de France*, p 386.

prolongea jusqu'en 1653, qu'elle tint en échec pendant treize ans une grande partie des forces de l'Espagne, et que la Catalogne ne rentra légalement sous la domination castillane qu'à la paix des Pyrénées. Le Roussillon et la Cerdagne furent laissés à la France qui les a conservés depuis cette époque.

Le soulèvement de la Catalogne entraîna l'insurrection du Portugal. Mais sans aucun doute les négociations de Richelieu accélérèrent la révolte, qui affranchit enfin ce royaume du joug espagnol.

« Quoiqu'on ne trouve pas une suite d'actes qui attestent que la cour de France ait préparé cette révolution, il existe cependant une instruction en date du 15 août 1638, donnée par le cardinal à Saint-Pé, espèce d'agent secret qu'il envoyait en Portugal. L'article III de cette instruction portait que Saint-Pé s'informerait si les Portugais étaient disposés à se révolter ouvertement, supposé que les Français allassent avec une armée navale prendre tous les forts situés entre l'embouchure du Tage et la tour de Belem, pour les leur remettre... L'article IV portait que, si le chancelier et les autres à qui l'on ferait cette proposition demandaient un plus grand secours, il leur offrirait cinquante vaisseaux et une

armée de douze mille hommes de pied et mille chevaux, la France ne prétendant qu'à la gloire de les secourir sans aucun intérêt[1]... »

La Péninsule ibérique eût trouvé un avantage immense à ne former qu'un seul corps. Alors seulement le peuple espagnol pouvait se constituer sur une base solide et déployer toutes ses ressources, tandis que, séparé de la nation portugaise, il présentait le flanc à l'ennemi. En effet, par le Portugal et les Algarves, les Français pouvaient pénétrer facilement dans la Castille et s'avancer jusqu'à Séville et jusqu'à Madrid. Ils n'avaient ni montagnes ni déserts à franchir, comme du côté de la Navarre, de la Manche et du Guipuscoa. Ils ne se voyaient pas sans cesse arrêtés par des places fortes, comme du côté des Pays-Bas et du Milanais. Aussi Philippe II avait-il déclaré le Portugal réuni pour toujours à la couronne de Castille, avec défense de l'en séparer jamais sous quelque prétexte que ce pût être[2]. Ce prince et ses successeurs n'en traitèrent pas moins les Portugais comme un peuple conquis, et le sort de

1. Flassan, *Histoire de la Diplomatie*, t. III, p. 62.

2. « Quiero y es mi voluntad que los dichos reynos de la corona de Portugal ayan siempre de andar y anden juntos y unidos con los reynos de la corona de Castilla, sin que jamas se pueden dividir ni apartar los unos de los otros por ninguna cosa que sea, por ser esto lo que mas con-

ce royaume devint de plus en plus malheureux, jusqu'à l'époque où il recouvra son indépendance.

Pendant les sept premières années du règne de Philippe IV, la marine portugaise fut détruite en combattant pour l'Espagne. Le commerce du Portugal souffrit au point que la flotte marchande perdit plus de deux cents vaisseaux; ses ports devinrent silencieux et déserts; ses arsenaux furent épuisés. Plus de deux mille pièces de canons de fonte et un nombre infini de canons de fer furent transportés en Espagne. On vit à la fois sur la grande place de Séville jusqu'à neuf cents bouches à feu, marquées aux armes du Portugal [1]. Les exactions des vice-rois furent telles que dans le court espace de quarante-deux ans, depuis 1584 jusqu'en 1626, l'Espagne tira, dit-on, de ce royaume la somme de deux cent millions d'écus d'or [2]. Des tributs énormes avaient été imposés aux Portugais sans

viene para la seguridad, augmento y buen govierno de los unos y de los otros, y para poder mejor ensanchar nuestra santa Fe Catholica y acudir á la defensa de la Iglesia. » Voir à la Bibliothèque de l'Institut les manuscrits de Denis Godefroi, t. II. Testament de Philippe II.

1. Lettres écrites du Portugal sur l'état ancien et actuel de ce royaume, p 343-345. Paris, 1798, traduit de l'anglais.

2. *Ibid.* Nous ne garantissons pas l'exactitude de ce chiffre qui nous paraît fort exagéré.

le consentement des États; et au lieu de dépenser cet argent dans l'intérieur du pays, on l'avait consacré à des guerres lointaines. Philippe IV violait sans scrupule les priviléges de la nation portugaise. Il anéantissait la noblesse, en l'éloignant des emplois et en la reléguant dans ses terres, où elle vivait sans considération et sans honneur. Il vendait à deniers comptants les offices de justice et de finance, et en pourvoyait des personnes indignes et incapables. Les plus riches bénéfices ecclésiastiques étaient la proie des Espagnols; on dépouillait les églises de leurs revenus, pour les donner à des créatures qui en faisaient un honteux trafic[1].

Non seulement les Portugais étaient opprimés par la nation qui dominait dans la Péninsule, mais ils se voyaient en butte aux insultes de tous les ennemis de l'Espagne, et Philippe IV ne faisait rien pour les défendre. Un écrivain portugais a raconté tous les maux que ses concitoyens furent obligés de souffrir de la part des Anglais, des Hollandais et des Français, pendant les règnes de Philippe II et de Philippe III, et pendant la première moitié du règne suivant.

1. Voyez la résolution prise en l'assemblée des États du Portugal, le 23 mars 1641. Manuscrits français de la Bibliothèque du roi, collection Dupuy, n° 568.

Le passage que nous allons citer est un acte d'accusation contre le gouvernement à la fois incapable et tyrannique, qui pesa pendant soixante ans sur ce malheureux pays. Après avoir rappelé les premières calamités qui accompagnèrent la conquête, le pillage et la ruine des Açores, la mort du comte de Vimioso, que ses concitoyens appelaient leur second Viriate, l'entrée des Anglais dans le royaume, la prise de Cascaës et de Péniche, et la terreur répandue jusqu'aux portes de Lisbonne, cet écrivain continue en ces termes :

« En 1594, les Anglais se rendent maîtres de Fernambouc, qu'ils rançonnent, et s'emparent de la cargaison d'un navire venu de l'Inde, qui avait jeté l'ancre dans le port. En 1595, ils prennent le château d'Arguim, sur la côte d'Afrique... Cette même année, ils saccagent Faro, Sagres et les autres forteresses du cap Saint-Vincent; sur leur passage, ils mettent tout à feu et à sang. En 1596, ils pénètrent deux fois dans la bourgade de Buarcos, située sur la côte du Portugal, et après l'avoir livrée au pillage, ils la détruisent de fond en comble. En 1597, ils occupent par surprise les îles de San Miguel, de Fayal et du Pic, et brûlent un navire de l'Inde qu'ils trouvent mouillé devant Villa Franca. Dans le Brésil,

ces mêmes Anglais se saisissent de la ville de Saint-Vincent où ils causent des maux sans nombre, de la forte place de Quixome, située dans les Indes, et de la célèbre île d'Ormouz.

« En 1616, les Maures entrent dans Santa Maria, capitale des Tercères, l'incendient et emmènent les habitants en captivité. En 1617, ils font subir le même sort à l'île de Porto Santo, située non loin de Madère. Les Français s'emparent de l'île de Tamaraca, située sur la côte du Brésil, et pillent les *engenhos* (sucreries) de Bahia, ainsi que ceux des Ilheos. L'île de Saint-Jacques, située près du Cap Vert, est ravagée par les Hollandais, et c'est pour la deuxième fois dans un court intervalle, car elle a déjà été rançonnée par Drake, lorsqu'il revint de son fameux voyage. L'île de Saint-Thomé [1], Porto da Cruz, et les établissements formés par les Portugais sur la terre ferme, près du Cap Vert, sont également dévastés par les Hollandais. Sur les côtes d'Angola, ils assiégent la ville de Loanda et brûlent dans la rade un grand nombre d'embarcations. Puis ils prennent les forteresses de Cacheu, d'Ocre et de Mina.

1. Nous conservons l'orthographe portugaise.

« Dans les Indes orientales, ils se rendent maîtres des Moluques et de la forteresse de Tidor, et confisquent toutes les propriétés des Portugais. Trois fois ils investissent Goa et Malaca... Ils incendient une flotte tout entière, commandée par le vice-roi don Martin Alfonso de Castro.

« Au Brésil, les Hollandais occupent par surprise, en 1624, la ville de Bahia, en 1630, la place célèbre de Fernambouc... Les forteresses de Rio Grande, de Porto Calvo, de Tamaraca, les villes de Parahiba, de Seana, tous les établissements qui s'étendent jusqu'à Sérégippe, avec trois cents lieues de côtes, tombent successivement en leur pouvoir.

« Voilà les peuples qui vinrent vendanger dans notre vigne, parce qu'ils trouvèrent les murs et les portes renversés !...

« La puissance de cette monarchie reposait sur nos forces navales qui nous faisaient respecter sur toutes les mers, et qui mettaient nos vaisseaux à l'abri des déprédations des corsaires. Certains revenus étaient spécialement affectés à l'entretien de notre marine... Les habitants de Madère abandonnaient aux rois de Portugal la cinquième partie du produit de leurs sucreries, pour les mettre à même de payer les soldats et les matelots qui gardaient les

côtes de leur île... Tous ces revenus furent affectés par les rois de Castille à la défense de leur propre royaume. Cet abus devint si grand qu'il n'y eut plus dans nos ports une seule frégate en état de servir dans un cas urgent. Alors, l'immense étendue des mers s'ouvrit aux pirates, qui attaquèrent partout nos vaisseaux marchands..., tandis que notre marine militaire, payée de nos deniers, était employée à protéger la Castille. Si parfois des navires espagnols venaient croiser sur nos côtes, pour les garantir contre les insultes de l'ennemi, nous étions obligés de supporter tous les frais, et même de les payer d'avance...

« Ainsi périssait dans tout l'univers la vieille réputation de ce royaume; car le Portugal, sans marine, est semblable à une torche sans lumière. En effet, c'est par sa marine qu'il a rempli de splendeur les régions les plus lointaines et les plus inconnues. Une caravelle rasée, sortie de nos ports, suffisait alors pour jeter l'épouvante parmi les Maures [1]. »

Faut-il s'étonner que la nation portugaise ressentît une haine implacable contre ces insolents

1. Voyez Antonio Veloso de Lyra, *Espelho de Lusitanos*. M. Ferdinand Denis nous a communiqué ce fragment traduit du portugais. Ce savant distingué se propose de l'insérer dans son *Histoire du Portugal*, qui paraîtra dans l'*Univers*.

étrangers qui l'opprimaient depuis soixante ans?

L'insurrection des Catalans fit éclater cette haine comprimée jusqu'alors par la terreur. Le duc d'Olivarès, impatient de soumettre les rebelles et de détruire leurs priviléges, fit sommer le duc de Bragance et tous les chefs de la noblesse portugaise de venir à Madrid, pour y voter de nouveaux subsides et prendre part à l'expédition que le roi se proposait de diriger en personne. Mais les Portugais étaient plus disposés à imiter les Catalans qu'à les combattre. Une conspiration se forma. L'archevêque de Lisbonne et plusieurs des plus puissants seigneurs du royaume entreprirent de délivrer leur patrie du joug de l'Espagne, et de placer sur le trône le duc de Bragance. C'était un petit-fils de Catherine, petite-fille du grand Emmanuel, et le seul descendant des anciens rois de Portugal qui ne fût point exclu de la couronne par la loi fondamentale de Lamego. Le samedi 1er décembre, à huit heures du matin, Pinto-Ribeiro, intendant de la maison du duc de Bragance, donna le signal du soulèvement, en tirant un coup de pistolet dans le palais de Lisbonne. A l'instant, les conjurés parurent de toutes parts aux cris de : *Vive la liberté! vive le roi don Juan* IV*!* La garde allemande fit peu de résistance; la garde cas-

tillane fut vaincue et dispersée. Le secrétaire d'État, Vasconcellos, qui était le vrai chef du gouvernement, fut poignardé, et la vue de son corps jeté par la fenêtre apaisa la fureur de la multitude. La vice-reine, Marguerite de Savoie, fut arrêtée, et, craignant pour sa vie, elle envoya au gouverneur de la citadelle l'ordre de se rendre. Le mouvement de la capitale fut imité dans les provinces; en moins de quinze jours, le Portugal, affranchi de la domination castillane, reconnut Jean de Bragance. Les colonies suivirent l'exemple de la métropole : la ville de Ceuta fut la seule où les Espagnols réussirent à maintenir leur autorité.

Déjà la nouvelle de la révolution de Portugal avait parcouru l'Europe entière. Philippe IV était le seul qui l'ignorât encore. Ses courtisans n'osaient l'en instruire. Enfin le duc d'Olivarès l'abordant, le sourire sur les lèvres : — Sire, lui dit-il, Votre Majesté vient de gagner un grand duché et plusieurs belles terres. — Et comment? dit le prince étonné. — C'est, ajouta le ministre, que la tête a tourné au duc de Bragance ; il s'est laissé follement proclamer roi de Portugal : voilà toutes ses terres confisquées de droit. — Il faut y mettre ordre , répondit le roi, avec le même accent de fausse sérénité. — Pour ré-

primer l'insurrection, il fallait de la promptitude et de l'énergie. Mais l'Espagne n'était pas en état d'agir avec vigueur contre le Portugal. La guerre étrangère et celle de la Catalogne absorbaient toutes ses forces. Au lieu d'attaquer, elle fut réduite à se tenir sur la défensive, et plus d'une fois elle vit son territoire violé par les Portugais. La plupart des puissances de l'Europe reconnurent le nouveau roi. La France, la Suède et la Hollande conclurent avec lui des traités d'alliance. Lorsque après la paix des Pyrénées l'Espagne reprit l'offensive, il était trop tard. La monarchie portugaise avait acquis toutes les conditions de la durée. Soutenue ouvertement ou en secret par les ennemis de l'Espagne, elle maintint son indépendance qui fut enfin reconnue en 1668 par le successeur de Philippe IV.

Les révolutions simultanées de Catalogne et de Portugal épuisèrent toutes les ressources de l'Espagne. Ni ses troupes, ni son argent n'arrivèrent plus sur les divers théâtres de la guerre. Ses alliés se découragèrent, et Richelieu, par de brillantes promesses, s'efforça d'ébranler leur fidélité chancelante. Des défections paraissaient imminentes en Italie. Le Milanais, le royaume de Naples, la Sicile n'atten-

daient qu'une occasion pour secouer le joug. Aussi l'Espagne essuya-t-elle de nouveaux revers. Appréciations d'abord l'étendue de la perte qu'elle fit en 1640, lorsque les colonies portugaises se soulevèrent à l'exemple de la métropole. En Afrique, elle perdit la forteresse de Tanger, située sur le détroit de Gibraltar; les îles Açores où ses galions avaient coutume de se ravitailler, et d'où elle tirait une partie des blés nécessaires à sa nourriture; l'île de Madère, qui produisait des vins et du sucre d'une qualité supérieure; les îles du cap Vert et notamment celle de Saint-Jacques, où se faisait le trafic des cuirs avec les indigènes. Déjà précédemment, les Hollandais s'étaient emparés des principales places de commerce en Guinée et dans les royaumes de Congo et d'Angola, qui fournissaient à l'Espagne le plus grand nombre des esclaves employés aux mines du Mexique et du Pérou. Quand ces colonies eurent été enlevées aux sujets de Philippe IV, le prix des nègres haussa tellement que l'on cessa d'exploiter plusieurs mines d'or du Pérou et du Pòtosi. Au-delà du cap de Bonne-Espérance, les Espagnols perdirent les colonies de Mozambique et de Sofale, où l'on recueillait la poudre d'or, l'ambre gris et l'ivoire; plus au nord, les forts de Zanguebar et de Monbaze, qui ser-

vaient d'entrepôt à leur commerce avec l'Ethiopie. Ces quatre villes passèrent de nouveau sous la domination portugaise. En Asie, l'Espagne se vit enlever la ville de Mascate, située en face d'Ormouz, et qui était la clef de son commerce avec la Perse. Plus loin, dans les Indes, les Portugais reprirent la forteresse de Diu, et la ville de Goa, résidence de leurs anciens vice-rois, près de laquelle on trouvait les plus beaux diamants de l'Orient; sur les côtes du Malabar, les forteresses de Cananor, de Cranganor et de Cochim, où se faisait un grand trafic de soie, de poivre et de cannelle; au-delà du cap Comorin, une partie des côtes de l'île de Ceylan, où l'on recueillait une immense quantité de cannelle, des rubis, des saphirs, des topazes, et surtout des perles d'une grande beauté; sur la côte de Coromandel, les forteresses de Negapatam et de Muzalapatam; enfin, la ville de Macao, dont la perte anéantit le riche commerce que les Espagnols, établis dans les îles Philippines, faisaient avec la Chine et le Japon. Outre ces colonies situées sur le continent de l'Asie, les Portugais enlevèrent à leurs anciens maîtres plusieurs îles, entre autres les Maldives, près de Goa. Les Hollandais, de leur côté, s'étaient emparés de l'île de Banda et des Moluques, qui abondaient en noix mus-

cades, en girofles, en bois de sandal, en aromates de toute espèce. En Amérique, les Portugais recouvrèrent tout le Brésil, depuis la rivière des Amazones jusqu'à celle de la Plata. C'était le pays le plus riche en denrées coloniales. La seule ville de Rio-Janeiro fournissait, tous les ans, plus de vingt cinq-mille caisses de sucre et une immense quantité de bois de Brésil, de tabac, de poivre et de coton [1].

En Europe, l'Espagne éprouva les plus sanglants désastres. L'année même où les Catalans et les Portugais se révoltèrent, les Français reprirent l'offensive sur tous les points. Le comte d'Harcourt attaqua dans ses lignes le marquis de Lleganez, gouverneur du Milanais, qui avait entrepris le siége de Casal. Trois fois il fut repoussé, mais Turenne et du Plessis-Praslin ramenèrent trois fois les troupes à l'assaut. Enfin les fossés furent franchis, et les Espagnols, forcés dans leurs retranchements, se retirèrent par le pont du Pô, qui s'écroula sous la foule des fuyards. La caisse militaire, l'artillerie et les bagages tombèrent aux mains des vainqueurs. Les Espagnols perdirent six mille hommes, tant morts que prisonniers [2]. Cinq mois

1. *Gazette de France*, Numéros du 6 et du 12 novembre 1647.
2. Sismondi, t. XXIII. p. 428. Cf. *Gazette de France*, numéro du 31 mai 1640.

après, le marquis de Brézé, qui commandait les forces navales de France, défit la flotte castillane près de Cadix. Ce fut une perte immense pour toute l'Espagne. Cinq galions de quatorze à quinze cents tonneaux furent détruits. Le vaisseau amiral qui fut coulé à fond ne portait pas moins de seize cents tonneaux, et les marchandises dont il avait fait provision pour l'Amérique valaient plus de six cent mille écus d'or [1]. Les autres navires étaient presque aussi richement chargés. Le moindre était armé de trente-six pièces de canon. Plus de quinze cents des meilleurs marins de l'Espagne périrent dans ce grand désastre [2]. En 1642, le maréchal de la Meilleraye se rendit maître de la ville et de la citadelle de Perpignan, que le marquis de Flores d'Avila fut obligé de lui remettre après une résistance opiniâtre. La prise de Perpignan fut suivie de celle du château de Salses, et bientôt après tout le Roussillon fut soumis. Pendant ce temps, le comte de la Mothe-Houdancourt s'empara de la place de Monçon, située sur les confins de l'Aragon, et força le marquis de Lleganez à lever le siége de Lerida [3]. Puis il revint

1. 7,200,000 francs. Valeur relative : 14,400,000 francs.
2. *Gazette de France*, numéro du 14 septembre 1640.
3. Sismondi, t. XXIII, p. 520.

en triomphe à Barcelonne et fut nommé vice-roi de la Catalogne qu'il avait si bravement défendue. L'année suivante, l'Espagne essuya des revers plus terribles encore. Richelieu venait de mourir, et Louis XIII l'avait suivi de près au tombeau. Mais la France resta fidèle à la politique du grand ministre qui l'avait relevée aux yeux des nations. Le prince de Condé inaugura le règne de Louis XIV par la glorieuse victoire de Rocroy. Les vaincus laissèrent huit mille morts sur le champ de bataille; sept mille prisonniers furent conduits en France, et les vieilles bandes espagnoles qui avaient été si longtemps la terreur de l'Europe furent en quelque sorte anéanties[1]. Cette victoire qui couvrit de lauriers le berceau de Louis XIV fut suivie de nouveaux triomphes. L'esprit de corps et ce sentiment traditionnel d'honneur qui avait si longtemps animé l'infanterie espagnole n'existaient plus. On eût dit que les lignes de Rocroy forcées, la barrière de l'honneur castillan était également forcée. En 1644, le duc d'Orléans, secondé par les maréchaux de la Meilleraye, de Gassion et de Rantzau, attaqua la ville de Gravelines avec tant de vigueur que Ferdinand de Solis qui la défendait fut obligé de capi-

1. Sismondi, t. XXIV, p. 42.

tuler, après un siége de deux mois[1]. En même temps, les Français emportaient les lignes de Thionville et le prince de Condé se rendait maître de Philipsbourg et de Mayence. En 1645, le duc d'Orléans pénétra dans la Flandre maritime et enleva aux Espagnols les villes de Mardyck, de Linck, de Bourbourg, de Cassel et de Béthune[2], tandis que Turenne et Condé remportaient en Allemagne la victoire décisive de Nordlingue. En Espagne, le comte d'Harcourt s'empara de Rosas et de Balaguer, après avoir vaincu les Castillans sur les bords de la Segra. En 1646, la ville de Courtrai tomba au pouvoir de l'armée française, commandée par le duc d'Orléans et le prince de Condé. Les Espagnols refusèrent le combat que leur offraient ces deux généraux. Leur inaction permit aux Français d'envahir de nouveau la Flandre maritime, où ils occupèrent la place forte de Bergues-Saint-Vinox et la citadelle de Mardyck. La reddition de ces deux villes fut suivie de la prise de Furnes. Mais l'événement le plus remarquable de cette campagne fut la conquête de Dunkerque par le prince de Condé[3]. Cette ville, qui était la clef de la Flandre,

1. Sismondi, t. XXIV, p. 64.
2. *Ibid.*, p. 80.
3. *Ibid.*, p. 119.

fut assiégée par terre et par mer. Les Espagnols firent de vains efforts pour la secourir. Le comte Piccolomini s'avança jusqu'à Furnes, mais le maréchal de Gassion le contraignit à la retraite et la garnison de Dunkerque fut obligée de se rendre. Pendant ce temps, le duc de Brézé, qui commandait la flotte française, se rendit maître de Télamone, de Salines et de Santo-Stefano [1]. Sa mort ne ralentit pas les opérations militaires des Français en Italie. Le maréchal de la Meilleraye sortit de Toulon avec une nouvelle escadre et s'empara de Piombino et de Porto-Longone. Il laissa des garnisons dans les places conquises, et ramena ses vaisseaux dans les ports de la Provence, pour préparer une nouvelle expédition. La terreur était extrême en Italie. Le duc de Modène, François Ier, qui avait donné des preuves de dévouement à l'Espagne, accueillit enfin les propositions de Mazarin et conclut une ligue avec la France. Mais l'orgueil des ministres de Philippe IV semblait s'accroître à mesure que leur puissance s'affaiblissait. Ils rebutaient par leur langage arrogant les princes d'Italie qu'ils avaient tant d'intérêt à ménager. En 1647, leur tyrannie donna de nouveaux alliés à la France :

1. Sismondi, t. XXIV, p. 124.

deux insurrections éclatèrent au-delà des Alpes et portèrent de nouveaux coups au trône ébranlé de Philippe IV.

Il y avait un proverbe qui exprimait énergiquement la répugnance des Italiens pour la domination espagnole : *L'officier de Sicile ronge, l'officier de Naples mange, l'officier de Milan dévore.* Ce fut la Sicile qui donna le premier signal de la révolte. On comptait alors dans cette île un million d'habitants. C'était une population plutôt agricole que commerçante. Les Catalans, les Florentins et les Génois lui expédiaient des draps et des étoffes de soie. Les Siciliens donnaient en échange leurs blés, qu'ils pouvaient fournir à bon marché. Il était de l'intérêt du gouvernement de protéger l'agriculture de cette province, que l'on appelait le grenier de l'Espagne. Charles-Quint, Philippe II et Philippe III n'y établirent que des impôts modérés et respectèrent les priviléges des habitants [1]. Il n'en fut pas de même sous le règne de Philippe IV. Les besoins d'une guerre ruineuse nécessitaient des taxes nouvelles, et bientôt les ministres du roi catholique résolurent de faire supporter aux Siciliens une partie des charges publiques. Plus la nature avait été prodigue envers ce

1. Ranke, p. 446-447.

beau pays, plus ils entreprirent de l'accabler. Ils frappèrent d'impôts considérables tous les objets de première nécessité : la farine, la viande, le vin, l'huile. Ce furent les pauvres qui en souffrirent le plus, car les prêtres et les nobles en étaient exempts, et leurs vexations venaient encore se joindre à celles des étrangers [1]. Dans cette fertile contrée où la Providence a réparti ses dons avec tant de libéralité, on vit plus d'une fois des malheureux mourir de faim [2]. L'expédition des Français à Orbitello et à Piombino fut pour les Siciliens une nouvelle source de maux. Dans toutes les villes, dans tous les villages, on enrôla un homme sur cinq et on le contraignit à servir comme soldat ou comme matelot. Si quelqu'un échappait par la fuite à ce rude service, on saisissait les biens de sa famille, à moins qu'elle ne mît elle-même l'autorité sur la trace du fugitif [3].

Telle était la situation de la Sicile, lorsqu'une famine se déclara en 1647. Une sécheresse sans exemple avait anéanti les récoltes de l'année précédente, et les chaleurs excessives faisaient craindre une nouvelle calamité. Le marquis de Los Velez crut remédier

1. Campanella, p. 202.
2. Sismondi, t. XXIV, p. 146-147.
3. *Gazette de France*, numéro du 28 juin 1647.

au mal en défendant aux boulangers, sous peine de mort, d'augmenter le prix du pain. Il fut bientôt obligé de retirer cette étrange ordonnance, qui n'avait fait qu'ajouter à la misère. La disette augmentant tous les jours, le peuple de Palerme se souleva et mit le feu aux maisons habitées par les agents de l'autorité centrale. Les prisonniers, rendus à la liberté au nombre de plus de huit cents, se joignirent à la foule irritée. Pendant trois jours, la capitale de la Sicile fut en proie à l'anarchie. Le gouverneur, caché dans un couvent, n'essayait même pas de remédier au désordre. Enfin, craignant pour sa vie, il abolit les gabelles nouvellement établies, rendit au peuple le droit d'élire ses magistrats et accorda une amnistie générale à tous ceux qui avaient pris part à la révolte[1]. Ces concessions affaiblirent l'autorité du vice-roi, sans calmer les esprits. Fort de l'assentiment de ses concitoyens, un artisan de Palerme, Joseph d'Alessio, vint demander au marquis de Los Velez l'abolition de tous les impôts établis depuis la mort de Charles-Quint, l'exclusion des Espagnols de tous les emplois publics et le rétablissement des Siciliens dans leurs antiques priviléges. Le voisinage d'une flotte française augmentait sa confiance. En effet, la ré-

1. Sismondi, t. XXIV, p. 148.

volte se propagea rapidement. Catane, Agrigente, Syracuse, Trapani s'associèrent au mouvement de Palerme; la seule ville de Messine se sépara de la cause nationale, pour ne pas obéir à l'impulsion d'une cité rivale. Elle supprima, il est vrai, les gabelles, mais ce fut aux cris de *Vive l'Espagne!* Les nobles protestèrent de leur dévouement à Philippe IV. Ces divisions affaiblirent le parti national. Les partisans de l'Espagne s'efforcèrent de perdre le premier magistrat de Palerme, en l'accusant de vendre la Sicile à la France. Il périt dans une émeute; des promesses fallacieuses assoupirent le ressentiment public, et la Sicile fut de nouveau soumise au roi catholique. Mais elle eut bientôt lieu de s'en repentir, car le nouveau vice-roi se montra tout aussi dur, tout aussi perfide que celui qui l'avait précédé.

L'oppression qui pesait sur les Napolitains était plus intolérable encore. Les vice-rois ne songeaient qu'à s'enrichir pour se faire des créatures et pour conserver la faveur de la cour de Madrid. Ils vendaient aux plus offrants les fonctions publiques [1]. Les acheteurs cherchaient avant tout à rentrer dans leurs frais et à faire fortune. Ils y parvenaient en ne reculant devant aucun moyen. On voyait des conseil-

1. *Partenope liberata* di Gioseppe Donzelli, p. 5. Naples, 1647.

lers qui n'avaient qu'un traitement de six cents ducats [1] s'enrichir en quelques années. Ce système de corruption s'étendait depuis les plus hauts fonctionnaires jusqu'aux agents subalternes. Tout était vénal, au point que le juge acceptait de l'argent de la part de celui qu'il était chargé de poursuivre. Au lieu de considérer leurs attributions comme une partie du pouvoir suprême qui leur était déléguée, les représentants de l'autorité publique les exploitaient dans leur intérêt privé [2].

Les nobles avaient quitté Naples où le vice-roi les recevait sans se découvrir et ne leur permettait pas de s'asseoir en sa présence. Accablés de dettes pour la plupart et retirés dans leurs châteaux, ils y faisaient revivre les droits féodaux les plus onéreux ; ils astreignaient leurs vassaux aux plus pénibles services ; ils affermaient à des prix élevés les domaines les moins productifs ; ils obligeaient les marchands de bestiaux d'acheter des sauf-conduits pour chaque tête de bétail ; ils ne toléraient sur les routes d'autres auberges que celles qu'ils affermaient eux-mêmes à des prix exagérés ; aussi l'aubergiste était-il réduit à rançonner les voyageurs pour s'indemniser. Ils

1. 4,380 francs. Valeur relative : 8,760 francs.
2. Ranke, p. 455.

avaient accaparé le monopole de la soie et des principaux produits du pays[1]. Enfin, sous les prétextes les plus frivoles, ils jetaient leurs vassaux dans des prisons malsaines, et par leurs cruautés faisaient détester la domination espagnole[2]. On peut croire que la cour de Madrid voyait avec plaisir ces divisions intestines, et qu'elle comptait sur le dévouement intéressé de la noblesse. Cependant le vieux parti angevin n'était pas entièrement éteint, et quoique la plupart des gentilshommes fussent attachés à la maison d'Autriche, on en comptait encore un assez grand nombre qui portaient les fleurs de lis dans leurs armes et n'attendaient qu'une occasion pour se donner à la France[3].

Le clergé napolitain était orgueilleux et arrogant comme la noblesse; presque jamais il n'ouvrait ses rangs aux pauvres. Il administrait à son profit les revenus des hôpitaux et des monts-de-piété institués pour le soulagement des classes inférieures[4].

Ainsi les fonctionnaires publics, la noblesse et le clergé, quoique jaloux les uns des autres et pour-

1. Ranke, p. 457-458.
2. Campanella, p. 190.
3. Ranke, p. 461.
4. *Ibid.*, p. 458.

suivant des intérêts divers, étaient d'accord pour exploiter ce malheureux pays.

Nulle garantie n'était offerte à la sécurité publique. Soit incurie, soit cupidité, les gouverneurs laissaient tomber en ruines les forteresses. Les commandants des places de guerre n'entretenaient pas le tiers des soldats qu'ils faisaient figurer sur les contrôles. Les galères restaient attachées au môle, dépourvues de rames et de rameurs, de soldats et de canons, pendant que les Barbaresques infestaient les côtes de la Pouille et de la Calabre [1]. Les soldats mercenaires, chargés de la défense du littoral, ne rendaient aucun service. Lâches en présence de l'ennemi, ils n'étaient braves que contre les citoyens. Souvent ils leur enlevaient les prisonniers faits sur les Turcs ou sur les Barbaresques, pour se faire valoir auprès du gouverneur, et demander la récompense d'une victoire que d'autres avaient remportée. Ces abus étaient fréquents sur les côtes de la Calabre. Vainement les habitants avaient demandé des armes pour se défendre contre les pirates, à condition qu'on leur laissât la moitié de la rançon des prisonniers. Le gouvernement ombrageux de Madrid n'écouta point ces prières qui ne

1. Ranke, p. 460.

parvinrent peut-être pas même jusqu'aux oreilles du monarque[1].

Des impôts excessifs aggravaient encore le sort des Napolitains. Dans l'espace de treize années[2], les ducs de Monterey et de Médina tirèrent de ce royaume cent millions d'écus d'or[3]. Mais les dépenses rendues nécessaires par la guerre européenne, que Philippe IV soutenait depuis son avénement au trône, augmentaient en raison même des revers essuyés par la monarchie. Le duc d'Arcos taxa presque tous les articles de consommation, et souvent la taxe était égale à la valeur de l'objet imposé[4]. Une nuée d'agents du fisc s'abattit sur les provinces; mais la misère du peuple était si grande que, dans plus d'un village, ils ne trouvèrent pas un meuble à saisir, pas un lit pour se reposer[5]. Plus de trente mille hommes quittèrent la Pouille et la Calabre, abandonnant leurs maisons et leurs champs, pour aller s'établir en Turquie. L'oppression était moins intolérable chez ces barbares; ils se contentaient d'un impôt de dix carlins par an, tandis que le plus pauvre Napolitain acquittait dix

1. Campanella, p. 190.
2. De 1631 à 1644.
3. Douze cent millions de francs. Sismondi, t. XXIV, p. 151.
4. *Partenope liberata*, p. 5.
5. Sismondi, t. XXIV, p. 152.

doublons[1]. Dans plus d'un village, les habitants offrirent aux collecteurs de devenir fermiers des terres qui leur avaient appartenu jusqu'alors en toute propriété, s'engageant à les cultiver pour le compte du vice-roi, à condition qu'il se chargeât de pourvoir à l'entretien de leurs familles[2]. Ces prières furent repoussées avec mépris. Les malheureux voulurent envoyer un prêtre au roi pour lui exposer leurs souffrances; la police empêcha le prêtre d'accomplir sa mission.

Grâce à ce gouvernement paternel, l'agriculture déclina dans toutes les parties du royaume. Les campagnes devenaient stériles; les collines, couvertes autrefois d'oliviers et de vignes, n'offraient plus que de vastes déserts. Il restait aux pauvres une dernière ressource: c'étaient les fruits que cette terre fertile produit en abondance et qui sont d'une exquise qualité. Or, le gouvernement de Madrid venait d'envoyer à Milan la somme de quatre cent mille écus d'or, pour la subsistance des troupes qui devaient entrer en campagne[3]. Mais cet argent ne suffisait pas pour

1. Doppie d'oro. Voyez *Partenope liberata*, p. 6. Dix doublons valent 218 francs.

2. *Ibid.*

3. Quatre millions 800,000 francs. *Gazette de France*, numéro du 25 mai 1647.

les dépenses de cette armée. Le duc d'Arcos reçut l'ordre de fournir un million d'écus[1]. Il établit un impôt sur les fruits, et les baraques des collecteurs s'élevèrent aussitôt sur les places publiques. Qu'on juge de l'indignation des pauvres, lorsqu'ils se virent arracher le seul aliment qui pût encore assouvir leur faim !

Il arriva que la femme d'un pêcheur d'Amalfi, nommé Thomas Anello, fut arrêtée par les commis de la gabelle, pour avoir voulu introduire en fraude un peu de farine qui devait servir à la nourriture de sa famille. Elle languissait en prison depuis huit jours, et son mari ne pouvait obtenir sa délivrance, malgré les plus humbles supplications. Enfin les geôliers lui déclarèrent qu'elle ne serait remise en liberté qu'en payant une amende de cent écus[2]. Le malheureux vendit tout son avoir et porta l'argent aux commis de la gabelle ; puis, réduit par la misère au désespoir, il jura de se venger. L'occasion se présenta bientôt. Les Napolitains célébraient tous les ans une fête en l'honneur de la Vierge des Carmes. Ce jour-là, on construisait sur la place publique un château en bois, dans lequel

1. Douze millions de francs. Valeur relative : vingt-quatre millions.
2. 1,046 francs. L'écu d'Italie valait 10 francs 46 centimes.

une partie du peuple s'enfermait comme dans une citadelle; des jeunes gens de Naples et des campagnes voisines, distribués en compagnies et armés de mousquets et de lances, simulaient une attaque, et la foule applaudissait à ce combat. Thomas Anello devait commander une des compagnies. Cette circonstance était favorable à ses projets. Il sortit de Naples avec huit de ses compagnons, âgés de vingt-trois à vingt-quatre ans, et les ayant conduits dans un lieu sûr, il les supplia de seconder sa vengeance et de contraindre le gouverneur à supprimer les nouveaux impôts. Tous prêtèrent serment; mais ils manquaient d'argent pour acheter des armes. Un frère de Thomas Anello, qui était moine dans le couvent des Carmes, lui donna vingt carlins, ajoutant qu'il vendrait jusqu'à ses habits pour contribuer au succès d'une si noble entreprise. Cet exemple trouva des imitateurs, et le pêcheur d'Amalfi fut en état de fournir des arquebuses et des mousquets à plus de quatre cents jeunes gens, prêts à combattre pour la cause publique. Le nombre des conjurés s'accrut tous les jours, et dans une si grande multitude il ne se trouva pas un traître, tant était générale et profonde la haine qu'inspiraient les Espagnols [1].

1. *Partenope liberata*, p. 7-8.

La fête des Carmes se célébrait le 16 juillet. C'était le jour fixé pour l'exécution de l'entreprise. Mais un événement imprévu fit éclater plus tôt la révolte.

Le dimanche 7 juillet, vers les quatre heures de l'après-midi, la place publique de Naples était encombrée de paysans de Pouzzoles, qui portaient des paniers de figues et d'oranges. Les commis de la gabelle allaient percevoir l'impôt, lorsque le bruit se répandit que le gouverneur, cédant à l'indignation des Napolitains, avait retiré son édit. Les paysans, croyant qu'on les trompait, refusèrent de payer l'impôt exigé par les commis de la gabelle. On les menaça de la prison et des galères. Aussitôt ils renversèrent les paniers, les foulèrent aux pieds, et firent le serment de ne plus acquitter un impôt illégal et odieux[1]. La foule, attirée par le tumulte, augmentait à chaque instant. Déjà, l'on jetait des pierres aux soldats accourus pour soutenir les collecteurs : alors parut Thomas Anello. Sa présence, celle de ses compagnons en armes, inspira la confiance aux plus timides. Les soldats furent repoussés, et le peuple, enivré de ce premier succès, courut aux baraques des collecteurs, y mit le feu, désarma les gardes et massacra les Espagnols qui se trouvaient sur la place

1. *Partenope liberata*, p. 8-9.

publique [1]. La tête coiffée d'un bonnet rouge, le corps à peine couvert de méchants habits, Thomas Anello traversa en triomphe les rues de Naples. Il était suivi d'une multitude innombrable qui obéissait à ses ordres. Partout, sur son passage, on brûla les maisons qui contenaient les registres de l'impôt, aux cris mille fois répétés de : *Vive l'Espagne! meure le mauvais gouvernement!* Le vice-roi craignit pour sa vie; il sortit de son palais par une issue secrète, et s'enfuit dans l'église de Saint-Louis, d'où il parvint à gagner le Château-Neuf [2]. Le peuple pénétra dans le palais abandonné du vice-roi, força les gardes espagnoles et allemandes à mettre bas les armes, et jeta les meubles par les fenêtres, pour les brûler dans la rue. Les prisonniers mis en liberté se joignirent aux révoltés. On pilla les magasins des armuriers, et bientôt la force populaire dépassa cinquante mille hommes armés de mousquets, de sabres et d'arquebuses.

Tels furent les commencements de cette insurrection, qui annonça, dès cette époque, la dissolution prochaine et inévitable de la monarchie espagnole. On sait que, pendant huit jours, l'autorité du vice-

1. *Partenope liberata*, p. 10.
2. *Ibid.*, p. 13.

roi fut méconnue; que Thomas Anello fut le véritable maître; qu'il ne demanda rien par lui-même, mais qu'il exigea la confirmation du privilége que Charles-Quint avait accordé aux Napolitains, l'abolition des gabelles établies au mépris de ce privilége, et une amnistie générale pour tous ceux qui avaient pris part à la révolte. Le duc d'Arcos fut obligé de céder. Il consentit à toutes les demandes de Thomas Anello ; il parut avec lui sur le balcon de son palais, et l'embrassa devant le peuple assemblé, puis il le suivit à l'église ; le cardinal archevêque lut à haute voix le privilége de Charles-Quint, et le duc d'Arcos jura de le maintenir. Un festin de réconciliation fut célébré à Pausilippe. Thomas Anello s'y rendit, pour son malheur, car depuis ce jour fatal, il ne fut plus le même homme. Sa raison s'altéra ; il donna des ordres étranges, cruels. Le duc d'Arcos voyait avec joie les progrès de sa démence et l'isolement dans lequel le laissaient ses anciens amis. Enfin, le 16 juillet, il envoya ses gardes pour le tuer. Ils le percèrent de leurs épées et traînèrent son corps dans les rues. Le peuple ne montra qu'indifférence et froideur ; le duc d'Arcos crut l'insurrection terminée, et se hâta d'envoyer des courriers à Madrid, à Rome, à Milan et à Pa-

lerme, pour répandre partout l'heureuse nouvelle[1].

Mais bientôt la disette amena une seconde révolte. Le duc d'Arcos s'enfuit au Château-Neuf, tandis que les rues étaient inondées de sang espagnol. La cour de Madrid envoya don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, pour apaiser la révolte. Le 4 octobre 1647, une flotte espagnole vint jeter l'ancre dans le port. On annonça aux Napolitains que don Juan d'Autriche, qui la commandait, leur apportait la confirmation du privilége de Charles-Quint. A cette nouvelle, le prince de Massa, que les habitants avaient choisi pour capitaine, leur conseilla de déposer les armes en signe de soumission. Mais les plus compromis s'écrièrent qu'ils ne pouvaient se fier aux Espagnols. Plusieurs accusèrent le prince de Massa de trahir l'intérêt public. Don Juan d'Autriche, instruit de cette disposition des esprits, et, craignant l'arrivée d'une flotte française, résolut de reprendre la ville par un coup de main. Le 5 octobre, à dix heures du matin, pendant que ses envoyés abusaient le peuple par de belles promesses,

1. *Partenope liberata*, p. 14-65. Cf. Batalla peregrina entre Amor y Fidelidad. Mantoue, 1651. Cf. *Gazette de France*, numéro du 30 juillet 1647.

les canons des trois forts et toute l'artillerie des vaisseaux ouvrirent sur la ville un feu meurtrier. La foule, assemblée dans l'espoir de la paix, se dispersa aussitôt, et don Juan, suivi de quatre mille soldats de marine, vint occuper les quartiers de Porto, de Saint-Joseph, de Chiaia et de Sainte-Lucie, dont les habitants avaient posé les armes. Mais lorsque les Espagnols essayèrent de pénétrer dans l'intérieur de la ville, ils rencontrèrent une résistance obstinée. Toutes les rues étaient barricadées, et le peuple tirait sur les soldats du haut des maisons. Chassés de la rue de Tolède, après une lutte sanglante, ils furent contraints à la retraite, et ne purent se maintenir que dans les trois châteaux. De là, ils continuèrent à foudroyer la ville. Dans l'espace de quelques jours, ils tirèrent quinze mille coups de canon et détruisirent près de deux mille maisons. Mais le joug de l'Espagne n'était pas moins détesté dans les provinces que dans la capitale. Caserta, Ottaviano, Salerne, Capoue, Averse, se soulevèrent, et quatorze mille volontaires se mirent en route pour secourir les Napolitains. La Calabre, la Basilicate et la Pouille leur envoyèrent des munitions de guerre, des vivres et de nouveaux auxiliaires. Déjà l'on comptait de part et d'autre près de

sept mille morts, lorsque les Espagnols cessèrent le feu et demandèrent à traiter. Mais les Napolitains ne pouvaient plus avoir confiance en leurs bourreaux. Ils répondirent qu'ils voulaient vaincre ou mourir, et les drapeaux noirs et rouges qu'ils avaient arborés sur les palais et les tours des églises annoncèrent aux Espagnols que le temps des négociations était passé. Don Juan d'Autriche ne tenta pas même un dernier effort pour les réduire par la force des armes. Il se hâta de lever l'ancre et gagna la haute mer[1] !

Jusqu'à ce jour, les Napolitains ne s'étaient battus que pour le maintien de leurs priviléges, et n'avaient cessé de protester de leur dévouement au roi d'Espagne. Après la victoire, ils résolurent de s'affranchir de la domination tyrannique de Philippe IV. Ils proclamèrent la république, effacèrent les armes d'Espagne de tous les édifices publics, et sur les monnaies, frappées avec l'argenterie des églises, ils gravèrent d'un côté l'image de Notre-Dame-des-Carmes et de l'autre un cheval sans frein, emblème de la Liberté. Les provinces reçurent l'invitation de suivre l'exemple de la capitale, de choisir des députés et de les envoyer à Naples

1. *Gazette de France*, numéros des 8, 16 et 21 novembre 1647.

pour prendre part à l'exercice du pouvoir souverain.

Au moment où la république était proclamée à Naples, le prince de Massa n'existait plus. Accusé de trahison, il avait été mis à mort, et le peuple avait confié le commandement suprême à Gennaro Annese. Un rare mélange de courage et de prudence l'avait désigné aux suffrages des Napolitains. Mais ils commençaient à désirer un chef qui joignît à la bravoure et à la science militaire l'éclat d'un nom illustre. Ils s'adressèrent au duc de Guise dans l'espoir qu'il commanderait mieux l'obéissance, et qu'il leur rendrait les services que le prince d'Orange avait rendus à la république de Hollande. En même temps, ils se placèrent sous la protection du roi de France.

Ce fut à Rome que le duc Henri de Guise reçut les députés napolitains. Il était issu de la maison de Lorraine, qui avait des prétentions au royaume des Deux-Siciles, comme héritière des droits qu'elle tenait de la fille aînée de René, roi de Provence. Autorisé par l'ambassadeur de France, il s'embarqua sur une petite felouque et parvint à travers mille périls à gagner le port de Naples, où il fut reçu avec des honneurs presque royaux. Le peu-

ple lui décerna le titre de défenseur de sa liberté, de généralissime de ses armées de terre et de mer, sous la protection du roi très chrétien, et avec les prérogatives dont le prince d'Orange jouissait en Hollande [1].

Le duc de Guise organisa l'insurrection. Il publia un pardon général pour tous les nobles qui se rallieraient à la cause publique; il promit deux ducats de récompense à tous les soldats italiens qui quitteraient les drapeaux de l'Espagne, et huit ducats à ceux qui s'enrôleraient dans l'armée des Napolitains. Ses succès furent brillants et rapides. Pendant les derniers jours du mois de décembre, il chassa les Espagnols du faubourg de Chiaia et de tous les postes qu'ils avaient repris. Le 5 janvier 1648, il se rendit maître de la ville d'Aversa, qui avait servi de quartier-général à la noblesse. Les villes de Nole et d'Avellino ouvrirent leurs portes à ses lieutenants. Les provinces de Salerne et de la Basilicate se soulevèrent en sa faveur [2]. Si la France avait secondé les Napolitains avec quelque vigueur, ils auraient été délivrés pour toujours du joug de l'Espagne. Mais le nom de Guise inspirait trop de méfiance aux mi-

1. *Gazette de France,* numéros des 5 et 13 décembre 1647.
2. Mémoires du duc de Guise, t. LV, liv. II et III. Collection Petitot.

nistres de Louis XIV; Mazarin eût mieux aimé donner la couronne de Naples au roi qu'il servait qu'au chef de la maison de Lorraine. Lorsque le duc de Richelieu se présenta dans la baie de Naples avec trente-neuf vaisseaux de ligne, onze brûlots et vingt galères, il se trouva en mesure de détruire la flotte ennemie. Mais ses instructions l'empêchaient d'agir. Il n'attaqua pas même les Espagnols; il n'apporta au duc de Guise ni munitions, ni vivres; il affecta même de ne traiter qu'avec Gennaro Annese, et affaiblit ainsi l'affection des Napolitains pour le chef qu'ils avaient librement élu. Cependant l'insurrection paraissait sur le point de triompher; le royaume presque tout entier s'était soulevé contre les Espagnols, et ils songeaient à transporter leurs effets les plus précieux à bord de leurs vaisseaux, lorsqu'ils apprirent les divisions qui régnaient parmi leurs ennemis. Le comte d'Ognate, qui venait de succéder au duc d'Arcos et à don Juan d'Autriche, se hâta de profiter de ce retour de fortune. Il gagna des traîtres parmi les insurgés. Gennaro Annese était jaloux du duc de Guise, qui le traitait avec hauteur. Il promit, si l'on parvenait à éloigner pendant quelques heures son redoutable rival, de livrer aux Espagnols la porte de Santa-Anna. Tout avait été convenu entre lui et le

comte d'Ognate, lorsqu'on apprit à Naples que deux galères espagnoles s'étaient emparées de la petite île de Nisida, située à deux cents pas du promontoire de Pausilippe. Le duc de Guise se hâta de partir avec ses meilleurs soldats pour en chasser les Espagnols. A peine fut-il sorti de Naples, que Gennaro Annese accomplit sa trahison en livrant la porte de Santa-Anna et la tour des Carmes qui avait servi de citadelle au peuple. Pour échapper à la haine publique, il fit répandre le bruit que le duc de Guise avait vendu la ville aux Espagnols. Délaissés par la France, trahis par leurs chefs, les Napolitains perdirent courage et firent leur soumission au nouveau vice-roi, qui s'avançait à la tête des garnisons des trois châteaux, des soldats de la flotte et des gentilshommes royalistes. Dès lors, la cause du duc de Guise fut perdue. Malgré des prodiges de valeur, il fut arrêté près de Capoue et envoyé prisonnier en Espagne [1]. Tous ceux qui avaient pris part à la révolte furent condamnés à mort. On confisqua leurs biens, on égorgea leurs enfants, et si l'on épargnait les plus jeunes, c'était après les avoir rendus incapables de perpétuer leurs familles. Gen-

1. Mémoires du duc de Guise, t. LVI, liv. IV et V. Cf. Sismondi, t. XXIV, p. 166-170.

naro Annese lui-même porta sa tête sur l'échafaud.

Les révoltes de Sicile et de Naples portèrent de nouveaux coups à l'Espagne, déjà si affaiblie par les guerres de Catalogne et de Portugal. Les armées de Louis XIV furent partout victorieuses : en Flandre, en Allemagne, en Italie et au-delà des Pyrénées. Philippe IV ne put fournir que peu de subsides à l'archiduc Léopold qui combattait dans les Pays-Bas. Ce général manquait d'argent, de munitions et de vivres. Il perdit un temps précieux à rappeler ses troupes de leurs quartiers d'hiver, et à la faveur de ce retard le prince de Condé investit la ville d'Ypres, qu'il contraignit à capituler le 29 mai 1648. Attaqués dans leur retraite, les Français essuyèrent sans riposter le feu des Espagnols, mais ils ne leur donnèrent pas le temps de recharger leurs canons, et s'élançant avec impétuosité sur leurs lignes ils parvinrent à les rompre. La victoire fut complète. Le général Beck fut blessé à mort; le prince de Ligne, qui commandait la cavalerie espagnole, fut fait prisonnier avec tous les mestres du camp et plus de cinq mille soldats; trente-huit pièces de canon et tout le bagage tombèrent aux mains des vainqueurs; trois mille morts couvraient le champ de bataille. Tels

furent les résultats de la victoire de Lens, une des plus glorieuses que le prince de Condé ait remportées dans sa carrière si féconde en hauts faits [1].

En Allemagne, le maréchal de Turenne défit les impériaux à Sommershausen. Cette victoire ouvrit toute la Bavière aux ravages des Français et des Suédois. En Italie, le maréchal du Plessis secourut Casal-Maggiore et força le marquis de Caracena, gouverneur de la Lombardie, à une retraite précipitée. En Catalogne, le maréchal de Schomberg repoussa les Espagnols qui avaient entrepris le siége de Flix, et prit d'assaut la ville de Tortose. Ainsi, pendant la campagne de 1648, la France fut victorieuse partout. Découragé par ces revers, Philippe IV prit le parti de céder. Il reconnut par le traité de Westphalie l'indépendance de la Hollande et renonça à toute influence sur l'Allemagne. Il allait signer la paix avec la France, lorsque les troubles de la Fronde lui rendirent l'espoir qu'il avait perdu. Les circonstances lui parurent favorables pour se venger enfin des secours que Louis XIV avait accordés aux Hollandais, aux Portugais, aux Catalans, aux Siciliens et aux Napolitains. Il rompit les négociations entamées, et la guerre recommença.

1. Sismondi, t. XXIV, p, 171-175.

Dès l'origine des troubles, Philippe IV avait promis des subsides aux mécontents. La princesse de Condé, les ducs de Bouillon, de La Force, de Saint-Simon, de La Trémouille, de La Rochefoucault, mettaient tout leur espoir dans les trésors du Pérou qu'ils croyaient inépuisables. Mais le premier ministre du roi d'Espagne, don Louis de Haro, successeur du duc d'Olivarès, ne voulait qu'alimenter la guerre civile. Il seconda mollement les partisans des princes, pour prolonger une lutte si utile à l'Espagne. A la faveur de cette diversion il reprit l'offensive, mais il eut soin de ne pas aventurer ses armées dans l'intérieur de la France, de peur de blesser le sentiment national et de réunir tous les partis contre l'ennemi commun. Il ne chercha qu'à reprendre dans les Pays-Bas, en Catalogne et en Italie, toutes les places que les Français avaient conquises, pendant le ministère de Richelieu et les premières années de la régence d'Anne d'Autriche. Cette politique habile eut un plein succès. En 1652 l'archiduc Léopold reprit les villes de Gravelines, de Mardyck et de Dunkerque. Don Juan d'Autriche assiégea Barcelonne, la contraignit de se rendre et acheva la soumission des Catalans révoltés depuis treize ans. En Italie, les Espagnols s'emparèrent de

la forteresse de Casal, occupée par une garnison française[1]. Grâce aux dissensions intérieures de la France, les généraux de Philippe IV recouvrèrent successivement toutes les villes qu'ils avaient perdues depuis l'avénement de Louis XIV. Tout à coup la fortune offrit au roi d'Espagne l'appui de ce même capitaine, sous la conduite duquel les Français avaient remporté tant de victoires. Le prince de Condé venait d'émigrer en Flandre pour échapper à la persécution de Mazarin. Il avait entraîné dans sa défection les régiments levés en son nom, au nom de son frère et de son fils, ceux de Mademoiselle de Montpensier et une partie de ceux du duc d'Orléans. La princesse de Condé, le duc d'Enghien, Marsin, Lenet et une brillante partie de la noblesse l'avaient suivi dans l'exil pour seconder ses projets [2]. Philippe IV saisit avidement cette occasion de se venger de ses anciennes défaites et de reporter la guerre sur le territoire ennemi. Il ordonna qu'on entourât d'égards l'illustre fugitif; il le nomma généralissime de ses armées, et lui conféra les mêmes droits et les mêmes honneurs qu'à l'archiduc Léopold. Mais Condé n'était plus déjà qu'un émigré combattant sous les dra-

1. Sismondi, t. XXIV, p. 488-490.
2. *Ibid.*, t. XXIV, p. 487.

peaux de l'étranger. Il eut beau s'emparer de Réthel, de Sainte-Menehould, de Bar-le-Duc, de Ligny, de Commercy, personne ne voulut embrasser le parti d'un général dont les succès étaient autant de revers pour son pays. Il s'affaiblit en laissant des garnisons dans les places conquises : aussi Turenne n'eut-il pas de peine à les reprendre et à forcer le prince d'évacuer le territoire français.

Trompé dans son attente, Philippe IV rechercha l'appui de Cromwell ; mais il avait été prévenu par Mazarin. Le Protecteur préféra l'amitié de la France, qui n'avait encore ni marine, ni colonies, à celle de l'Espagne qui avait de si riches possessions en Amérique et aux Indes. Un traité d'union fut conclu entre les deux pays, le 23 mars 1657. La France et l'Angleterre convinrent de réunir leurs forces pour enlever aux Espagnols les villes de Gravelines, de Mardyck et de Dunkerque, à condition que la première resterait à Louis XIV, et que les deux autres seraient remises entre les mains des Anglais. Ce traité reçut son exécution. Turenne s'empara de Mardyck, et secondé par six mille vétérans, qui avaient pris une part glorieuse à la révolution d'Angleterre, il investit par terre la ville de Dunkerque, tandis que vingt vaisseaux anglais vinrent la bloquer par mer. Ce fut en vain que

don Juan d'Autriche et le prince de Condé rassemblèrent toutes leurs forces pour secourir cette place importante. Ils essuyèrent près des Dunes une sanglante déroute [1]. L'armée espagnole fut détruite tout entière, et Dunkerque ouvrit ses portes au vainqueur. Enhardis par ce succès, les Français occupèrent Furnes, Dixmude, Gravelines, Oudenarde et Ypres. Le roi d'Espagne tremblait pour le reste de ses possessions en Flandre et pour ses colonies menacées par les flottes anglaises. Il demanda la paix, et, pour l'obtenir, il céda tout l'Artois excepté Saint-Omer; les villes de Gravelines, de Bourbourg et de Saint-Venant en Flandre, les places de Landrecy et du Quesnoy dans le comté de Hainaut, celles de Thionville, de Montmédy, de Damvillers et d'Yvoy dans le duché de Luxembourg, et les villes de Marienbourg, de Philippeville et d'Avesnes, situées entre la Meuse et la Sambre; enfin, sur la frontière des Pyrénées, la Cerdagne et le Roussillon. Mais l'article le plus important du traité des Pyrénées fut le mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse, fille de Philippe IV. L'infante se désistait, il est vrai, de tous ses droits à la succession de son père. Mais son désistement était subordonné d'abord au payement d'une dot de

1. En 1658.

cinq cent mille écus d'or au soleil, et l'épuisement de ses finances ne permettait pas à Philippe IV d'acquitter cette dette. Mazarin prévoyait ensuite ce que vaudrait cette renonciation, dans le cas où la postérité mâle de Philippe IV viendrait à s'éteindre. Les événements justifièrent sa prévision après un intervalle de quarante ans.

Les succès des Anglais sur mer avaient hâté la conclusion de la paix des Pyrénées.

Déjà en 1625 la guerre avait éclaté entre l'Espagne et l'Angleterre. Mais les embarras intérieurs de Charles I[er] l'avaient empêché d'agir avec vigueur. La paix fut rétablie en 1630, et l'Espagne employa toutes ses forces à secourir l'empereur contre le parti protestant. Les Anglais, de leur côté, envoyèrent à Gustave-Adolphe un corps auxiliaire de six mille hommes, commandés par le marquis d'Hamilton. C'est à ce faible secours que se borna leur intervention dans la guerre de trente ans [1]. Les grands événements dont leur île était devenue le théâtre ne leur permirent pas de prendre une part active aux affaires du continent. Pendant un intervalle de vingt-cinq ans, ils ne se rencontrèrent plus avec les Espa-

1. Schiller, *Guerre de trente ans*, p. 174, traduction de madame de Carlowitz.

gnols sur les champs de bataille. Mais Cromwell, après avoir renversé le trône des Stuarts, imprima bientôt à la politique de l'Angleterre une direction plus conforme à ses vrais intérêts. Ce pays courbé sous la main de fer du Protecteur, mais respecté par les nations étrangères, avait centuplé son commerce et ses richesses. La France et l'Espagne, engagées dans une lutte opiniâtre, recherchaient son appui. Cromwell se décida pour la France. Son projet immédiat était de s'emparer du Mexique, mais les Espagnols eurent le temps de mettre ce royaume en état de défense. Les amiraux anglais furent plus heureux contre la Jamaïque. Une attaque soudaine les rendit maîtres de cette île, qui était la plus considérable et la plus précieuse des possessions espagnoles dans les Antilles. En 1655, la population blanche de la Jamaïque n'était que de quinze cents hommes, et le nombre des esclaves n'excédait pas celui des maîtres. Après la conquête, elle se repeupla rapidement par des colons venus d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et sous l'administration de d'Oyley, elle devint la plus florissante des colonies anglaises. Les Espagnols essayèrent vainement de la reprendre; les troupes qu'ils débarquèrent en

1658 furent battues et forcées de remonter sur leurs vaisseaux. Depuis cette époque, la Jamaïque servit d'entrepôt au commerce de contrebande, que les Anglais organisèrent avec les colonies du Mexique et du Pérou. Elle devint aussi le rendez-vous des flibustiers qui venaient y vendre le butin provenant de leurs expéditions.

Ainsi l'Espagne échoua contre l'Angleterre comme elle avait échoué contre la France, l'Allemagne protestante, la Suède et la Hollande. La guerre européenne qu'elle avait imprudemment soulevée tourna contre elle. Vaincue, abaissée, elle perdit pour toujours le prestige de sa puissance. La France et l'Angleterre, qu'elle avait longtemps troublées par ses intrigues, succédèrent à sa suprématie en Europe. Cet affaiblissement de la monarchie fut constaté pour la première fois en 1659, lors des négociations qui précédèrent le traité des Pyrénées, où l'on observa dans le cérémonial l'égalité la plus absolue entre les rois de France et d'Espagne. Mais bientôt Louis XIV éleva plus haut ses prétentions. La mort de Cromwell et la restauration des Stuarts avaient écarté le dernier obstacle à sa prépondérance en Europe. Il envoya l'ordre à ses ambassadeurs de prendre le pas sur ceux du roi d'Espagne, dans toutes

les cérémonies publiques. Un conflit étant survenu, à Londres, entre le comte d'Estrades et le baron de Watteville, au sujet de la préséance, Louis XIV prit cette affaire avec tant de hauteur, et se montra si décidé à venger, même par les armes, l'injure que son représentant avait reçue, que Philippe IV se vit obligé de céder, pour éviter à son pays les calamités d'une guerre nouvelle. Il rappela de Londres le baron de Watteville, fit blâmer la conduite qu'il avait tenue par le marquis de la Fuente, en présence de tout le corps diplomatique à Paris, et envoya l'ordre à ses ambassadeurs de ne plus contester la préséance à ceux de Louis XIV [1].

Tels furent les tristes résultats de la politique extérieure de Philippe IV.

Ce prince ne fut pas plus heureux dans ses efforts pour consolider l'unité de la Péninsule. Le Portugal, lassé d'une longue oppression, revendiqua sa vieille indépendance et se sépara de l'Espagne. La Catalogne se souleva pour le maintien de ses priviléges et se jeta dans les bras de la France, en haine du joug castillan. Il faut remarquer le mot dont se sert Melo pour caractériser la guerre qu'il raconte : *Una guerra como civil*, une sorte de guerre civile. Ainsi au milieu

1. Mémoires de madame de Motteville, t. XL, p. 148.

du XVIIe siècle et malgré les efforts persévérants de la maison d'Autriche, ce n'était pas tout à fait une guerre civile qu'une lutte entre Castillans et Catalans. « Parmi les nations de l'Espagne, dit ailleurs le même écrivain, la Catalogne est la plus attachée à sa liberté; *entre las mas naciones de Espana, son amantes de su libertad* [1]. » Mais rien ne donne une idée plus nette de cet esprit de patriotisme local que Philippe IV entreprit vainement de combattre, que le discours que Melo prête au chanoine Claris, député du clergé, qui excite ses concitoyens à la révolte :

« N'est-il pas vrai, dites-moi, que l'Espagne est lasse du joug? Pourrions-nous douter que l'irritation ne soit égale dans toutes les provinces ? Il en faut une qui commence à se plaindre, une qui brise la première les liens de l'esclavage ; les autres suivront. Oh ! ne laissez pas échapper la gloire de donner le signal ! La Biscaye et le Portugal vous regardent, et si leurs peuples se taisent, ce n'est pas qu'ils soient satisfaits, c'est qu'ils attendent ; leur délivance est à la charge de votre énergie. Aragon, Valence et Navarre dissimulent, il est vrai, leurs cris, mais non leurs soupirs. Ils pleurent silencieusement leur ruine ; n'en doutons pas, plus ils semblent abattus, plus ils sont près du

1. Melo, liv. I, chap. 71.

désespoir. La Castille elle-même, superbe et misérable à la fois, n'achète un mince triomphe qu'au prix d'une longue oppression. Demandez à ses habitants s'ils n'envient pas votre attachement à votre liberté. Et si tous les royaumes de l'Espagne vous promettent leurs applaudissements et leur appui, je ne vois pas qu'il vous soit plus difficile d'avoir d'autres auxiliaires. Doutez-vous du secours de la France? n'est-il pas inévitable? Dites, de quel côté craindriez-vous des ennemis? Les Anglais, les Vénitiens, les Génois ne cherchent en Castille que leur intérêt; si l'or et l'argent qu'ils en tirent prennent un autre chemin, ce jour-là changeront leurs amitiés et leurs alliances. Les sages Hollandais ne pourront s'étonner de vous voir suivre leurs traces, eux qui ont si glorieusement conquis la liberté!... Voyez notre province enclavée entre l'Espagne et la France. Ne soyez pas ingrats envers la nature, qui vous a donné la mer en face pour vous enrichir avec ses ports, la montagne à dos (*a las espaldas*) pour vous couvrir de ses aspérités; à droite et à gauche les deux plus grandes puissances de l'Europe, pour vous fortifier par leur opposition. Que vous manque-t-il, Catalans, sinon la volonté? N'êtes-vous pas les descendants de ces hommes fameux

qui, après avoir arrêté l'orgueil de Rome, ont été le fléau des conquérants africains? Ne gardez-vous pas quelques restes du sang de vos ancêtres? de cette poignée de héros qui dompta la Grèce pour venger les injures de l'empire d'Orient, et qui, après l'ingratitude des Paléologues, osa donner des lois à Athènes pour la seconde fois? Êtes-vous changés? Non, vous êtes les mêmes, j'en suis sûr; vous ne tarderez à le paraître qu'autant que la fortune tarderait à vous en fournir l'occasion. Mais quelle plus juste occasion attendriez-vous, que l'affranchissement de votre patrie? Vous avez vengé les injures de l'étranger, et vous ne vengeriez pas les vôtres! Voyez les Suisses, ce peuple obscur, de mœurs grossières et de religion incertaine: il s'est lassé de vivre à l'ombre du diadème impérial, et aujourd'hui les plus grands princes sollicitent et achètent son appui. Voyez les Provinces-Unies: elles n'avaient pas une aussi belle cause que vous, et la fortune leur a donné la main pour les conduire à l'indépendance.

« Si ces exemples ne vous touchent pas, remuez donc quelqu'une des pierres de cette cité, et elle vous racontera la résistance que ces murs opposèrent à Jean II d'Aragon, jusqu'à ce que, capitulant à notre discrétion sous les yeux du monde, il entra

en vaincu dans Barcelonne, où nous le reçûmes en triomphateurs. Est-ce enfin la grandeur du roi catholique qui vous arrête ? regardez-la de près, et vous cesserez de la craindre. Depuis combien d'années la voyez-vous baisser cette formidable puissance ! Certes, nous pouvons dire, à la vue de ses ruines, que sa grandeur se mesure plus par ce qu'elle a perdu que par ce qu'elle a possédé. Voulez-vous compter ce que chaque jour lui enlève ? des villes, vous en trouverez bon nombre en Flandre et en Lombardie détachées de son obéissance ; des contrées, demandez-les aux deux Indes ; des armées, la mer et le feu vous en rendront compte ; des capitaines, la mort ou la lassitude vous répondront [1]. »

Ainsi les Catalans ne se sentaient pas humiliés des revers de Philippe IV ; ils s'en réjouissaient plutôt, dans l'espoir de recouvrer leur ancienne indépendance. Pour eux, il n'y avait point d'Espagne, point de patrie commune : ils ne connaissaient que le tyran de la Castille, étendant son joug détesté sur les divers États de la Péninsule.

L'Andalousie n'était pas plus façonnée au joug que la Catalogne et le Portugal. En 1640, elle es-

1. Melo, liv. III, chap. 30, traduction de M. Léonce de Lavergne.

saya de se détacher de la monarchie espagnole et de former un royaume indépendant. Le projet fut conçu par le duc de Médina Sidonia, frère de la duchesse de Bragance, qui avait obligé son mari de placer sur sa tête la couronne de Portugal. C'était un des seigneurs les plus riches de l'Espagne. Il avait été nommé gouverneur de l'Andalousie, où se trouvaient ses immenses propriétés. Elles s'étendaient le long des bords de la mer, depuis les villes de Vexel et de Conil jusqu'à celles de Niebla et de San-Lucar. Séduit par l'exemple du duc de Bragance, il aspira au titre de roi. Déjà l'on avait signalé des vaisseaux de France, de Portugal et de Hollande sur les côtes de l'Andalousie, et une partie des habitants étaient prêts à prendre les armes, lorsque le complot fut découvert et dénoncé au duc d'Olivarès. Appelé à Madrid, le duc de Médina Sidonia ne dut la vie qu'à son repentir et à la franchise de ses aveux ; mais le marquis d'Ayamonte, son principal complice, eut la tête tranchée [1].

Dans les provinces de Biscaye, de Navarre, d'Aragon et de Valence, on avait la même haine pour le gouvernement central, le même attachement pour

1. Journal du Voyage d'Espagne, fait en 1659, par le sieur Bertaud, conseiller du parlement de Rouen, p. 92-94.

la liberté. Lorsque les Français passèrent les Pyrénées et occupèrent Barcelonne, il n'y eut point d'entraînement dans ces provinces pour repousser l'ennemi, point d'élan pour délivrer le pays : le sentiment national n'existait pas encore en Espagne. Il n'en était pas ainsi dans le royaume de Louis XIV. Il y avait longtemps que, suivant la belle expression d'un historien de nos jours[1], la France se sentait France. Lorsque François Ier, prisonnier à Madrid, eut consenti au démembrement de son royaume, les Bourguignons protestèrent d'une voix unanime contre le funeste traité qui les livrait à l'Espagne. Ni le connétable de Bourbon, ni plus tard le prince de Condé ne trouvèrent d'auxiliaires en Provence, en Picardie, en Champagne, quand ils pénétrèrent dans ces provinces à la tête de l'étranger. Tout le monde connaît ces nobles paroles que Richelieu trouva dans sa douleur, lorsqu'il rappelle dans son testament politique que, faute de marine, Henri IV n'avait pu obtenir satisfaction d'un capitaine anglais qui avait tiré sur un vaisseau français, pour le contraindre à rendre hommage à son pavillon : « *Les coups de canon perçant le vaisseau perçèrent aussi le cœur aux bons Français.* »

1. M Michelet.

Ce n'étaient point là de vaines paroles. Lorsque le ministre de Louis XIII eut déclaré la guerre à l'Espagne et à l'Empire, il fit appel aux vertus du peuple, à ses instincts d'honneur, et, comme nous dirions aujourd'hui, à son patriotisme. Cet appel fut entendu. Quand la nouvelle de la prise de Corbie se fut répandue à Paris, il se trouva dans le peuple, *parmi les laquais et les ouvriers*, comme l'ont dit les écrivains de l'époque, vingt-cinq mille soldats qui demandèrent à marcher contre l'étranger. L'esprit de nationalité se manifesta dans toutes les parties du royaume avec la même vivacité, et l'on vit que le sentiment de l'honneur et de la dignité du pays animait non seulement les classes supérieures et les âmes d'élite, mais encore les petits et les ignorants [1]. Aussi la France était-elle digne de marcher à la tête de l'Europe, tandis que l'Espagne semblait retomber dans l'anarchie du moyen âge. Pendant treize ans, une province riche et peuplée consentit à vivre sous la domination de l'étranger. Lorsqu'elle eut été réunie à l'Espagne par la paix des Pyrénées, Philippe IV jura de maintenir ses libertés [2]. Il est vrai

1. Considérations sur la Nationalité française au XVIIe siècle, par M. Jean Yanoski. Paris, 1841.
2. Sismondi, t. XXIV, p. 490.

qu'infidèle à sa promesse il dépouilla les Catalans d'une partie de leurs priviléges [1]. Mais en resserrant les liens qui les attachaient à la monarchie, il ne leur communiqua pas cet amour de la patrie qui faisait la force et la gloire du peuple français. Longtemps encore la Catalogne resta indécise entre les tendances qui la portaient vers la France et celles qui la poussaient vers l'Espagne. Lorsqu'au commencement du XVIIIe siècle un petit-fils de Louis XIV et un archiduc d'Autriche se disputèrent l'héritage de Charles II, elle se déclara pour celui des deux compétiteurs dont le triomphe eût eu pour résultat infaillible le démembrement de la monarchie. On sait avec quelle énergie elle combattit Philippe V, et l'héroïque résistance que Barcelonne opposa pendant deux ans aux forces réunies de la France et de l'Espagne.

Après la soumission des Catalans, Philippe IV dépouilla les Navarrais de quelques-unes de leurs libertés qui lui paraissaient incompatibles avec l'unité du pays; mais ce peuple n'en devint pas plus espagnol [2]. Les Biscayens, menacés du même sort,

1. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, Introduction, p. 18.
2. Mignet, Introduction, p. 18.

avaient protesté contre un décret de ce prince, qui établissait dans leur province un impôt sur le sel. Le roi avait été forcé de révoquer son ordonnance et de confirmer leurs fueros [1]. Les Alavais obtinrent comme eux la confirmation solennelle de leurs vieux priviléges [2]. Entouré d'embarras et de dangers, Philippe IV se vit obligé de sanctionner ces libertés locales qui entravaient l'exercice de son autorité. Il avait essayé, dans les premières années de son règne, de créer des intérêts communs aux diverses contrées dont se composait la monarchie espagnole. Des compagnies de commerce, établies à Lisbonne et à Séville, devaient rattacher à l'Espagne les pays qu'elle possédait en Amérique et dans les Indes; la ville de Barcelonne eût reçu le monopole du commerce du Levant, et une compagnie établie en Flandre eût été chargée de transporter les denrées coloniales et les produits manufacturés de l'Espagne sur tous les marchés de l'Europe. Ce projet, conçu par le duc d'Olivarès, reçut l'approbation de

1. La protestation qui fut remise au roi est datée du 25 novembre 1632.

2. Le décret de Philippe IV, qui confirme les priviléges des Alavais, est daté du 2 avril 1644. Voyez Llorente, *Provincias vascongadas*. Prologue, t. I, p. 17-22.

tous les bons Espagnols, vivement affligés des progrès de la Hollande [1]. « Nous devrions, dit Cespedes, verser des larmes de sang en voyant les Hollandais, qui naguère étaient dénués de tout et n'avaient ni armes, ni richesses, parvenir, grâce à leur union, à un si haut degré de puissance, tandis que chaque jour porte atteinte à la nôtre, parce que nous manquons de cette union si importante et si nécessaire [2]. » Il en fut de ce projet comme de tant d'autres : il ne reçut pas même un commencement d'exécution, et, au milieu des complications de la guerre générale, on ne tarda pas à l'oublier.

Les revers essuyés par Philippe IV, à l'intérieur comme au dehors, le jetèrent dans un abattement profond. L'extrême faiblesse de son fils, dont la vie paraissait toujours sur le point de s'éteindre, ajoutait encore à sa tristesse. Au milieu de ces sombres préoccupations, il apprit la nouvelle de la victoire des Portugais à Villa-Viciosa, et ce dernier coup l'acheva.

Depuis le rétablissement de la maison de Bragance

1. *Cespedes y Meneses*, liv. VII, chap. I.

2. « Deviamos llorar con lagrymas de sangre el ver, que aviendo el enemigo sin armas, fuerças, ni caudal, y solamente con su union llegado à tanto poderio, el nuestro fuesse aniquilandose, por falta de una circunstancia tan necessaria e importante. » *Ibid.*

sur le trône de Portugal, les Espagnols avaient fait de vains efforts pour replacer ce royaume sous leur domination. Soutenus par la France et l'Angleterre, qui étaient alors également intéressées à rompre l'unité de la Péninsule, les Portugais avaient réussi à conserver leur indépendance. En 1659, la France renonça, par le traité des Pyrénées, à leur fournir de nouveaux subsides; mais, en retirant son appui à ses anciens alliés, Louis XIV leur ménagea l'assistance plus efficace de l'Angleterre. Ce fut par son entremise que Charles II épousa Catherine de Portugal, et s'engagea, par son traité de mariage, à mettre à la disposition du gouvernement portugais huit frégates, avec trois mille hommes de pied et mille chevaux. En 1662, Louis XIV fit un pas de plus. Malgré l'engagement formel qu'il avait pris de ne plus soutenir les ennemis de l'Espagne, il envoya aux Portugais un secours de six cent mille livres, qui servirent à lever quatre mille soldats. Déjà, précédemment, il avait permis à un élève du maréchal de Turenne, au comte de Schomberg, de se rendre à Lisbonne avec cent officiers français réformés, cent sous-officiers d'artillerie et quatre cents vieux cavaliers [1].

1. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, t. I, p. 81-88.

L'Espagne était tellement affaiblie par ses longs revers que, pendant les quatre premières années qui suivirent le traité des Pyrénées, elle se trouva hors d'état d'entamer la frontière de ce petit royaume, dont elle avait si facilement fait la conquête sous le règne de Philippe II. Elle était cependant en paix avec tout le reste de l'Europe, et pouvait disposer de toutes ses forces contre le Portugal. Mais elle manquait de soldats et d'argent; elle manquait surtout de vaisseaux pour tenir la mer, bloquer les côtes des rebelles, et les empêcher de recevoir des secours de l'étranger.

En 1663, les troupes espagnoles se concentrèrent dans l'Estramadure, et don Juan d'Autriche reçut l'ordre de pénétrer dans le Portugal et de s'avancer sur Lisbonne. L'armée, composée de douze mille fantassins et six mille chevaux, partit de Badajoz le 6 mai 1663. Elle franchit la frontière sans résistance, et investit la ville d'Evora, qui fut obligée de se rendre. Les Portugais, commandés par le comte de Villaflor et par le comte de Schomberg, étaient arrivés trop tard pour secourir la ville assiégée. Ils se bornèrent à suivre les mouvements des Espagnols, à les harceler dans leur marche et à leur couper les vivres. Un premier engagement eut lieu

entre les deux armées sur les bords de la Dégèbe, petite rivière que les Espagnols voulaient passer. Les Portugais, retranchés sur la rive opposée, les repoussèrent et les contraignirent à reprendre le chemin de Badajoz. Attaqués dans leur retraite, les Espagnols essuyèrent une déroute complète, près d'Ameyxial. Huit pièces d'artillerie, quatorze cents chevaux, deux mille chariots chargés de munitions et de bagages, un grand nombre de drapeaux, et l'étendard même de don Juan, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. La ville d'Evora fut bientôt reprise. Les Espagnols démantelèrent eux-mêmes les places d'Aronches et de Codiceyra, qui leur restaient sur le territoire portugais, et se hâtèrent de les évacuer [1].

Repoussés du Portugal, attaqués jusqu'en Estramadure par le marquis de Marialva, qui avait remplacé le comte de Villaflor, les Espagnols firent un dernier et vigoureux effort pour recouvrer la supériorité qu'ils avaient perdue. Philippe IV rappela de Flandre le marquis de Caracena, son meilleur général. Pendant l'hiver de 1664 à 1665, il fit venir d'Italie, de Flandre et d'Allemagne tou-

1. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, t. I, p. 317-318.

tes les troupes, dont les ressources bornées de la monarchie lui permettaient de disposer. Don Juan d'Autriche fut disgracié et envoyé à Consuegra, et le marquis de Caracena reçut le commandement de l'armée du Portugal.

Le nouveau général résolut de se diriger sur Lisbonne. On lui avait promis que la flotte sortirait de Cadix le jour où l'armée partirait de Badajoz, et qu'elle attaquerait par mer la capitale du Portugal. Mais la flotte n'étant pas prête, il changea son plan d'attaque et se dirigea vers Villa-Viciosa. Les Portugais, commandés par le marquis de Marialva et par le comte de Schomberg, marchèrent à sa rencontre. Ils étaient moins nombreux que les Espagnols, mais ils avaient sur eux la supériorité que donne le patriotisme et l'habitude de la victoire. Après huit heures d'une mêlée sanglante, les Espagnols furent mis en déroute. Ils laissèrent sur le champ de bataille quatre mille hommes tués ou blessés, toute leur artillerie, quatre-vingt-six drapeaux, dix-huit étendards et presque tous les bagages [1].

La défaite de Villa-Viciosa compléta la ruine militaire de l'Espagne et assura l'indépendance du

1. Mignet, p. 366. Cf. Sismondi, t. XXIV, p. 84.

Portugal. Lorsque Philippe IV reçut la dépêche qui lui annonçait la fatale nouvelle, il la laissa tomber en disant : « Dieu le veut. »

« Le roi catholique, écrivit l'ambassadeur de France, a ressenti beaucoup de déplaisir de cette méchante nouvelle, que l'on dit lui avoir causé d'abord quelque indisposition. Il ne laissa pas toutefois, le jour de la Saint-Jean, de se trouver, *por materia de estado* (par raison d'état), à une promenade fort solennelle du *Prado Viejo* (au vieux Prado), près du Retiro, où à peine il put faire un tour du cours dans son extrême faiblesse [1]. »

Depuis ce moment, ses forces s'affaiblirent de jour en jour. Il ne fut bientôt plus en état de rester debout pendant les audiences qu'il donnait aux ambassadeurs. Après l'avoir vu le 4 août, l'archevêque d'Embrun écrivit au roi de France : « L'on ne peut pas s'imaginer la faiblesse présente de sa majesté catholique, à moins de le voir. Il est beaucoup courbé, et marche quasi chancelant, au lieu qu'il allait fort droit; il tient les yeux presque à moitié fermés; il a peine à pousser la voix; enfin il est une ombre de lui-même, et je sais que les gentils-

1. Dépêche de l'archevêque d'Embrun à Louis XIV, du 27 juin 1665. Mignet, p. 367.

hommes de sa chambre, qui avaient accoutumé quelquefois de l'entretenir, ne lui parlent plus, pour ne pas le peiner dans sa réponse, à moins qu'il ne fasse lui-même quelque demande [1]. »

Le 15 septembre, le roi reçut l'extrême-onction. Il prit congé de la reine, donna sa bénédiction à ses enfants et dit à son jeune et faible héritier : « Dieu veuille que vous soyez plus heureux que moi ! » Il expira le 17, à quatre heures et demie du matin, trois mois après la dernière défaite de ses soldats. Ni les grands, ni le peuple ne témoignèrent une affliction bien vive de sa mort. Ils se souvenaient qu'il avait reçu un royaume riche et puissant, et qu'il le laissait, après un règne de quarante-quatre ans, appauvri, déchu, en butte aux insultes des plus faibles ennemis, déjà démembré par eux et menacé de nouveaux démembrements, qui devaient amener bientôt la ruine de la monarchie.

1. Dépêche de l'archevêque d'Embrun à Louis XIV, du 14 août 1665. Mignet, p. 368.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

Imprimerie de J. BELIN-LEPRIEUR Fils, rue de la Monnaie, 11.



